103e ANNÉE
VOL. 103

N° 36
6707

OFF
A11E8
G3/
Ex.2

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 4 septembre 1971

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

Québec, Saturday, September 4, 1971

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are apayable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969 37883 — 1-52-o

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscriptions periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969 37883—1-52-o

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

Lettres patentes

Association sociale et culturelle Kayak (Montréal)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Gagné, 11, Brébeuf, Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, Jean-Marie Péloquin, 1458, Desaulniers, Longueuil, et René Généreux, 106, Bédard, Montréal, tous trois chauffeurs, pour les objets suivants:

Établir et exploiter une association sociale et sportive pour la pratique des sports et le délassement du corps, sous le nom de « Association sociale et culturelle Kayak (Montréal) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 2790-1971

Les ateliers P.A.T. inc.
P.A.T. Machine Shop Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1971, constituant en corporation: Germain Gauthier, surintendant, Yvette Soucy, ménagère, épouse dudit Germain Gauthier, tous deux de 506, 19e Avenue, Pointe-aux-Trembles, et Jean-Guy Bergeron, machiniste, 60, Lachapelle, Saint-Paul-l'Ermite, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'articles et marchandises fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Les ateliers P.A.T. inc. — P.A.T. Machine Shop Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Est, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 2996-1971

Belex (Québec) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1971, constituant en corporation: Alexander Konigsberg, 2378, Frenette, Saint-Laurent, Mark Rosenstein, 5003, Lacombe, et Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des lessiveuses et sécheuses et des machines pour la vente de produits liquides, bonbons, confiserie, produits du tabac, produits alimentaires et

Letters Patent

Association sociale et culturelle Kayak (Montréal)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Paul Gagné, 11 Brébeuf, St. Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, Jean-Marie Péloquin, 1458 Desaulniers, Longueuil, and René Généreux, 106 Bédard, Montreal, all three chauffeurs, for the following purposes:

To establish and operate a social and sports association for sports practice and physical relaxation purposes, under the name of "Association sociale et culturelle Kayak (Montréal)".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 2790-1971

Les ateliers P.A.T. inc.
P.A.T. Machine Shop Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Germain Gauthier, superintendent, Yvette Soucy, housewife, wife of the said Germain Gauthier, both of 506, 19th Avenue, Pointe-aux-Trembles, and Jean-Guy Bergeron, machinist, 60 Lachapelle, St. Paul-l'Ermite, for the following purposes:

To manufacture and deal in articles and goods made, in whole or in part, from metal or wood, under the name of "Les ateliers P.A.T. inc. — P.A.T. Machine Shop Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal-East, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 2996-1971

Belex (Québec) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alexander Konigsberg, 2378 Frenette, Saint-Laurent, Mark Rosenstein, 5003 Lacombe, and Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in washing and drying machines and machines for the vending of liquid products, candy, confectionery, tobacco products, food

laitiers, en faire le commerce, sous le nom de « Belex (Québec) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 1117 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

41766 3186-1971

Centre d'études politiques de Québec et de la région inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Thibaudeau, avocat, 43, Côte du Passage, Lévis, Maria C. Masson, ménagère, épouse de Vincent Masson, 1090, de la Tour, et Claude Auger, décorateur, 48, Ste-Famille, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées à l'étude en commun des questions économiques, politiques et sociales et promouvoir leurs connaissances et leur développement culturel à cet égard, sous le nom de « Centre d'études politiques de Québec et de la région inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 220, Grande-Allée, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 2597-1971

Le Cercle des Affaires de Hauterive

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: André Lauer, 808, Guay, Marc Dumais, 258, de la Falaise, Charles Lajoie, 311, Bossé, Jean-Roch Barbeau, 1599, Laflèche, tous quatre commerçants, Jacques Parent, avocat, 894, avenue Henri, Diogène Brousseau, garagiste, rue Joliette, Guy Éthier, gérant, 168, Rouleau, et Gaston Bédard, pharmacien, 770, Bossé, tous de Hauterive, pour les objets suivants:

S'occuper de promotion et de planification économique et commerciale, sous le nom de « Le Cercle des Affaires de Hauterive ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 2754-1971

and dairy products, under the name of "Belex (Québec) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1117 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

41766-o 3186-1971

Centre d'études politiques de Québec et de la région inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roger Thibaudeau, lawyer, 43 Côte du Passage, Lévis, Maria C. Masson, housewife, wife of Vincent Masson, 1090 de la Tour, and Claude Auger, decorator, 48 St. Famille, the latter two of Québec, for the following purposes:

To create a common study group for the consideration of economic, political and social questions and to further the group's knowledge and sophistication in this respect, under the name of "Centre d'études politiques de Québec et de la région inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at 220 Grande-Allée, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 2597-1971

Le Cercle des Affaires de Hauterive

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Lauer, 808 Guay, Marc Dumais, 258 de la Falaise, Charles Lajoie, 311 Bossé, Jean-Roch Barbeau, 1599 Laflèche, all four dealers, Jacques Parent, lawyer, 894 Henri Avenue, Diogène Brousseau, garage operator, Joliette Street, Guy Ethier, manager, 168 Rouleau, and Gaston Bédard, pharmacist, 770 Bossé, all of Hauterive, for the following purposes:

To undertake economic and commercial promotion and planning, under the name of "Le Cercle des Affaires de Hauterive".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Hauterive, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 2754-1971

Clinique médicale de Rigaud inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Laurent Lemay, gérant de banque, 1, de la Banque, Robert Lefebvre, gérant-comptable, 16, Champagne, tous deux de Rigaud, et Jacques Faubert, agent d'assurance, Sainte-Madeleine-de-Rigaud, pour les objets suivants:

Établir et promouvoir l'organisation et le fonctionnement d'une clinique médicale générale, sous le nom de « Clinique médicale de Rigaud inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est 100, rue St-Pierre, Rigaud, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 225-1971

Clinique médicale de Rigaud inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Laurent Lemay, bank manager, 1 de la Banque, Robert Lefebvre, accounting manager, 16 Champagne, both of Rigaud, and Jacques Faubert, insurance agent, St. Madeleine-de-Rigaud, for the following purposes:

To establish and promote the organization and operation of a general medical clinic, under the name of "Clinique médicale de Rigaud inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at 100 St. Pierre Street, Rigaud, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 225-1971

Le Club de l'Âge d'Or de Cabano inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gertrude Côté, fille majeure, Laurette Lévesque, épouse de Lucien Ruest, toutes deux ménagères, et Albert St-Amand, rentier, tous trois de Cabano, pour les objets suivants:

Assurer des activités et des loisirs aux personnes âgées, sous le nom de « Le Club de l'Âge d'Or de Cabano inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Cabano, district judiciaire de Kamouraska.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 2885-1971

Le Club de l'Âge d'Or de Cabano inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gertrude Côté, spinster, Laurette Lévesque, wife of Lucien Ruest, both housewives, and Albert St-Amand, annuitant, all three of Cabano, for the following purposes:

To provide activities and spare time pursuits for elderly people, under the name of "Le Club de l'Âge d'Or de Cabano inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is $20,000.

The head office of the corporation is at Cabano, judicial district of Kamouraska.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 2885-1971

Club de poneys de course St-Hyacinthe

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Brunette, membre de la sûreté du Québec, 1100, Chabot, Douville, Paul-André Duphily, opérateur, 340, Centre, Saint-Thomas-d'Aquin, et Walter Morin, vendeur, Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir le sport des courses de poneys, sous le nom de « Club de poneys de course St-Hyacinthe ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Club de poneys de course St-Hyacinthe

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gilles Brunette, member of the Québec Police Force, 1100 Chabot, Douville, Paul-André Duphily, operator, 340 Centre, St. Thomas d'Aquin, and Walter Morin, salesman, St. Hyacinthe-le-Confesseur, for the following purposes:

To form and operate a sports club and promote the sport of pony racing, under the name of "Club de poneys de course St-Hyacinthe".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is $50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 2567-1971

Club de tir à la volée de Rimouski

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Bernier, 4, 3e Rue est, app. 14, Norbert Lévesque, 145, Dionne, tous deux marchands, J.-Amédée Raymond, vendeur d'assurances, 176, de la Sapinière, Gilles Thibault, voyageur de commerce, 358, Desrosiers, Clément Claveau, photographe, 131, St-Joseph ouest, Hugues Saucier, pharmacien, 663, Louis David, Jules Ferland, vendeur, 114, Ste-Thérèse, tous sept de Rimouski, et Clément Côté, gérant, 25, 8e Avenue, Rimouski-Est, pour les objets suivants:

Promouvoir l'organisation du tir sous toutes ses formes, sous le nom de « Club de tir à la volée de Rimouski ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 2678-1971

Comité des citoyens de Laflèche inc.
Citizens' Committee of Laflèche Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Coutu, technologiste, 1626, rue Albert, Jean-Claude Parent, outilleur, 1392, rue Andy, Henk Kouwenberg, machiniste, 3785, rue des Cèdres, Pierre Labelle, 1353, rue Nielsen, et Camille Roberge, 1860, rue Godin, ces deux derniers sans emploi, tous cinq de Laflèche, pour les objets suivants:

Faire participer les citoyens de Laflèche à l'administration municipale et scolaire de leur ville, sous le nom de « Comité des citoyens de Laflèche inc.— Citizens' Committee of Laflèche Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $30,000.

Le siège social de la corporation est à Laflèche, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 2402-1971

The head office of the corporation is at St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 2567-1971

Club de tir à la volée de Rimouski

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean Bernier, 4, 3rd Street East, Apt. 14, Norbert Lévesque, 145 Dionne, both merchants, J.-Amédée Raymond, insurance salesman, 176 de la Sapinière, Gilles Thibault, commercial traveller, 358 Desrosiers, Clément Claveau, photographer, 131 St. Joseph West, Hugues Saucier, pharmacist, 663 Louis David, Jules Ferland, salesman, 114 St. Thérèse, all seven of Rimouski, and Clément Côté, manager, 25, 8th Avenue, Rimouski-East, for the following purposes:

To organize and promote a shooting club covering all forms of the sport, under the name of "Club de tir à la volée de Rimouski".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 2678-1971

Comité des citoyens de Laflèche inc.
Citizens' Committee of Laflèche Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marcel Coutu, technologist, 1626 Albert Street, Jean-Claude Parent, tool maker, 1392 Andy Street, Henk Kouwenberg, machinist, 3785 des Cèdres Street, Pierre Labelle, 1353 Nielsen Street, and Camille Roberge, 1860 Godin Street, the latter two unemployed, all five of Laflèche, for the following purposes:

To promote the participation of the citizens of Laflèche in the municipal and school administration of their city, under the name of "Comité des citoyens de Laflèche inc.— Citizens' Committee of Laflèche Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is $30,000.

The head office of the corporation is at Laflèche, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 2402-1971

Comité Pierre de Coubertin du Québec inc.
Pierre de Coubertin Québec Committee Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des letres patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Hans - Georg Schmadtke, mécanicien de précision, 8454, du Chardonnet, Anjou, Carl Schwende, ingénieur, 170, Goineau, Laval, et Harry Goetschi, agent de réclamations, 720, Montcassin, app. 5, Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport amateur au moyen d'activités de nature sociale ou para-sportive, sous le nom de « Comité Pierre de Coubertin du Québec inc. — Pierre de Coubertin Québec Committee Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 5385-1970

La Corporation de placements Cyla
Cyla Investment Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1971, constituant en corporation: Stanley L. Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montreal Ouest, Samuel Wex, 27, chemin Holtham, Hampstead, tous deux avocats, Nycole Nadeau, épouse de Marshall Gaudreault, 6132, de l'Authion, Anjou, et Leah Levy, épouse de Louis Lefcovitch, 1476, Montcalm, Laval, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de « La Corporation de placements Cyla — Cyla Investment Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 797, avenue Lajoie, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

41766 3135-1971

École d'art et de dessin Labonté inc.
Labonté Art and Drafting School Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1971, constituant en corporation: Lucette T. Labonté, directrice d'école, fille majeure, 4541, St-Denis, Jean-Paul Lecompte, gérant, 8470, 25e Avenue, app. 1, tous deux de Mont-

Comité Pierre de Coubertin du Québec inc.
Pierre de Coubertin Québec Committee Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Hans-Georg Schmadtke, precision mechanic, 8454 du Chardonnet, Anjou, Carl Schwende, engineer, 170 Goineau, Laval, Harry Goetschi, claims agent, 720 Montcassin, Apt. 5, Montreal, for the following purposes:

To promote amateur sport through communal or recreational activities, under the name of "Comité Pierre de Coubertin du Québec inc. — Pierre de Coubertin Québec Committee Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 5385-1970

La Corporation de placements Cyla
Cyla Investment Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley L. Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, Samuel Wex, 27 Holtham Road, Hampstead, both advocates, Nycole Nadeau, wife of Marshall Gaudreault, 6132 de l'Authion, Anjou, and Leah Levy, wife of Louis Lefcovitch, 1476 Montcalm, Laval, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "La Corporation de placements Cyla — Cyla Investment Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 3,900 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 797 Lajoie Avenue, Dorval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

41766-o 3135-1971

École d'art et de dessin Labonté inc.
Labonté Art and Drafting School Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucette T. Labonté, school principal, spinster, 4541 St. Denis, Jean-Paul Lecompte, manager, 8470, 25th Avenue, Apt. 1, both of Montreal, and Camille

réal, et Camille Lavigueur, contrôleur, 317, chemin Tournelle, Laval, pour les objets suivants:

Enseigner le dessin, la peinture et les arts graphiques sous toutes leurs formes, sous le nom de « École d'art et de dessin Labonté inc.— Labonté Art and Drafting School Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 2388-1971

Les éditions Lingua inc.
Lingua Publishing Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation: Denis-R. Goulet, comptable, 5827, Druillette, Jean-Charles Castonguay, 10131, St-Charles, tous deux de Montréal, Jules Bergeron, 468, Marie-Thérèse, Sainte-Thérèse, Antoni Boulet, 22, avenue Adelaïde, Candiac, et Pierre Mongeau, 2010, Victoire, Laval, ces quatre derniers professeurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Les éditions Lingua inc.— Lingua Publishing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 2126-1971

Entrepreneurs peintres Hochelaga ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: Roland Lavigne, 8659, St-Denis, Jean-Claude René, 2409A, St-Germain, tous deux peintres, de Montréal, et Claude Picard, avocat, 7821, d'Aubigny, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs peintres, sous le nom de « Entrepreneurs peintres Hochelaga ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2409A, rue St-Germain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 2759-1971

Guide touristique Ulysse inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Lavigueur, comptroller, 317 Tournelle Road, Laval, for the following purposes:

To teach drafting, painting and graphic arts in all their forms, under the name of "École d'art et de dessin Labonté inc.— Labonté Art and Drafting School Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 2388-1971

Les éditions Lingua inc.
Lingua Publishing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis-R. Goulet, accountant, 5827 Druillette, Jean-Charles Castonguay, 10131 St Charles, both of Montreal, Jules Bergeron, 468 Marie-Thérèse, St. Thérèse, Antoni Boulet, 22 Adelaïde Avenue, Candiac, and Pierre Mongeau, 2010 Victoire, Laval, the latter four teachers, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, bookbinders and in other like commerce, under the name of "Les éditions Lingua inc.— Lingua Publishing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 2126-1971

Entrepreneurs peintres Hochelaga ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Lavigne, 8659 St. Denis, Jean-Claude René, 2409A St. Germain, both painters, of Montreal, Claude Picard, lawyer, 7821 d'Aubigny, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as painting contractors, under the name of "Entrepreneurs peintres Hochelaga ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 2409A St. Germain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 2759-1971

Guide touristique Ulysse inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation: Alyne Lavoie, épouse de Germain Villeneuve, 216, des Bouleaux ouest, Suzanne Duval, 243, des Fênes est, toutes deux de Québec, et Marthe Lessard, 1315, William, Sillery, ces deux dernières filles majeures, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Agir comme guides touristiques à travers la ville et la province de Québec, sous le nom de « Guide touristique Ulysse inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 2649-1971

Hydro-Press (Canada) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1971, constituant en corporation: Joseph S. Blumer, 225 Olivier, Israël S. Mass, 4979, Jean Brillant, tous deux avocats, de Montréal, et Clara Ehrenfeld, ménagère, épouse de Erwin Halasz, 4445, Notre-Dame, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter les négoces ou commerces de maîtres de forge, manufacturiers de bronze, aciéristes, convertisseurs du cuivre et de l'acier, manufacturiers du fer-blanc et fondeurs du cuivre et du fer, dans toutes leurs spécialités respectives, sous le nom de « Hydro-Press (Canada) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766 2346-1971

Imprompac Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Emmanoel V. Pacuraru, marchand, 11530, Ovide Clermont, Montréal Nord, Bernard-E. Blanchard, avocat, 105, 3e Avenue sud, Roxboro, et Micheline Mercier, secrétaire, célibataire, 4760, Jean Rivard, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Lancer, vendre, annoncer, distribuer ou introduire chacun et tous produits manufacturés, marchandises, propriété personnelle et objets de commerce et de négoce de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Imprompac Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alyne Lavoie, wife of Germain Villeneuve, 216 des Bouleaux West, Suzanne Duval, 243 des Frênes East, both of Québec, and Marthe Lessard, 1355 William, Sillery, the latter two spinsters, all three secretaries, for the following purposes:

To act as tourist guides in the city and province of Québec, under the name of "Guide touristique Ulysse inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 2649-1971

Hydro-Press (Canada) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph S. Blumer, 225 Olivier, Israël S. Mass, 4979 Jean Brillant, both advocates, of Montreal, and Clara Ehrenfeld, housewife, wife of Erwin Halasz, 4445 Notre-Dame, Laval, for the following purposes:

To carry on the trades or businesses of iron masters, brass manufacturers, steel makers, brass and steel converters, tin plate manufacturers and brass and iron founders, in all their respective branches, under the name of "Hydro-Press (Canada) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766-o 2346-1971

Imprompac Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Emmanoel V. Pacuraru, merchant, 11530 Ovide Clermont, Montreal North, Bernard-E. Blanchard, advocate, 105, 3rd Avenue South, Roxboro, and Micheline Mercier, secretary, spinster, 4760 Jean Rivard, Saint-Léonard, for the following purposes:

To promote, sell, advertise, distribute or introduce any and all manufactured products, merchandise, personal property and subjects of trade and commerce of every kind, under the name of "Imprompac Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41766 2702-1971

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41766-o 2702-1971

International Hockey Camps Ltd.
Les camps de hockey international ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: Ron Warr, administrateur, 428, avenue Knowlton, Lasalle, Julian Kotler, 5806, Hudson, Côte Saint-Luc, et Stanley R. Shuster, 4000, de Maisonneuve, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger des camps surveillés, sous le nom de « International Hockey Camps Ltd.— Les camps de hockey international ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 8255, Mountain Sights, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41766 2632-1971

International Hockey Camps Ltd.
Les camps de hockey international ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ron Warr, executive, 428 Knowlton Avenue, Lasalle, Julian Kotler, 5806 Hudson, Côte Saint-Luc, and Stanley R. Shuster, 4000 de Maisonneuve, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To establish, maintain and operate supervised camps, under the name of "International Hockey Camps Ltd.— Les camps de hockey international ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 20,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 8255 Mountain Sights, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41766-o 2632-1971

Ligue de base-ball Vimont-Auteuil inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Ayotte, policier, 2236, Fleury, Robert Rondeau, pompier, 245, Suard, et Georges Éthier, marchand, 2300, Trévet, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Établir, maintenir, conduire, organiser et promouvoir une ligue de baseball mineur, plus spécifiquement de catégorie Moustique à Junior, sous le nom de « Ligue de base-ball Vimont-Auteuil inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 2236, rue Fleury, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41766-o 1866-1971

Ligue de base-ball Vimont-Auteuil inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Fernand Ayotte, policeman, 2236 Fleury, Robert Rondeau, fireman, 245 Suard, and Georges Éthier, merchant, 2300 Trévet, all three of Laval, for the following purposes:

To establish, maintain, manage, organize and promote minor league baseball, especially in the Mosquito to Junior category, under the name of "Ligue de baseball Vimont-Auteuil inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at 2236 Fleury Street, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41766 1866-1971

Maguire Specialties Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Joseph E. Cassar, avocat, 2600, rue Portland, Yvette Drouin, épouse d'Hervé Desjardins, 1112, rue Lincoln, et Helen E. Pope, épouse de Gordon

Maguire Specialties Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph E. Cassar, lawyer, 2600 Portland Street, Yvette Drouin, wife of Hervé Desjardins, 1112 Lincoln Street, and Helen E. Pope, wife of Gordon Wadsworth

Wadsworth Morrison, 605, rue Victoria, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Manufacturer de la machinerie, des moteurs, des outils, des instruments et de la quincaillerie de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Maguire Specialties Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à route rurale numéro 1, Lennoxville, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766 2758-1971

Marché Boucherville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Ralph Baizana, 806 Fort St-Louis, Boucherville, John Leslie Paull, père, tous deux épiciers, et Marguerite Elizabeth McDonald, ménagère, épouse dudit John Leslie Paull, père, ces deux derniers de 1274, rue de Carillon, Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre et en général, exercer le négoce de toutes sortes d'articles ou marchandises ordinairement vendus dans une épicerie, sous le nom de « Marché Boucherville inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 785, rue Benjamin Loiseau, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766 2886-1971

Mill-Star Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1971, constituant en corporation: Albert Bassous, 4785, Plamondon, Montréal, Shafik Hakim, 1735, Rockland, Mont Royal, tous deux administrateurs, Moe Ackman, 26, Aldred Crescent, Hampstead, at Jack Boidman, 6505, Côte St-Luc, Côte Saint-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'un magasin de variétés et de nouveautés, sous le nom de « Mill-Star Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766 2660-1971

Morrison, 605 Victoria Street, the latter two secretaries, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery, engines, tools, implements and hardware of all kinds, under the name of "Maguire Specialties Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Rural Route number 1, Lennoxville, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766-o 2758-1971

Marché Boucherville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ralph Baizana, 806 Fort St-Louis, Boucherville, John Leslie Paull senior, both grocers, and Marguerite Elizabeth McDonald, housewife, wife of the said John Leslie Paull senior, the latter two of 1274 de Carillon Street, Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To import, export, buy, sell and generally transact in all kinds of articles or merchandise generally sold in a grocery store, under the name of "Marché Boucherville inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 39,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 785 Benjamin Loiseau Street, Boucherville, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766-o 2886-1971

Mill-Star Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albert Bassous, 4785 Plamondon, Montreal, Shafik Hakim, 1735 Rockland, Mount Royal, both executives, Moe Ackman, 26 Aldred Crescent, Hampstead, and Jack Boidman, 6505 Côte St. Luc, Côte Saint-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To operate a variety and novelty store, under the name of "Mill-Star Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766-o 2660-1971

Muplex Industries Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1971, constituant en corporation: George de Lanauze, 2245, Ainsley Crescent, Mont Royal, Louis de Lanauze, 5295, rue St-André, Montréal, Robert Bélisle, 8729, rue Beyreis, Lasalle, tous trois administrateurs et Ronald-P. Vafiquette, ingénieur, 14352, rue Harris, Pierrebonds, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et matériaux de toutes sortes et genres utilisés dans la science ou l'art de la photographie ou la cinématographie et la science ou l'art de l'optique ou relativement à iceux, sous le nom de « Muplex Industries Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

41766 3116-1971

Muplex Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George de Lanauze, 2245 Ainsley Crescent, Mount Royal, Louis de Lanauze, 5295 St. André Street, Montreal, Robert Belisle, 8729 Beyreis Street, Lasalle, all three executives, and Ronald-P. Valiquette, engineer, 14352 Harris Street, Pierrefonds, for the following purposes:

To deal in articles and materials of every kind and nature used in or connected with the science or art of photography and cinema photography and the science or art of optics, under the name of "Muplex Industries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

41766-o 3116-1971

1001 Renovations Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1971, constituant en corporation: Francis Donovan, administrateur, Edgar LeBlanc, tous deux de 4128, Hillcrest Drive, Pierrefonds, Gerald Wener, tous deux entrepreneurs, et Esther Lallouz, administratrice, épouse dudit Gerald Wener, ces deux derniers de 301, rue Deguire, app. 833, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de « 1001 Renovations Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 6667, rue Marseille, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766 1806-1971

1001 Renovations Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Francis Donovan, executive, Edgar LeBlanc, both of 4128 Hillcrest Drive, Pierrefonds, Gerald Wener, both contractors, and Esther Lallouz, executive, wife of the said Gerald Wener, the latter two of 301 Deguire Street, Apt. 833, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as contractors and builders, under the name of "1001 Renovations Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 6667 Marseille Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766-o 1806-1971

Or-Fil Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation: Orlando Filice, boucher, 3418 est, Fleury, Cosimo Filice, expéditeur, 8900, Iberville, et Abraham Cohen, avocat, 1015, Côte du Beaver Hall, local 405, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de produits alimentaires, épiceries, viandes, volaille et tous produits d'élevage du bétail, en faire le commerce, sous le nom de « Or-Fil Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000

Or-Fil Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Orlando Filice, butcher, 3418 Fleury East, Cosimo Filice, shipper, 8900 Iberville, and Abraham Cohen, advocate, 1015 Beaver Hall Hill, Suite 405, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in alimentary products, groceries, meats, poultry and any cattle breeder products, under the name of "Or-Fil Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common

actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766 2353-1971

Osmond Agencies (1971) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation: Allan Axelrod, 433, Wolseley Nord, Jacob H. Woloshen, 2165 Lincoln, tous deux avocats, Antonina Cucchiara, secrétaire, célibataire, 9150, 7e Avenue, tous trois de Montréal, et Bernard Starr, administrateur, 360, 100e Avenue, Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer des appareils de plomberie et de chauffage, en faire le commerce, sous le nom de « Osmond Agencies (1971) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 328, avenue Victoria, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766 2729-1971

L. Patenaude Auto Centre Inc.
Centre de l'auto L. Patenaude inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1971, constituant en corporation: Lucie Allard, ménagère, épouse de Pierre Patenaude, 1825, Vallières, Jean Patenaude, garagiste, 406, Branly, et Paul Patenaude, administrateur, 273, Laurier, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de garagistes et vendeurs de toutes sortes de véhicules moteurs, de leurs pièces et accessoires, sous le nom de « L. Patenaude Auto Centre Inc. — Centre de l'auto L. Patenaude inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 215, Laval, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766 2298-1971

Permanent Plumbing Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: Leo Manes, vendeur, Michelle Manes,

shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766-o 2353-1971

Osmond Agencies (1971) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Allan Axelrod, 433 Wolseley North, Jacob H. Woloshen, 2165 Lincoln, both advocates, Antonina Cucchiara, secretary, spinster, 9150, 7th Avenue, all three of Montreal, and Bernard Starr, executive, 360, 100th Avenue, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in plumbing and heating equipment, under the name of "Osmond Agencies (1971) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 328 Victoria Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766-o 2729-1971

L. Patenaude Auto Centre Inc.
Centre de l'auto L. Patenaude inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucie Allard, housewife, wife of Pierre Patenaude, 1825 Vallières, Jean Patenaude, garage owner, 406, Branly, and Paul Patenaude, executive, 273 Laurier, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and deal in motor vehicles of all kinds, their parts, appurtenances and accessories, under the name of "L. Patenaude Auto Centre Inc. — Centre de l'auto L. Patenaude inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 215 Laval, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766-o 2298-1971

Permanent Plumbing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Leo Manes, salesman, Michelle Manes, secre-

secrétaire, épouse dudit Leo Manes, tous deux de 555, rue Jean, et Gloria Vetcher, ménagère, épouse de Al Vetcher, 2290, boulevard Des Blois, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Exercer le métier et le commerce de plombiers, entrepreneurs en plomberie et chauffage, entrepreneurs en construction, sous le nom de « Permanent Plumbing Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766 2816-1971

Pisciculture Abercorn limitée
Abercorn Fish Hatchery Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 971, constituant en corporation: James Brian McMullan, 4014, avenue Marcil, Henri Philip Lafleur, 414, avenue Grosvenor, tous deux de Montréal, Arnold Beaumont Sharp, 1000, chemin Moncrieff, Paul Albert Russell Townsend, 72, avenue Hudson, app. 9, tous deux de Mont Royal, et Howard Jack Kaufman, 761, avenue Chatelaine, Laval, tous avocats, pour les objets suivants:

Exploiter dans toutes ses spécialités un commerce général de marchands, commerçants et distributeurs de poissons, sous le nom de « Pisciculture Abercon limitée — Abercorn Fish Hatchery Limited », avec un capital-actions divisé en 50,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 150,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 1, route rurale, Abercorn, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766 2801-1971

Plaza Laval inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: Réal Hamel, entrepreneur, 3711, chemin St-Louis, Sainte-Foy, Rita Gagnon, 811, Cardinal-Rouleau, et Michèle Roy, 384, Lockwell, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter un centre d'affaires comportant tous genres de commerce et de bureaux, sous le nom de « Plaza Laval inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2750, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 882-1971

tary, wife of the said Leo Manes, both of 555 Jean Street, and Gloria Vetcher, housewife, wife of Al Vetcher, 2290 Des Blois Boulevard, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on the trade and business of plumbers, plumbing, and heating contractors, building contractors, under the name of "Permanent Plumbing Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766-o 2816-1971

Pisciculture Abercorn limitée
Abercorn Fish Hatchery Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: James Brian McMullan, 4014 Marcil Avenue, Henri Philip Lafleur, 414 Grosvenor Avenue, both of Montreal, Arnold Beaumont Sharp, 1000 Moncrieff Road, Paul Albert Russell Townsend, 72 Hudson Avenue, Apt. 9, both of Mount Royal, and Howard Jack Kaufman, 761 Chatelaine Avenue, Laval, all advocates, for the following purposes:

To carry on in all its branches the general business of fishmongers, fish merchants and fish dealers, under the name of "Pisciculture Abercorn limitée — Abercorn Fish Hatchery Limited", with a capital stock divided into 50,000 common shares without par value and 150,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Rural Route 1, Abercorn, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766-o 2801-1971

Plaza Laval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Hamel, contractor, 3711 St. Louis Road, St. Foy, Rita Gagnon, 811 Cardinal-Rouleau, and Michèle Roy, 384 Lockwell, the latter two secretaries, spinsters, of Québec, for the following purposes:

To operate a business centre accomodating all kinds of businesses and offices, under the name of "Plaza Laval inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 2750 St. Foy Road, St. Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 882-1971

Quaker Industries Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1971, constituant en corporation: Abraham Gurman, 80, chemin Holtham, Hampstead, Stephen Marcovitch, 260, boulevard Alexis Nihon, Saint-Laurent, tous deux avocats, Michelle Charbonneau, épouse d'André Charbonneau, 855, Dollard, app. 3, Longueuil, et Donna Sommer, célibataire, 5750, Mapleridge, Côte Saint-Luc, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage, climatisation et refrigération, sous le nom de « Quaker Industries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

41766 2545-1971

Renlee Slacks Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: Harold S. Freeman, avocat, 5034, avenue Grosvenor, Jeannine Tellier, épouse de Fernand Tellier, 6626, rue Hurteau, tous deux de Montréal, et Doris Boeko, épouse de Harry Boeko, 1943, avenue Mayfield, Laval, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Renlee Slacks Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766 2814-1971

Restaurant Place Granby ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1971, constituant en corporation: Lawrence L. Fligel, 4875, Bourret, Jules Leavitt, 4001 Kindersley, et Benoit Gendron, 6935, Dumas, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Place Granby ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Quaker Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Abraham Gurman, 80 Holtham Road, Hampstead, Stephen Marcovitch, 260 Alexis Nihon Boulevard, Saint-Laurent, both advocates, Michelle Charbonneau, wife of André Charbonneau, 855 Dollard, Apt. 3, Longueuil, and Donna Sommer, spinster, 5750 Mapleridge, Côte Saint-Luc, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating, air conditioning, refrigeration contractors, under the name of "Quaker Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

41766-o 2545-1971

Renlee Slacks Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harold S. Freeman, advocate, 5034 Grosvenor Avenue, Jeannine Tellier, wife of Fernand Tellier, 6626 Hurteau Street, both of Montreal, and Doris Boeko, wife of Harry Boeko, 1943 Mayfield Avenue, Laval, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Renlee Slacks Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766-o 2814-1971

Restaurant Place Granby ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lawrence L. Fligel, 4875 Bourret, Jules Leavitt, 4001 Kindersley, and Benoit Gendron, 6935 Dumas, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Place Granby ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à 302, Principale, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766 2666-1971

Sabra Industries Ltd.
Les industries Sabra ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1971, constituant en corporation: Harold W. Ashenmil, 453, Mitchell, Mont-Royal, Julian Kotler, 5806, Hudson, Côte Saint-Luc, et Stanley Shuster, 4000, de Maisonneuve, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer de la soie, des cotons, de la laine, du filé, lin et autres substances fibreuses, en faire le commerce, sous le nom de « Sabra Industries Ltd.— Les industries Sabra ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 12,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 28,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 4480, Côte de Liesse, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766 2661-1971

Scientific-Hair International (Canada) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation: Michel Bonneville, assistant-gérant, 3343, Lacombe, Suzanne Boivin, fille majeure, 6460, Ernest Lavigne, et Claudette Brisson, épouse de Gilbert Brisson, 4455, Amiens, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme trichologue, sous le nom de « Scientific-Hair International (Canada) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2215, rue Jean Talon est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 2677-1971

Service administratif National inc.
National Management Service Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1971, constituant en corporation: François Boisclair, 702, Hartland, Outremont, Yvon Brizard, 1100, McGregor, et Jean-Louis Lamoureux, 10581, Grande-Allée, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 302 Principale, Granby, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766-o 2666-1971

Sabra Industries Ltd.
Les industries Sabra ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harold W. Ashenmil, 453 Mitchell, Mount Royal, Julian Kotler, 5806 Hudson, Côte Saint-Luc, and Stanley Shuster, 4000 de Maisonneuve, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in silk, cottons, wool, worsted, flax and other fibrous substances, under the name of "Sabra Industries Ltd.— Les industries Sabra ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 12,000 common shares of the par value of $1 each and 28,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 4480 Côte de Liesse, Mount Royal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766-o 2661-1971

Scientific-Hair International (Canada) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Bonneville, assistant manager, 3343 Lacombe, Suzanne Boivin, spinster, 6460 Ernest Lavigne, and Claudette Brisson, wife of Gilbert Brisson, 4455 Amiens, the latter two secretaries, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as trichologists, under the name of "Scientific-Hair International (Canada) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 2215 Jean Talon Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 2677-1971

Service administratif National inc.
National Management Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Boisclair, 702 Hartland, Outremont, Yvon Brizard, 1100 McGregor, and Jean-Louis Lamoureux, 10581 Grande-Allée, the latter two of Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

Agir comme conseillers et consultants en administration commerciale et industrielle, sous le nom de « Service administratif National inc. — National Management Service Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 600-1971

To act as commercial and industrial management counsellors and consultants, under the name of "Service administratif National inc. — National Management Service Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of $10 each and 1,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 600-1971

Service Géotechnique de Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation: David A. Schwartz, 90, avenue Elgin, Pointe Claire, Frank S. Boyd, 444, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, tous deux avocats, et Claire Willisky, secrétaire, fille majeure, 3420, rue Hutchison, Montréal, pour les objets suivants:

Examiner en profondeur et faire des expertises de tous et chacun des sols et matériaux, y compris la surveillance de toutes fondations, manufactures, usines, constructions, tous ponts et chemins de tous genres et exécuter tous les services s'y rapportant, sous le nom de « Service Géotechnique de Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766 2685-1971

Service Géotechnique de Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David A. Schwartz, 90 Elgin Avenue, Pointe Claire, Frank S. Boyd, 444 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, both attorneys, and Claire Wilisky, secretary, fille majeure, 3420 Hutchison Street, Montreal, for the following purposes:

To investigate fully and to test any and all soils and materials including the supervision of all foundations, bridges, roads, factories, plants and construction of all types and to perform all services connected therewith, under the name of "Service Géotechnique de Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766-o 2685-1971

La Société Logesco inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Roland Blais, administrateur, 123, Monseigneur Dumas, Raymond-M. Savard, courtier d'assurance, 70, Caron, tous deux de Loretteville, et Pierre Dorion, comptable, 138, boulevard Savard. Neufchatel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, de gestion, d'investissement et d'entretien, sous le nom de « La Société Logesco inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 70, rue Caron, Loretteville, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 2836-1971

La Société Logesco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Blais, administrator, 123 Monseigneur Dumas, Raymond-M. Savard, insurance broker, 70 Caron, both of Loretteville, and Pierre Dorion, accountant, 138 Savard Boulevard, Neufchatel, for the following purposes:

To carry on business as an investment, management and maintenance company, under the name of "La Société Logesco inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value and 30,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 70 Caron Street, Loretteville, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 2836-1971

Swiss Knits Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1971, constituant en corporation: Moe Moscovitch, 6077, Wilderton, Montréal, J. Roy Hoffman, 5615, Pinedale, Michael Marchand, 5714, Davies, tous deux de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, et Lorna Dafter, secrétaire, fille majeure, 4972, Belleville, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de tissus et produits d'iceux fabriqués en tout ou en partie de laine, coton, rayonne, nylon, ou toutes autres fibres naturelles ou synthétiques, en faire le commerce, sous le nom de « Swiss Knits Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 5329, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

41766 3114-1971

Tapis A.B.L. ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1971, constituant en corporation; André Lizotte, voyageur, 2772, Maufils, André Bolduc, estimateur, et Gilles Bolduc, technicien, ces deux derniers de 554, 6e Rue, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tapis, draperies, prélarts et toutes sortes de couvre-planchers, sous le nom de « Tapis A.B.I. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 554, 6e Rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 2368-1971

Voyages St-Hubert inc.
St. Hubert Travel Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation: Mark Rosenstein, 5003, rue Lacombe, Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, tous deux de Montréal, et Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'un bureau de voyages et une agence de billets, sous le nom de « Voyages St-Hubert inc. — St. Hubert Travel Inc », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Swiss Knits Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Moe Moscovitch, 6077 Wilderton, Montreal, J. Roy Hoffman, 5615 Pinedale, Michael Marchand, 5714 Davies, both of Côte Saint-Luc, all three advocates, and Lorna Dafter, secretary, fille majeure, 4972 Belleville, Pierrefonds, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of fabrics and fabric products, made in whole or in part of wool, cotton, rayon, nylon, or any other fibre, natural or synthetic, under the name of "Swiss Knits Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 5329 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

41766-o 3114-1971

Tapis A.B.L. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Lizotte, commercial traveller, 2772 Maufils, André Bolduc, appraiser, and Gilles Bolduc, technician, the latter two of 554, 6th Street, all three of Québec, for the following purposes:

To manufacture and deal in carpets, draperies, linoleum and all kinds of floor coverings, under the name of "Tapis A.B.L. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 554, 6th Street, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 2368-1971

Voyages St-Hubert inc.
St. Hubert Travel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mark Rosenstein, 5003 Lacombe, Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, both of Montreal, and Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette, Sainte-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a travel bureau and ticket agency, under the name of "Voyages St-Hubert inc. — St. Hubert Travel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à 911 est, rue Beaubien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766 2721-1971

The head office of the company is at 911 Beaubien Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766-o 2721-1971

Ronald Wood & associés ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1971, constituant en corporation: Ronald Wood, agent d'assurance, Ida Wood, ménagère, épouse dudit Ronald Wood, tous deux de 5650, Bretagne, Brossard, Carl Zidle, comptable, 23, Holtham, Montréal, et John L. Liberman, avocat, 7487, chemin Spring, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer des affaires à titre d'agents et courtiers d'assurances, sous le nom de « Ronald Wood & associés ltée », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions catégorie « A » sans valeur au pair, 1,000 actions catégorie « B » sans valeur au pair et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 5650, Bretagne, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766 745-1971

Ronald Wood & associés ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ronald Wood, insurance agent, Ida Wood, housewife, wife of the said Ronald Wood, both of 5650 Bretagne, Brossard, Carl Zidle, accountant, 23 Holtham, Montreal, and John L. Liberman, advocate, 7487 Spring Road, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as agents and insurance brokers, under the name of "Ronald Wood & associés ltée", with a capital stock divided into 1,000 class "A" shares without par value, 1,000 class "B" shares without par value and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 5650 Bretagne, Brossard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766-o 745-1971

Arrêtés en conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2702

Québec, le 28 juillet 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les mesureurs de bois et une modification à l'article 8 des Règlements des bois et forêts.

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 8 des Règlements des bois et forêts, les mesureurs de bois doivent toujours être accompagnés d'un assistant-mesureur qui, comme eux, a prêté le serment d'office et dont ils sont responsables;

ATTENDU QUE la présence d'un assistant-mesureur n'est requise que dans des cas exceptionnels, le travail des mesureurs étant d'ordinaire vérifié par les représentants du ministère des Terres et Forêts et pouvant, de plus, être contrôlé par le Bureau des examinateurs des mesureurs de bois;

ATTENDU QU'il y a donc lieu de modifier l'article 8 des Règlements des bois et forêts;

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2702

Québec, July 28, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING cullers and an amendment to section 8 of the Woods and Forests Regulations.

WHEREAS pursuant to the second paragraph of section 8 of the Woods and Forests Regulations, cullers must always be accompanied by an assistant-culler who has also taken the oath of office and is responsible thereof;

WHEREAS the presence of an assistant-culler is only required in exceptional circumstances, the work of cullers normally being checked by representatives of the Department of Lands and Forests, and being subject, in addition, to the control of the Board of Examiners of cullers;

WHEREAS it is necessary, therefore, to amend section 8 of the Woods and Forests Regulations;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Terres et Forêts:

QUE l'arrêté en conseil numéro 1255 du 4 mai 1936 soit modifié en remplaçant le paragraphe 2 du titre « dispositions générales relatives au mesurage » par le suivant: « tous les bois coupés à l'intérieur des forêts publiques sont mesurés par des mesureurs procédant seuls, à moins que, dans certains cas particuliers, le ministre des Terres et Forêts juge nécessaire, dans l'intérêt du Québec, la présence d'un assistant-mesureur ou d'un deuxième mesureur ».

Le greffier du Conseil exécutif,
41810-o JULIEN CHOUINARD.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests:

THAT Order in Council number 1255, dated May 4, 1936, be amended by replacing paragraph 2 of the heading, "General Provisions Respecting Culling" by the following: "All wood cut from public forests shall be measured by cullers operating singly, unless the Minister of Lands and Forests deems that, in certain special circumstances, it is in the interest of the Province to utilize an assistant-culler or a second culler".

JULIEN CHOUINARD,
41810 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2822

Québec, le 11 août 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption d'un règlement relatif à la signature de certains documents du ministère des Affaires sociales.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 8 de la Loi du ministère des Affaires sociales (1970, chapitre 42), nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre, ou un fonctionnaire mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec;*

ATTENDU QU'il est opportun d'autoriser monsieur Albini Girouard, directeur des services institutionnels et sociaux, à signer certains domuments du ministère des Affaires sociales;

IL EST ORDONNÉ en conséquence sur la recommandation du ministre des Affaires sociales:

QUE soit adopté le règlement suivant:

Monsieur Albini Girouard, directeur des services institutionnels et sociaux, est autorisé à signer avec la même autorité que le ministre les documents du ministère des Affaires sociales dont la nomenclature apparaît ci-après:

1° Les ordonnances de transport des personnes détenues dans une prison ou un lieu de correction, en conformité des articles 24-25-26 et 27 de la Loi des institutions pour malades mentaux (S.R.Q. 1964, chapitre 166);

2° Les documents destinés à superviser toutes les démarches administratives nécessaires pour le transport des personnes emprisonnées dans les cas qui relèvent du code criminel et où le mandat ou l'ordonnance de transport doit être signé par le lieutenant-gouverneur;

QUE le présent règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
41811-o JULIEN CHOUINARD.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2822

Québec, August 11, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adoption of a Regulation with respect to the signing of certain Department of Social Affairs documents.

WHEREAS pursuant to section 8 of the Social Affairs Department Act (1970, chapter 42), no deed, document or writing shall bind the Department, nor be attributed to the Minister, unless it is signed by him, by the Deputy Minister, or by an officer and only, in the case of the latter, to the extent determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Québec Official Gazette;*

WHEREAS it is deemed expedient to authorize Mr. Albini Girouard, Director of Institutional and Social Services, to sign certain Department of Social Affairs documents;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT the following Regulation be adopted:

Mr. Albini Girouard, Director of Institutional and Social Services, is authorized to sign, and his signature shall have the same authority as that of the Minister, the following Department of Social Affairs documents:

1. Orders for the conveyance of persons detained in a gaol or in a place of correction, in conformity with sections 24-25-26 and 27 of the Mental Patients Institutions Act (R.S.Q. 1964, chapter 166);

2. Documents governing all administrative procedures required for the conveyance of imprisoned persons in cases under the jurisdiction of the criminal code and in which the conveyance order or warrant must be signed by the Lieutenant-Governor;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
41811 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2375

Québec, le 7 juillet 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les Règlements relatifs aux bourses accordées en vertu de la Loi des bourses pour le personnel enseignant, à certaines autres bourses de perfectionnement et le paiement de ces bourses pour l'année scolaire 1971-1972.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Éducation:

1° QUE soient approuvés comme règlements relatifs aux bourses de perfectionnement, aux bourses pour la formation universitaire du personnel enseignant, aux bourses de recherches relatives à l'enseignement, aux bourses pour la formation de professeurs de l'enseignement spécialisé, aux bourses pour la formation de travailleurs sociaux et aux bourses en sciences agricoles et en médecine vétérinaire, les renseignements contenus dans les brochures ci-annexées et publiées par le ministère de l'Éducation, sous le titre français « Renseignements généraux » et sous le titre anglais « General Information » (Annexes « A » et « B »), et par le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation sous le titre « Le Conseil des Recherches agricoles » (Annexe « C »), le tout conformément à l'article 23 de la Loi des bourses pour le personnel enseignant (Statuts refondus, 1964, chapitre 241) en ce qui concerne les bourses pour la formation universitaire du personnel enseignant, et les bourses de recherches relatives à l'enseignement;

2° QUE soit aussi approuvé comme règlement relatif aux bourses Québec-Ontario, les renseignements contenus dans le document ci-annexé et émis par la Direction générale de l'enseignement supérieur du ministère de l'Éducation intitulé « Bourses Québec-Ontario » en date du 4 février 1971 (Annexe « D »), dans le cadre de l'accord de coopération et d'échanges en matière d'éducation et de culture, convenu le 4 juin 1969 entre les gouvernements de l'Ontario et du Québec;

3° QUE soit de plus approuvé comme règlement relatif aux bourses France-Québec, les renseignements contenus dans le document ci-annexé et émis par la Direction générale de l'enseignement supérieur du ministère de l'Éducation intitulé « Bourses France-Québec » en date du 10 février 1971 (Annexe « E ») dans le cadre de l'accord de coopération et d'échanges en matière d'éducation et de culture intervenu entre les gouvernements de France et du Québec;

4° QUE conformément aux règlements mentionnés au pragraphe 1° ci-dessus et principalement en ce qui concerne le jury, le ministre de l'Éducation soit autorisé à accorder exceptionnellement certaines bourses de perfectionnement de courte durée, sur la recommandation du Directeur général de l'enseignement supérieur;

5° QUE soit approuvé comme règlement relatif aux bourses de courte durée pour le perfectionnement de la

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2375

Québec, July 7, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulations respecting scholarships granted under the Teachers Scholarships Act and certain other post-graduate scholarships and the financing of these scholarships for the 1971-72 academic year.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Education:

1. THAT the regulations respecting post-graduate scholarships, scholarships for the university training of teaching personnel, scholarships for educational research, scholarships for the training of teachers for specialized schools, scholarships for the training of social workers and scholarships for the agricultural sciences and veterinary medicine, the regulations contained in the pamphlets hereby attached and published by the Department of Education under the French title "Renseignements généraux" and under the English title "General Information" (Schedules "A" and "B"), and by the Department of Agriculture and Colonization under the title "Québec Agricultural Research Council" (Schedule "C"), in accordance with section 23 of the Teachers Scholarships Act (Revised Statutes, 1964, chapter 241) respecting scholarships for the university training of teaching personnel and the scholarships for educational research;

2. THAT the information contained in the attached document issued by the Higher Education Branch of the Department of Education entitled "Québec-Ontario Scholarships" dated February 4, 1971 (Schedule "D") as part of an educational and cultural agreement providing for cooperation and exchanges which was reached June 4, 1969, between the governments of Ontario and Québec, be also approved as a regulation respecting Québec-Ontario scholarships;

3. THAT, in addition to this, the information contained in the document hereby attached and issued by the Higher Education Branch of the Department of Education entitled "France-Québec Scholarships" dated February 10, 1971 (Schedule "E") as part of an educational and cultural agreement providing for cooperation and exchanges between the governments of France and Québec be approved as a regulation respecting France-Québec sholarships;

4. THAT in accordance with the regulations mentioned in paragraph (1) above and particularly with respect to the jury, the Minister of Education be authorized to grant on an exceptional basis certain short-term post-graduate scholarships upon the recommendation of the Director of the Higher Education Branch;

5. THAT the information contained in the document hereby attached, issued by the Director of the Higher

langue allemande, les renseignements contenus dans le document ci-annexé et émis par le directeur général de l'enseignement supérieur du ministère de l'Éducation, intitulé « Bourses spéciales de courte durée pour le perfectionnement de la langue allemande » en date du 15 février 1971 (Annexe « F »);

6° QUE soit enfin approuvé comme règlement relatif aux bourses « Jeunes administrateurs », les renseignements contenus dans le document ci-annexé et émis par la Direction générale de l'enseignement supérieur du ministère de l'Éducation intitulé: « jeunes administrateurs, le québec a besoin de vous » (Annexe « G »);

7° QUE le montant de $5,000,000 nécessaire au paiement de ces bourses pour l'année scolaire 1971-1972 soit pris, pour un montant de $4,430,000, à même le sous-article 13 du sous-article 1 de l'article 11 (X Éducation) des crédits pour l'année financière 1971-1972, pour un montant de $400,000 à même le sous-article 13 du sous-article 2 de l'article 8 desdits crédits et le solde de $170,000 à même l'article approprié des crédits accordés à cette fin, par la Législature, pour le ministère de l'Éducation, pour l'année financière 1972-1973.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Remarque: Veuillez noter que les annexes « A » et « B » qui suivent sont publiées dans la langue originale de leur adoption par le lieutenant-gouverneur en conseil.

ANNEXE « A »

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

— *Bourses de perfectionnement*
— *Bourses pour la Formation Universitaire des enseignants*
— *Bourses de Recherche Pédagogique*
— *Bourses de l'Enseignement Technique*

— *Bourses en Service Social*

1. *Introduction*

Les candidats à l'un ou l'autre des concours d'admissibilité aux bourses sont priés de noter que le ministre de l'Éducation attache une importance considérable à ces concours dont le caractère sélectif est très marqué. Ces bourses sont destinées à encourager les étudiants les plus brillants: c'est donc dire qu'elles s'adressent à l'élite des étudiants.

Le service des bourses de perfectionnement demande aux candidats de lire attentivement les renseignements généraux et conditions d'admissibilité de chaque concours de bourses, avant de remplir leur formulaire de demande. Ils simplifieront ainsi l'administration et assureront la présentation la plus avantageuse de leur dossier au jury.

BOURSES DE PERFECTIONNEMENT

Concours 1: Baccalauréat D.E.S.
Licence, Maîtrise

Education Branch, entitled "Special Short-term Scholarships for Further Study of the German Language" dated February 15, 1971 (Schedule "F") be approved as a regulation respecting short-term scholarships for further study of the German language;

6. THAT the information contained in the document hereby attached, issued by the Higher Education Branch of the Department of Education, entitled "Junior Executives, Québec Needs You !" (Schedule "G") be finally approved as a regulation respecting scholarships for "Junior Executives";

7. THAT the amount of $5,000,000 necessary for the financing of these scholarships for the 1971-1972 academic year be set aside, namely $4,430,000 under sub-item 13 of sub-item 1 of item 11 (X Education) out of the appropriations for the 1971-1972 fiscal year, $400,000 under sub-item 13 of sub-item 2 of item 8 of the said appropriations and the remaining $170,000 under the appropriate item of the appropriations granted for this purpose by the Legislature to the Department of Education for the 1972-1973 fiscal year.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

N.B.: Please note that the following Schedules, "A" and "B", are published in the original language of their adoption by the Lieutenant-Governor in Council.

SCHEDULE "B"

GENERAL INFORMATION

— *Post-graduate Scholarships*
— *Scholarships for the University Training of Teaching Personnel*
— *Scholarships for Research Related to Teaching*
— *Scholarships for the University Training of Social Workers*
— *Scholarships for the Training of Vocational School Teaching Personnel*

1. *Introduction*

The Minister of Education wants the candidates to realize that he considers these scholarships of considerable importance, and therefore they are extremely selective in character. These scholarships are focussed on the top level of students and are designed to encourage those of the highest ability.

The post-graduate scholarship Service asks candidates to read carefully this brochure of general information and the instructions for each competition of scholarships before completing the application form.

By following the instructions carefully, the candidate will simplify the work of the administration, and will ensure that his application is presented to the selection committee in the most favourable manner.

POST-GRADUATE SCHOLARSHIPS

Program 1: Baccalaureate, Licence, Master, D.E.S.

Concours 2: Doctorat Ph.D.

Sommaire:

1. Description générale
2. Conditions d'admissibilité
3. Procédure de demande
4. Dates limites des inscriptions
5. Procédures de sélection
6. Valeur des bourses
7. Versements
8. Durée des bourses
9. Renouvellement
10. Nombre limité de bourses
11. Concours

1. *Description générale:*

Le gouvernement du Québec offre de nouveau, pour l'année 1971-1972 par l'intermédiaire du ministère de l'Éducation, des bourses de perfectionnement. Ces bourses sont destinées aux diplômés d'universités et d'écoles de formation artistique, scientifique ou technique qui ambitionnent de parfaire leurs connaissances scientifiques ou leur formation professionnelle, et qui ont besoin d'aide financière.

Ces études peuvent être entreprises ou poursuivies soit dans une université canadienne, soit dans une université étrangère ou avec des professeurs privés dont le choix a été sérieusement établi. Pour ce qui est des études en France, en accord avec l'orientation actuelle de la politique universitaire française, on favorise hautement les études dans les universités hors de Paris.

2. *Conditions d'admissibilité:*

Est admissible, toute personne résidant et domiciliée au Québec depuis au moins un an, possédant la citoyenneté canadienne ou un statut d'immigrant reçu: « Landed immigrant ». Statut qui devra être démontré par une attestation officielle émanant des autorités du ministère de l'Immigration Canadienne.

En outre, le candidat doit:

a) Ou bien: posséder un diplôme universitaire: maîtrise, B.Sc.A., etc. ou un diplôme équivalent; (*joindre à la demande, s'il y a lieu, une attestation officielle de l'institution à l'effet que le diplôme universitaire sur lequel s'appuie la demande est équivalent à une maîtrise, un B.Sc.A., etc.*).

b) Ou bien: posséder un diplôme d'une école d'enseignement spécialisé, d'une école des Beaux-Arts, du Conservatoire de Musique et d'Art dramatique de la province de Québec ou tout établissement dont l'enseignement est équivalent à celui de ces institutions. Un tel candidat doit prouver qu'il a les aptitudes pour se perfectionner dans un domaine reconnu de l'art, de la science ou de la recherche et doit justifier le choix de l'institution où il compte poursuivre sa formation;

c) Ou bien: être étudiant en peinture, en musique, en sculpture, en art dramatique ou dans un domaine analogue et avoir suivi avec des professeurs privés, des cours équivalents à ceux des institutions officielles;

Program 2: Doctorate, Ph. D.

Summary

1. General description
2. Eligibility
3. Application procedures
4. Final dates for filing applications
5. Selection procedures
6. Amounts of the scholarships
7. Payments
8. Duration of the scholarships
9. Renewal
10. Limited number of Scholarships
11. Competition

1. *General description:*

The Government of Québec, through the Department of Education, offers again for the academic year 1971-1972 post-graduate scholarships. These scholarships are designed for graduates of universities, schools of art, science or technology who wish to improve their scientific knowledge or their professional competence, and who require financial assistance.

These studies may be undertaken or pursued either at a Canadian university or at a carefully selected university in a foreign country or with private Art teachers. In connection with studies carried out in France, it might be noted that, in view of current policy, trends in French universities students are strongly encouraged to enrol in universities outside Paris.

2. *Eligibility:*

Any person who has been resident and domiciled in the Province of Québec for at least one year prior to his application, and who has been granted Canadian citizenship or the status of "Landed Immigrant", is eligible. The candidates must prove they hold this status by the authorities of the Canadian Immigration Department.

In addition, applicants must be:

(*a*) *Either:* the holder of a university degree (M.A., B.Sc. (honours), B.A. (honours), degree, etc.), or its equivalent; (*when necessary, attach to the application form an official statement by the institution certifying that the university diploma upon which the application is based is equivalent to a M.A., a B.Sc. (honours), B.A. (honours) degree, etc.*);

(*b*) *Or:* holder of a diploma from a vocational school, from a school of Fine Arts, from the Conservatory of Music and Drama of the Province of Québec, or from any institution which provides equivalent instruction. The applicant must show that he has the necessary ability to profit from further study in a recognized field of art, science, or research, and must justify his choice of the particular institution where he wishes to further his training;

(*c*) *Or:* students of painting, music, sculpture, dramatic art, or similar fields, who have completed their studies with private teachers where the instruction received is comparable to that of official institutions;

d) *Ou bien:* posséder un diplôme d'un niveau inférieur à la catégorie mentionnée au sous-paragraphe *a*) et être en mesure de prouver qu'il n'existe pas, dans la province, d'institution où se donne l'enseignement conduisant aux diplômes supérieurs dans le domaine de sa spécialisation; (*joindre à la demande, une attestation officielle de l'institution à l'effet que l'enseignement supérieur recherché n'est pas adéquatement dispensé dans les institutions du Québec.*)

Note: Le candidat doit poursuivre à *temps complet* ses études ou recherches dans la discipline où il a fait sa demande.

3. *Procédure de demande de bourse:*

On obtient un formulaire de demande de bourses de perfectionnement en faisant la demande par écrit avant le 31 déc. 1970.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
Direction générale de l'Enseignement supérieur
Service des Ressources humaines
Section des Bourses.

Le candidat doit remplir ce formulaire en suivant les instructions qu'il contient et y ajouter les documents demandés. Le formulaire dûment rempli doit être adressé directement, à l'adresse ci-dessus, par le candidat lui-même avant les dates limites.

4. *Dates limites des inscriptions:*

Toute nouvelle demande de bourse doit être adressée avant le 31 décembre 1970 et les documents d'inscription dûment remplis doivent être retournés au Service avant le 15 janvier 1971. Les demandes de renouvellement sont soumises aux mêmes échéances. Aucune demande reçue après ces dates ne sera prise en considération. Si un changement d'adresse intervient après la date d'inscription au concours, le candidat doit nous en aviser dès qu'il se produit, afin de faciliter l'échange des correspondances.

Remarques: Les candidats doivent utiliser les formules d'inscription en 4 exemplaires.

Demandes antérieures: Une demande refusée antérieurement à l'un ou l'autre des concours, ou non recommandée par le jury, sera considérée comme une nouvelle demande. Est également considérée comme une nouvelle demande toute demande d'un étudiant à qui une bourse a été accordée pour l'année scolaire 1970-1971 si celle-ci a été retirée ou annulée par la suite de même que toute demande d'un étudiant à qui une ou plusieurs bourses ont été accordées avant l'année scolaire 1970-1971 et qui n'en a pas obtenu ou n'en a pas demandé au cours de la dernière année. Lorsqu'un étudiant a bénéficié d'une bourse d'une catégorie particulière au cours de l'année scolaire 1970-1971 toute demande formulée dans un autre concours pour l'année scolaire 1971-1972 sera également considérée comme une nouvelle demande.

(*d*) *Or:* any holder of a diploma of lower level end show that no institution within the province is able to provide a course with leads to the degree in the area of his specialization; (*attach to application form an official statement of the institution to the effect that the superior education sought is not adequately given in the institutions of Québec*).

Note: The applicant must devote *his full time* to study or research in the field in which he has applied for a scholarship.

3. *Application procedures:*

An application form for a post-graduate scholarship may be obtained by writing before dec. 31st, 1970, to:

GOVERNMENT OF QUÉBEC
DEPARTMENT OF EDUCATION
Higher Education Section
Human Resources Service
Scholarships Section.

The candidate must follow the instructions in completing the application form, and must attach the required documents to it. After having completed the application, the candidate himself must mail it directly at the above address before the dates hereafter determined.

4. *Final dates for filing applications:*

All new applications for scholarships must be made before the 31st of December 1970, while all required documents duly completed must have been filed before the 15th of January 1971. Renewal applications will be subjected to same date limits.

Remarks: Applicants for a first scholarship and those who did not hold a shcolarship for the year 1970-1971, shall use application forms supplied in 4 copies by the Service.

Any change of address after submitted application must be transmitted for correction. Applicants shall use application forms supplied in 4 copies, if applying for a renewal in the same competition.

Previous applications: All applicants who have been previously refused admission to any competition or whose applications were not recommended for a scholarship by the jury are considered as new applicants. Will also be considered as new applicants, all students who, having been awarded scholarship for 1970-1971 have not acceded to it through some reason of their own or because of cancellation by our Service, also, those who have received scholarships prior to, but not including 1970-1971.

If a scholarship has been granted under a specified programme for the academic year 1970-1971, an application under another programme the following year becomes a new application.

5. *Procédure de sélection:*

a) Vérification technique de l'admissibilité des demandes:

Tout d'abord, sur le plan administratif, la section des bourses effectue un premier tri des demandes jugées admissibles, selon les exigences de la loi et des règlements.

b) Nature des documents soumis à l'appréciation du jury:

Chaque dossier est constitué d'un formulaire de demande, d'un relevé officiel des résultats scolaires antérieurs, d'un projet d'études ou de recherche, de deux lettres de recommandation (sauf dans le cas de renouvellements où une seule lettre suffit) et de tout autre document susceptible d'ajouter à la meilleure compréhension de la demande par le jury.

Remarques: 1. *Lettres de recommendation:*

Les lettres de recommandation doivent provenir de deux personnes qui connaissent personnellement le candidat et qui sont professionnellement en mesure d'attester ses capacités intellectuelles et son habileté à poursuivre les études ou recherches faisant l'objet de la demande de bourse. Ces personnes doivent être de préférence professeur du candidat ou directeur de ses travaux. Dans tous les cas, ces recommandations doivent être exclusivement de caractère académique ou technique. On a préparé à cet effet un document sur lequel doivent être rédigées les lettres de recommandation. Tout candidat reçoit en même temps que le formulaire de demande de bourse, des exemplaires de ce document. Il en remet à chacun de ses répondants. Ceux-ci, après y avoir consigné leurs recommandations, l'adressent eux-mêmes directement, et non par l'intermédiaire du candidat, à l'adresse du Service, avant le 15 janvier 1971. Les candidats médecins doivent, en outre, faire adresser par la personne responsable de l'établissement où ils comptent poursuivre leur spécialisation, une lettre attestant qu'ils sont ou seront acceptés dans cet établissement.

2. *Dossier scolaire:*

Les attestations de diplômes (les parchemins ne sont pas admis) et les relevés de notes pour trois années immédiatement antérieures à l'année Universitaire que poursuit l'étudiant. Ces documents doivent provenir directement de l'université.

3. *Traduction de documents:*

À noter que le service exige que tout document académique ou autre soit rédigé dans la langue française ou anglaise. Tout document rédigé dans une autre langue doit être accompagné d'une traduction fran-

N.B. Any application received after these dates will not be considered, and any candidate wishing to obtain a scholarship, even if he has obtained one the preceding year, must send a new application before the closing date.

5. *Selection procedure:*

(*a*) *Technical verification of the applications and of their admissibility:*

A first selection takes place when the Service des Bourses de perfectionnement establishes which applications meet the legal and procedurial requirements.

(*b*) *Documents to be submitted to the jury:*

Each dossier contains an application form, an official statement of previous academic results, a definition of the study or research project, two letters of reference (only one letter is required in the case of a renewal) and any other document susceptible to help the jury in its appreciation of the application.

Remarks: 1. *Reference letters:*

The reference letters should come from two people who know the candidate personally and who are professionally apt to attest to his intellectual capacities and to this ability to further the studies or the research for which this scholarship application is being submitted. These people should preferably be either a professor or someone who has overseen the candidate's work. In all cases these recommendations must be exclusively of an academic or technical character. A document has been prepared which must be used when submitting letters of reference. Copies of this document are sent to each candidate with the scholarship application form. He his to give one of these forms to each of the people recommending him. The repondents, after filling out the reference form, will mail it directly, without going through the candidate, to the Service, before the 15th of January 1971. Candidates from the medical profession must also have the person responsible from the establishment where they intend to further their specialization, forward a letter attesting that they are or will be accepted in this establishment.

2. *Academic record:*

To be complete the academic record should contain certificates as to all diplomas obtained (the diplomas themselves are not to be used) and a statement of marks for 3 years immediatly preceding the school year which the candidate is pursuing. (These documents should come directly from the university or the Department of Education (teaching certificates) whichever the case.)

3. *Translation of documents:*

The Service requires that all academic documents be written either in the French or English language. Any documents written in other languages should be accompanied by an authorized French or English

çaise ou anglaise autorisée, visée et certifiée authentique par un agent diplomatique ou consulaire du Canada en résidence dans le pays d'où le document émane. Lorsque l'étudiant réside au Canada, la traduction doit être authentifiée devant et par un notaire.

c) *Principaux facteurs d'appréciation:*

La qualité et la stabilité des résultats scolaires antérieurs sont sans doute les facteurs essentiels de sélection. Cependant, sans leur prêter une prédominance particulière l'un sur l'autre, plusieurs autres facteurs peuvent influencer le choix du jury:

— La nature du projet d'études ou de recherche, son sérieux, sa maturation, ses possibilités de réalisation, son intérêt et, dans une certaine mesure, sa présentation matérielle, etc.

— la durée des études, à plein temps;
— les activités para-académiques;
— le niveau des études antérieures et du diplôme d'admissibilité ou celui des études projetées;
— la qualité des recommandations;
— la motivation du candidat, son expérience s'il y a lieu, ses possibilités futures et dans une certaine mesure son orientation, ses possibilités dans l'enseignement, etc.;
— l'âge du candidat peut aussi affecter l'appréciation du jury, dans certains cas.

d) *Mandat du jury — annonce des bourses:*

Le ministre de l'Éducation a constitué un comité spécial formé de personnalités universitaires et professionnelles éminentes auquel il a confié la responsabilité de déterminer les normes d'admissibilité au programme des bourses de perfectionnement. Ce comité des bourses est aussi mandaté pour agir comme comité de sélection des candidats à ce concours. Après un examen attentif de tous les dossiers, le comité soumet la liste des candidats proposés comme boursiers. La décision finale appartient au ministre qui fera connaître la liste des bénéficiaires vers le milieu de mai 1971.

6. *Valeur des bourses*:

Le montant des bourses peut varier suivant la durée du cours projeté, l'endroit où il sera suivi et le coût des études. Le montant maximum que peut obtenir un boursier est établi comme suit:

a) $2,000 pour un candidat célibataire étudiant au Québec;
b) $2,500 pour un candidat célibataire étudiant à l'étranger;
c) $3,000 pour un candidat marié étudiant au Québec;
d) $3,500 pour un candidat marié étudiant à l'étranger.

On tiendra aussi compte, pour déterminer le montant de chaque bourse, des ressources familiales et personnelles du candidat, du traitement qu'il pourrait recevoir à titre de stagiaire, de résident ou d'attaché de

translation. This translation should be accompanied by and certified authentic by a Canadian diplomatic or consular agent residing in the country from which the document is issued. If the student is a Canadian resident the translation should be authentified before and by a notary.

(c) *Main appraisal criteria:*

The quality and the stability of one's academic standing are doubtlessly the major selection criteria. Nonetheless, other factors can influence the jury's choise. Some of these are:

— the nature of the research or study project, its soundness, the way in which it has been thought out, its possibilities of being completed, its interest and, to a certain extent, the way it has been put before the jury, etc.;
— the length of the studies: at full or part time;
— the para-academic activities;
— the level of previous studies or admissibility diploma or that of the proposed studies;
— the quality of the references;
— the candidate's motivation, his experience where applicable, his fuzure possibilities and, to a certain extent, his goals, his possibilities in teching etc.;

— the age of the candidate can also in certain cases modify the jury's appreciation.

(d) *The jury's mandate — Scholarship announcements:*

The Minister of Education has brought together a special committee of eminent university personalities and artists to which he has given the responsibility of establishing the admissibility standards to the scholarship program. This scholarships committee's mandate also includes the selection of candidates. The committee closely scrutinizes all applications and submits a list of proposed scholarship recipients. The final decision comes from the Minister who will publish the list of recipients toward the middle of May.

6. *Amounts of the scholarships:*

The amounts of the scholarships will vary in accordance with the length of the course of study, the place where the studies will be pursued, and the tuition costs. The maximum amount of the scholarship which may be awarded has been established as follows:

(a) $2,000 for a single candidate studying in Québec;

(b) $2,500 for a single candidate studying abroad;

(c) $3,000 for a married candidate studying in Québec;
(d) $3,500 for a married candidate studying abroad.

In determining the amount of a scholarship account will also be taken of the personal resources of the candidates; income received as intern, research assistant, etc., during the period for which the post-graduate

recherches, et de toute autre forme de revenu dont il bénéficierait durant la période pour laquelle il demande une bourse de perfectionnement.

Le service pourra diminuer le montant de la bourse initialement accordée à un candidat ou annuler celle-ci en tout temps avant la date du paiement, lorsque l'existence d'un cumul de bourses ou d'une rémunération substantielle d'une autre source sera portée à sa connaissance.

Le service pourra même exiger le remboursement de toute somme perçue lorsqu'il y a infraction aux règlements ci-dessus.

Bourses honorifiques:

Même lorsqu'un candidat bénéficie d'une bourse substantielle provenant d'une autre source, il est admis à recevoir une attestation de bourse honorifique. Ceci lui permet de conserver le titre de boursier du Québec qui consacre son mérite scolaire tout en lui donnant accès à certains privilèges et services qui de plus en plus se greffent à ce titre, tant au Canada, qu'à l'étranger.

Privilèges et services rattachés au titre de boursier du Québec:

Selon le cas, un boursier du Québec a la préférence sur un non-boursier quant à l'admission à certaines institutions d'enseignement, l'accès aux bibliothèques et à des centres de recherches. Il est assuré de la meilleure assistance possible des Délégations générales du Québec à l'étranger, tant sur le plan académique, que sur le plan personnel.

Il a la priorité dans l'usage des facilités de logement à la Maison canadienne à Paris. Il est admis sans formalités de même que sa famille aux services de l'Assurance hospitalisation durant son séjour à l'étranger.

7. *Versements:*

Le paiement des bourses est effectué en deux versements:

1. Le premier, au début de l'année scolaire ou de la période pour laquelle la bourse a été demandée, sur présentation par le boursier, s'il était aux études au moment de la demande, du résultat officiel de ses examens ou d'une attestation officielle de ses progrès ou de la qualité de son travail depuis la date de la demande.

2. Le deuxième, au début du second semestre de l'année scolaire. Ce second versement est effectué sur présentation, par le boursier, soit du résultat des examens subis jusqu'à cette date, soit d'une attestation officielle de sa présence aux cours ou de la qualité de son travail durant la même période, cette seconde alternative n'étant autorisée que lorsque les études ne donnent pas lieu à des examens officiels.

8. *Durée des bourses:*

Les bourses ne sont accordées que pour une année à la fois.

scholarship is required, will also be taken into consideration.

The Service may reduce the original amount of a scholarship or cancel such scholarship at any time before the date of payment upon notification to the Service of other awards of substantial remuneration received by the scholar.

The Service may even require the repayment of any sum collected contrary to the above restrictions.

Honorary scholarships:

A candidate who holds a substantial scholarship from another source is nevertheless eligible for a Honorary Post-Graduate Scholarship certificate. This gives him the right to the title of Québec Scholar which in addition to recognizing his academic excellence, gives him access to certain privileges which, to an increasing degree, are becoming associated with this title in Québec and throughout Canada as well as abroad.

Privileges and Services Associated with the Title of Québec Scholar:

In certain instances, a Québec Scholar benefits from preferrence over a non-scholar with regard to admission to certain educational institutions, and access to libraries and research centres. He is assured of obtaining the fullest assistance both in academic and personal matters — from Québec Delegations in foreign countries.

He has priority for residence accommodation at the Canada House in Paris.

During his stay abroad, he and his family may benefit, without further formality, from the Hospitalization Insurance Service.

7. *Plan of payment:*

The scholarships are paid in two instalments:

1. The first, at the beginning of the school year 1971-1972 or of the period for which the scholarship was requested, on presentation by the candidate, should he still be studying at the time of the application, of the official result of his examinations or of an official statement of his progress or the quality of his work since the date of the application.

2. The second instalment is paid at the beginning of the second term of the school year, upon presentation by the candidate either of the result of the examinations taken up to that date, or of an official statement of his presence for the courses, or of the quality of his work during the same period, the alternative being authorized only when the studies comprise no official examination.

8. *Duration of the scholarships:*

These scholarships are awarded for a single year only.

9. *Renouvellement:*

Les bourses sont renouvelables. En principe, un candidat peut obtenir un renouvellement jusqu'à l'obtention du diplôme supérieur pour lequel une première bourse lui a été accordée. Ainsi, un candidat méritant peut bénéficier d'une bourse durant environ trois ans, c'est-à-dire d'une première bourse et de deux renouvellements. Dans tous les cas, les demandes de renouvellement doivent être justifiées par des résultats satisfaisants.

Le titulaire d'une bourse qui en demande le renouvellement n'est pas tenu de soumettre les documents académiques qu'il a déjà fournis une première fois. Il doit cependant fournir une attestation officielle du travail qu'il a accompli et des progrès qu'il a réalisés depuis le début de l'année en cours.

Il doit, en outre, faire adresser directement à l'endroit indiqué par l'un de ses professeurs ou de ses directeurs de travaux qui le connaît personnellement, une lettre témoignant avec précision de la nature de ses études, de ses travaux, de ses recherches et de ses progrès. (*Utiliser les lettres de recommandation fournies par le service.*)

Le candidat doit aussi fournir un bref compte-rendu de ses études et recherches sur la formule officielle de projet d'étude qui se trouve au verso de la formule « Lettres de recommandations ».

10. *Nombre limité de bourses:*

Tout candidat qui postule ces bourses, s'inscrit en réalité à un concours, ce qui nécessairement implique qu'il y a compétition; dès lors, un bon dossier ne commande pas automatiquement l'obtention d'une bourse.

11. *Concours:*

1. Bourse d'études de 2ième cycle en vue de l'obtention du grade de Maîtrise ou D.E.S.
ou de premier cycle, si le programme choisi n'est pas enseigné au Québec.
2. Bourse d'études de 3ième cycle en vue de l'obtention du grade de Docteur ou Ph.D.

BOURSES POUR LA FORMATION UNIVERSITAIRE DES ENSEIGNANTS

Concours 3, 4 et 5

Sommaire:

1. Description générale
2. Catégorie de bourses

A) BOURSES D'ÉTUDIANTS

a) conditions d'admissibilité;
b) documents devant accompagner la demande;
c) valeur de la bourse;
d) durée de la bourse-renouvellement.

B) BOURSES DE PROFESSEURS

a) conditions d'admissibilité;
b) documents devant accompagner la demande;
c) expérience dans l'enseignement;
d) valeur de la bourse.

9. *Renewal:*

The scholarships are renewable. In principle, a candidate can renew his scholarship until such time as he has obtained the advanced degree for which the scholarship was initially awarded. Thus, a worthy candidate can receive scholarships for approximately three years; that is, an initial scholarship and two renewals. In all cases, however, the renewal must be justified by satisfactory results.

The holder of a scholarship who request a renewal is not required to furnish all the academic documents which he supplied with his original application.

He must, however, furnish an official attestation of his progress, and work completed since the beginning of the current year.

He must, in addition, arrange to have a letter sent directly by one of his professors, or the director of his work, who knows him personally with the following information: the exact nature of the candidate's studies, his work, research, and his progress. (*Use the letter of recommendation form furnished by the Service.*) Candidates must provide a report on progress of his studies or research on forms provided by the service.

10. *Limited number of scholarships:*

All candidates seeking these scholarships must realize that they are taking part in a competition; this means that a good record does not necessarily qualify an applicant for a scholarship.

11. *Competition:*

Program 1: Scholarship given for studies leading to the degree of M.A., M.Sc., D.E.S. or equivalent; or leading to a first university degree provided such discipline is not given by a Québec university.

Program 2: Scholarship given for studies leading to the degree of Ph.D. or equivalent.

SCHOLARSHIPS FOR THE UNIVERSITY TRAINING OF TEACHING PERSONNEL

Program 3, 4 and 5

Summary:

1. General description
2. Categories of scholarships

(A) SCHOLARSHIPS FOR STUDENTS

(a) eligibility;
(b) documents required with the application;
(c) amount of the scholarships;
(d) duration of the scholarship — renewal.

(B) SCHOLARSHIPS FOR TEACHERS

(a) eligibility;
(b) documents required with the application;
(c) teaching experience;
(d) amount of the scholarship.

3. Versements
4. Où se fait la demande de bourse
5. Dates limites des inscriptions
6. Engagement
7. Nombre limité de bourses
8. Administration des bourses

1. *Description générale:*

En vertu de la loi Elizabeth II, Ch. 26, 1961, (devenu le chapitre 241, S.R.Q. 1964), le gouvernement de la province de Québec offre de nouveau pour l'année scolaire 1971-1972

— des bourses pour la formation universitaire du personnel enseignant des écoles secondaires, des écoles normales et des collèges classiques. Ces bourses s'adressent aux candidats, ayant ou non de l'expérience dans l'enseignement, qui ambitionnent d'enseigner dans ces institutions et qui désirent entreprendre ou poursuivre des études dans ce domaine. Les candidats doivent remplir les conditions d'admissibilité de l'une ou l'autre des trois catégories de bourses suivantes:

2. *Catégories de bourses:*

Concours 3

BOURSES D'ÉTUDIANTS

Bourses destinées aux candidats sans aucune expérience ou ayant moins de trois années d'expérience à temps complet dans l'enseignement.

a) *Conditions d'admissibilité:*

1. citoyenneté canadienne;
2. domicile dans la province de Québec;
3. baccalauréat-ès-arts, en pédagogie ou diplôme équivalent, tel un baccalauréat en philosophie, en musique, etc.;
4. moins de trois années d'expérience à temps complet dans l'enseignement (incluant les candidats sans aucune expérience);
5. réussite dans les études ou dans l'enseignement;
6. inscription ou engagement à s'inscrire DANS UNE INSTITUTION UNIVERSITAIRE DE LA PROVINCE (*soit une université ou une institution qui lui est affiliée, agrégée ou annexée et dont l'enseignement conduit à la maîtrise, à la licence ou au doctorat*) pour y poursuive, à temps complet, des études supérieures, soit dans une matière au programme d'une école secondaire ou d'un cegep régie par la Loi de l'Instruction publique, d'une école secondaire indépendante ou d'un collège classique reconnu par le ministre, soit en orientation scolaire et professionnelle, soit en administration scolaire; et ce, en vue d'obtenir un grade universitaire exigeant au moins trois années d'études à temps complet après le baccalauréat-ès-arts ou au moins deux années après le baccalauréat en pédagogie ou un diplôme équivalent.

b) *Documents devant accompagner la demande:*

(Les candidats devront se référer au formulaire de demande)

1. Des lettres de recommandation d'au moins deux personnes (de préférence des professeurs qui ont enseigné récemment au candidat, qui le connaissent per-

3. Method of payment of the scholarship
4. Application procedures
5. Final dates for applications
6. Commitment
7. Limited number of scholarships
8. Administration of the scholarships

1. *General description:*

By virtue of Act Elizabeth II, Ch. 26, 1961, (which has become Ch. 241, R.S.Q. 1964) the Government of the Province of Québec is again offering for the 1971-1972 school year.

— Scholarships for the university training of teachers in high schools, cegeps, and classical colleges. These scholarships are open to candidates with or without teaching experience, desiring to teach in the above institutions and who wish to take further training.

2. *Categories of scholarships:*

Program 3

SCHOLARSHIPS FOR STUDENTS

Scholarships for applicants having less than three years of full time teaching experience or none at all:

(a) *Eligibility:*

1. Canadian citizenship;
3. Domicilied in the Province of Québec;
3. Bachelor of Arts, in Education, or an equivalent such as a bachelor in philosophy, in music, etc.;
4. Less than three years of full time teaching experience (this includes those having no teaching experience);
5. Successful in studies or in teaching;
6. Having registered or arranged to register AT A UNIVERSITY OF THIS PROVINCE (*either a university or an affiliated institution giving an education leading to an M.A., a licentiate or a Ph.D.*) for a full time programme of advanced study in any subject of the course of a high school, a cegep under the jurisdiction of the Education Act, an independant secondary school, or a classical college recognized by the Minister. In addition to these subjects of study the candidate may take a course in educational guidance or school administration: with a view to obtaining a university degree requiring at least three years of full time study after the Bachelor of Education or equivalent decree.

(b) *Documents which must accompany the application:*

(see the sheet of directions attached to the application form)

1. Letters of recommendation from at least two people (preferably teachers who were the last to teach the candidate, who know him personally, and who have

sonnellement et qui sont professionnellement en mesure d'attester ses capacités intellectuelles et son habileté à poursuivre des études supérieures).

N.B. Le service fournit les formulaires réglementaires de lettres de recommandation en même temps que le formulaire de demande de bourse. Toute recommandation doit être de caractère exclusivement académique ou technique.

2. Les attestations de diplômes (*les parchemins ne sont pas admis*) et les relevés de notes pour trois années d'études, immédiatement antérieurs à l'année universitaire que poursuit l'étudiant. Ces documents doivent provenir directement de l'université.

3. Un projet d'études tel que décrit dans le formulaire de demande. (*Utiliser la formule officielle fournie par le service.*)

c) Valeur de la bourse:

$1,200 quel que soit l'état civil du candidat.

d) Durée de la bourse — renouvellement de bourse:

Cette bourse, accordée pour une année, est renouvelable pour une période additionnelle de trois années, aux conditions suivantes:

1. Envoi d'un nouveau formulaire de demande dûment rempli;
2. Obtention de résultats académiques satisfaisants;
3. Production d'une attestation officielle du travail accompli et des progrès réalisés depuis la réception de la dernière bourse;
4. Production d'une lettre de recommandation d'une personne en mesure de témoigner du succès des études (de préférence un professeur ayant enseigné au candidat au cours de l'année où sa dernière bourse lui a été accordée). (*Utiliser la lettre de recommandation officielle fournie par le service.*)
5. Production d'un exposé sommaire du progrès des études, travaux ou recherches depuis l'obtention de la première bourse. (*Utiliser la formule officielle de « projet d'étude » fournie par le service.*)

N.B. Les attestations de diplômes et relevés de notes déjà au dossier ne sont pas nécessaires lors de la présentation d'une demande de renouvellement de bourse.

Concours 4

BOURSES DE PROFESSEURS

Bourses destinées aux candidats ayant trois années ou plus d'expérience *à temps complet* dans l'enseignement.

a) Conditions d'admissibilité:

Les conditions énumérées pour le concours 3 s'appliquent également mais avec les modifications énoncées aux paragraphes *c*, *d*, qui suivent.

b) Documents devant accompagner la demande:

Se référer aux conditions du concours 3.

c) Expérience dans l'enseignement:

Le candidat doit avoir trois années ou plus d'expérience à temps complet dans l'enseignement. Cette

the necessary professional competence to judge his intellectual capacities and his aptitude to pursue higher studies).

N.B. The Service furnishes special forms for all letters of recommendation with the scholarship application form. Every recommendation must be exclusively academic or technical.

2. The certified copies of diplomas (*original diplomas are not accepted*) and the transcripts of marks for 3 years immediatly preceding the school year which the candidate is pursuing. These documents must come directly from the university.

3. A project of studies as demanded in the application form. (*Use the special "study project" form furnished.*)

(c) Amount of the scholarship:

$1,200 without consideration of the marital status of the candidate.

(d) Duration and renewal of the scholarship:

This scholarship, granted for one year, is renewable for an additional period of three years under the following conditions:

1. A new application form properly completed;
2. Satisfactory academic results;
3. Presentation of an official attestation of the work accomplished and of the progress made since the receipt of the first award;
4. Presentation of a letter of recommendation from a person fully qualified to judge the degree of success attained by the candidate (preferably a teacher who taught the candidate during the year of his last scholarship award). (*Use the official letter of recommendation form furnished by the Service.*)
5. A brief account of the progress of the studies, work or research project since the granting of the first scholarship. (*Use the official "study project" form furnished by the Service.*)

N.B. The certified copies of diplomas and transcripts of marks already supplied, are not required when the application is made for a renewal.

Program 4

SCHOLARSHIPS FOR TEACHERS

Scholarships designed for candidates with three or more years of *full-time* teaching experience.

(a) Elegibility:

The conditions listed for program 3 scholarships apply equally but with the changes indicated in paragraphs *c*, and *d* which follow.

(b) Documents accompaning application:

Refer to the conditions for Category a.

(c) Teaching experience:

The candidate must have had three or more years of full-time teaching experience. This experience must

expérience doit être confirmée directement par la ou les maisons d'enseignement où le candidat l'a acquise.

d) Valeur de la bourse:

1. Personne célibataire: $2,500;
2. Personne mariée: $3,500 plus $150 par enfant.

Exigences et modalités communes aux concours de bourse 3 — bourse 4

3. *Versements:*

Le paiement des bourses est effectué en deux tranches:

La première vers le 15 septembre sur présentation par le boursier, s'il était aux études au moment de la demande, soit du résultat officiel de ses examens, soit d'une attestation officielle de ses progrès ou de la qualité de son travail depuis la date de la demande;

La seconde vers le 15 février effectuée sur présentation, par le boursier:

— soit du résultat des examens qu'il a subis jusqu'à cette date;

— soit d'une attestation officielle de la qualité de son travail et de ses recherches durant la même période;

— soit d'une attestation officielle de sa présence au cours, cette dernière alternative s'applique uniquement lorsque les études ne donnent pas lieu à des examens officiels ou lorsqu'une appréciation du travail accompli ne peut être obtenue du directeur de ses travaux.

4. *Où se fait la demande de bourse:*

Les candidats doivent adresser leur demande de bourse par écrit au:

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
Direction générale de l'Enseignement supérieur
Service des Ressources humaines
Section des Bourses

5. *Dates limites des inscriptions:*

Toute nouvelle demande de bourse dûment remplie ainsi que les documents requis doivent avoir été expédiés par le candidat lui-même (*voir la feuille de directives attachée au formulaire de demande de bourse*) le ou avant le 15 janvier 1970, à l'adresse ci-dessus indiquée. Les demandes de renouvellement sont soumises aux mêmes échéances.

N.B. Aucune demande reçue après ces dates ne sera prise en considération et tout candidat désireux d'obtenir une bourse, même s'il en a obtenu une l'année précédente, doit adresser une nouvelle demande avant la date réglementaire.

Remarques: Les candidats à une première bourse ou qui n'étaient pas boursiers au cours de l'année 1970-1971 doivent utiliser les formules d'inscription en 4 exemplaires.

Demandes antérieures: Une demande refusée antérieurement à l'un ou l'autre des concours, ou non recommandée par le jury, sera considérée comme une nouvelle demande. Est également considérée comme une nouvelle demande toute demande d'un étudiant à qui une bourse a été accordée pour l'année scolaire 1970-1971 si celle-ci a été retirée ou annulée par la suite, de

be confirmed directly by the school or schools where the candidate acquired it.

(d) Amount of the scholarship:

1. Single person: $2,500;
2. Married person: $3,500 plus $150 per child.

Requirements and conditions common to categories of scholarships program 3 and 4

3. *Methods of payment:*

Scholarships are paid in two instalments:

The first is paid toward September 15th of the academic year on presentation by the holder of the scholarship, should he be studying at the time of the application, of his official examinations results, or, of an official certificate of his progress or of the application. The second instalment is paid toward February 15th, upon presentation by the candidate of:

— the results of examinations he has taken or

— an attestation of the quality of his work and research during the same period, or

— an official attestation of his attendance at the course only when the studies comprise no official examination.

4. *Application procedures:*

Candidates shall address their applications for scholarships in writing to:

GOVERNMENT OF QUÉBEC
DEPARTMENT OF EDUCATION
Higher Education Section
Human Resources Service
Scholarships Section

5. *Final Dates for filing applications:*

All new applications for scholarships must be made before the 1st of December 1970, while all required documents duly completed must have been filed before the 15th of January 1971. Renewal application will be subjected to same date limits.

Remarks: Applicants for a first scholarship and those who did not hold a scholarship for the year 1970-1971, shall use application forms supplied in 4 copies by the Service.

Previous applications: All applicants who have been previously refused admission to any competition or whose applications were not recommended for a scholarship by the jury are considered as new applicants. Will also be considered as new applicants, all students who, having been awarded scholarship for 1970-1971, have not acceded to it through some reason of their

même que toute demande d'un étudiant à qui une ou plusieurs bourses ont été accordées avant l'année scolaire 1970-1971 et qui n'en a pas obtenu ou n'en a pas demandé au cours de la dernière année. Lorsqu'un étudiant a bénéficié d'une bourse d'une catégorie particulière au cours de l'année scolaire 1970-1971, toute demande formulée dans un autre concours pour l'année scolaire 1971-1972 sera également considérée comme une nouvelle demande.

6. *Engagement:*

Tout candidat bénéficiaire d'une bourse des concours 3 ou 4 s'engage par écrit à exercer, à temps complet, pendant sept ans après la fin de ses études, une fonction pédagogique (enseignement, direction d'études, surveillance ou contrôle administratif, etc.)

— dans une école secondaire ou une école normale régie par la Loi de l'Instruction publique, une école secondaire indépendante ou un collège classique reconnu par le ministre, ou

— au ministère de l'Éducation ou

— toute autre fonction pédagogique approuvée par le ministre.

Remarques: Une fois ses études supérieures terminées, celui qui bénéficie d'une ou de plusieurs bourses doit faire adresser au ministre de l'Éducation, à la fin de chaque année scolaire, durant les sept années de son engagement, un document prouvant qu'il a rempli l'engagement décrit ci-dessus. Tout ancien boursier qui ne se conforme pas à son engagement est tenu de rembourser, en tout ou en partie, selon le cas, le montant de la bourse ou des bourses dont il a bénéficié. Le montant qu'il doit rembourser est établi d'après le nombre d'années pendant lesquelles il s'est conformé à son engagement selon le barème suivant:

Nombre d'années	*Proportion remboursable*
Moins d'une année	100%
Une année	80%
Deux années	65%
Trois années	55%
Quatre années	45%
Cinq années	35%
Six années	20%

Le montant que le titulaire d'une bourse est tenu de rembourser porte intérêt au taux de 3% par an, à compter de l'année scolaire au cours de laquelle il a négligé de se conformer à son engagement. Les modalités de remboursement sont fixées par règlement. En cas de décès, l'obligation de rembourser s'éteint.

N.B. Pour les fins de ces engagements, une personne mineure peut contracter au même titre qu'une personne majeure.

7. *Nombre limité de bourses:*

Le nombre de bourses est limité par les normes mêmes du concours où les critères d'excellence constituent le

own or because of cancellation by our Service, also, those who have received scholarships prior to, but not including 1970-1971.

If a scholarship has been granted under a specified programme for the academic year 1970-1971, an application under another programme the following year becomes a new application.

N.B. Any application received after these dates will not be considered, and any candidate wishing to obtain a scholarship, even if he has obtained one the preceding year, must send a new application before closing date.

6. *Commitment:*

Any candidate accepting a scholarship in program 3 or 4 shall promise in writing to take up at the end of his studies and for seven consecutive years some full-time educational work (teaching, direction of studies, supervision, or administration, etc.)

— in a secondary school or a cegep under the jurisdiction of the Educational Act, an independant secondary school or a classical college recognized by the Minister;

— he may work in the Department of Education or

— assume any other educational post approved by the Minister.

Remarks: When the scholarship-holder has completed his graduate studies he must furnish proof to the Minister of Education at the end of each academic year, for seven years, he has complied with the commitment described in the previous paragraph.

Any ex-scholarship-holder who fails to fulfil his obligation must reimburse in part or in full the amount of the scholarship that he has been awarded. The amount to be reimbursed varies in accordance with the number of years that he fulfilled his commitment in the following proportions:

Number of years	*Percentage repayable*
Less than one year	100%
One year	80%
Two years	65%
Three years	55%
Four years	45%
Five years	35%
Six years	20%

The amount to be repaid carries an interest rate of 3% per year, dating from the academic year in which the candidate failed to fulfil his obligation. The method of repayment has been established by regulation. In case of death of the candidate, the obligation to repay no longer exists.

N.B. In this matter of commitment, minors may sign on the same basic as those who have attained their majority.

7. *Limited number of scholarships:*

The number of scholarships is limited by the very norms of the competition in which the standards of

facteur déterminant dans le choix effectué par le jury. Celui-ci fait l'étude des dossiers et apprécie la personnalité des candidats et leurs aptitudes à entreprendre ou à poursuivre des études ou de la recherche.

8. *Administration des bourses:*

Le ministre de l'Éducation a constitué un comité spécial formé d'universitaires et de pédagogues éminents auxquels il a confié la responsabilité de la sélection des candidats. Après un examen attentif de tous les dossiers, le comité soumet la liste des candidats proposés comme boursiers. La décision finale appartient au ministre qui fait connaître la liste des bénéficiaires chaque année vers le milieu de mai.

BOURSES DE RECHERCHE PÉDAGOGIQUE

Concours 5

Sommaire:

1. Description générale
2. Conditions d'admissibilité
3. Dossier du candidat
4. Valeur de la bourse
5. Durée de la bourse — renouvellement
6. Versements
7. Inscription des candidats
8. Engagement

1. *Description générale:*

En vertu de la Loi Elizabeth II, Ch. 26, 1961, (devenue le chapitre 241, S.R.Q. 1964), le gouvernement de la province de Québec offre de nouveau, pour l'année scolaire 1971-1972.

— des bourses de recherche pédagogique, en vue d'un doctorat dans l'une des disciplines suivantes: pédagogie, psychologie, sociologie, droit, économique, ou dans toute matière au programme d'une institution d'enseignement au sens de la loi.

Le nombre de bourses est limité par les normes mêmes du concours où les critères d'excellence constituent le facteur déterminant dans le choix effectué par le jury. Ce programme est une initiative conjointe de la Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de l'Institut de recherche pédagogique du ministère de l'Éducation.

Les candidats désireux d'y participer auront donc avantage à s'assurer au préalable que leurs projets s'inscrivent dans le cadre général des préoccupations de recherche de l'Institut dont les activités peuvent selon les besoins être orientées, dans certains secteurs jugés prioritaires. Il leur est fortement recommandé de communiquer avec l'Institut où ils pourront obtenir des conseils et suggestions utiles sur l'orientation de leurs projets de recherche, avant de formuler une demande de bourse.

Les nouvelles demandes de même que les renouvellements doivent être formulées avant le 31 déc. 1970.

Le ministre de l'Éducation a constitué un comité spécial formé d'universitaires et de pédagogues éminents auxquels il a confié la responsabilité de la sélection des candidats. La décision finale appartient au ministre qui fait connaître la liste des bénéficiaires chaque année vers le milieu d'avril.

excellence constitute the determining factor in the choice made by the jury. The jury studies the applications and evaluates the personality of each candidate as well as his aptitudes for graduate study or research.

8. *Administration of the scholarships:*

The Minister of Education has appointed a special committee, composed of outstanding university members and educationists, which is responsible for the selection of candidates. After careful examination of all dossiers, the Committee submits the list of applicants recommended for scholarships to the Minister: the final decision rests with the Minister who publishes the list of recipients about mid-may each year.

SCHOLARSHIPS FOR EDUCATIONAL RESEARCH

Program 5

Summary:

1. General description
2. Eligibility
3. Candidate's dossier
4. Amount of the scholarship
5. Duration of the scholarship — renewal
6. Methods of payment
7. Application for scholarships
8. Commitment

1. *General description:*

By virtue of Act Elizabeth II, Ch. 26, 1961, which has become Chapter 241, R.S.Q. 1964, the Government of the Province of Québec is again offering for the 1971-1972 school year,

— scholarships for research relative to teaching, for a doctorate in one of the following subjects: pedagogy, psychology, sociology, law or economics, or in any subject of the programme of an educational institution as defined according to this Act.

The number of scholarships is limited by the norms of the competition in which the standards of excellence constitute the determining factor in the choice made by the jury. This programme is a joint initiative of the Higher Education Branch and the Institute of Research in Education of the Department of Education.

Hence, candidates who wish to participate should make sure beforehand that their projects come under the general framework of the concerns of the Institute, whose work may if necessary be directed towards certain sectors deemed to have priority. It is strongly recommended that candidates, before submitting their applications, contact the Institute of Research in Education, where they will be able to obtain useful advice and suggestions regarding the orientation of their research project.

New applications as well as renewals must, in principle, be submitted before the 31st of December.

The Minister of Education has constituted a special committee composed of outstanding university members and educationists, which is responsible for the selection of candidates. The final decision rests with the Minister, who publishes the list of beneficiaries in the middle of April.

2. *Conditions d'admissibilité:*

1. être citoyen canadien;
2. avoir son domicile dans la province de Québec;
3. détenir une maîtrise ou une licence, en pédagogie, psychologie, sociologie, droit, économique ou dans toute autre matière au programme d'une école secondaire, d'un cegep ou d'un collège classique, tel qu'il est défini dans la loi;
4. avoir réussi dans les études ou dans les travaux subséquents;
5. être inscrit ou s'engager à s'inscrire dans une institution universitaire approuvée par le jury, pour y poursuivre à plein temps des recherches en vue du doctorat. Ces recherches pédagogiques doivent porter soit sur une matière au programme d'une institution d'enseignement tel qu'il est défini dans la loi, soit sur la pédagogie, la psychologie, la sociologie, le droit, l'économique.

3. *Dossier du candidat:*

a) La formule de demande en 4 copies que fournit le Service.

b) Deux lettres de recommandation: l'une venant d'un de ses derniers professeurs, l'autre du directeur de ses travaux, attestant ses capacités intellectuelles et son habileté à poursuivre des recherches.

Toute recommandation doit être de caractère exclusivement académique ou technique.

N.B. Le Service fournit les formules de lettres de recommandation en même temps que la formule de demande de bourse.

c) Les attestations et les relevés de notes pour 3 années immédiatement antérieures à l'année universitaire que poursuit l'étudiant. (Les parchemins ne sont pas acceptés). Les documents doivent provenir directement de l'université.

d) Un projet de recherche tel qu'il est décrit dans la formule de demande de bourse. (Utiliser la formule officielle de « projet d'étude » fournie par le Service.)

4. *Valeur de la bourse:*

a) personne célibataire: maximum $3,000;

b) personne mariée: maximum $4,000 plus $150 par enfant.

On tiendra compte, pour déterminer le montant de chaque bourse, des ressources familiales et personnelles du candidat, du traitement qu'il pourrait recevoir à titre de stagiaire, de résident ou d'attaché de recherches, comme de toute autre forme de revenu dont il bénéficierait durant la période pour laquelle il demande une bourse de recherche. Le Service pourra diminuer le montant de la bourse initialement accordée à un candidat ou annuler celle-ci en tout temps, lorsque l'existence d'un cumul de bourses ou d'une rémunération substantielle d'une autre source, sera portée à sa connaissance.

Le Service pourra même exiger le remboursement de toute somme perçue lorsqu'il y a infraction aux règlements ci-dessus.

5. *Durée de la bourse — renouvellement:*

Cette bourse, accordée pour une année, est renouvelable sur recommandation du jury pour une deuxième

2. *Eligibility:*

1. Canadian citizenship;
2. Domiciled in the Province of Québec;
3. Master's degree (or French "licence") in pedagogy, psychology, sociology, law, or economics, or in any other subject on the course of study of a secondary school, a cegep or classical college, as defined according to the Act;
4. Success in studies or in subsequent work;
5. Registered or arranged to register in a university, approved by the jury, to follow a full time course of study leading to a doctorate. Such educational research must be in a subject on the course of study of an educational institution (a defined according to the Act) or in pedagogy, psychology, sociology, law or economics.

3. *Candidate's dossier:*

(*a*) The application form in 4 copies provided by the Service;

(*b*) Two letters of recommendation: one from one of the teachers who were the last to teach the candidate, the other from the director of his work, attesting to the candidate's intellectual capacities and to his aptitude to carry out research.

Every recommendation must be exclusively academic or technical.

N.B. The Service furnishes special forms for all letters of recommendation with the scholarship application forms.

(*c*) A project of studies as demanded in the application form. (Use the special "study project" form furnished by the Service).

4. *Amount of the scholarship:*

(*a*) Single person: maximum $3,000;

(*b*) Married person: maximum $4,000 plus $150 per child.

In determining the amount of each scholarship, account will be taken of the candidate's personal and family ressources: any income received as intern, research assistant, etc., during the period for which the research scholarship is requested will be taken into consideration. The Service may reduce the original amount of a scholarship or cancel such scholarship at any time upon notification to the Service of other awards or substantial remuneration received by the scholar.

The Service may even require the repayment of any sum collected contrary to the above restrictions.

5. *Duration of the scholarship — renewal:*

This scholarship, awarded for one year, is renewable on the recommendation of the jury for a second year

année et, à titre exceptionnel, pour une troisième année, aux conditions suivantes:

1. l'envoi d'une nouvelle demande de bourse;
2. l'obtention de résultats académiques satisfaisants;
3. la production d'une attestation officielle du travail accompli et des progrès réalisés depuis la réception de la dernière bourse;
4. la production d'une lettre de recommandation d'une personne en mesure de témoigner du succès de la recherche (de préférence le directeur des travaux du candidat au cours de l'année où sa dernière bourse lui a été accordée);
5. la production d'un exposé sommaire du progrès des études, travaux ou recherches depuis l'obtention de la première bourse (Utiliser la formule officielle de « projet d'étude » fournie par le Service.)

N.B. Les attestations d'études (les parchemins ne sont pas acceptés) et relevés de notes, déjà fournis, ne sont pas nécessaires lors de la présentation d'une demande de renouvellement de bourse.

6. *Mode de paiement de la bourse:*

Le paiement des bourses est effectué en deux tranches:

La première tranche est versée vers le 15 septembre sur présentation par le boursier, s'il était aux études au moment de la demande,

— soit du résultat officiel de ses examens;
— soit d'une attestion officielle de ses progrès ou de la qualité de son travail depuis la date de la demande;

La seconde est versée vers le 15 février sur présentation par le boursier:

— soit du résultat des examens qu'il a subis jusqu'à cette date;
— soit d'une attestation officielle de la qualité de son travail et de ses recherches durant la même période;
— soit d'une attestation officielle de sa présence au cours lorsque les études ne donnent pas lieu à des examens officiels ou lorsqu'une appréciation du travail accompli ne peut être obtenue du directeur de ses travaux.

7. *Inscription des candidats:*

Les candidats doivent adresser leur demande de bourse, par écrit, à:

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
Direction générale de l'Enseignement supérieur
Service des Ressources humaines
Section des Bourses

Toute première demande de bourse dûment remplie ainsi que les documents requis doivent avoir été fournis par le candidat (voir la feuille de directives attachée à la formule de demande de bourse) le, ou avant le 15 janvier 1970 à l'adresse ci-dessus indiquée. Les demandes de renouvellement de bourses sont soumises aux mêmes échéances.

Remarques: Les candidats à une bourse doivent utiliser les formules d'inscription en 4 exemplaires.

on and, in an exceptional case, for a third year, on the following conditions:

1. A new application form duly completed;
2. Satisfactory academic results;
3. Presentation of an official attestation of the work accomplished and the progress made since first receiving the award;
4. Presentation of a letter of recommendation from someone qualified to judge the success of the research project (preferably the director of the candidate's work during the year when the last award was made to him);
5. A brief account of the progress of the studies, work or research project since the granting of the first scholarship. (Use the official "study project" form furnished by the Service).

N.B. Certified copies of diplomas (original diplomas are not accepted) and transcripts or marks already furnished with the original application are not necessary when the application is made for a renewal of the scholarship.

6. *Methods of payment:*

Scholarships are paid in two instalments:

The first is paid toward September 15th of the academic year on presentation by the holder of the scholarship, should he be studying at the time of the application,

— of his official examinations results, or
— of an official certificate of his progress or of the quality of his work since the date of the application;

The second instalment is paid toward February 15th upon presentation by the candidate of:

— the results of examination he has taken or

— an attestation of the quality of his work and research during the same period, or
— an official attestation of his attendance at the course, only when the studies comprise no official examination.

7. *Application for scholarships:*

Candidates shall address their applications for scholarship in writing, to:

GOVERNMENT OF QUÉBEC
DEPARTMENT OF EDUCATION
Higher Education Section
Human Resources Service
Scholarships Section

All new application forms for a scholarship, duly completed, together with the required documents, must be mailed by the applicant himself (see sheet of directions attached to application form) before the 15th of January, 1970, to the above address. Applications for renewals will be subjected to same date limits.

Remarks: Applicants for a first scholarship and those who did not hold a scholarship for the year 1970-1971, shall use application forms supplied in 4 copies by the Service.

Demandes antérieures: Une demande refusée antérieurement à l'un ou l'autre des concours, ou non recommandée par le jury, sera considérée comme une nouvelle demande. Est également considérée comme une nouvelle demande toute demande d'un étudiant à qui une bourse a été accordée pour l'année scolaire 1970-1971, si celle-ci a été retirée ou annulée par la suite de même que toute demande d'un étudiant à qui une ou plusieurs bourses ont été accordées avant l'année scolaire 1970-1971 et qui n'en a pas obtenu ou n'en a pas demandé au cours de la dernière année.

Lorsqu'un étudiant a bénéficié d'une bourse d'une catégorie particulière au cours de l'année scolaire 1970-1971 toute demande formulée dans un autre concours pour l'année scolaire 1971-1972 sera également considérée comme une nouvelle demande.

8. *Engagement:*

Tout candidat bénéficiaire d'une bourse de recherche doit s'engager par écrit, pour une période de sept ans après la fin de ses études, à consacrer au moins la moitié de son temps à des recherches relatives à l'enseignement et l'autre partie à des fonctions d'enseignement déterminées par règlements, dans une université du Québec, au ministère de l'Éducation ou dans une autre institution approuvée par le ministre.

N.B. Le bénéficiaire d'une ou de plusieurs bourses doit faire adresser au ministre de l'Éducation, à la fin de chaque année scolaire, durant les sept années de son engagement, un document prouvant qu'il a rempli l'engagement décrit ci-dessus. Tout ancien boursier qui ne se conforme pas à son engagement est tenu de rembourser, en tout ou en partie, selon le cas, le montant de la bourse ou des bourses dont il a bénéficié. Le montant qu'il doit rembourser est établi d'après le nombre d'années pendant lesquelles il s'est conformé à son engagement selon le barème suivant:

Nombre d'années	*Proportion remboursable*
Moins d'une année	100%
Une année	80%
Deux années	65%
Trois années	55%
Quatre années	45%
Cinq années	35%
Six années	20%

Le montant que le bénéficiaire d'une bourse est tenu de rembourser porte intérêt au taux de 2 pour cent par an, à compter de l'année scolaire au cours de laquelle il a négligé de se conformer à son engagement. Les modalités de remboursement sont fixées par règlement. En cas de décès, l'obligation de rembourser s'éteint.

N.B. Pour les fins de ces engagements, une personne mineure peut contracter au même titre qu'une personne majeure.

Bourses en service social

Concours 6

Le ministre de l'Éducation est heureux d'offrir, à nouveau, aux étudiants du Québec, la possibilité de

Previous Applications: All applicants who have been previously refused admission to any competition or whose applications were not recommended for a scholarship by the jury are considered as new applicants. Will also be considered as new applicants, all students who, having been awarded scholarship for 1970-1971, have not accepted to it through some reason of their own or because of cancellation by our Service; also, those who have received scholarships prior to, but not including 1970-1971.

If a scholarship has been granted under a specified programme for the academic year 1971-1972 an application under another programme the following year becomes a new application.

8. *Commitment:*

Any candidate accepting a research scholarship must promise, in writing, to devote at least half of his time, for a period of seven years after the completion of his studies, to research relating to teaching, and the remaining part of teaching duties determined by regulation, in a Québec university, in the Department of Education or in another institution approved by the Minister.

N.B. When the scholarship-holder has completed his graduate studies he must furnish proof to the Minister of Education at the end of each academic year, for seven years, he has complied with the commitment described in the previous paragraph. Any ex-scholarship-holder who fails to fulfil his obligation must reimburse in part or in full the amount of the scholarship that he has been awarded. The amount to be reimbursed varies in accordance with the number of years that he fulfilled his commitment in the following proportions:

Number of years	*Percentage repayable*
Less than one year	100%
One year	80%
Two years	65%
Three years	55%
Four years	45%
Five years	35%
Six years	20%

The amount to be repaid carries an interest rate of 3% per year, dating from the academic year in which the candidate failed to fulfil his obligation. The method of repayment has been established by regulation. In case of death of the candidate, the obligation to repay no longer exists.

N.B. In this matter of commitment, minors may sign on the same basic as those who have attained their majority.

Scholarships for University Training of Social Workers

Program 6

The Minister of Education again takes pleasure in offering the students of Québec a possibility of obtain-

mériter, pour l'année scolaire 1971-72, l'une des soixante (60) nouvelles bourses de perfectionnement (dont un maximum de quinze (15) en organisation communautaire) qu'il a créées, en collaboration avec le ministère de la Santé et le ministère de la Famille et du Bien-Être social, en vue d'encourager la formation de travailleurs sociaux dont plusieurs du Québec ainsi que divers ministères, au sein de la Fonction publique, ont un urgent besoin.

1. *Conditions d'admissibilité:*

Ces bourses sont accessibles à tout étudiant

— domicilié et résidant en permanence au Québec depuis au moins une année, au moment de la demande;

— inscrit ou qui s'engage à s'inscrire à temps complet dans la deuxième année du cours ou dans une classe supérieure, en vue de la maîtrise en service social, *dans une école de service social affiliée à une université du Québec.*

2. *Mode de sélection des boursiers:*

Ces bourses sont accordées

— par coucours;

— en fonction des succès scolaires obtenus au cours des études antérieures (joindre les relevés scolaires officiels pour au moins 3 années immédiatement antérieurs à l'année universitaire que poursuit le candidat);

— en tenant compte des recommandations de caractère exclusivement académique ou technique appuyant la demande;

— selon la recommandation de l'école de service social à laquelle l'étudiant a déjà entrepris ses études en service social;

— en fonction de la personnalité, de la motivation du candidat et de ses aptitudes exceptionnelles pour oeuvrer dans le secteur du Bien-Être, au terme de ses études;

— en fonction des besoins du Québec.

3. *Comité de sélection:*

Le choix définitif des boursiers sera effectué par un jury constitué de représentants du ministère de la Santé, du ministère de la Famille et du Bien-Être social, du ministère de l'Éducation ainsi que de la Commission de la Fonction publique.

4. *Valeur des bourses — renouvellement:*

Ces bourses, accordées pour une année, constituent un don complet et sont d'une valeur de $1,200. Elles sont cependant renouvelables, sur recommendation du jury, pour la durée du cours et jusqu'à l'obtention de la maîtrise en service social, à la condition que les résultats scolaires soient satisfaisants et que la direction des études de l'école recommande le renouvellement.

Si le boursier estime que ces besoins excédent le montant de la bourse, il pourra, avant le 30 septembre de l'année scolaire, solliciter un prêt additionnel auprès du service des prêts et bourses du ministère de l'Éducation.

ing, for the 1971-1972 academic year, one of the sixty (60) new post-graduate scholarships which he has jointly created with the Department of Health and the Department of Family and Welfare. These scholarships were created to encourage the training of social workers for which there is an urgent demand both in certain regions of Québec and certain departments of the Public Service. A maximum of fifteen (15) of these scholarships will be applicable to projects in community organization.

1. *Admissibility:*

These scholarship are available to any student who

— has been a permanent resident of Québec and domiciled therein, for at least one year, at the time of the application;

— who is registered or who pledges to register at full time in the second year of the course or a higher class, in view of obtaining a master's degree in social service school affiliated to a Québec university.

2. *Selection procedures:*

These scholarships are granted as follows:

— by competition;

— taking into account previous academic performance (official statements of marks for 3 years immediately preceding the school year which the candidate is pursuing;

— taking into account exclusively academic or technical letters of reference which might be included in the application;

— as recommended by the social service school at which the student has already taken up his social service studies;

— taking into account the candidate's personal qualities and motivation and also any exceptional aptitude for work in the Welfare area, once his studies are completed;

— taking into account the needs of Québec.

3. *Selection committee:*

The final choice of the scholarship recipients will be made by a jury specially set up for this purpose by the Minister of Education.

4. *Amount of the scholarships — renewal:*

Each of these scholarships, given out for a period of one year, is actually a grant. The value of each scholarship is $1,200. These scholarships, upon recommendation from the jury, are, however, renewable for the duration of the course and till the reception of a master's degree in social service, at the condition that the academic standing be satisfactory and that the school management overseeing the candidate's studies recommended the renewal.

If a recipient finds that his needs are more than the amount of the scholarship, he can, before the 30th of September of the 1971-1972 academic year, ask the Service de Prêt-Bourse Ministery of Education for an additional loan.

5. *Mode d'inscription:*

Tout candidat qualifié peut s'inscrire à ce concours et demander (avant le 31 décembre 1970) les documents d'inscription requis, en s'adressant directement au
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
Direction générale de l'Enseignement supérieur
Service des Ressources humaines
Section des Bourses

Les formules d'inscriptions dûment remplies et tous les autres documents requis devront être adressés au service, avant le 15 janvier 1970.

6. *Date de l'attribution des bourses:*

Le ministre de l'Éducation fera connaître le choix des bénéficiaires de bourses au début du mois de juin 1971.

BOURSES DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Concours 7

Le ministère de l'Éducation accorde aussi des bourses d'études aux diplômés des écoles de l'enseignement spécialisé qui ambitionnent de poursuivre une carrière dans l'enseignement technique et qui désirent s'inscrire au programme de formation dispensé par l'Université du Québec, Module des Sciences techniques.

Les conditions d'admission sont déterminées par la direction de l'établissement et tous les candidats admis à suivre le programme d'études qui y est dispensé reçoivent une bourse de perfectionnement de notre service sur la recommandation de l'Université pourvu que les bénéficiaires s'engagent à enseigner dans le système scolaire polyvalent du Québec pour une période d'au moins sept années au terme de leurs études. Le montant de ces bourses est établi à:

1. $1,200 par année scolaire pour les candidats n'ayant aucune expérience industrielle;
2. $2,500 pour les candidats célibataires ayant au moins trois années d'expérience industrielle à temps complet;
3. $3,500 pour les candidats mariés ayant au moins trois années d'expérience industrielle à temps complet.

Toute demande de bourse doit être formulée directement à l'adresse suivante:

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
MODULE DES SCIENCES TECHNIQUE
1180 Bleury
Montréal, P.Q.

FEUILLET DE DEMANDE DE BOURSE

Pour l'année scolaire 1971-1972

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
Direction générale de l'Enseignement supérieur
Service des Ressources humaines
Section des Bourses

5. *Application procedure:*

Any qualified candidate can apply for the scholarships and ask (before the 31st of December, 1970, for the required application documents. These can be had directly from the Scholarship Section, Human Ressources Service, Higher Education Branch, Department of Education, Government House, In Québec (643-2701). Applications forms and all other duly completed required documents must be sent to the Service by the management of the social service school attended by the candidate, before the 15th of January, 1971.

6. *Sholarship attribution date:*

The Minister of Education will publish the names of the scholarship recipients toward the middle of May, 1971.

SCHOLARSHIPS FOR THE TRAINING OF VOCATIONAL SCHOOL TEACHING PERSONNEL

Program 7

The Department of Education also gives out scholarchips to vocational school graduates who wish to take up a career in one of the branches of vocational teaching and who wish to participate in the training program set up by l'Université du Québec.

Admission conditions are determined by the management of the establishment. All candidate admitted to follow the establishment. All candidates admitted to follow the study program which is dispensed by l'Université du Québec receive, upon recommendation by the university a post-graduate scholarship from our Service, provided that the recipients pledge to teach in the Québec polyvalent school system for a period of at least seven years after terminating their studies. The amounts of each of these scholarships have been set as follows:

1. $1,200 par academic year for candidates having no industrial experience at all;
2. $2,500 for single candidates having at least three full time years of industrial experience;
3. $3,500 for married candidates having at least three full time years of industrial experience.

All scholarship applications must be submitted directly to

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
MODULE DES SCIENCES TECHNIQUES
1180 Bleury
Montréal, Qué.

REQUEST FOR SCHOLARSHIP APPLICATION FORMS

For the School Year 1971-1972

GOVERNMENT OF QUÉBEC
DEPARTMENT OF EDUCATION
Higher Education Section
Human Resources Service
Scholarships Section

Le.....19....

Je n'ai pas encore demandé les documents d'inscription pour une bourse du Service des Ressources Humaines du ministère de l'Éducation pour l'année scolaire 1971-1972 et la demande que j'en fais est dans les détails prescrits par les règlements.

☐ Je ne bénéficie pas d'une telle bourse pour l'année scolaire 1970-1971.
☐ Je bénéficie d'une telle bourse pour l'année scolaire 1970-1971.

Signature.....

.....
Nom et adresse de retour en lettres moulées

.....

.....

.....

Note:
Les formules d'inscription d'une année ne sont pas valables pour l'année suivante.
Prière de détacher et retourner au service, s'il y a lieu, avant le 31 décembre 1970. Aucune demande de formulaire d'inscription ne sera acceptée après cette date.

.....19....

I have not yet submitted a request for application forms for a scholarship from the Human Ressources Service.

☐ I do not hold such a scholarship for the 1970-1971 school year.
☐ I hold such a scholarship for the 1970-1971 school year.

Signature.....

.....
Name and return address in block letters

.....

.....

.....

Note:
Application forms for a particular school year are not valid for another year.
Please detach and return to above address before December 31st. No application will be accepted after this date.

ANNEXE « C »

LE CONSEIL DES RECHERCHES AGRICOLES

Historique, statuts et règlements

Membres du conseil des Recherches agricoles du Québec

Bertrand Forest, *président*. Directeur, service de la Recherche et de l'Enseignement, Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, Hôtel du Gouvernement, Québec, Qué.

Réal Martineau, *vice-président*. Chef des Stations de Recherches, Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, Hôtel du Gouvernement, Québec, Qué.

Richard Constantineau, *secrétaire*. Service de la Recherche et de l'Enseignement, Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, Hôtel du Gouvernement, Québec, Qué.

Hélène Cazes-D'Aoust, *secrétaire adjointe*. Service de la Recherche et de l'Enseignement, Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, Hôtel du Gouvernement, Québec, Qué.

Paul Gervais. Professeur, département de Phytotechnie, Faculté d'Agriculture, Université Laval, Québec (10), Qué.

Jean David. Professeur, département d'Horticulture, Collège Macdonald, Sainte-Anne-de-Bellevue, Qué.

André Lagacé. Professeur, directeur du département de Pathologie et de Microbiologie, École de Médecine vétérinaire de la province de Québec, Saint-Hyacinthe, Qué.

SCHEDULE "C"

AGRICULTURAL RESEARCH COUNCIL

Historical Note, Statutes and Regulations

Members of the Québec Agricultural Research Council

Bertrand Forest, *chairman*. Director, Research and Education Service, Department of Agriculture and Colonization, Government Buildings, Québec, Qué.

Réal Martineau, *vice-chairman*. Head of Research Stations, Department of Agriculture and Colonization, Government Buildings, Québec, Qué.

Richard Constantineau, *secretary*. Research and Education Service, Department of Agriculture and Colonization, Government Buildings, Québec, Qué.

Hélène Cazes-D'Aoust, *assistant-secretary*. Research and Education Service, Department of Agriculture and Colonization, Government Buildings, Québec, Qué.

Paul Gervais. Professor, Department of Plant Science, Faculty of Agriculture, Laval University, Québec (10), Qué.

Jean David. Professor, Department of Horticulture, Macdonald College, Sainte-Anne-de-Bellevue, Qué.

André Lagacé. Professor, Director of the Department of Pathology and Microbiology, Veterinary College of the Province of Québec, Saint-Hyacinthe, Qué.

Camille Bernard. Directeur de la Station de Recherches, Ministère de l'Agriculture du Canada, Lennoxville, Qué.

Gabriel Saab. Directeur de l'Économie rurale, Union catholique des cultivateurs, 515, avenue Viger, Montréal (24), Qué.

Jacques Petit. Directeur, service de l'Économie et de la Programmation, Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, Hôtel du Gouvernement, Québec, Qué.

Fernand Gauthier. Faculté d'Agriculture, Université Laval, Québec (10), Qué.

HISTORIQUE

Le Conseil des Recherches agricoles fut fondé le 6 juin 1947 et placé sous l'autorité du ministre de l'Agriculture. Il succédait au Comité des Recherches agricoles qui avait oeuvré de 1936 à 1939.

Afin de lui permettre de mieux remplir sa mission et de répondre aux exigences de la recherche agricole, le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation modifiait sa constitution de 26 novembre 1962 et en approuvait les statuts.

STATUTS DU CONSEIL DES RECHERCHES AGRICOLES DU QUÉBEC

Conseil des Recherches agricoles:

1. Le Conseil des Recherches agricoles du Québec est un organisme consultatif sous la direction du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation.

Objet:

2. Le Conseil a pour objet:

a) de promouvoir, d'orienter et de coordonner les recherches agricoles du Québec en harmonie avec celles des facultés d'agriculture des universités du Québec et celles du ministère de l'Agriculture du Canada;

b) d'encourager les recherches dans les universités et les instituts de technologie agricole au moyen de subventions et de crédits de recherches;

Fonctions et responsabilités:

3. Le Conseil est chargé:

1. d'étudier les besoins en recherche et d'indiquer les initiatives à prendre, compte tenu des programmes agricoles du gouvernement du Québec et de ceux des autres institutions de recherche dans le Québec et ailleurs;

2. d'organiser des rencontres avec les représentants des universités, du service de la Recherche du ministère de l'Agriculture du Canada et de ceux de tout autre organisme de recherche;

3. d'apprécier et d'approuver tout projet de recherches agricoles du gouvernement du Québec;

4. d'accorder, après étude, des subventions et des crédits de recherches aux universités et aux instituts de technologie agricole;

5. de constituer des comités consultatifs et de faire appel à des spécialistes pour des études spécifiques;

6. de dresser et de tenir à jour l'inventaire de la recherche agricole au Québec, et de publier les résultats des travaux de recherches agricoles subventionnés par le gouvernement;

Camille Bernard. Director of the Research Station, Canada Department of Agriculture, Lennoxville, Qué.

Gabriel Saab. Director of Agricultural Economics, *Union catholique des cultivateurs*, 515, avenue Viger, Montréal (24), Qué.

Jacques Petit. Director, Economics and Programming Service. Department of Agriculture and Colonization, Government Buildings, Québec, Qué.

Fernand Gauthier. Faculty of Agriculture, Laval University, Québec (10), Qué.

HISTORICAL NOTE

The Québec Agricultural Research Council was founded on June 6, 1947 under the authority of the Minister of Agriculture. It was the successor of the Agricultural Research Committee which had operated from 1936 to 1939.

To enable it to fulfil task and meet the needs of agricultural research, the Minister of Agriculture and Colonization amended its constitution of November 26, 1962 and approved the statutes.

STATUTES OF THE QUÉBEC AGRICULTURAL RESEARCH COUNCIL

Agricultural Research Council:

1. The Québec Agricultural Research Council is an advisory board under the direction of the Minister of Agriculture and Colonization.

Purpose:

2. The aims of the Council are:

(*a*) to promote, guide and co-ordinate Québec's Agricultural Research in keeping with that of the agricultural Faculties of Québec Universities and of the Canada Department of Agriculture;

(*b*) to encourage such research in the universities and institutes of agricultural technology by means of subsidies and research credits;

Function and responsibilities:

3. The Council is instructed to:

1. study research needs and state the measures to be taken, taking into account the agricultural programmes of the Québec Government and of other research institutions in Québec and elsewhere;

2. organize meetings with representatives of universities, the Research Branch of the Canada Department of Agriculture and of any other research organization;

3. to evaluate and approve all agricultural research projects of the Québec Government;

4. to grant, overdue consideration, subsidies and research credits to universities and institutes of agricultural technology;

5. to appoint advisory committees and call upon specialists for purposes of special studies;

6. to prepare and keep up to date an inventory of agricultural research in Québec and to publish the results of agricultural research projects subsidized by the Government;

7. de faire des règlements nécessaires à son bon fonctionnement;

8. de soumettre chaque année au ministre de l'Agriculture et de la Colonisation les prévisions budgétaires concernant notamment les subventions et les crédits de recherches, les honoraires et les frais de voyage des membres du Conseil et des spécialistes consultés, les dépenses du personnel et de l'administration du secrétariat;

9. d'administrer le budget voté par la législature aux fins du Conseil.

Réunions:

4. Le Conseil tient ses séances à Québec ou à tout autre endroit qu'il choisit. Il doit se réunir au moins quatre fois par année aux jours qu'il fixe et aux époques qu'il juge nécessaires.

Membres du Conseil:

5. Le Conseil est composé de dix membres nommés par le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation. Le président est le directeur du service de la Recherche et de l'Enseignement du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, et les autres membres sont choisis parmi le personnel des ministères et des organismes agricoles suivants: la faculté d'Agriculture de l'Université Laval, la faculté d'Agriculture de l'Université McGill, l'École de Médecine vétérinaire de la province de Québec, le service de la Recherche du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation et celui du ministère de l'Agriculture du Canada ainsi que les organismes de producteurs agricoles.

Remplacement des membres:

6. Les membres qui n'occupent plus la situation en raison de laquelle ils ont été nommés cessent de faire partie du Conseil des Recherches agricoles. Tout poste vacant doit être rempli dans un délai de trois mois.

Gestion du Conseil:

7. Le président est responsable de l'administration générale du Conseil et plus particulièrement de la surveillance et de la direction des travaux et des employés du Conseil. Il est assisté par le secrétaire.

Secrétaire du Conseil:

8. Le secrétaire, nommé par le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, assume la direction du secrétariat du Conseil. Il assiste aux réunions avec voix consultative et en rédige les procès-verbaux. Il assure l'exécution des décisions et du programme de recherches arrêté par le Conseil et approuvé par le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation. Il est assisté dans ses fonctions par un secrétaire adjoint et un ou plusieurs conseillers scientifiques.

Secrétariat:

9. Le secrétariat est composé du personnel de bureau nécessaire à l'administration du Conseil des Recherches agricoles, ce personnel remplissant ces fonctions à plein temps.

7. to make regulations which are necessary for its efficient operation;

8. to submit annually to the Minister of Agriculture and Colonization budgetary estimates with specific regard to subsidies and research credits, fees and travelling expenses of members of the Council and of specialists who are consulted, and the expenses of the personnel and the secretarial administration;

9. to administer the budget voted by the legislature for the Council's purposes.

Meetings:

4. The Council shall hold meetings at Québec or anywhere else it chooses. It must meet at least four times a year on dates it will decide and at intervals which it considers necessary.

Composition:

5. The Council shall be composed of ten members appointed by the Minister of Agriculture and Colonization. The Director of the Research and Education Service of the Department of Agriculture and Colonization shall be the chairman and the other members shall be chosen from the personnel of the following Agricultural Departments, Institutions and Organizations: the Faculty of Agriculture of Laval University, the Faculty of Agriculture of McGill University, the Veterinary College of the Province of Québec, the Research Branches of the Department of Agriculture and Colonization and of the Canada Department of Agriculture and farmer's organizations.

Replacement of members:

6. Members who no longer hold the post or exercise the function by virtue of which they were appointed shall cease to belong to the Agricultural Research Council. All vacancies in the Council's membership must be filled within three weeks.

Administration of the Council:

7. The chairman shall be responsible for the general administration of the Council and more specifically for the supervision and direction of the Council's activities and employees. He will be assisted by the secretary.

Secretary of the Council:

8. Appointed by the Minister of Agriculture and Colonization, the secretary shall be in charge of the Council's secretariat. He shall attend the meetings with the right to be heard in a consultative capacity. He shall ensure the carrying out of the decisions and research programmes proposed by the Council and approved by the Minister of Agriculture and Colonization. He shall be assisted in his functions by an assistant secretary and one or more scientific advisors.

Secretariat:

9. The secretariat shall consist of the office staff required for the administration of the Agricultural Research Council, the personnel of the said staff to be employed on a full-time basis.

Traitements et frais de voyage:

10. Les membres du Conseil ne reçoivent aucun traitement. Ils sont indemnisés des frais encourus pour assister aux assemblées et ceux qui ne sont pas fonctionnaires du gouvernement du Québec ou de celui du Canada reçoivent une allocation de présence. Une allocation spéciale peut être accordée à tout spécialiste pour des services rendus au Conseil en matière de recherches agricoles.

Rapport annuel:

11. Le Conseil présente au ministre de l'Agriculture et de la Colonisation le rapport annuel de ses activités.

RÈGLEMENTS DU CONSEIL DES RECHERCHES AGRICOLES

1. *Bourses de perfectionnement des fonctionnaires:*

DESCRIPTION GÉNÉRALE

Description:

Le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation accorde chaque année, par l'intermédaire du Conseil des Recherches agricoles, des bourses de perfectionnement à certains de ses fonctionnaires en vue de rencontrer les besoins actuels et futurs de ses services.

Candidature:

Tout fonctionnaire permanent à l'emploi du Ministère et détenteur d'un diplôme universitaire.

Demande:

Les directeurs de service doivent fournir au Comité du Perfectionnement du ministère avant le 1er avril précédant l'année académique pour laquelle la bourse est demandée, le ou les noms des membres de leur personnel qu'ils désirent voir suivre des cours de perfectionnement. Les fonctionnaires, qui sont appelés à s'absenter de leur travail, doivent remplir une formule de demande de congé avec traitement par laquelle ils s'engagent à travailler pour le gouvernement pendant le double de la durée du congé.

Examen:

Un examen oral a lieu pour apprécier les qualifications personnelles du fonctionnaire en regard des études projetées et des fonctions à assumer au terme des études, la culture générale, le jugement, l'esprit d'initiative, la personnalité, la langue seconde, etc. L'examen est confidentiel et la décision du jury est finale.

Montant de la bourse:

La bourse comporte le paiement des frais de scolarité (droits de scolarité, droits divers et frais de thèse),

Salaries and travelling expenses:

10. The members of the Council shall not receive any special salary. They shall be reimbursed for expenses incurred to attend meetings and those who are not civil servants of Government of Québec or of Canada shall receive an attendance allowance. A special allowance may be made to any specialist for services rendered to the Council in connection with agricultural research.

Annual Report:

11. The Council shall submit an annual report on its activities to the Minister of Agriculture and Colonization.

REGULATIONS OF THE AGRICULTURAL RESEARCH COUNCIL

1. *Scholarships for advanced training of civil servants:*

GENERAL DESCRIPTION

Description:

With a view to meeting the present and future needs of its various services, the Department of Agriculture and Colonization grants scholarships each year through its Agricultural Research Council to some of its employees to enable them to continue their education.

Eligibility:

Any civil servant permanently employed by the Department and having a University degree may apply.

Application:

Before the 1st of April preceding the academic year for which the scholarships are requested, heads of services must submit to the Department's advanced training committee the names of eligible members of their staff who wish to take appropriate courses. Those who have to be absent from their work will have to fill in a form applying for leave of absence with salary, thereby undertaking to work for the government for twice as long as the period of leave.

Examination:

There will be an oral examination to assess the personal suitability of the candidate for the studies proposed and the duties to be performed after graduation, general education, sound judgment, initiative, personality, second language, etc. The examination is confidential and the adjudicators' decision is final.

The Board of Examiners may refuse to award scholarships in any given discipline if, in their opinion, no candidate shows sufficient ability. The examination is confidential and the rating of the Board of Examiners final.

There is no registration fee but the expenses incurred in order to take the examination must be borne by the candidate.

Amount of scholarship:

The scholarship covers educational expenses (fees, miscellaneous dues and thesis expenses), plus leave of

plus un congé avec plein traitement pour les fonctionnaires qui doivent s'absenter de leur travail.

Au cours de l'année, le boursier est tenu de présenter une attestation officielle de sa présence aux cours, le bulletin de ses notes, et, au besoin, un rapport de son directeur de recherches.

Renouvellement:

Le boursier est prié, en janvier, de faire sa demande de renouvellement suivant un questionnaire qui lui est adressé, et ce, jusqu'à l'obtention du degré visé. Ce questionnaire, dûment rempli, doit être retourné au Conseil avant le 1er mars.

Frais de déplacement et de séjour:

Il est entendu que le Ministère ne remboursera aucun frais de déplacement et de séjour occasionnés par l'assistance aux cours susdits.

Publications:

Le boursier doit remettre au secrétariat du Conseil deux copies de sa thèse ou de toute autre publication relative à ses études.

2. *Subventions de recherches:*

A. Description générale

Description:

Le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation accorde chaque année, par l'intermédiaire du Conseil des Recherches agricoles, des subventions de recherches aux professeurs des universités québécoises pour aider à l'accroissement des connaissances scientifiques dans le domaine agricole.

Demande:

On obtient des formules de demande de subventions en s'adressant au secrétariat du Conseil des Recherches agricoles, bureau 220, Édifice « D », Hôtel du Gouvernement, Québec. Les demandes doivent parvenir au secrétariat du Conseil des Recherches agricoles, ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, au plus tard le 15 septembre précédant l'année financière pour laquelle la subvention est demandée. Elles portent les signatures du chercheur, du président du comité des recherches et du doyen de la faculté.

Versements:

Les subventions sont payées, en deux versements, directement à l'université qui met les argents versés à la dispostion du chercheur et en administre les dépenses. Le premier versement est effectué au début de l'année financière et le solde est versé sur demande du chercheur accompagnée d'un bilan des dépenses faites à même le premier versement et signée par le chercheur et le doyen de la faculté.

Renouvellement:

Les subventions sont renouvelées chaque année jusqu'à ce que les travaux de recherches concernées soient terminés.

absence with full salary for civil servants who have to be absent from their work.

During the academic year, the scholarship holder is required to provide official confirmation of his attendance at courses, and an official report of his marks.

Renewal:

Until he has obtained the desired degree, the scholarship holder is required to submit, in January, a request for renewal in accordance with a questionnaire which will be sent to him. This questionnaire, duly completed, must be returned to the Council before March 1st.

Travelling and residential expenses:

It is understood that the Department will not repay any travelling or residential expenses resulting from attendance at the above-mentioned courses.

Publications:

The scholarship holder must provide the Council's secretarial department with two copies of his thesis and of all other works he publishes in connection with his studies.

2. *Research grants:*

A. General description

Description:

The Department of Agriculture and Colonization makes research grants each year through its Agricultural Research Council to professors at Québec universities, with the object of extending scientific knowledge in the field of agriculture.

Application:

The necessary application forms may be obtained from the Secretary of the Agricultural Research Council, Room 220, Building "D", Parliament, Québec, Completed applications must reach the Secretary of the Agricultural Research Council, Department of Agriculture and Colonization, not later than September 15th preceding the fiscal year for which the grant is requested. They must be signed by the researcher, the chairman of the research committee and the dean of the faculty.

Payment:

The grants are paid in two instalments to the university, which makes the funds available to the researcher and supervises the expenditure. The first instalment is made at the start of the fiscal year, and the remainder is paid to the researcher on submission of a statement of the expenses met with the first instalment. This statement must be signed by the researcher and the dean of the faculty.

Renewal:

Grants are normally renewed each year until the research project in question is completec.

Le renouvellement se fait sur des formules qu'on peut se procurer au même endroit que les formules de demande de subventions. Elles doivent parvenir au secrétariat du Conseil des Recherches agricoles au plus tard le 15 novembre.

Publications:

Le chercheur est tenu de présenter un rapport annuel de son (ses) travail (aux) de recherches au secrétariat du Conseil au plus tard le 15 septembre suivant l'année financière (1er avril–31 mars) pour laquelle la subvention a été accordée. Ce rapport doit accompagner la demande de renouvellement si le travail n'est pas terminé.

Un rapport sommaire est requis pour la revue « Recherches Agronomiques ». Celui-ci doit parvenir au secrétariat du Conseil au plus tard le 1er mai.

On doit aussi donner crédit au Conseil et lui remettre un exemplaire de toute publication se rapportant aux travaux de recherches subventionnés.

B. Demande de subvention et plan de travail de recherches

1. Nom .....
2. Poste occupé .....
3. Faculté .....
4. Institution .....
5. Titre du travail de recherches .....
.....
6. Nom des collaborateurs s'il y a lieu .....
7. Durée approximative des recherches sur ce sujet ..
8. Subvention annuelle jugée nécessaire .....
   - Aide scientifique (2e cycle) .....
   - Aide technique .....
   - Main-d'oeuvre .....
   - Appareils scientifiques et autres .....
   - Matériel et fournitures .....
   - Loyer .....
   - Déplacements et transports .....
   - Divers .....
9. Indiquez le montant et le donateur des subventions que vous avez l'intention de demander, que vous avez demandées ou que vous recevez déjà en marge de ce travail de recherches.
10. Veuillez fournir sur des feuilles séparées que vous annexerez à cette demande:
    a) un exposé des buts du travail proposé et de son importance;
    b) un résumé des connaissances actuelles se rapportant à ces recherches (revue bibliographique) et des travaux que vous avez accomplis dans ce domaine;
    c) un aperçu précis des méthodes expérimentales proposées pour ce travail.
11. L'auteur s'engage, au terme du travail, à publier les résultats obtenus dans une revue scientifique, semi-scientifique, ou sous forme de rapport officiel, selon la nature de la recherche. Il devra mentionner

Requests for renewal are to be made on forms procurable from the address where the original application forms were obtained. They must reach the Secretary of the Agricultural Research Council not later than November 15th.

Publication:

The researcher is required to make an annual report on his research project(s) to the Secretary of the Council not later than September 15th following the fiscal year (April 1st to March 31st) for which the grant was made. The report must accompany the application for renewal in the case of unfinished projects.

A brief report on the research is also required for the publication "Recherches agronomiques". This must reach the Secretary of the Council not later than the 1st of May.

A copy of every publication based on the research project(s) financed with the grant must be supplied to the Agricultural Research Council. Acknowledgement of the Council's assistance must be made in all such publications.

B. Application for grant and description of proposed research

1. Name .....
2. Government post .....
3. Faculty .....
4. Institution .....
5. Title of research project .....
.....
6. Names of co-workers, if any .....
7. Excepted duration of research .....
8. Amount of annual grant considered necessary .....
   - Scientific help (second cycle) .....
   - Technical help .....
   - Labour .....
   - Scientific and other equipment .....
   - Materials and supplies .....
   - Rentals .....
   - Removing and transportation .....
   - Sundry .....
9. State amounts and donors of grants which you have applied for or intend to apply for or have already received in connection with this research.
10. On separate sheets to be submitted with this application, please give:
    (a) a brief description of the purposes and importance of the proposed research project;
    (b) a summary of the present state of knowledge concerning this research (review of literature) and of the work you yourself have already done in this field;
    (c) a precise outline of your proposed experimental methods.
11. At the conclusion of his research work, the applicant undertakes to publish the results in a scientific or semi-scientific review or in the form of an official report, depending on the nature of the research. He

la publication dans le rapport sommaire préparé annuellement à l'intention de la revue « Recherches Agronomiques ».

Président du Comité des recherches de l'Institution — *Directeur du travail*

Date: .....

Doyen de la faculté

3. *Crédits de recherches:*

A. Description générale

Description:

Le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation attribue chaque année, par l'intermédiaire du Conseil des Recherches agricoles, des crédits de recherches à certains de ses fonctionnaires pour effectuer diverses recherches qui s'imposent dans le secteur agricole.

Demande:

On s'adresse au secrétariat du Conseil des Recherches agricoles, bureau 220, Édifice « D », Hôtel du Gouvernement, Québec, pour obtenir des formules de demande de crédits. On doit les retourner au plus tard le 15 septembre précédant l'année financière pour laquelle on demande ces crédits. Les formules portent les signatures du chercheur, du directeur du service, ou, le cas échéant, du président du comité des recherches et du directeur de l'institution.

Versements:

Aucune somme n'est versée directement au chercheur en raison de son statut de fonctionnaire. Le Conseil administre lui-même les sommes mises à la disposition du chercheur.

Renouvellement:

Les crédits sont renouvelables. Des formules sont distribuées sur demande et elles doivent être retournées au secrétariat du Conseil au plus tard le 15 septembre précédant l'année financière pour laquelle le renouvellement est demandé.

Publications:

Le chercheur est tenu de présenter un rapport annuel de son travail de recherches au plus tard le 15 septembre suivant l'année financière pour laquelle les crédits ont été accordés. Ce rapport doit accompagner la demande de renouvellement, s'il y a lieu.

Un rapport sommaire est requis pour la revue « Recherches Agronomiques ». Celui-ci doit parvenir au secrétariat du Conseil au plus tard le 1er mai.

On doit aussi remettre au Conseil une copie de toute publication se rapportant au travail fait à raison de crédits.

must mention such publication in the short summary he prepares each year for the brochure "Recherches Agronomiques".

Chairman of the Institution's Research Committee — *Director of Research*

Date: .....

Dean of the Faculty

3. *Research credits:*

A. General description

Description:

The Department of Agriculture and Colonization makes research credits each year through its Agricultural Research Council to civil servants to carry out various projects which are needed in agriculture.

Application:

The necessary application forms may be obtained from the Secretary of the Agricultural Research Council, Room 220, Building "D", Parliament, Québec. Completed applications must reach the Secretary of the Agricultural Research Council, Department of Agriculture and Colonization, not later than September 15th preceding the fiscal year for which the grant is requested. They must be signed by the researcher, the head of the applicant's service, the chairman of the institution's research committee and the director of the institution.

Payment:

No direct payments will be made to the researcher on account of his status of civil servant. The Council itself will administer the funds available to him.

Renewal:

The credits are renewable. The necessary application forms will be sent on request and must be returned to the Secretary of the Council not later than September 15th preceding the fiscal year for which the renewal is requested.

Publication:

The researcher is required to make an annual report on his research project(s) to the Secretary of the Council not later than September 15th following the fiscal year for which the credits were granted. The report must accompany the application for renewal in the case of unfinished projects.

A brief report on the research is also required for the publication "Recherches agronomiques". This must reach the Secretary of the Council not later than the 1st of May.

A copy of every publication based on the research project(s) financed with the credits must be supplied to the Agricultural Research Council.

B. DESCRIPTION DU TRAVAIL DE RECHERCHE

1. Identification du travail et nature de la recherche

No du travail_____ Domaine_____
Titre du travail_____

Responsable_____
(*division - service - ministère - autre*)

Possibilités de réalisation: court terme (1-3 ans) ☐ moyen terme (3-6 ans) ☐ long terme (6 ans +) ☐ suggéré ☐

Date de la demande du projet_____

Recherche ☐ Expérimentation ☐ Développement ☐

Durée estimée:_____ Début: 19_____

2. Description sommaire et objectifs visés (détails au verso)

3. État d'avancement du travail

État d'avancement en 19_____ en cours ☐ suspendu ☐ prolongé ☐ à terminer ☐

4. Extension du projet
Inclus au programme régulier de_____

Projet: personnel ☐ conjoint ☐ intégré ☐
si conjoint ou intégré, donner le(s) responsable(s) et le(s) nom(s) de l'organisme

5. Personnel requis et prévisions budgétaires, ou 5A

Années						
Nombre de personnes requises						Total
Coûts estimatifs: personnel						
outillage						
location						
divers						

5A. Inclus au programme de l'unité administrative

6. Recommandation et approbation
Recommandé par_____
(*chef immédiat*)

Approuvé par_____
(*directeur du service*)

Québec le_____

2A. Description sommaire et objectifs visés (*suite*)

1. Un résumé des connaissances actuelles se rapportant à ces recherches (revues bibliographique) et des travaux que vous avez accomplis dans ce domaine, s'il y a lieu.
2. Protocole du travail

B. DESCRIPTION OF RESEARCH

1. Identity of the project and nature of the research

No. of research project_____ Field of research_____
Title of research project_____

Responsible government authority_____
(*Branch - Service - Department - Other*)

Prospects of completion: short term (1 to 3 years) ☐ medium term (3 to 6 years) ☐ long term (6 years or over) ☐ suggested ☐

Application date for this project_____
Indicate nature of the work:

Research ☐ Experimentation (trials, tests, etc.) ☐ Development ☐

Estimate duration:_____ Starting: 19_____

2. Brief description and aims (give details overleaf)

3. State of progress of work

State of progress in progress ☐ extended ☐
in 19_____ suspended ☐ to be terminated ☐

4. Context of the project
Part of the regular programme of_____

Project: personal ☐ joint ☐ integrated ☐
If joint or integrated, give the names of the responsible authorities and of the organization

5. Personnel required and budgetary estimates, or 5A

Years						
No. of persons required						Total
Estimated costs: personnel						
equipment						
rentals						
sundry						

5A. Included in the programme of the administrative unit

6. Recommendation and approval
Recommended by_____
(*immediate superior*)

Approved by_____
(*head of the government's service*)

Québec,_____ 19_____

2A. Brief description and aims (*continued*)

1. A summary of the present state of knowledge concerning this research (review of literature) and of the work you yourself have already done in this field.
2. **Work plan**

ADMINISTRATION DES SUBVENTIONS DE RECHERCHES

1. Les sommes accordées en subventions de recherches par le Conseil des Recherches agricoles du Québec, pour dépenses courantes, pour appareillage, pour installations importantes et en subventions générales de recherches sont envoyées à l'agent comptable de l'université, qui les gère au nom des bénéficiaires dans un « Compte commun des subventions du Conseil des Recherches agricoles ».

2. Ce compte commun des subventions a pour but de permettre aux agents comptables des universités de libérer les détenteurs d'une subvention de la plupart des soucis administratifs en chargeant les services administratifs des universités de cette tâche. Les agents comptables ont la garde des fonds des subventions, et ils s'en servent pour payer les émoluments et autres dépenses autorisées par le bénéficiaire; ils envoient également à celui-ci des rapports périodiques concernant la situation financière de sa subvention.

3. Pour chaque subvention inscrite au compte commun, le Conseil exige, à la fin de chaque année budgétaire (le 31 mars), la présentation d'un état des dépenses annuelles signé par le bénéficiaire et par l'agent comptable de l'université. De plus, ce dernier doit présenter un état d'apurement des comptes englobant toutes les subventions en vigueur dans cet établissement. Les formules doivent être présentées le plus tôt possible après le 31 mars de chaque année, et en aucun cas après le 31 mai.

4. Le Conseil se réserve le droit de faire contrôler les registres du compte commun des subventions par des vérificateurs habilités par le Conseil.

RÉGLEMENTS RÉGISSANT LES SUBVENTIONS DU CONSEIL

Emploi d'adjoints:

1. Les sommes octroyées en vertu d'une subvention pour dépenses courantes ne peuvent être utilisées pour payer une partie du salaire du bénéficiaire, de membres de sa famille, ou d'autres membres du personnel de l'université en position de formuler une demande de subvention au Conseil.

2. L'emploi d'adjoints doit être conforme à la ligne de conduite de l'université du bénéficiaire à ce sujet.

3. Les adjoints employés grâce à une subvention du Conseil ne sont PAS des employés du Conseil; le traitement ou le salaire versé à ces adjoints est soumis aux règlements de l'impôt sur le revenu concernant cette catégorie d'emplois, et le détenteur de la subvention (ou l'université, en son nom) a toutes les responsabilités d'un employeur.

4. On peut habituellement classer les adjoints dans l'une des deux grandes catégories suivantes:

a) ceux qui participent aux travaux de recherches d'un bénéficiaire dans le but d'obtenir un diplôme supérieur ou de faire des travaux qui élargiront ses connaissances et qui profiteront à l'agriculture du Québec;

b) ceux qui travaillent principalement pour obtenir une rémunération normale plutôt qu'une formation supérieure.

ADMINISTRATION OF RESEARCH GRANTS

1. Research grant fonds made available by the Québec Agricultural Research Council for current expenses, equipment and larger installations and general research subsidies will be sent to the university accounting department which will administer them on the beneficiary's behalf out of an agricultural research council common account.

2. The purpose of this common account is to allow the university accounting department to free grant holders from most of the administrative responsibilities by transferring them to the university's administrative services. The accounting department concerned will have charge of the funds and will use them to pay wages and other expenses authorized by the beneficiary; they will also send him periodic reports on the finance state of his grant.

3. For each grant entered in the above-mentioned common account, the Council requires a statement of annual expenses signed by the beneficiary and the university accountant and submitted at the end of each fiscal year (March 31st). The university accountant must also submit a statement of liabilities discharge covering all current research Council grants at his institution. These forms must he submitted as soon as possible after March 31st of each year and in no case after May 31st.

4. The Council reserves the right to have the common grant books checked by auditors which it appoints.

REGULATIONS COVERING RESEARCH COUNCIL GRANTS

Engagement of assistants:

1. Sums made available under a grant for current expenses may not be used to pay part of the salary of the beneficiary or of members of his family or other members of the university's staff who are in a position to apply to a Council for a grant.

2. Engagement and employment of assistants must he in conformity with the policy of the beneficiary's university in this connection.

3. Assistants employed under research council grant are NOT employees of the Council; wages or salaries paid to such assistants are subject to income tax regulations respecting this class of employment and the holder of the grant (or the university on his behalf) has all the responsibilities of an employer.

4. Generally speaking, assistants may be classed under the two following main headings:

(*a*) those who are participating in a beneficiary's research with the object of obtaining a higher degree or doing research work which will broaden their knowledge and benefit Québec's agriculture;

(*b*) those who are working principally to earn an ordinary salary rather than an advanced education.

5. Le Conseil considère que la catégorie « *a* » comprend les étudiants des deuxième et troisième cycles et les chercheurs au niveau post-doctoral et que la catégorie « *b* » englobe les aides techniques et les adjoints sans diplôme universitaire, y compris les étudiants du premier cycle.

Étudiants diplômés:

6. Un *étudiant diplômé* est une personne inscrite à une école supérieure, qui travaille sous la direction d'un chercheur expérimenté et en collaboration avec lui, de façon à obtenir une formation et une expérience en recherche tout en préparant un diplôme supérieur.

7. Cet étudiant peut jouir d'un « assistanship » attaché exclusivement à un travail de recherche subventionné par le Conseil des Recherches agricoles du Québec.

Aides techniques et adjoints sans diplôme universitaire:

8. Ces adjoints se classent dans la catégorie des employés effectuant tout travail en rapport avec un programme de recherches, et jouissant de différents degrés d'autonomie. Les salaires des employés de cette catégorie doivent être comparables à ceux que l'université du bénéficiaire verserait à ses propres employés.

Appareillage, matériaux et fournitures:

9. Les fonds provenant d'une subvention pour dépenses courantes de recherches peuvent servir à l'achat de matériaux, de fournitures, etc., et pour l'acquisition d'appareils qui sont indispensables à la poursuite des travaux de recherches et qui ne sont pas habituellement fournis par l'université du bénéficiaire.

10. Tout appareillage acheté, grâce à une subvention du Conseil, devient automatiquement la propriété de l'université dès que le bénéficiaire le reçoit, à moins d'indications contraires.

Mise en commun des fonds de subventions:

11. Le Conseil n'octroie pas de subventions globales pour dépenses courantes. Cependant, les bénéficiaires qui désirent poursuivre en groupe la réalisation de programmes de recherches communs ou étroitement apparentés peuvent mettre en commun une partie ou la totalité des fonds de leurs subventions pourvu qu'ils en informent le Conseil.

Publications:

12. Les personnes bénéficiant de subventions du Conseil doivent mentionner l'aide qu'ils ont reçue, dans les publications découlant des recherches réalisées grâce à ces subventions.

Les frais de publication peuvent être payés à même le montant des subventions.

Validité et clôture des subventions:

13. Les subventions du Conseil ne sont valables qu'à l'université mentionnée dans la demande. Une subvention prend fin lorsque le bénéficiaire cesse de faire partie du personnel de l'université où sa subvention était valable ou s'il se produit un évènement mettant le bénéficiaire dans l'impossibilité de poursuivre ou de

5. The Council considers class "*a*" to consist of students in the second and third cycles and researchers at the post-doctoral level and class "*b*" to comprise technical help and assistants without university degree, including students in the first cycle.

Graduate Students:

6. A "graduate student" is a person registered in an institution of higher learning who is working with and under the direction of an experienced researcher so as to obtain training and experience in research while working towards a higher degree.

7. Such a student may hold an assistantship exclusively concerned wish and devoted to a research project subsidized by the Québec Agricultural Research Council.

Technical assistants and helpers without a university degree:

8. These helpers and assistants come under the heading of employees doing only work connected with a research programme and having various degrees of autonomy. Salaries and wages of such employees must be in line with those which the beneficiary's university would pay to its own employees.

Equipment, materials and supplies:

9. Funds from a grant for current research expenses may be used to buy supplies and materials, etc., and to obtain apparatus and equipment which are essential for carrying out the project but not normally provided by the beneficiary's university.

10. Failing instruction to the contrary, all apparatus and equipment bought with research Council grant automatically becomes the property of the university as soon as the beneficiary receives it.

Pooling of funds:

11. The Council does not make aggregate or overall grants fur current expenses but if a number of beneficiaries wish to work as a group to carry out a programme of common or closely linked research projects, they may pool part or all of their funds provided that they inform the Council.

Publication:

12. Persons receiving research Council grants must acknowledge this help in publications based on research they have done with it.

Costs of publication may be paid out of the grant.

Validity and termination of grants:

13. The research Council grants apply only to the university mentioned in the application. A grant ends when the beneficiary ceases to be a member of the university for which his grant was valid or if something occurs which make it impossible for him to continue or finish the research for which the grant was made.

terminer les travaux de recherches au sujet desquels la subvention avait été octroyée. Le bénéficiaire (ou l'université au nom de ce dernier) est prié d'informer promptement le Conseil de toute circonstance amenant la clôture d'une subvention.

Transfert des subventions:

14. Il est interdit de transférer officiellement une subvention d'un universitaire à un autre. Dans le cas d'engagements financiers auxquels on doit faire face grâce aux sommes d'une subvention qui prend fin, le Conseil peut approuver une demande formulée par un autre universitaire, de préférence par le directeur du département, en vue de gérer les sommes qui restent de la subvention jusqu'à ce que les engagements aient été remplis.

15. Il est également interdit de transférer une subvention d'une université à une autre. Avant son départ de l'établissement où sa subvention était valable, le bénéficiaire devrait prendre avec l'agent comptable de cet établissement les dispositions nécessaires pour que celui-ci renvoie au Conseil les fonds de sa subvention qui n'ont pas été utilisés et qui ne doivent pas servir à faire face à des engagements financiers. Le bénéficiaire doit également remettre un état final des dépenses. S'il ne fait que changer d'université au Québec, il peut alors formuler une demande de subvention valable à cette dernière université.

16. Il n'est pas permis de souscrire à des associations et de payer des abonnements à même la subvention.

ANNEXE « D »

Bourses Québec-Ontario

Dans le cadre de l'accord de coopération et d'échanges en matière d'éducation et de culture, convenu le 4 juin 1969, les gouvernements de l'Ontario et du Québec ont décidé d'inviter réciproquement les diplômés de leurs universités à poursuivre des études aux niveaux du doctorat ou du post-doctorat.

À cette fin, chaque gouvernement attribuera annuellement dix (10) bourses aux candidats proposés par l'autre et dont le prestige sera reconnu par un Comité d'honneur composé, pour l'Ontario, de messieurs

le Premier ministre,
le secrétaire de la province,
le ministre de l'Éducation,
le ministre du Commerce et du Développement,
le président du Comité des affaires universitaires.

et pour le Québec, de messieurs

le Premier ministre,
le ministre des Affaires intergouvernementales,
le ministre de l'Éducation,
le ministre de l'Industrie et du Commerce,
le président du Conseil des universités.

But du programme de bourses:

Chaque gouvernement souhaite que les boursiers qu'il accueillera dans les domaines où ses universités et

The beneficiary (or the university on his behalf) is requested to inform the Council promptly of any event or circumstance likely to lead to the termination of a grant.

Transfer of grants:

14. It is forbidden to transfer a grant officially from one member of a university to another. In the case of financial commitments under a grant which have to be met out of funds from a grant which is being terminated, the Council may approve a request submitted by another member of the university, preferably by the head of the Department concerned, to handle the remaining funds until the said commitments have been met.

15. It is also forbidden to transfer a grant from one university to another. Before leaving the institution to which the grant applied, the beneficiary must make the necessary arrangements with the Accounting Department for the latter to remit to the Council any unused or uncommitted portion of his grant. The beneficiary must also submit a final statement of his expenses. If the beneficiary is merely transferring from one Québec university to another, he may submit a request for a grant which will be valid at the new university.

16. Beneficiaries may not pay association dues or subscriptions to periodicals out of their grants.

SCHEDULE "D"

Québec-Ontario Scholarships

As part of the cultural and educational agreement providing for cooperation and exchanges reached between the governments of Ontario and Québec on June 4, 1969, the latter have decided to issue reciprocal invitations to the graduates of their respective universities to pursue studies at the doctorate and post-doctorate levels.

For this purpose, each government shall grant ten (10) scholarships on a yearly basis to the candidates recommended by the other government and whose academic standing has been recognized by a Honorary Committee made up, in the province of Ontario, by Messrs.

the Prime Minister,
the Secretary of the Province,
the Minister of Education,
the Minister of Commerce and Development,
the President of the Committee of University Affairs.

and for the province of Québec, by Messrs.

the Prime Minister,
the Minister of Intergovernmental Affairs,
the Minister of Education,
the Minister of Industry and Commerce,
the President of the University Council.

Object of the scholarship program:

Each government would hope that the holders of scholarships whom it accepts in those fields in which

laboratoires excellent, témoignent auprès de ses citoyens de la qualité et de la vitalité de l'autre communauté et enrichissent celle-ci, au retour, des valeurs acquises durant leur séjour.

Conditions d'éligibilité:

Le candidat à une bourse doit être résident de l'Ontario ou du Québec et en voie d'y obtenir ou y avoir obtenu un grade universitaire accompagné d'un dossier scolaire de valeur supérieure.

Il devra produire la preuve de son acceptation, à plein temps, au programme de doctorat ou au stage post-doctoral d'une université ou d'un laboratoire ontarien ou québécois et s'y inscrire l'année d'attribution de la bourse.

Valeur de la bourse:

Le boursier recevra, en 1971-1972, un montant de $5,000 payable par l'université en deux versements égaux: le premier, au moment de son inscription à l'établissement où il effectue son séjour; le deuxième, habituellement au début du second semestre.

La bourse n'est pas renouvelable automatiquement pour une deuxième année consécutive.

Restrictions:

Un boursier ne peut recevoir d'autres bourses, mais il peut accepter une charge légère d'enseignement ou de démonstration conciliable avec son statut de plein temps.

Inscription au concours — Renouvellement de bourse:

Le candidat à une bourse ou à son renouvellement obtiendra, selon la province de sa résidence, soit du ministère des Universités de l'Ontario, soit de la Direction générale de l'enseignement supérieur au ministère de l'Éducation du Québec, soit du Service des bourses de l'université, un formulaire approprié qu'il devra retourner avant le 1er juin de chaque année dûment complété et accompagné de toutes les pièces nécessaires.

Choix des boursiers:

Un jury, présidé conjointement par le président du Conseil des universités du Québec et le président du Comité des affaires universitaires de l'Ontario, et formé de trois (3) personnes de chaque province examinera les candidatures et les demandes de renouvellement et proposera au Comité d'honneur les noms des boursiers.

4 février 1971.

Direction générale de l'Enseignement supérieur,
Ministère de l'Éducation.

ANNEXE « E »

Bourses France-Québec

Dans le cadre de l'accord de coopération et d'échanges en matière d'éducation et de culture intervenu entre la France et le Québec, les gouvernements ont décidé d'inviter réciproquement les diplômés de leurs maisons

its universities and laboratories are outstanding will reflect among its citizens the quality and vitality of their own community and, upon their return to it, enrich it with the knowledge which they have acquired abroad.

Eligibility:

The candidate for a scholarship shall be a resident of Ontario or of Québec and shall be in the process of obtaining or shall already have obtained a university degree. He shall have a superior academic record.

He shall provide proof of having been accepted to follow a full-time course of study leading to a doctorate or at the post-doctorate level at a Québec or Ontario university or laboratory, and he shall register the very year he receives the scholarship.

Value of the scholarship:

The holder of the scholarship shall receive, in 1971-72, the amount of $5,000, payable by the university in two equal instalments: the first one on registration at the institution where he will be studying, the second, usually at the beginning of the second semester.

The scholarship is not automatically renewable for a second consecutive year.

Restrictions:

The holder of a scholarship shall not be permitted to receive other scholarships, but he may be permitted to take on light duties consistent with his full-time status as an instructor or demonstrator.

Registration procedure for the competition — renewal of scholarship:

The candidate applying for a scholarship or its renewal shall request, according to the province where he resides, either from the Department of Universities of Ontario, the Higher Education Branch of the Québec Department of Education, or the Scholarships Section, an appropriate form, duly completed together with all the necessary documents, which he must return before June 1 of each year.

Selection of candidates for scholarships:

A jury, presided jointly by the President of the University Council of Québec and the President of the Committee of University Affairs of Ontario, in addition to three (3) persons of each province, shall examine the candidates and the requests for renewal of scholarships and shall recommend the names of the successful candidates to the Committee of Honour.

February 4, 1971.

Higher Education Branch,
Department of Education.

SCHEDULE "E"

France-Québec scholarships

As part of the educational and cultural agreement providing for cooperation and exchanges between France and Québec, the governments have undertaken to issue reciprocal invitations to graduates of the

d'enseignement supérieur respectives à poursuivre des études au niveau de la maîtrise et du doctorat.

À cette fin, chaque gouvernement attribuera annuellement vingt-cinq (25) bourses aux candidats proposés par l'autre et dont le prestige sera reconnu en vertu des mécanismes de sélection prévus par la commission permanente France-Québec.

But du programme de bourses:

Chaque gouvernement souhaite que les boursiers qu'il accueillera dans les domaines où ses universités et établissements excellent, témoignent auprès de ses citoyens de la qualité et de la vitalité de l'autre communauté et enrichissent celle-ci, au retour, des valeurs acquises durant leur séjour.

Conditions d'éligibilité:

Le candidat à une bourse doit être résident de la France ou du Québec et en voie d'y obtenir ou y avoir obtenu un grade universitaire accompagné d'un dossier scolaire de valeur supérieure.

Il devra produire la preuve de son acceptation, à plein temps, au programme de maîtrise ou de doctorat d'une université ou institution d'enseignement supérieur française ou québécoise et s'y inscrire l'année d'attribution de la bourse.

Valeur de la bourse:

Le boursier proposé par la France recevra, en 1970-1971, un montant de $3,000 payable par le gouvernement du Québec, en deux versements égaux: le premier au moment de son inscription à l'établissement où il effectue son séjour; le second habituellement au début du second semestre.

La bourse n'est pas renouvelable automatiquement pour une deuxième année consécutive.

Inscription au concours — renouvellement de bourse:

Le candidat à une bourse ou à son renouvellement obtiendra, selon le lieu de sa résidence, soit de la délégation du Québec à Paris, soit de la Direction générale de l'enseignement supérieur au ministère de l'Éducation du Québec, soit des services compétents prévus par l'entente France-Québec, un formulaire approprié qu'il devra retourner avant le 1er juin de chaque année dûment complété et accompagné de toutes les pièces nécessaires.

10 février 1971.

Direction générale de l'Enseignement supérieur,
Ministère de l'Éducation.

ANNEXE « F »

BOURSES SPÉCIALES DE COURTE DURÉE POUR LE PERFECTIONNEMENT DE LA LANGUE ALLEMANDE

Justifications:

Dans le cadre des différents programmes de perfectionnement, nous avons prévu un certain montant

institutions of higher learning to study at the master's and doctorate levels.

For this purpose, each government shall grant twenty-five (25) scholarships on a yearly basis to those candidates, recommended by the other government, whose academic standing has been recognized under the selective mechanisms provided by the permanent France-Québec Commission.

Purpose of the scholarship program:

Each government would hope that the holders of scholarships whom it accepts in those fields in which its universities and institutions are outstanding, will reflect the quality and vitality of their own community and, upon their return to it, enrich it with the knowledge which they have acquired abroad.

Eligibility:

The candidate for a scholarship shall be a resident of France or of Québec and shall be in the process of obtaining or shall already have obtained a university degree. He shall have a superior academic record.

He shall provide proof of having been accepted at a university or institution of higher learning to follow a full-time course of study leading to a master's degree or doctorate, and he shall register the very year he receives the scholarship.

Value of the scholarship:

The scholarship holder recommended by France shall receive, in 1970-1971, the amount of $3,000 payable by the government of Québec in two equal instalments: the first one at registration in the institution where he will be studying; the second, usually at the beginning of the second semester.

The scholarship is not automatically renewable for a second consecutive year.

Registration procedure for the competition — Renewal of scholarship:

The candidate for a shcolarship or a renewal of scholarship shall request, according to his place of residence, either from the Québec Department of Education, or the competent services provided for under the France-Québec agreement, the appropriate form which he shall return, duly completed together with the necessary documents, before June 1st of each year.

February 10, 1971.

Higher Education, Branch Department,
of Education.

SCHEDULE "F"

SPECIAL SHORT-TERM SCHOLARSHIPS FOR FURTHER STUDY OF THE GERMAN LANGUAGE

Justification:

As part of the various post-graduate programs, we have set aside a certain amount of money for the

pour attribuer des bourses aux fins de perfectionnement d'enseignants à l'intérieur de programes particuliers jugés valables.

L'implantation de l'enseignement de l'allemand dans les C.E.G.E.P. et les écoles secondaires, dans le cadre de la réforme en marche, exige, dans l'état actuel de nos institutions de formation, un stage en milieu allemand.

Toutes les personnes mentionnées vont faire un stage organisé par la Maison Goethe à Munich et dans les universités que les services compétents du ministère de l'Éducation jugent valables.

Le gouvernement de l'Allemagne fédérale contribue à cette opération.

Prévisions pour l'année 1971-1972:

Nous prévoyons émettre un nombre maximum de 40 bourses spéciales au montant moyen de $600 pour un total de $24,000.

D.G.E.S., 15 février 1971.

Le directeur général,
LOUIS ROUSSEAU.

ANNEXE « G »

JEUNES ADMINISTRATEURS, LE QUÉBEC A BESOIN DE VOUS

Le gouvernement du Québec offre cinquante bourses bourses pouvant atteindre $8,000 à de jeunes cadres et entrepreneurs du Québec désirant obtenir une maîtrise en administration des affaires (MBA) d'une université québécoise.

Exigences:

— posséder un diplôme de 1er cycle universitaire et deux ans d'expérience professionnelle dans une entreprise québécoise

ou

posséder une expérience professionnelle approfondie pouvant être reconnue équivalente.

— être résident ou domicilié au Québec depuis plus de deux ans.

Inscription:

Pour obtenir renseignements et formulaires, écrire à la ou les universités où le candidat désire s'inscrire, soit:

Université Laval, Québec 10 (418) 656-3521.
Université de Sherbrooke, Sherbrooke (819) 565-3445.
Université McGill, 805 Sherbrooke O., Montréal 110 (514) 392-5981.
Université Sir George Williams, 1435, Drummond, Montréal 110 (514) 879-4273.
École des Hautes Études Commerciales, 5255, Decelles, Montréal 250 (514) 343-4339.
en s'adressant au directeur du programme MBA, Faculté d'administration.

Date limite d'inscription: Le 25 juin 1971.

granting of scholarships to teachers under special programs considered to be of merit.

In the context of the current reform of education and the present state of our teaching institutions, the introduction of the teaching of German in the CEGEPs and secondary schools requires a period of study in a German environment.

Goethe House shall undertake to organize the successful candidates' stay in Munich and in those universities which the Department of Education has judged to be of good standing.

The Government of the Federal Republic of Germany is contributing to this program.

Previsions for the year 1971-1972:

We foresee issuing a maximum number of 40 special scholarships averaging about $600 each up to a total of $24,000.

H.E.B., February 15, 1971.

LOUIS ROUSSEAU,
Director.

SCHEDULE "G"

JUNIOR EXECUTIVES, QUÉBEC NEEDS YOU !

The Government of Québec is offering fifty scholarships of up $8,000, for the junior executives and administrators living in Québec who wish to obtain their Master's Degree in Business Administration (MBA) from a Québec university.

Qualifications:

— A First Cycle university degree from a recognized university plus at least two years' experience with a Québec firm

or

— Wide professional experience which can be considered the equivalent of a First Cycle university degree

— be a resident of Québec or be domiciled there for at least two years

Registration:

Application forms and further information may be obtained by writing to the MBA Course Directors for the following universities:

Université Laval, Québec 10 (418) 656-3521
Sherbrooke University, Sherbrooke (819) 565-3445
McGill University, 805 Sherbrooke St. West, Montreal 110 (514) 392-5981
Sir George Williams University, 1435 Drummond St., Montreal 110 (514) 879-4273
École des Hautes Études Commerciales, 5255 Decelles St., Montreal 250 (514) 343-4339

No registrations will be accepted after 25th of June, 1971.

41768-o

41768-o

Compagnies dissoutes

A.B.C. Whitewear Manufacturing Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « A.B.C. Whitewear Manufacturing Ltd. », constituée en corporation le 19 juin 1931, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 1069-31

American Cleaners & Dyers Co. Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « American Cleaners & Dyers Co. Limited », constituée en corporation le 3 novembre 1933, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 1936-33

Anglo Building Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Anglo Building Corp. », constituée en corporation le 10 octobre 1962, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 14133-62

Benmar Realty & Investment Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Benmar Realty & Investment Corp. », constituée en corporation le 8 septembre 1950, à compter du 31 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 6317-50

Bercal Construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Bercal Construction inc. », constituée en corporation le 24 septembre 1963, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 4112-63

Breault & Frère (Granby) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de

Companies Dissolved

A.B.C. Whitewear Manufacturing Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "A.B.C. Whitewear Manufacturing Ltd.", incorporated on June 19, 1931.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 1069-31

American Cleaners & Dyers Co. Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "American Cleaners & Dyers Co. Limited", incorporated on November 3, 1933.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 1936-33

Anglo Building Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "Anglo Building Corp.", incorporated on October 10, 1962.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 14133-62

Benmar Realty & Investment Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 31, 1971, of the charter of "Benmar Realty & Investment Corp.", incorporated on September 8, 1950.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 6317-50

Bercal Construction inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "Bercal Construction inc.", incorporated on September 24, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 4112-63

Breault & Frère (Granby) inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender,

« Breault & Frère (Granby) inc. », constituée en corporation le 18 janvier 1968, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 199-68

as of August 13, 1971, of the charter of "Breault & Frère (Granby) inc. », incorporated on January 18, 1968.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 199-68

Samuel Brock Realties Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Samuel Brock Realties Limited », constituée en corporation le 4 novembre 1955, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41766-o 12857-55

Samuel Brock Realties Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Samuel Brock Realties Limited", incorporated on November 4, 1955.

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41766 12857-55

Cabana Construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Cabana Construction inc. », constituée en corporation le 1er septembre 1959, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 14961-59

Cabana Construction inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "Cabana Construction inc.", incorporated on September 1, 1959.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 14961-59

Calco Construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Calco Construction inc. », constituée en corporation le 24 septembre 1963, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 4111-63

Calco Construction inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "Calco Construction inc.", incorporated on September 24, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 4111-63

Cartier Variety Shops Inc.
Les Variétés Cartier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Cartier Variety Shops Inc.— Les Variétés Cartier inc. » constituée en corporation le 12 avril 1965, à compter, du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 1684-65

Cartier Variety Shops Inc.
Les Variétés Cartier inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "Cartier Variety Shops Inc.— Les Variétés Cartier inc.", incorporated on April 12, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 1684-65

La Corporation du Centenaire de Dorval
The Dorval Centennial Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Corporation du Centenaire de Dorval — The Dorval Centennial Corporation », constituée en corporation le 13 février 1963, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 693-63

La Corporation du Centenaire de Dorval
The Dorval Centennial Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "La Corporation du Centenaire de Dorval — The Dorval Centennial Corporation", incorporated on February 13, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 693-63

Crédit Central inc.
Central Credit Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Crédit Central inc.— Central Credit Inc. », constituée en corporation le 13 mars 1959, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 10628-59

Crémazie Construction ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Crémazie Construction ltée », constituée en corporation le 29 octobre 1956, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 13400-56

D. & F. Construction Company

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « D. & F. Construction Company », constituée en corporation le 28 mai 1964, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 2319-64

Distribution Bartolini ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Distribution Bartolini ltée », constituée en corporation le 9 mai 1968, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 2098-68

District Insurance Agencies Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « District Insurance Agencies Limited », constituée en corporation le 5 décembre 1952, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 16550-52

Donbar Holdings Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Donbar Holdings Ltd. », constituée en corporation le 22 janvier 1959, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 10383-59

Crédit Central inc.
Central Credit Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "Crédit Central inc.— Central Credit Inc.", incorporated on March 13, 1959.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 10628-59

Crémazie Construction ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "Crémazie Construction ltée", incorporated on October 29, 1956.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 13400-56

D. & F. Construction Company

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "D. & F. Construction Company", incorporated on May 28, 1964.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 2319-64

Distribution Bartolini ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "Distribution Bartolini ltée", incorporated on May 9, 1968.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 2098-68

District Insurance Agencies Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "District Insurance Agencies Limited", incorporated on December 5, 1952.

ROCH RIOUX,

41766 16550-52

Donbar Holdings Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "Donbar Holdings Ltd.", incorporated on January 22, 1959.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 10383-59

Les Entreprises Lotbinière inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Entreprises Lotbinière inc. », constituée en corporation le 30 décembre 1955, à compter du 31 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 13683-55

Federal Equipment (Eastern) Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Federal Equipment (Eastern) Limited », constituée en corporation le 20 mai 1952, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41766-o 7776-52

Filsan Drywall & Painting Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Filsan Drywall & Painting Ltd. », constituée en corporation le 4 novembre 1966, à compter du 31 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 4392-66

David Fisher Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « David Fisher Corporation », constituée en corporation le 5 mars 1963, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 1028-63

Les Galeries Schertle inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Galeries Schertle inc. », constituée en corporation le 22 février 1968, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 840-68

Gibor Construction Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Gibor Construction Ltd.", constituée en corporation le 17 avril 1967, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 1691-67

Les Entreprises Lotbinière inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 31, 1971, of the charter of "Les Entreprises Lotbinière inc.", incorporated on December 30, 1955.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 13683-55

Federal Equipment (Eastern) Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Federal Equipment (Eastern) Limited", incorporated on May 20, 1952.

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41766 7776-52

Filsan Drywall & Painting Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Intitutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 31, 1971, of the charter of "Filsan Drywall & Painting Ltd.", incorporated on November 4, 1966.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 4392-66

David Fisher Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "David Fisher Corporation", incorporated on March 5, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 1028-63

Les Galeries Schertle inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "Les Galeries Schertle inc.", incorporated on February 22, 1968.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 840-68

Gibor Construction Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "Gibor Construction Ltd.", incorporated on April 17, 1967.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 1691-67

Glickman Dress Company Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Glickman Dress Company Limited », constituée en corporation le 18 septembre 1948, à compter du 31 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 5950-48

Harwood Securities Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Harwood Securities Ltd. », constituée en corporation le 25 juin 1936, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41766-o 1452-36

Hedesco Holdings Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Hedesco Holdings Inc. », constituée en corporation le 15 avril 1954, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 10790-54

Igloo Sport Shop Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Igloo Sport Shop Ltd. », constituée en corporation le 8 octobre 1959, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41766-o 15467-59

International Waterways Navigation Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « International Waterways Navigation Limited », constituée en corporation le 15 juin 1942, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 3889-42

Les Jardins de l'Ile Ste. Thérèse inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Jardins de l'Ile Ste. Thérèse inc. », constituée en corporation le 14 juillet 1959, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 14215-59

Glickman Dress Company Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 31, 1971, of the charter of "Glickman Dress Company Limited", incorporated on September 18, 1948.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 5950-48

Harwood Securities Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Harwood Securities Ltd.", incorporated on June 25, 1936.

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41766 1452-36

Hedesco Holdings Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "Hedesco Holdings Inc.", incorporated on April 15, 1954.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 10790-54

Igloo Sport Shop Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Igloo Sport Shop Ltd.", incorporated on October 8, 1959.

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41766 15467-59

International Waterways Navigation Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "International Waterways Navigation Limited", incorporated on June 15, 1942.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 3889-42

Les Jardins de l'Ile Ste. Thérèse inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "Les Jardins de l'Ile Ste. Thérèse inc.", incorporated on July 14, 1959.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 14215-59

Joren inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Joren inc. », constituée en corporation le 17 novembre 1958, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41766-o 14116-58

Josmar Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Josmar Inc. », constituée en corporation le 7 février 1941, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 934-41

Lac Ouimet Club Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de «Lac Ouimet Club Ltd. », constituée en corporation le 26 octobre 1955, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41766-o 12881-55

Laurentian Transit Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Laurentian Transit Inc. », constituée en corporation le 19 janvier 1965, à compter du 31 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 177-65

Marfoglia Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Marfoglia Investments Ltd. », constituée en corporation le 17 février 1966, à compter du 31 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX,

41766-o 666-66

Mountair Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Mountair Inc. », constituée en corporation le 28 juin 1965, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 2938-65

Joren inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Joren inc.", incorporated on November 17, 1958.

PAUL-A. DEMERR,
Assistant Director of the Companies Service.

41766 14116-58

Josmar Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "Josmar Inc.", incorporated on February 7, 1941.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 934-41

Lac Ouimet Club Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Lac Ouimet Club Ltd.", incorporated on October 26, 1955.

PAUL A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41766 12881-55

Laurentian Transit Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 31, 1971, of the charter of "Laurentian Transit Inc.", incorporated on January 19, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 177-65

Marfoglia Investments Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 31, 1971, of the charter of "Marfoglia Investments Ltd.", incorporated on February 17, 1966.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 666-66

Mountair Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "Mountair Inc.", incorporated on June 28, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 2938-65

New St. Lawrence Dining Room Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « New St. Lawrence Dining Room Inc. », constituée en corporation le 30 juin 1964, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41766-o 2995-64

Optical Sound Recording Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Optical Sound Recording Limited », constituée en corporation le 25 juin 1958, à compter du 15 juin 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 11739-58

Les Productions de l'Escale inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Productions de l'Escale inc. », constituée en corporation le 21 mars 1967, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41766-o 1187-67

Pylon Construction Co.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Pylon Construction Co. », constituée en corporation le 1er avril 1959, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41766-o 11894-59

Rema Refrigeration Mart Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Rema Refrigeration Mart Ltd. », constituée en corporation le 21 février 1947, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41766-o 1881-47

Restaurant-Bar l'Échiquer inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Restaurant-Bar l'Échiquier inc. », constituée en corporation le 28 juillet 1970, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41766-o 3034-70

New St. Lawrence Dining Room Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "New St. Lawrence Dining Room Inc.", incorporated on June 30, 1964.

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41766 2995-64

Optical Sound Recording Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1971, of the charter of "Optical Sound Recording Limited", incorporated on June 25, 1958.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 11739-58

Les Productions de l'Escale inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Les Productions de l'Escale inc.", incorporated on March 21, 1967.

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41766 1187-67

Pylon Construction Co.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Pylon Construction Co.", incorporated on April 1, 1959.

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41766 11894-59

Rema Refrigeration Mart Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Rema Refrigeration Mart Ltd.", incorporated on February 21, 1947.

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41766 1881-47

Restaurant-Bar l'Échiquer inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Restaurant-Bar l'Échiquier inc.", incorporated on July 28, 1970.

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41766 3034-70

Reyburn Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Reyburn Co. Ltd. », constituée en corporation le 3 mai 1946, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 3842-46

Seaway Development Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Seaway Development Corp. », constituée en corporation le 22 août 1955, à compter du 31 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 12279-55

Selesco inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Selesco inc. », constituée en corporation le 8 mars 1965, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41766-o 966-65

Steel Processing Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Steel Processing Inc. », constituée en corporation le 16 mai 1958, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 11014-58

Trans-Canada Industrial Group Ltd.
Le Groupe Industriel Trans-Canada ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Trans-Canada Industrial Group Ltd. — Le Groupe Industriel Trans-Canada ltée », constituée en corporation le 20 novembre 1967, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41766-o 4774-67

Village Bakery & Delicatessen Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Villa-

Reyburn Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "Reyburn Co. Ltd.", incorporated on May 3, 1946.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 3842-46

Seaway Development Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 31, 1971, of the charter of "Seaway Development Corp.", incorporated on August 22, 1955.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 12279-55

Selesco inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Selesco inc.", incorporated on March 8, 1965.

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41766 966-65

Steel Processing Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "Steel Processing Inc.", incorporated on May 16, 1958.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 11014-58

Trans-Canada Industrial Group Ltd.
Le Groupe Industriel Trans-Canada ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Trans-Canada Industrial Group Ltd. — Le Groupe Industriel Trans-Canada ltée", incorporated on November 20, 1967.

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41766 4774-67

Village Bakery & Delicatessen Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender,

ge Bakery & Delicatessen Inc. », constituée en corporation le 9 décembre 1965, à compter de 31 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 5401-65

Arthur Waddell Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Arthur Waddell Inc. », constituée en corporation le 19 juillet 1957, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 12341-57

Wallace Holdings Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Wallace Holdings Ltd. », constituée en corporation le 15 mars 1965, à compter du 13 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 1074-65

Westcath Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Westcath Corp. », constituée en corporation le 23 novembre 1954, à compter du 31 août 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41766-o 12853-54

as of August 31, 1971, of the charter of "Village Bakery & Delicatessen Inc.", incorporated on December 9, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 5401-65

Arthur Waddell Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "Arthur Waddell Inc.", incorporated on July 9, 1957.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 12341-57

Wallace Holdings Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 13, 1971, of the charter of "Wallace Holdings Ltd.", incorporated on March 15, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 1074-65

Westcath Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 31, 1971, of the charter of "Westcath Corp.", incorporated on November 23, 1954.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41766 12853-54

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton de Fox (revisé)

Cadastre officiel du canton de Fox (revisé), municipalité de la ville de Gaspé, division d'enregistrement de Gaspé.

Avis est par la présente donné que le lot 437-5 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 août 1971.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

41810-o

Canton Orford

Cadastre officiel du canton Orford, municipalité de la cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Fox (revised)

Official cadastre of township of Fox (revised), municipality of the town of Gaspé, registration division of Gaspé.

Notice is hereby given that lot 437-5 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, August 2, 1971.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

41810-o

Township of Orford

Official cadastre of township of Orford, municipality of the city of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que la partie restante du lot 90-8-4 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 juillet 1971.

Le sous-ministre,
41810-o FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that a remaining part of lot 90-8-4 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 21, 1971.

FERNAND BOUTIN,
41810-o *Deputy Minister.*

Paroisse de Ste-Adèle

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Adèle, municipalité de Ste-Adèle*, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 7-18 à 7-22, 8-8 et 8-9 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 août 1971.

Le sous-ministre,
41810-o FERNAND BOUTIN.

Parish of Ste-Adèle

Official cadastre of the parish of Ste-Adèle, municipality of Ste-Adèle*, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 7-18 to 7-22, 8-8 and 8-9 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, August 9, 1971.

FERNAND BOUTIN,
41810-o *Deputy Minister.*

Paroisse de Ste-Anne

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Anne, municipalité de la ville de Ste-Anne de Bellevue, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 360 est ajouté et que les lots 244 et 245 et qu'une partie du lot 246 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 août 1971.

Le sous-ministre,
41810-o FERNAND BOUTIN.

Parish of Ste-Anne

Official cadastre of the parish of Ste-Anne, municipality of the town of Ste-Anne de Bellevue, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 360 is added and that lots 244 and 245 and a part of lot 246 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, August 12, 1971.

FERNAND BOUTIN,
41810-o *Deputy Minister.*

Paroisse de St-Antoine

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine, municipalité de la paroisse de St-Antoine de Tilly, division d'enregistrement de Lotbinière.

Avis est par la présente donné que le lot 126-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 juillet 1971.

Le sous-ministre,
41810-o FERNAND BOUTIN.

Parish of St-Antoine

Official cadastre of the parish of St-Antoine, municipality of the parish of St-Antoine de Tilly, registration division of Lotbinière.

Notice is hereby given that lot 126-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 19, 1971.

FERNAND BOUTIN,
41810-o *Deduly Minister.*

Chartes — demandes d'abandon de

La Compagnie Fleury & Fils Inc.

Avis est par la présente donné que « La Compagnie Fleury & Fils Inc. », une compagnie dûment incorporée sous la Loi des compagnies et ayant son siège social à Richmond, district de St-François, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Richmond, ce 5e jour de mai 1971.

Le secrétaire,
41778-o CAMILLE FLEURY.

Charters — Applications for Surrender of

La Compagnie Fleury & Fils Inc.

Notice is given that "La Compagnie Fleury & Fils Inc.", a company duly incorporated under the Companies Act and having its head office at Richmond, district of St-François, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Richmond, this 5th day of May, 1971.

CAMILLE FLEURY,
41778 *Secretary.*

Les Entreprises Castel Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Castel Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
41779-o ME GILLES LEFEBVRE, *avocat.*

Branord Inc.

Avis est donné que la compagnie « Branord Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 20 août 1971.

Le secrétaire,
41774-o JACQUES DELISLE.

Broadway Motor Sales Inc.

Avis est donné que la compagnie « Broadway Motor Sales Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Le président,
41775-o EUGÈNE MERCURE.

Broadway Realties Inc.

Avis est donné que la compagnie « Broadway Realties Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Le président,
41776-o EUGÈNE MERCURE.

Phileric Enterprises Ltd.

La compagnie « Phileric Enterprises Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte et l'annulation d'icelle à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 19 août 1971.

Le président,
41781 ARTHUR AMSEL.

Alcide Perreault incorporé

Avis est donné que la compagnie « Alcide Perreault incorporé », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social à St-Lambert, dans le district de Montréal, demandera au Ministre des institutions financières compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 23e jour d'août 1971.

Le procureur de la requérante,
41782-o MARCEL PAQUETTE.

Les Entreprises Castel Inc.

Notice is given that the company "Les Entreprises Castel Inc." will ask to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, the permission to surrender its charter.

ME GILLES LEFEBVRE, *Advocate,*
41779-o *Attorney for the company.*

Branord Inc.

Notice is given that "Branord Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Québec, August 20, 1971.

JACQUES DELISLE,
41774 *Secretary.*

Broadway Motor Sales Inc.

Notice is given that "Broadway Motor Sales Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

EUGÈNE MERCURE,
41775 *President.*

Broadway Realties Inc.

Notice is given that "Broadway Realties Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

EUGÈNE MERCURE,
41776 *President.*

Phileric Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that "Phileric Enterprises Ltd.", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, August 19, 1971.

ARTHUR AMSEL.
41781-o *President.*

Alcide Perreault incorporé

Notice is given that "Alcide Perreault incorporé", a corporation incorporated under the Companies Act, having its head office in the city of St. Lambert, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 23rd day of August 1971.

MARCEL PAQUETTE,
41782-o *Attorney for Petitioner.*

The Romark Building Inc.

Avis est par les présentes donné que « The Romark Building Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 6 août 1971.

Les procureurs de la compagnie,
41783-o GARBER & GARBER.

The Romark Building Inc.

Notice is hereby given that "The Romark Building Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, August 6, 1971.

GARBER & GARBER,
41783-o *Attorneys for the Company.*

Steinberg's Building Inc.

Avis est par les présentes donné que « Steinberg's Building Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 6 août 1971.

Les procureurs de la compagnie,
41784-o GARBER & GARBER.

Steinberg's Building Inc.

Notice is hereby given that "Steinberg's Building Inc. » will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, August 6, 1971.

GARBER & GARBER,
41784-o *Attorneys for the Company.*

Ameublement Plateau ltée
Plateau Furniture Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Ameublement Plateau ltée — Plateau Furniture Ltd .», une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopérative de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Les procureurs de la requérante,
41812-o YANOFSKY, KAHN & BRULL.

Ameublement Plateau ltée
Plateau Furniture Ltd.

Notice is hereby given that "Ameublement Plateau ltée — Plateau Furniture Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender it charter under the provisions of the Companies Act.

YANOFSKY, KAHN & BRULL,
41812-o *Attorneys for Petitioner.*

Engineers' Plaza Fund Inc.
Souscription, Place des Ingénieurs Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Engineers' Plaza Fund Inc.— Souscription Place des Ingénieurs Inc. », constituée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province of Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Québec, ce 26e jour d'août, 1971.

Le secrétaire,
41813-o YVON-R. TASSÉ.

Engineers' Plaza Fund Inc.
Souscription, Place des Ingénieurs Inc.

Notice is hereby given that "Engineer's Plaza Fund Inc. — Souscription, Place des Ingénieurs Inc.", a corporation incorporated under Part III of the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Québec, this 26th day of August, 1971.

YVON-R. TASSÉ,
41813-o *Secretary.*

Expo-Théâtre limitée

Avis est donné que la société « Expo-Théâtre limitée » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 14e jour de juin 1971.

Copie conforme.

Le secrétaire,
41814-o C.-E. BÉLANGER.

Expo-Théâtre limitée

Notice is given that "Expo-Théâtre limitée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Québec, this 14th day of June 1971.

(True copy)

C.-E. BÉLANGER,
41814 *Secretary.*

Foursome Interests Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Foursome Interests Ltd. », ayant son bureau-chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 25e jour d'août, 1971.

Les procureurs de la requérante,
STEIN & STEIN.

41815-o

Martin & Millette inc.

Avis est donné que la compagnie « Martin & Millette inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
Me MAURICE ROUSSEL.

41816-o

Foursome Interests Ltd.

Notice is hereby given that "Foursome Interests Ltd.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 25th day of August 1971.

STEIN & STEIN,
Attorneys for Petitioner.

41815-o

Martin & Millette inc.

Notice is given that "Martin & Millette inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Me MAURICE ROUSSEL,
Attorney for the Company.

41816

Divers
Compagnies

Castle Securities (Québec) Limited

La compagnie « Castle Securities (Québec) Limited » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
ANDRÉ ROBITAILLE.

41785 2439-71

Montreal Real Estate Board
Chambre d'Immeuble de Montréal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 avril 1971, il a approuvé les amendements aux règlements numéros 16, 28 et 68 de la corporation « Montreal Real Estate Board — Chambre d'Immeuble de Montréal », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41786-o 51903-35

Clipper Ship Supply Ltd.

La compagnie « Clipper Ship Supply Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
CRAIG BISHOP.

41787 3075-71

Delisle Pontiac-Buick inc.

La compagnie « Delisle Pontiac-Buick inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
MARCEL BOLDUC.

41788-o 1018-65

Miscellaneous
Companies

Castle Securities (Québec) Limited

Notice is given that "Castle Securities (Québec) Limited" has changed the number of its directors from 3 to 5.

ANDRÉ ROBITAILLE,
Secretary.

41785-o 2439-71

Montreal Real Estate Board
Chambre d'Immeuble de Montréal

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 7, 1971, pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved the amendments to by-laws numbers 16, 28 and 68 of "Montreal Real Estate Board — Chambre d'Immeuble de Montréal".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41786 51903-35

Clipper Ship Supply Ltd.

Notice is given that "Clipper Ship Supply Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

CRAIG BISHOP,
Secretary.

41787-o 3075-71

Delisle Pontiac-Buick inc.

Notice is given that "Delisle Pontiac-Buick inc." has increased the number of its directors from 3 to 4.

MARCEL BOLDUC,
Secretary.

41788 1018-65

Dennison Furs Ltd.

La compagnie « Dennison Furs Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le président,
J. KUPERSMITH.

41789 3023-45

Les Entreprises Sportives Trans-Canada inc.
Trans-Canada Sports Enterprises Inc.

La compagnie « Les Entreprises Sportives Trans-Canada inc.—Trans-Canada Sports Enterprises Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
VAN PIERCE.

41790-o 5452-70

A. A. Klein & Sons Inc.

La compagnie « A. A. Klein & Sons Inc. » donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
JEAN KLEIN.

41791 11815-57

Maplemount Homes Inc.

La compagnie « Maplemount Homes Inc. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
R. E. PAULETTE, MD,

41792 1624-70

Margarine Blanchet inc.

La compagnie « Margarine Blanchet inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
BERTRAND BLANCHET.

41793-o 852-71

The Martinique Motor Inn Ltd.
Motel le Martinique ltée

La compagnie « The Martinique Motor Inn Ltd.—Motel le Martinique ltée » donne avis qu'elle a diminué de 6 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le président,
H. G. BERCOVITCH.

41794 1279-63

Modefair Industries Ltd.

La compagnie « Modefair Industries Ltd. » donne avis qu'elle a diminué de 5 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire-trésorier,
C. RALPH LIPPER.

41795 11174-60

Dennison Furs Ltd.

Notice is given that "Dennison Furs Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

J. KUPERSMITH,
President.

41789-o 3023-45

Les Entreprises Sportives Trans-Canada inc.
Trans-Canada Sports Enterprises Inc.

Notice is given that "Les Entreprises Sportives Trans-Canada inc.— Trans-Canada Sports Enterprises Inc." has reduced the number of its directors from 4 to 3.

VAN PIERCE,
Secretary.

41790 5452-70

A. A. Klein & Sons Inc.

Notice is given that "A. A. Klein & Sons Inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

JEAN KLEIN,
Secretary.

41791-o 11815-57

Maplemount Homes Inc.

Notice is given that "Maplemount Homes Inc." has changed the number of its directors from 3 to 5.

R. E. PAULETTE, MD,
Secretary.

41792-o 1624-70

Margarine Blanchet inc.

Notice is given that "Margarine Blanchet inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

BERTRAND BLANCHET,
Secretary.

41793-o 852-71

The Martinique Motor Inn Ltd.
Motel le Martinique ltée

Notice is given that "The Martinique Motor Inn Ltd.—Motel le Martinique ltée" has changed the number of its directors from 6 to 4.

H. G. BERCOVITCH,
President.

41794-o 1279-63

Modefair Industries Ltd.

Notice is given that "Modefair Industries Ltd." has changed the number of its directors from 5 to 3.

C. RALPH LIPPER,
Secretary-Treasurer.

41795-o 11174-60

Québec Crankshaft Ltd.
Vilebrequin Québec ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 11, de la compagnie « Astrochrome Crankshaft (Québec) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de juillet 1970, changeant son nom en celui de « Québec Crankshaft Ltd. — Vilebrequin Québec ltée ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41796-o 3011-70

L'Association du Vélo-Club O.C.C.O. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 12 août 1971, il a approuvé les règlements généraux (1) de « L'Association du Vélo-Club O.C.C.O. inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41817-o 3883-70

Cosmo Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement de la compagnie « Mercantile Construction Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de mars 1957, changeant son nom en celui de « Cosmo Enterprises Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41818-o 10592-57

Ensemble Traditionnel Kébec Incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 6 août 1971, il a approuvé les règlements numéro I à VII de la corporation « Ensemble Traditionnel Kébec Incorporée », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41819-o 5059-70

Groupe Prêt et Revenu
Savings and Investment Group

Avis est donné, qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de confirmer par un arrêté en conseil numéro 2938, en date du 18 août 1971, le règlement numéro 31, de la corporation « Groupe Prêt et Revenu — Savings and Investment Group », réduisant son capital de $750,000 à $684,000 par l'annulation de 66,000 actions privilégiées rachetables d'une valeur au pair de $1 chacune et par un autre arrêté en conseil numéro 2939, en date du 18 août 1971, le règlement numéro 32, augmentant son capital de $684,000 à $750,000 par la création de 66,000 actions privilégiées rachetables d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41820-o 12949-58

Québec Crankshaft Ltd.
Vilebrequin Québec ltée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 11, of the company "Astrochrome Crankshaft (Québec) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 13th day of July 1970, changing its name into that of "Québec Crankshaft Ltd.— Vilebrequin Québec ltée".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41796-o 3011-70

L'Association du Vélo-Club O.C.C.O. inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on August 12, 1971, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws (1) of "L'Association du Vélo-Club O.C.C.O. inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41817 3883-70

Cosmo Enterprises Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law of the company "Mercantile Construction Ltd.", incorporated by letters patent dated the 15th day of March 1957, changing its name into that of "Cosmo Enterprises Ltd.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41818-o 10592-57

Ensemble Traditionnel Kébec Incorporée

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on August 6, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved by-laws number I to VII of "Ensemble Traditionnel Kébec Incorporée".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41819 5059-70

Groupe Prêt et Revenu
Savings and Investment Group

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council was pleased to confirm, by Order in Council Number 2938, dated August 18, 1971, by-law Number 31 of the corporation "Groupe Prêt et Revenu — Savings and Investment Group", reducing its capital from $750,000 to $684,000 by the cancellation of 66,000 redeemable preferred shares of a par value of $1 each and by another Order in Council, Number 2939, dated August 18, 1971, by-law Number 32, increasing its capital from $684,000 to $750,000 by the creation of 66,000 redeemable preferred shares of a par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

41820 12949-58

Leslie Holdings Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro XXII, de la compagnie « Osmond Agencies Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de février 1961, changeant son nom en celui de « Leslie Holdings Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41821-o 10483-61

Les Loisirs de Villebois

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 janvier 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Les Loisirs de Villebois », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41822-o 119-67

Restaurant Nouveau Forum inc.
New Forum Restanrant Inc.

La compagnie « Restaurant Nouveau Forum inc. — New Forum Restaurant Inc." donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire-trésorier,
RAOUL EDOUARDO CHERMA.

41824 3958-68

Service des Loisirs Ste-Bernadette de Montréal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 17 juin 1971, il a approuvé les règlements généraux (1 à 41) de la corporation « Service des Loisirs Ste-Bernadette de Montréal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41825-o 1087-71

Service des Loisirs Notre-Dame-de-la-Salette

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 23 mars 1971, il a approuvé les règlements généraux numéros 1 à 41 de la corporation « Service des Loisirs Notre-Dame-de-la-Salette », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41826-o 5506-70

Socaf Ltd.

La compagnie « Socaf Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
ÉMILE MALLIEN.

41827-o 11268-59

Leslie Holdings Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. XXII, of the company "Osmond Agencies Ltd.", incorporated by letters patent dated the 20th day of February 1961, changing its name into that of "Leslie Holdings Ltd.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41821-o 10483-61

Les Loisirs de Villebois

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on January 11, 1971, he approved the general by-laws of "Les Loisirs de Villebois", and such pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41822 119-67

Restaurant Nouveau Forum inc.
New Forum Restaurant Inc.

Notice is given that "Restaurant Nouveau Forum inc. — New Forum Restaurant Inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

RAOUL EDOUARDO CHERMA,
Secretary-Treasurer.

41824-o 3958-68

Service des Loisirs Ste-Bernadette de Montréal

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on June 17, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws (1 to 31) of "Service des Loisirs Ste-Bernadette de Montréal".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41825 1087-71

Service des Loisirs Notre-Dame-de-la-Salette

Notice is given that on March 23, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved general by-laws numbers 1 to 41 of "Service des Loisirs Notre-Dame-de-la-Salette", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41826 5506-70

Socaf Ltd.

Notice is given that "Socaf Ltd." has reduced the number of its directors from 5 to 3.

ÉMILE MALLIEN,
Secretary.

41827 11268-59

Société Terres Armées inc.

La « Société Terres Armées inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
JEAN-PIERRE SUTTO.

41828-o 1658-70

Syd Stein Textiles Inc.

La compagnie « Syd Stein Textiles Inc. » donne avis qu'elle a augmenté le nombre de ses administrateurs de 4 à 6.

Le secrétaire,
ALBERT CORONEL.

41829 10345-62

William Cohen Corporation

La compagnie « William Cohen Corporation » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 8900, avenue du Parc, Montréal, à 1330 chemin South Service, Route Trans-Canada, Dorval.

Le secrétaire,
LOUIS COHEN.

41833 3569-63

Association des Constructeurs de Routes et Grands Travaux du Québec Québec Roads Builders and Heavy Construction Association

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 4 août 1971, il a approuvé les nouveaux règlements généraux de l'« Association des Constructeurs de Routes et Grands Travaux du Québec — Québec Road Builders and Heavy Construction Association », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41858-o 1809-44

Société Terres Armées inc.

Notice is given that "Société Terres Armées inc." has increased the number of its directors from 3 to 4.

JEAN-PIERRE SUTTO,
Secretary.

41828 1658-70

Syd Stein Textiles Inc.

Notice is given that "Syd Stein Textiles Inc." has changed the number of its directors from 4 to 6.

ALBERT CORONEL,
Secretary.

41829-o 10345-62

William Cohen Corporation

Notice is given that "William Cohen Corporation" has transferred its head office from 8900 Park Avenue, Montreal to 1330 South Service Road, Trans Canada Highway, Dorval.

LOUIS COHEN,
Secretary.

41833-o 3569-63

Association des Constructeurs de Routes et Grands Travaux du Québec Québec Roads Builders and Heavy Construction Association

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on August 4, 1971, pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved the new general by-laws of "Association des Constructeurs de Routes et Grands Travaux du Québec — Québec Road Builders and Heavy Construction Association".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41858 1809-44

Sièges sociaux

C. G. H. ltée

Avis est donné que la compagnie « C. G. H. ltée » constituée en corporation en vertu de la première partie des Lois des compagnies, par lettres patentes en date du 19 avril 1971, et ayant son siège social à Québec, a établi son bureau au numéro 697, de la rue St-Vallier, dans la ville de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 13e jour d'août 1971.

Le vice-président autorisé,
RICHARD CANTIN.

41777-o 1981-71

Head Offices

C. G. H. ltée

Notice is given that "C. G. H. ltée" incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated April 19, 1971, and having its head office in Québec, has established its office at number 697 St. Vallier Street, in the town of Québec.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Québec, this 13th day of August, 1971.

RICHARD CANTIN,
Authorized Vice-President.

41777 1981-71

Atara Corporation

La compagnie « Atara Corporation » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 4e jour de mars 1964, donne avis qu'elle a transporté son siège social de 1, place ville Marie en la ville de Montréal à 300 carré d'Youville, en la ville de Montréal.

Montréal, le 25e jour de novembre 1970.

(Sceau) *Le secrétaire,*
M. J. OGILVIE.

41797 1058-64

Le Collège de secrétariat moderne inc.

Avis est donné que la compagnie « Le Collège de secrétariat moderne inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 janvier 1971, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 1600, rue Berri, suite 202.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 29e jour de juillet 1971.

Le secrétaire,
GILLES SAVOIE.

41798-o 316-71

Clipper Ship Supply Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Clipper Ship Supply Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 8e jour de juin 1971, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 600, rue d'Youville. Montréal 101, province de Québec.

Donné à Montréal, ce 27e jour de juillet 1971.

Le secrétaire,
CRAIG BISHOP.

41799-o 3075-71

Les Investissements Bromonrive inc.
Bromonrive Investments Inc.

La compagnie « Les Investissements Bromonrive inc. — Bromonrive Investments Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Granby à Bromont.

Le secrétaire,
BERNARD TRUDEL.

41800-o 4722-70

Les Laboratoires d'Essais Interprovinciaux inc.
Interprovincial Testing Laboratories Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Laboratoires d'Essais Interprovinciaux inc. — Interprovincial Testing Laboratories Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 octobre 1970, et ayant son siège social à Hull, a établi son bureau au 106, rue Montcalm.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Hull, ce 27 octobre 1970.

(Sceau) *Le président,*
YVES SANSCARTIER.

41801-o 4646-70

Atara Corporation

Notice is hereby given that "Atara Corporation", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated the 4th day of March, 1964, has moved its head office from 1 Place Ville Marie in the city of Montreal to 300 Youville Square in the city of Montreal.

Montreal, the 25th day of November, 1970.

(Seal) M. J. OGILVIE,
Secretary.

41797-o 1058-64

Le Collège de secrétariat moderne inc.

Notice is hereby given that "Le Collège de secrétariat moderne inc.", incorporated by Letters patent dated January 25th, 1971, and having its head-office in Montreal, district of Montreal, has established its office at 1600 Berri Street, suite 202.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head-office.

Dated at Montreal, this 29th day of July 1971.

GILLES SAVOIE,
Secretary.

41798-o 316-71

Clipper Ship Supply Ltd.

Notice is hereby given that "Clipper Ship Supply Ltd.", incorporated by letters patent dated the 8th day of June 1971, and having its head office in Montreal, has established its office at 600 Youville Street, Montreal 101, Province of Québec.

Given at Montreal, this 27th day of July 1971.

CRAIG BISHOP,
Secretary.

41799-o 3075-71

Les Investissements Bromonrive inc.
Bromonrive Investments Inc.

Notice is given that "Les Investissements Bromonrive inc. — Bromonrive Investments Inc." has transferred its head office from Granby to Bromont.

BERNARD TRUDEL,
Secretary.

41800 4722-70

Les Laboratoires d'Essais Interprovinciaux inc.
Interprovincial Testing Laboratories Inc.

Notice is given that "Les Laboratoires d'Essais Interprovinciaux inc. — Interprovincial Testing Laboratories Inc.", incorporated by letters patent dated October 9, 1970, and having its head office in Hull, has established its office at 106 Montcalm Street.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Hull, October 27, 1970.

(Seal) YVES SANSCARTIER,
President.

41801 4646-70

Lady Dyva Lab Inc.

La compagnie « Lady Dyva Lab Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montmagny à Québec.

Le secrétaire,
MAUDE ST-PIERRE.

41802-o 1135-69

Lady Dyva Lab Inc.

Notice is given that "Lady Dyva Lab Inc." has transferred its head office from Montmagny to Québec.

MAUDE ST-PIERRE,
Secretary.

41802 1135-69

Magasin pour vous Messieurs inc.

Avis est donné que la compagnie « Magasin pour vous Messieurs inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 décembre 1965, et ayant son siège social dans la cité de Sherbrooke, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 185, de la rue King Ouest, l'a transporté à 16, de la rue Wellington Nord.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Sherbrooke, ce 11e jour de mai 1971.

La secrétaire,
ALICE G. BILODEAU.

41803-o 5360-65

Magasin pour vous Messieurs inc.

Notice is given that "Magasin pour vous Messieurs inc.", incorporated by letters patent dated December 6, 1965, and having its head office in the city of Sherbrooke, where its office was situated up to to-day at number 185 King Street West, has moved it to 16 Wellington Street North.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Sherbrooke, this 11th day of May 1971.

(Seal) ALICE G. BILODEAU,
Secretary.

41803 5360-65

May, Mikkila and Co. Limited

Avis est donné que la compagnie « May, Mikkila and Co. Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des Companies par lettres patentes en date du 9 avril 1964, a transporté son siège social du 132 ouest, rue St-Jacques en la ville de Montréal au 505 ouest, boulevard Dorchester, en la ville de Montréal.

Le 31 mai 1971.

(Sceau) *La secrétaire,*
JANE STEFANIE.

41804-o 1503-64

May, Mikkila and Co. Limited

Notice is hereby given that "May, Mikkila and Co. Limited", incorporated under the Québec Companies Act by letters patent, dated April 9, 1964, has moved its head office from 132 St. James Street West in the city of Montreal to 505 Dorchester Boulevard West in the city of Montreal.

May, 31, 1971.

(Seal) JANE STEFANIE,
Secretary.

41804-o 1503-64

Shirwal Investments Ltd.

La compagnie « Shirwal Investments Ltd." donne avis qu'elle a transporté son siège social de 455, avenue Melbourne, Mont-Royal à 515, avenue Lansdowne, Westmount.

Le secrétaire,
DR. LEONARD KENT.

41805 3030-68

Shirwal Investments Ltd.

Notice is given that "Shirwal Investments Ltd." has transferred its head office from 455 Melbourne Avenue, Mount Royal to 515 Lansdowne Avenue, Westmount.

DR. LEONARD KENT,
Secretary.

41805-o 3030-68

Antigo Inc.

Avis est donné que la compagnie « Antigo Inc. », constituée en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 11 janvier, 1966, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, l'a transporté à 111 ouest, rue Chabanel, en les ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 18e jour d'août, 1971.

Le secrétaire,
PAUL STEINER.

41830-o 5705-65

Antigo Inc.

Notice is hereby given that "Antigo Inc.", incorporated under the Companies Act by letters patent dated the 11th day of January, 1966, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, has moved it to 111 Chabanel Street West, in the city and district of Montreal, province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 18th day of August, 1971.

PAUL STEINER,
Secretary.

41830-o 5705-65

Bijouterie Leduc (Rouyn) inc.

Avis est donné que la compagnie « Bijouterie Leduc (Rouyn) inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 juin 1971 a établi son bureau à Rouyn, district de Rouyn-Noranda à 145A, rue Principale.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme siège social de la compagnie.

Rouyn, ce 10e jour de juin 1971.

Le secrétaire-trésorier,
CLAUDE THÉBERGE.

41831-o 2502-71

Conbro Imports Limited

La compagnie « Conbro Imports Limited » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 8900, avenue du Parc, Montréal, à 1330, chemin South Service, Route Trans-Canada, Dorval.

Le secrétaire,
LOUIS COHEN.

41832 12928-59

Denis A. Rochette inc.

Avis est donné que la compagnie « Denis A. Rochette inc. », constituée en corporation le 2 juillet 1971 par lettres patentes ayant son siège social dans la municipalité de St-Basile-le-Grand, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 7, avenue des Bouleaux, à St-Basile-le-Grand.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à St-Basile-le-Grand, ce 14e jour de juillet 1971.

Le président,
DENIS A. ROCHETTE.

41834-o 3733-71

Scotcomm Radio Inc.

La compagnie « Scotcomm Radio Inc. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, le 19 août 1969, et ayant son siège social à 4368, 8e Rue, en la cité de Laval, district de Montréal où jusqu'à ce jour, son bureau était situé, donne avis qu'elle l'a transporté à 4643, boulevard Lévesque, à Chomedey, en la cité de Laval, district de Montréal.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 16e jour d'août 1971.

L'officier autorisé,
FRANCINE DÉCARIE.

41835 3939-69

Texart inc.

La compagnie « Texart inc. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 2340, rue Girouard, St. Hyacinthe à 950, boulevard Sir Wilfrid Laurier, Mont St. Hilaire.

Le secrétaire,
ANDRÉ CUSSON.

41849 1923-70

Bijouterie Leduc (Rouyn) inc.

Notice is given that "Bijouterie Leduc (Rouyn) inc", constituted in corporation by letters patent dated June 10, 1971, and having its head office in Rouyn, has established its Office at Rouyn, district of Rouyn-Noranda, at 145A Main Street.

As from this date, the said office will be considered as the main office of the Company.

Rouyn, this 10th day of June 1971.

CLAUDE THÉBERGE,
Secretary-Treasurer.

41831-o 2502-71

Conbro Imports Limited

Notice is given that "Conbro Imports Limited" has transferred its head office from 8900 Park Avenue, Montreal to 1330 South Service Road, Trans Canada Highway, Dorval.

LOUIS COHEN,
Secretary.

41832-o 12928-59

Denis A. Rochette inc.

Notice is given that "Denis A. Rochette inc.", incorporated on July 2, 1971, by letters patent and having its head office in the city of St. Basile le Grand, district of Montreal, has established its office at 7 des Bouleaux Avenue, St. Basile le Grand.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being the head office at the company.

Given at St. Basile le Grand, this 14th day of July 1971.

DENIS A. ROCHETTE,
President.

41834-o 3733-71

Scotcomm Radio Inc.

Notice is hereby given that "Scotcomm Radio Inc.", a company incorporated by letters patent of the Province of Québec on August 19, 1969, and having its head office at 4368, 8th Street, in the city of Laval, district of Montreal, where its office was situated up to to-day, has moved it at 4643 Lévesque Boulevard, in Chomedey, in the city of Laval, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of August 1971.

FRANCINE DÉCARIE,
Authorized officer.

41835-o 3939-69

Texart inc.

Notice is given that "Texart inc." has transferred its head office from 2340 Girouard Street, St-Hyacinthe to 950 Sir Wilfrid Laurier Boulevard, Mont St-Hilaire.

ANDRÉ CUSSON,
Secretary.

41849-o 1923-70

C.D.V.B. Inc.

Avis est donné que la corporation « C.D.V.B. Inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date de 31 mai 1971 et ayant son siège social dans la localité de St-Étienne de Beaumont, a établi son bureau à St-Étienne de Beaumont, Route No 2, comté de Bellechasse, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Donné à St-Étienne de Beaumont, Bellechasse, ce 6e jour d'août 1971.

Le président,
(Sceau) CLERMONT BRIAND.
41845-o 2864-71

C.D.V.B. Inc.

Notice is given that "C.D.V.B. Inc." incorporated by letters patent dated May 31, 1971, and having its head office in the locality of St. Étienne de Beaumont, has established its office at St. Étienne de Beaumont, Route No. 2, County of Bellechasse, P.Q.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at St. Étienne de Beaumont, Bellechasse, this 6th day of August, 1971.

CLERMONT BRIAND,
(Seal) *President.*
41845 2864-71

Clairebec Inc.

La compagnie « Clairebec Inc. » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes datées du 2 juillet 1971, et ayant son siège social à Pointe Claire, donne avis qu'elle a établi son bureau à 23, Baie Valois, Pointe Claire, Québec.

Montréal, Québec, ce 28e jour de juillet 1971.

Le président,
DR ALBERT J. SCHUTZ.
41846 3610-71

Clairebec Inc.

Notice is hereby given that "Clairebec Inc." incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated July 2nd, 1971 and having its head office in Pointe Claire has established its office at 23 Valois Bay, Pointe Claire, Québec.

Montreal, Québec, this 28th day of July, 1971.

DR. ALBERT J. SCHUTZ,
President.
41846-o 3610-71

Les Investissements A.V.I.R. Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Investissements A.V.I.R. Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 mars 1971, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 161, de la rue Beaubien Est, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 12e jour d'août 1971.

Le notaire et procureur,
ME CLAUDE GRATTON.
41847-o 1483-71

Les Investissements A.V.I.R. Inc.

Notice is given that "Les Investissements A.V.I.R. Inc", incorporated by letters patent on March 23th, 1971 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 161, Beaubien Street, East, Montreal, P.Q.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 12th day of August, 1971.

MR CLAUDE GRATTON,
Notary and attorney.
41847 1483-71

Laboratoire Riva inc.

Avis est donné que la compagnie « Laboratoire Riva inc », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 mars 1971, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 161, de la rue Beaubien Est, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 12e jour d'août 1971.

Le notaire et procureur,
ME CLAUDE GRATTON.
41848-o 1484-71

Laboratoire Riva inc.

Notice is given that "Laboratoire Riva inc", incorporated by letters patent dated March 23th, 1971, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 161 Beaubien Street East, Montreal, P.Q.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 12th day of August, 1971.

MR CLAUDE GRATTON,
Notary and attorney.
41848 1484-71

Compagnies étrangères
Permis

GNC Industries Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 9e jour d'août 1971, il a accordé un nouveau permis à la compagnie « Rodell Corporation (1967) Limited », l'autorisant à exercer des affaires dans la province, sous son nouveau nom « GNC Industries Limited », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères, Statuts refondus 1964, chapitre 282.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Farid A. Cheftechi, local 700, 1, place Ville Marie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est à local 750, 1, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41766 8-67

Rentway Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Rentway Canada Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Claude Fontaine, 1, place Ville Marie, bureau 750, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 1, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41766 63-71

Extra-Provincial Companies
Licensed

GNC Industries Limited

Notice is given that, on the 9th day of August 1971, a new license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Rodell Corporation (1967) Limited", authorizing it to carry on business in the Province under its new name of "GNC Industries Limited", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes, 1964, Chapter 282.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Farid A. Cheftechi, Suite 700, 1 Place Ville Marie, Montréal.

The principal office of the company in the Province is at Room 750, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

41766-o 8-67

Rentway Canada Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Rentway Canada Ltd." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Claude Fontaine, 1 Place Ville Marie, Suite 750, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

41766-o 63-71

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Compagnies de fidéicommis

Trust Hellénique Canadien
Hellenic Canadian Trust

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de fidéicommis, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, des lettres patentes datées du 4e jour d'août 1971, constituant en corporation: MM. Christos Achis, gouverneur et président du conseil d'administration de la Banque Nationale de Grèce, Panayiotis S. Caberos, sous-gouverneur de ladite banque, Phedon Hatjulis, banquier, tous trois de Grèce, Peter Ph. Liappas, exécutif,

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Trust Companies

Trust Hellénique Canadien
Hellenic Canadian Trust

Notice is given that under the Trust Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of August, 1971, have been issued by the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec, incorporating: Messrs. Christos Achis, Governor and Chairman of the Board of the National Bank of Greece, Panayiotis S. Caberos, Deputy Governor of the said bank, Phedon Hatjulis, banker, all three of Greece, Peter Ph. Liappas, executive, Phrixos Basil Papachristidis, businessman,

Phrixos Basil Papachristidis, homme d'affaires, Tassis Grivakes, avocat, Michel Vennat, avocat, Serge Bourque, avocat et André Patry, professeur, les six derniers domiciliés à Montréal dans la province de Québec, dans le but d'exercer les pouvoirs énumérés aux sous-paragraphes « *a* » à « *k* » du paragraphe 7° de l'article 2 et à la section IV de la Loi des compagnies de fidéicommis, et tous autres pouvoirs connexes, sous le nom de « Trust Hellénique Canadien — Hellenic Canadian Trust », avec un capital-actions permanent de $1,000,000 divisé en 10,000 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

41766-o 714027

Tassis Grivakes, advocate, Michel Vennat, advocate, Serge Bourque, advocate, and André Patry, teacher, the latter six domiciled in Montreal, Province of Québec, for the purpose of exercising the powers provided in sub-paragraph "*a*" to "*k*" of paragraph 7 of section 2, and Division IV, of the Trust Companies Act, and all other powers related thereto, under the name of "Trust Hellénique Canadien — Hellenic Canadian Trust", with a permanent capital stock of $1,000,000 divided into 10,000 shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be in Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

41766 714027

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurances

Universal Reinsurance Company Limited

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Universal Reinsurance Company Limited », dont le siège social est situé à Amsterdam, Pays-Bas, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec, avec « Netherlands Reinsurance Group N.V. », dont le siège social est situé à Amsterdam, Pays-Bas, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 31 décembre 1970, et lequel contrat de réassurance a pris effet le même jour;

Attendu que « Netherlands Reinsurance Group N.V. » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Universal Reinsurance Company Limited » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Universal Reinsurance Company Limited » sont annulés à compter du 30 juin 1971.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 2 juillet 1971.

Pour le Ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

41638-35-2-o

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

Universal Reinsurance Company Limited

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Universal Reinsurance Company Limited", whose head office is situated at Amsterdam, the Netherlands, which company was duly authorized to do business in the Province of Québec, has reinsured all its business in the Province of Québec with "Netherlands Reinsurance Group N.V.", whose head office is situated at Amsterdam, the Netherlands, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 31th of December 1970, with effect from the same day;

Whereas "Netherlands Reinsurance Group N.V." is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Whereas "Universal Reinsurance Company Limited" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Universal Reinsurance Company Limited" are cancelled as from the 30th of June 1971.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 2nd of July 1971.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

41638-35-2-o

Baltica Insurance Company Limited

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Baltica Insurance Company Limited », dont le siège social est situé à Copenhague, Danemark, a cessé de faire affaires dans la province de Québec le 30 juin 1971;

Attendu que « Baltica Insurance Company Limited » a produit au Service des assurances une déclaration à l'effet que le 30 juin 1971, elle ne possédait plus aucun actif, ni aucun passif, ses contrats ayant été réassurés ou acquittés;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Baltica Insurance Company Limited » sont annulés à compter du 30 juin 1971.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 2 juillet 1971.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province, Le surintendant des assurances,

41856-36-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Gresham Life Assurance Society, Limited

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Gresham Life Assurance Society, Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, a cessé de faire affaires dans la province de Québec, le 30 juin 1971;

Attendu que « Gresham Life Assurance Society, Limited » a produit au Service des assurances une déclaration à l'effet que le 30 juin 1971, elle ne possédait plus aucun actif, ni aucun passif, ses contrats ayant été réassurés ou acquittés;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Gresham Life Assurance Society, Limited » sont annulés à compter du 30 juin 1971.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 2 juillet 1971.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province, Le surintendant des assurances,

41857-36-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Baltica Insurance Company Limited

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Baltica Insurance Company Limited", whose head office is situated at Copenhagen, Danmark, has ceased to do business in the Province of Québec on June 30th, 1971;

Whereas "Baltica Insurance Company Limited" has filed with the Insurance Branch a declaration to the effect that on the June 30th, 1971, it had no assets and no liabilities, all its contracts having been reinsured or having been discharged;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Baltica Insurance Company Limited" are cancelled as from the 30th of June, 1971.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 2nd of July, 1971.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,

41856-36-2-o ROGER-A. CAMARAIRE, *Superintendent of Insurance.*

Gresham Life Assurance Society, Limited

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Gresham Life Assurance Society, Limited", whose head office is situated at London, England, has ceased to do business in the Province of Québec, on June 30th, 1971;

Whereas "Gresham Life Assurance Society, Limited" has filed with the Insurance Branch a declaration to the effect that on the June 30th, 1971, it had no assets and no liabilities, all its contracts having been reinsured or having been discharged;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Gresham Life Assurance Society, Limited" are cancelled as from the 30th of June, 1971.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 2nd of July, 1971.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,

41857-36-2-o ROGER-A. CAMARAIRE, *Superintendent of Insurance.*

Changement de nom — Loi du *Demandes*

Change of name — Act *Applications*

Vito Cretini

Une requête sera prochainement présentée au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, aux fins d'autoriser le changement de nom de monsieur Vito Cretini résidant au No 653 rue Madona Di Pompei St-Henri de Mascouche, en celui de Vito Demitri.

Le procureur du requérant,

41754-35-2-o PIERRE DAGENAIS, *notaire.*

Vito Cretini

A petition shall shortly be sent to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for the purpose of changing the name of Mr. Vito Cretini, residing at 653 Madona Di Pompei Street, St-Henri de Mascouche, to that of Vito Demitri.

PIERRE DAGENAIS, *Notary,*

41754-35-2 *Attorney for the petitioner.*

Roger Hector Cavalot

Avis est par les présentes donné que Roger Hector Cavalot, fils de Joseph Raoul Cavalot et de Olga Coquet, domicilié au 1309 rue Breux à Chambly, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour un décret changeant son nom de Roger Hector Cavalot, à celui de Roger Hector Cavalot de Clerville, ledit changement de nom devant aussi concerner son épouse Thérèse Wilmy Avice-Demay, et ses enfants: Clyvie-Marlyne, Marie-Georgette Danielle, Jean-Alain Patrick, Lucie-Arianne, Hector-Judex, de la même adresse.

Montréal, ce 16e jour d'août 1971.

Les procureurs du requérant,

41590-35-2-o Mes. GIROUX & EVEN, *avocats.*

Roger Hector Cavalot

Notice is hereby given that Roger Hector Cavalot, son of Joseph Raoul Cavalot and of Olga Coquet, residing at 1309 Breux St. in Chambly, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from Roger Hector Cavalot to "Roger Hector Cavalot de Clerville, said change of name will also benefit to his wife Thérèse Wilmy Avice-Demay, and his children: Clyvie-Marlyne, Marie-Georgette Danielle, Jean-Alain Patrick, Lucie-Arianne, Hector-Judex, of the same address.

Montreal, this 16th day of August 1971.

Mtres. GIROUX & EVEN, *Lawyers,*

41590-35-2-o *Attorneys for the petitioner.*

Shoshanna Kozma

Avis est par les présentes donné que Shoshanna Kozma, ménagère, résidant à 2945 Brighton Ave., ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un arrêté lui permettant de changer son nom en celui de Suzan Kozma, suivant les dispositions de la Loi du changement de nom, Statuts du Québec, chapitre 77, 1965.

Montréal, 6 août 1971.

La requérante,

41711-35-2-o SHOSHANNA KOZMA.

Shoshanna Kozma

Notice is hereby given that Shoshanna Kozma, housewife, residing at 2945 Brighton Ave., in the city of Montreal, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing her name to Suzan Kozma, in accordance with the Change of Name Act, Québec Statutes, Chapter 77, 1965.

Montreal, August 6, 1971.

SHOSHANNA KOZMA,

41711-35-2-o *Applicant.*

Ronald Smilovitch

Avis est par les présentes donné que Ronald Smilovitch présentera une demande au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret changeant son nom de famille à Smiley. Ce changement bénéficiera aussi à sa femme Ruth Szeflan et sa fille mineure Joanna Ganit, tous résidant à 239 Andras Drive, Dollard des Ormeaux, Québec.

Montréal, le 16 août 1971.

Le procureur du requérant,

41712-35-2-o ABRAHAM SLAWNER.

Ronald Smilovitch

Notice is hereby given that Ronald Smilovitch shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his surname to Smiley, to benefit as well his wife Ruth Szeflan and his minor daughter Joanna Ganit, all residing at 239 Andras Drive, Dollard des Ormeaux, Québec.

Montreal, August 16, 1971.

ABRAHAM SLAWNER,

41712-35-2-o *Attorney for applicant.*

Sam Yasinowsky

Avis est donné que Monsieur Sam Yasinowsky, 5139 avenue Notre-Dame de Grâce, Montréal, a fait application pour changer son nom en celui de Jason, en vertu des dispositions de la Loi du changement de nom.

Le procureur du requérant,

41713-35-2-o ME BERNARD FIGLER, C.R.

Sam Yasinowsky

Notice is given that Mister Sam Yasinowsky of 5139 Notre-Dame de Grâce Avenue, Montreal, has applied for an order changing his name to that of Jason, pursuant to the provisions of the Change of Name Act.

ME BERNARD FIGLER, Q.C.,

41713-35-2 *Attorney for the petitioner.*

Ilona Borbala Botos

Avis est donné que Ilona Borbala Botos, domiciliée au No 1225, rue Mackay, appartement 16, en les cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir le changement de son nom à celui de Ellen Barbara Isabel Muray.

Montréal, le 9 août 1971.

Le procureur de la requérante,

41844-36-2-o BLANKA GYULAI.

Ilona Borbala Botos

Notice is hereby given that Ilona Borbala Botos, residing at 1225 Mackay Street, Apartment 16, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the change of her name to that of Ellen Barbara Isabel Muray.

Montreal, August 9, 1971.

BLANKA GYULAI,

41844-36-2-o *Attorney for the petitioner.*

Arthur Stanley Donkin

Avis est donné que Arthur Stanley Donkin, imprimeur, demeurant à 6076 rue Sherbrooke ouest, dans les cité et district de Montréal, demandera au ministre de la Justice, de la province de Québec de changer son nom à Arthur Stanley Duncan. Pourra aussi bénéficier de ce changement de nom, son épouse, Dame Agnès Éva Langille, demeurant à la même adresse que le requérant.

Le procureur du requérant,
41771-36-2-o NORMAN S. KESSNER.

Stanley Smilovitch

Avis est par les présentes donné que Stanley Smilovitch, présentera une demande au lieutenant-gouverneur en conseil, de la province de Québec, pour l'adoption d'un décret, changeant son nom de famille à Smiley. Ce changement bénéficiera aussi à sa femme Nancy Pomerantz et son fils mineur Tracy Sean, tous résidant à 5720 boulevard Cavendish, Côte St-Luc, Québec.

Montréal, le 10 août 1971.

Le procureur du requérant,
41772-36-2-o ABRAHAM SLAWNER.

Arthur Stanley Donkin

Notice is hereby given that Arthur Stanley Donkin, printer, residing and domiciled at 6076 Sherbrooke Street West, apt. 4, in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Justice, of the Province of Québec, for an order changing his name to Arthur Stanley Duncan. Will also benefit of this change of name, his wife, Dame Agnès Éva Langille, also residing with the applicant at the same address.

NORMAN S. KESSNER,
41771-36-2-o *Attorney for the applicant.*

Stanley Smilovitch

Notice is hereby given that Stanley Smilovitch, shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order, changing his surname to Smiley. To benefit as well his wife Nancy Pomerantz and his minor son Tracy Sean, all residing at 5720 Cavendish Boulevard, Côte St. Luc, Québec.

Montreal, August 10, 1971.

ABRAHAM SLAWNER,
41772-36-2-o *Attorney for the applicant.*

Liquidation — Loi de la

La Coopérative de Santé des Pompiers de Montréal The Montreal Firemen's Health Co-operative

(*Loi des syndicats coopératifs*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif « La Coopérative de Santé des Pompiers de Montréal — The Montreal Firemen's Health Co-operative », tenue à Montréal le 15 juin 1971, il a été résolu que les affaires de cette coopérative soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, ce en vertu de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. John P. Roche a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
41836-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Fair Acres Limited

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Fair Acres Limited » tenue à Montréal, le 26e jour de février 1971, une résolution a été passée déclarant la liquidation volontaire et la dissolution de ladite compagnie, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation des compagnies et mentionnant que M. Peter A. Lawrence a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
41837 1009-67

Winding—Up Act

La Coopérative de Santé des Pompiers de Montréal The Montreal Firemen's Health Co-operative

(*Cooperative Syndicates Act*)

Notice is given that, at a special general meeting of the members of the cooperative syndicate "La Coopérative de Santé des Pompiers de Montréal — The Montreal Firemen's Health Co-operative" held in Montreal on June 15, 1971, it has been resolved that the affairs of this cooperative be liquidated and that it be dissolved, and such pursuant to the Québec Cooperative Syndicates Act and to the Winding-Up Act, and that Mr. John P. Roche has been named liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
41836 41836

Fair Acres Limited

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the shareholders of "Fair Acres Limited", held at Montreal on the 26th day of February 1971, a resolution was passed, providing for the voluntary winding-up and dissolution of the said company, pursuant to the provisions of the Winding-Up Act, and that Mr. Peter A. Lawrence, was appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
41837-o 1009-67

La Viatorienne

(*Loi des syndicats coopératifs*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif « La Viatorienne », tenue à La Ferme, dans le district électoral d'Abitibi-est, le 1er août 1971, il a été résolu que les affaires de cette coopérative soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, ce en vertu des dispositions de la Loi des syndicats coopératifs et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Hubert Fréchette a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41838-o

L'Association Coopérative de Ferland

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « L'Association Coopérative de Ferland », tenue à Ferland, dans le district électoral de Dubuc, le 19 août 1971, il a été résolu que les affaires de cette association coopérative soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, ce en vertu de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Simon Girard a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41806-o

La Viatorienne

(*Cooperative Syndicates Act*)

Notice is given that at a special general meeting of the members of the cooperative syndicate "La Viatorienne", held at La Ferme, in the electoral district of Abitibi-East, on August 1, 1971, a resolution was passed that this cooperative be wound up and dissolved, pursuant to the provisions of the Cooperative Syndicates Act and the Winding-Up Act, and Mr. Hubert Fréchette was appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

41838

L'Association Coopérative de Ferland

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that at a special general meeting of the members of "L'Association Coopérative de Ferland", held in Ferland, in the electoral district of Dubuc, on August 19, 1971, it has been resolved that the affairs of this cooperative association be liquidated and that it be dissolved, and such pursuant to the Cooperative Associations Act and the Winding-Up Act and that Mr. Simon Girard has been appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

41806

Syndicats professionnels

Baldwin-Cartier Teachers Association

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 août 1971, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Baldwin-Cartier Teachers Association », avec siège social situé au numéro 71 Pardo, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41807-o 29-71

East End Teachers Association

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 août 1971, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « East End Teachers Association », avec siège social situé au numéro 5325 est, Jean-Talon, Suite 224, St-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41808-o 34-71

Professional Syndicates

Baldwin-Cartier Teachers Association

(*Professional Syndicates Act*)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on August 10, 1971, he authorized the incorporation of a professional syndicate, under the name of "Baldwin-Cartier Teachers Association", with its head office situated at number 71 Pardo, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

41807 29-71

East End Teachers Association

(*Professional Syndicates Act*)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on August 10, 1971, he authorized the formation of a professional syndicate, under the name of "East End Teachers Association" with head office situated at number 5325 Jean-Talon East, Suite 224, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

41808 34-71

Ministère des Richesses naturelles

Avis de révocation de droits miniers

Avis est donné aux propriétaires des droits miniers sur les terrains ci-après mentionnés qu'après un délai de 90 jours de la deuxième publication des présentes, le ministre des Richesses naturelles recommandera au lieutenant-gouverneur en conseil la révocation de ces droits miniers, conformément aux articles 206*b*, 207 et 208 de la Loi des mines (Lois du Québec 1965, 1ère session, chap. 34 et amendements) permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer les droits miniers compris dans les concessions de terre faites dans un canton avant le 24 juillet 1880, lorsqu'aucune exploitation ou exploration minière n'y a été faite par le propriétaire ou pour son compte durant les dix années qui précèdent la date de la première publication du présent avis, savoir:

A) *La totalité des droits miniers sur les lots suivants:*

Canton de Wickham (district électoral de Drummond):

Rang III: le lot 4, ptie 5, ½ S.E. lot 6, lots 9, 10, 11, 12, 13 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 147, 148, 143, 146, 141, 142, 131, 132, 130, 129, 128, 127.

B) *Le vingtième (1/20) des droits miniers sur les lots suivants:*

Canton de Wickham (district électoral de Drummond):

Rang IV: ½ S.E. lot 15 et lot 17 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre ½ S.E. lot 216, lots 218, 219, 220, 221.

Rang VIII: le lot 9, ½ S.E. lot 17, ½ S.E. lot 22, lot 23 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 405, 421, 423, ptie 424, 429, 430, 431, 433, 434, 435.

Canton de Simpson (district électoral de Drummond):

Rang VI: le lot 14 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 14*a*, 14*b*, 14*c* et 14*d*.

Le sous-ministre par intérim,
41809-36-2-o J.-E. GILBERT.

Avis de révocation de droits miniers

Avis est donné aux propriétaires des droits miniers sur les terrains ci-après mentionnés qu'après un délai de 90 jours de la deuxième publication des présentes, le ministre des Richesses naturelles recommandera au lieutenant-gouverneur en conseil la révocation de ces droits miniers, conformément aux articles 206 *b*), 207 et 208 de la Loi des mines (Lois du Québec 1965, 1ère session, chap. 34 et amendements) permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer les droits miniers compris dans les concessions de terre faites dans un canton avant le 24 juillet 1880, lorsqu'aucune exploitation ou exploration minière n'y a été faite par le propriétaire ou pour son compte durant les dix années qui précèdent la date de la première publication du présent avis, savoir:

Department of Natural Resources

Notice of revocation of mining rights

Pursuant to sections 206*b*, 207 and 208 of the Mining Act (1965, 1st session, ch. 34 and modifications), enabling to Lieutenant-Governor in Council to revoke the mining rights included in any concession of land made in any township before the 24th of July 1880, when no mining exploration or operation have been made by the owner or on his behalf during the ten years preceding the date of the first publication of the presents, notice is hereby given to the owners of the mining rights of the hereunder lands that 90 days after the last publication of this notice, the Minister of Natural Resources will recommend to the Lieutenant-Governor in Council the revocation of the mining rights on the following parcel of lands:

(A) *All the mining rights on the following lots:*

Wickham township (electoral district of Drummond):

Range III: lot 4, part of lot 5, S.E. ½ of lot 6, lots 9, 10, 11, 12, 13 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 147, 148, 143, 146, 141, 142, 131, 132, 130, 129, 128, 127.

(B) *One twentieth (1/20) of the mining rights on the following lots:*

Wickham township (electoral district of Drummond):

Range IV: S.E. ½ of lot 15 and lot 17 of the original land-survey corresponding to S.E. ½ of cadastral lot 216, lots 218, 219, 220, 221.

Range VIII: lot 9, S.E. ½ of lot 17, S.E. ½ of lot 22, lot 23 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 405, 421, 423, part of lot 424, 429, 430, 431, 433, 434, 435.

Simpson township (electoral district of Drummond):

Range VI: lot 14 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 14*a*, 14*b*, 14*c* and 14*d*.

J.-E. GILBERT,
41809-36-2-o *Acting Deputy Minister.*

Notice of revocation of mining rights

Pursuant to sections 206 (*b*), 207 and 208 of the mining Act (1965, 1st session, ch. 34, and modifications), enabling the Lieutenant-Governor in Council to revoke the mining rights included in any concession of land made in any township before the 24th of July 1880, when no mining exploration or operation have been made by the owner or on his behalf during the ten years preceding the date of the first publication of the presents, notice is hereby given to the owners of the mining rights of the hereunder lands that 90 days after the last publication of this notice, the Minister of Natural Resources will recommend to the Lieutenant-Governor in Council the revocation of the mining rights on the following parcel of lands:

Canton de Buckingham, district électoral de Papineau:

Le lot sept (7) de l'arpentage primitif ou le lot de cadastre 7-A et 7-B, et le lot huit (8) du rang sept(VII);

Canton de Leeds, district électoral de Mégantic:

La demie nord-ouest du lot onze (½ N.O. lot 11) de l'arpentage primitif, ou le lot de cadastre 11-A du rang onze (XI);

Canton de Lingwick, district électoral de Compton:

Les lots un, deux et trois (1, 2, 3) de l'arpentage primitif, ou les lots de cadastre 1, 2-A, 2-B, 3-A et 3-B du rang F;

Québec, le 18 août 1971.

Le sous-ministre par intérim,

41780-36-2-o J.-E. GILBERT.

Buckingham township, electoral district of Papineau:

The lots seven (7) of the original survey, corresponding to the lot of cadastre 7A, 7B and the lot eight (8) of range seven (VII);

Leeds township, electoral district of Mégantic;

The northwest half of the lot eleven (½ N.W. lot 11) of the original survey, corresponding to the lot of cadastre 11A of range eleven (XI);

Lingwick township, electoral district of Compton:

The lots one, two and three (1, 2, 3) of the original survey, corresponding to the lots of cadastre 1, 2A, 2B, 3A and 3B of range F.

Québec, August 20, 1971.

J.-E. GILBERT,

41780-36-2-o *Deputy Minister Pro Tem.*

Ventes pour taxes

Ville de Blainville

Avis public est par les présentes donné, que le Conseil municipal de la Ville de Blainville, par une résolution en date du 5 août 1971, a ordonné au soussigné, conformément à la Loi des cités et villes de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes municipales et scolaires, générales ou spéciales, avec intérêts, et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public au bureau du Conseil, à l'Hôtel de Ville de Blainville, 386 boulevard Labelle, Blainville, Qué., le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels lesdites taxes pour l'année 1971 et les années antérieures, intérêts et frais, auront été payés avant de procéder à la vente.

Les immeubles ci-après décrits seront vendus, sujets au droit de retrait d'un an.

Ils font tous partie du plan cadastral et du livre de renvoi de la paroisse de Ste-Thérèse-de-Blainville, division d'enregistrement de Terrebonne.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances s'il y a lieu, sujet à tous les droits acquis de la Ville de Blainville et à toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable en monnaie légale ou en chèque visé.

Sales for taxes

Town of Blainville

Public notice is hereby given, that the Town Council of Blainville, by resolution dated the 5th day of August 1971, has ordered the undersigned, pursuant to the Cities and Town Act, to sell immovable properties hereinafter described for non-payment of municipal and school taxes, general or special, with interest and costs, and that consequently the said immovable properties shall be sold by public auction in the Council Office of the Town of Blainville, 386 Labelle Boulevard, Blainville, Qué., on the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovable properties on which the said taxes, for the year 1971 and previous years, interest and costs, have been paid prior to the sale.

The immovable properties hereafter described will be sold, subject to the one year right of redemption. They are all on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Thérèse of Blainville, Terrebonne registered division.

They shall be sold with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, if any, subject to all the acquired rights of the Town of Blainville and any servitudes both active and passive, apparent or unapparent, which may affect them.

The purchase price of said immovables shall be payable immediately in legal currency or by certified cheque.

Numéro de lot Number of lot	Nom du propriétaire Owner's name	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
529–287	Ayotte & Frères Ltée, 771 boulevard Labelle Boulevard, Blainville.....	$ 508.44	$ 118.87	$ 627.31
529–288	Ayotte & Frères Ltée, 771 boulevard Labelle Boulevard, Blainville.....	508.42	118.86	627.28
P-545	Lemieux, Mme-Mrs. Claudette, 1122 boulevard Labelle Boulevard, Blainville.	863.52	1,188.72	2,052.24

Un emplacement situé sur la 36e Avenue, municipalité de Ste-Thérèse connu et désigné comme étant une partie du lot

An emplacement situated on 36th Avenue, municipality of St. Thérèse, known and designated as part of lot #545 on the

#545 aux plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant ledit emplacement 62.6 pieds de largeur par 71.3 pieds de profondeur mesures anglaises et plus ou moins; et borné comme suit, en avant vers le sud, par le prolongement de la 36e Avenue, en arrière vers le nord par d'autres parties du lot 545 appartenant à messieurs Rosaire et Yvon Cousineau, d'un côté vers l'ouest par une partie du lot #545 appartenant à M. Luc Vallière et d'un autre coté vers l'est par une autre partie du lot 545 appartenant à M. Dicaire.

official plan and book of reference for the parish of St. Thérèse de Blainville, the said emplacement measuring 62.6 feet in width by 71.3 feet in depth, English measure and more or less; and bounded as follows: in front towards the south, by the prolongation on the 36th Avenue, in the rear towards the north by other parts of lot 545 belonging to MM. Rosaire and Yvon Cousineau, on one side towards the west by one part of lot #545 belonging to Luc Vallière, and on another side towards the east by another part of lot 545 belonging to Mr. Dicaire.

Numéro de lot / Number of lot	Nom du propriétaire / Owner's name	Taxes munic. / Munic. taxes	Taxes scol. / School taxes	Total
P-545	Ménard, succ.-est. Roméo, 81 Bruchési, Blainville	$591.77	$234.53	$826.30

Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot 545 du cadastre de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville mesurant 142 pieds de largeur sur une profondeur de 60 pieds contenant en superficie 8,520 pieds carrés et borné comme suit: en front vers le nord-ouest par la 37e Avenue Ouest, en arrière vers le sud-est d'un côté vers le nord-est et de l'autre côté vers le sud-ouest par d'autres parties du lot 545.

An emplacement known and designated as one part of lot 545 on the cadastre for the parish of St. Thérèse de Blainville, measuring 142 feet in width by a depth of 60 feet, containing 8,520 square feet and bounded as follows: in front towards the northwest by the 37th Avenue West, in the rear, towards the southeast, on one side towards the northeast, and on the other side towards the southwest, by other parts of lot 545.

P-545	Turcot, Albert, 29, 2e-nd Avenue, St-Janvier	588.21	73.80	662.01

Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot 545 du cadastre de Ste-Thérèse de Blainville mesurant 75 pieds de largeur sur une profondeur de 60 pieds contenant en superficie 4,500 pieds carrés et borné comme suit: en front vers le nord-ouest par la 37e Avenue Ouest, en arrière vers le sud-est d'un côté vers le nord-est et de l'autre côté vers le sud-ouest par d'autres parties du lot 545.

An emplacement known and designated as one part of lot 545 on the cadastre for St. Thérèse de Blainville measuring 75 feet wide by 60 feet deep, containing 4,500 square feet and bounded as follows: in front towards the northwest by the 37th Avenue West, in the rear towards the southeast, on one side towards the northeast, and on the other side towards the southwest, by other parts of lot 545.

P-545	Séguin, Donat, 132 St-Michel, St-Janvier	381.76	8.80	390.56

Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot 545 du cadastre de la paroisse de Ste-Thérèse, mesurant soixante-quinze pieds de largeur sur une profondeur de soixante pieds, contenant en superficie quatre mille cinq cents pieds carrés et est borné comme suit: en front vers le sud-est par une autre partie du lot 545 (37e Avenue Ouest), en arrière vers le nord-ouest par une autre partie du lot 545 appartenant à Gaston Vézina, d'un côté vers le nord-est par une autre partie du lot 545 appartenant à Gérard Cormier et de l'autre côté vers le sud-ouest par une autre partie du lot 545 appartenant à Roland Gravel. Cet emplacement est connu comme étant le lot 545-22 sur un plan préparé par M. L'Heureux en date du 12 mai 1952.

An emplacement known and designated as one part of lot 545 on the cadastre for the parish of St. Thérèse, measuring seventy-five feet wide by sixty feet deep, containing four thousand five hundred square feet and bounded as follows: in front towards the southeast by another part of lot 545 (37th Avenue West), in the rear towards the northwest by another part of lot 545 belonging to Gaston Vézina, on one side towards the northeast by another part of lot 545 belonging to Gérard Cormier, and on the other side towards the southwest by another part of lot 545 belonging to Roland Gravel. This emplacement is known as lot 545-22 on a plan prepared by Mr. L'Heureux dated May 12, 1952.

529–317	Clane, Angèle H., 4951 Coronet #12, Montréal	44.99		44.99
529–344	Mickapoylos, Evangelos, 8530 Champagneur #21, Montréal	38.36		38.36
529–345	Mickapoylos, Evangelos, 8530 Champagneur, #21, Montréal	42.62		42.62
529–346	Mickapoylos, Evangelos, 8530 Champagneur, #21, Montréal	63.47		63.47
P-545	Prefered Holding Ltd & *als*, 3498 Wilson, Montréal, a/s-c/o M. J. Kaufman	346.99	70.54	417.53

Un terrain vague ou emplacement situé dans la municipalité de la paroisse de Ste-Thérèse sur la 46e Avenue Ouest, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire No 545 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville à prendre à partir de cent vingt-trois (123′) du boulevard Labelle, du côté sud de la 46e Avenue Ouest; mesurant ledit emplacement 177′ de largeur plus ou moins par 67′ de profondeur dans la ligne est et 74′ de profondeur dans la ligne ouest plus ou moins borné comme suit: en front vers le nord par une rue projetée étant la 46e Avenue Ouest; en arrière vers le sud par une partie du lot 545 appartenant à Gérard Gagnon; d'un côté vers l'est par l'emplacement de Lionel Handy, sur partie du 545, et de l'autre côté vers l'ouest par l'emplacement de M. O. Lemieux ou représentants sur partie 545.

A vacant lot or emplacement situated in the municipality of the parish of Ste. Thérèse, on 46th Avenue West, known and designated as one part of original lot No. 545 on official plan and book of reference for the parish of St. Thérèse de Blainville, starting at one hundred and twenty-three feet (123′) from Labelle Boulevard, on the south side of the 46th Avenue West; the said emplacement measuring 177′ wide, more or less, by 67′ deep on the east line, and 74′ deep on the west line, more or less, bounded as follows: in front towards the north by a projected street, being 46th Avenue West; in the rear, towards the south, by another part of lot 545 belonging to Gérard Gagnon; one one side towards the east by the emplacement of Lionel Handy, on part of 545, and on the other side, on the west, by the emplacement of Mr. O. Lemieux or representatives on part of 545.

739–193	Gonshor, Israël, 194 Querbes, Outremont, Montréal	11.20		11.20
776–1	Leduc, Yvonne, 5, 89e-th Avenue Est-East, Blainville	1,105.75	237.00	1,342.75
776–105	Kemp, Arthur, 400 boulevard Labelle Boulevard, Blainville	578.93		578.93
742–100	Hegyi, Steve, 535, Ontario Ouest-West, Montréal	27.90		27.90

Numéro de lot / Number of lot	Nom du propriétaire / Owner's name	Taxes munic. / Munic. taxes	Taxes scol. / School taxes	Total
739–298	Veinish Louis, 134 Côte Ste-Catherine, Montréal	$ 20.39		$ 20.39
P-739	Morris, Larry L., 331 Geneva Crescent, Montréal	197.00		197.00

Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot 739 du cadastre de Ste-Thérèse de Blainville mesurant 100 pieds de largeur au sud une profondeur de 79 pieds contenant en superficie 7,900 pieds carrés et borné comme suit: en front vers le nord-est par la route Nationale ou boulevard Labelle, en arrière vers le sud-ouest d'un côté nord-ouest et de l'autre côté vers le sud-est par d'autres parties du lot 739.

An emplacement known and designated as one part of lot 739 on the cadastre for St. Thérèse de Blainville measuring 100 feet wide on the south, by 79 feet deep, containing 7,900 square feet and bounded as follows: in front towards the northeast by the National Highway or Labelle Boulevard, in the rear towards the southwest, on one side northwest, and on the other side towards the southeast, by other parts of lot 739.

P-244	Vero Dev. Corp., 134 Côte Ste-Catherine, Outremont	274.68	$15.52	290.20

Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot 244 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant 50 pieds de largeur par 40 pieds de profondeur et borné comme suit; vers le sud-est par une partie du lot 244, vers le sud-est par la ligne des hautes eaux de la Rivière aux Chiens vers le sud-ouest par une autre partie du lot 244 et vers le nord-ouest par le Chemin Bas Ste-Thérèse.

An emplacement known and designated as one part of lot 244 on official plan and book of reference for the parish of St. Thérèse de Blainville, measuring 50 feet wide by 40 feet deep, and bounded as follows: towards the southeast by part of lot 244, towards the southeast by the High Water mark of Aux Chiens River, towards the southwest by another part of lot 244, and towards the northwest by Bas-Ste. Thérèse Road.

742–187	Faigenbaum, Harry, 1309 Bernard Ouest-West, #1, Montréal 154	15.51		15.51
742–188	Faigenbaum, Harry, 1309 Bernard Ouest-West, #1, Montréal 154	15.50		15.50
742–271	Faigenbaum, Harry, 1309 Bernard Ouest-West, #1, Montréal 154	19.30		19.30
742–272	Faigenbaum, Harry, 1309 Bernard Ouest-West, #1, Montréal 154	19.78		99.78
742–221	Weidenbacker, Karl, 7122 St-Hubert, Montréal	15.54		15.54
P-824	Veinish, Louis, 1225 Ste-Catherine Est-East, Montréal	17.60		17.60

Un terrain à bois, situé au Domaine, paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi de ladite paroisse sous le No 824, contenant 2 arpents ½ de largeur sur 10 arpents de profondeur plus ou moins, tenant à l'est à la ligne « Seigneurie de Terrebonne » à l'ouest un inconnu, ou nord Pierre Huot et au sud J. B. Hamel.

A wooded lot situated within the parish of St. Thérèse de Blainville, known and designated on the plan and book of reference for the said parish under number 824, containing 2½ arpents wide by 10 arpents deep, more or less; bounded on the east by the line of "Seigneurie de Terrebonne", on the west, by an unknown resident, on the north by Pierre Huot, and on the south by J. B. Hamel.

P-824	Veinish, Louis, 1225 Ste-Catherine Est-East, Montréal	17.60		17.60

Un terrain à bois étant partie du lot connu sous le numéro 824 des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse, contenant deux arpents et demi de largeur sur cinq arpents de longueur, tenant à un bout à Jean Bte Lapointe, d'un côté Eustache Sarrazin et de l'autre côté un nommé Hamel, sans bâtisses.

A wooded lot forming part of a lot known and designated under number 824 on official plan and book of reference for the parish of St. Thérèse, containing two and a half arpents wide by five arpents long; bounded at one end by Jean Bte. Lapointe, one one side by Eustache Sarrazin and on the other side by a certain Hamel, without buildings.

742–267	Kavacs, Laslo, 7204 St-Denis, Montréal	27.33	11.39	38.72
P-533	Kemp, succ.-est. Walter, a/s-c/o Paul Hébert, 255 St-Jacques Ouest-West, Montréal	2,091.32		2,091.32

Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot 533 du cadastre de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville mesurant 144 pieds de largeur dans une ligne sud-ouest, 100 pieds dans une ligne nord-ouest, 145 pieds dans une autre ligne sud-ouest, 502 pieds dans une autre ligne nord-ouest, 13 pieds dans une ligne nord-est, 393 pieds dans une ligne sud-est, 52 pieds dans une autre ligne nord-est, 102 pieds une autre ligne sud-est, 158 pieds dans une autre ligne sud-est, contenant en superficie 89,556 pieds carrés et borné comme suit: vers le sud-ouest par la route Nationale No 11 ou boulevard Labelle et par une autre partie du lot 533 appartenant à la succession Georges Kemp, vers le nord-ouest par une autre partie du lot 533 appartenant à Lacroix et Verrault, vers le nord-est par une partie du lot 528, vers le sud-est par d'autres parties de lot 533 appartenant à Jacqueline Taillefer, Lucie Kemp et Roger Boisvert.

An emplacement known and designated as part of lot 533 on the cadastre for the parish of St. Thérèse de Blainville, measuring 144 feet wide in a southwest line, 100 feet in a northwest line, 145 feet in another southwest line, 502 feet in another northwest line, 13 feet in a northeast line, 393 feet in a southeast line, 52 feet in another northeast line, 102 feet in another southeast line, 158 feet in another southeast line, containing 89,556 square feet, and bounded as follows: towards the southeast by National Highway No. 11, or Labelle Boulevard, and by another part of lot 533 belonging to Georges Kemp Estate; towards the northwest by another part of lot 533 belonging to Lacroix and Verrault, towards the northeast by part of lot 528, towards the southeast by other parts of lot 533 belonging to Jacqueline Taillefer, Lucie Kemp and Roger Boisvert.

530–56	Konig Inv. Corp. & *als*, a/s-c/o Midtown Off. Stationners, 4436 boulevard St-Laurent Boulevard, Montréal	589.94	43.95	633.89
530–59	Konig Inv. Corp. & *als*, a/s-c/o Midtown Off. Stationners, 4436 boulevard St-Laurent Boulevard, Montréal	275.12	1.65	276.77
530–58	Konig Inv. Corp. & *als*, a/s-c/o Midtown Off. Stationners, 4436 boulevard St-Laurent Boulevard, Montréal	275.15	1.65	276.80
530–57	Konig Inv. Corp. & *als*, a/s-c/o Midtown Off. Stationners, 4436 boulevard St-Laurent Boulevard, Montréal	276.09	1.70	277.79

Numéro de lot / Number of lot	Nom du propriétaire / Owner's name	Taxes munic. / Munic. taxes	Taxes scol. / School taxes	Total
P-792	Konig Inv. Corp. & *als*, a/s-c/o Midtown Off. Stationners, 4436 boulevard St-Laurent Boulevard, Montréal	$2,059.52	$977.19	$3,036.71

Un certain emplacement situé dans la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville connu et désigné comme étant une partie du lot 792, mesurant 196 pieds de largeur par 1,886.10 pieds de profondeur dans une ligne nord-ouest et 1,869.10 pieds dans sa ligne sud-est et borné comme suit; d'un côté à l'ouest et au sud-est par une autre partie du lot 792 réservé par Léo Bourgeois, de l'autre côté vers l'est et le nord-est par une partie du lot 950 (C.P.R.) d'un autre côté à l'est et au sud-est par une partie du lot 793 appartenant à M. Hamel de l'autre côté à l'est et nord-ouest par une autre partie du lot originaire 792 appartenant à Aurore Bourgeois.

A certain emplacement situated in the parish of St. Thérèse de Blainville known and designated as a part of lot 792, measuring 196 feet wide by 1,886.10 feet deep in a northwest line and 1,869.10 feet in its southeast line and bounded as follows; on one side, on the west and on the southeast, by another part of lot 792 reserved by Léo Bourgeois, on the other side towards the east and the northeast, by one part of lot 950 (C.P.R.), on another side on the east and southeast by part of lot 793 belonging to Mr. Hamel, on the other side, on the east and the northwest, by another part of original lot 792 belonging to Aurore Bourgeois.

P-77, P-778	Cohen, Jerry Morris & *als*, 8 Fraser Wood, Toronto 19, Ontario	2,564.31		2,564.31

Terrain connu et désigné comme étant les lots 777-778 de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville à distraire desdits lots une partie du lot 777 réservé par Albert Turcot.

A plot of land known and designated as lots 777-778 of the parish of St. Thérèse de Blainville, to withdraw from said lots a part of lot 777 reserved by Albert Turcot.

P-543	Benmar Dev. Corp. Ltd., 4141 Sherbrooke Ouest-West, suite 250, Montréal	3,027.99	176.04	3,204.03

Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot 543 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant 90 pieds de largeur uniforme de ses lignes nord-est et sud-ouest et 946 pieds de profondeur dans ses lignes nord-ouest et sud-est contenant en superficie 85,009.62 pieds carrés et borné comme suit: en front vers le nord-est par la Route No 11 en arrière vers le sud-ouest par le lot 546, vers le nord-ouest par le lot 544, vers le sud-est par le résidu du lot 543 appartenant à Lucien Paquette. Moins et à distraire les parties subdivisées.

An emplacement known and designated as a part of lot 543 on the official cadastre for the parish of St. Thérèse de Blainville, measuring 90 feet in width, uniform in its northeast and southwest lines, and 946 feet in depth in its northwest, southeast lines; containing 85,009.62 square feet and bounded as follows: in front towards the northeast by Highway No. 11, in the rear towards the southwest by lot 546, towards the northwest by lot 544, towards the southeast by the remainder of lot 543 belonging to Lucien Paquette. Less and to withdraw the subdivided parts.

P-728	Ayotte & Frères Inc., 771 boulevard Labelle Boulevard, Blainville	2,154.25	1,659.66	3,813.91

Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot 728 du cadastre de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant 100 pieds de largeur sur une profondeur de 450 pieds contenant en superficie 45,000 pieds carrés et borné comme suit; vers le nord-est par la Route 11, vers le sud-est par une partie du lot 728, vers le sud-ouest par une autre partie du lot 728, vers le nord-ouest par une ligne située à 623.2 pieds de la ligne de division des lots P-728 et 729. Sujet à un droit de passage de 25 pieds de largeur du côté sud-est par la profondeur dudit lot, moins à distraire les parties subdivisées.

An emplacement known and designated as part of lot 728 on the cadastre for St. Thérèse de Blainville, measuring 100 feet wide by 450 feet deep; containing 45,000 square feet and bounded as follows: towards the northeast by Highway No. 11, towards the southeast by one part of lot 728, towards the southwest by another part of lot 728, on the northwest by a line placed at 623.2 feet from the division line of lots P. 728 and 729. Subject to a 25 feet wide right of way on the southeast side by the depth of the said lot, less and to withdraw the subdivided parts.

732 & 733	Herco Inv. Inc., a/s-c/o Israël M. Hirlich Cie d'Ass., Crowly, ch.-room 300, 1420 Sherbrooke Ouest-West, Montréal 109	678.68	23.77	702.45
P-734	Herco Inv. Inc., a/s-c/o Israël M. Hirlich Cie d'Ass., Crowly, ch.-room 300, 1420 Sherbrooke Ouest-West, Montréal 109	1,339.39	1,558.67	2,898.06

Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot 734 du cadastre de Ste-Thérèse de Blainville mesurant 289.1 pieds de largeur dans sa ligne sud-ouest et 291 pieds de largeur dans sa ligne nord-est par 2,991 pieds de profondeur dans sa ligne sud-est et 2,943 pieds de profondeur dans sa ligne nord-ouest contenant en superficie 866,141 pieds carrés et borné comme suit; vers le sud-ouest par la route Nationale No 11 ou boulevard Labelle vers le nord-ouest par une partie du lot 731 et par des parties subdivisées de ce lot, vers le nord-est par des parties subdivisées du lot 733, vers le sud-est par une partie du lot 735 et par des parties subdivisées de ce même lot.

An emplacement known and designated as one part of lot 734 on the cadastre for St. Thérès de Blainville measuring 289.1 feet wide in its southwest line, and 291 feet wide in its northeast line, by 2,991 feet deep in its southeast line, and 2,943 feet deep in its northwest line; containing 866,141 square feet and bounded as follows: towards the southwest by the Highway No. 11, or Labelle Boulevard, towards the northwest by part of lot 731 and by the subdivided parts of this lot, towards the northeast by the subdivided parts of lot 733, towards the southeast by one part of lot 735 and by subdivided parts of same lot.

P-737	Cardinal, Gabriel, a/s-c/o Roméo Leroux, 10984 Gariépy, Montréal Nord-North	674.20	92.36	766.56

Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot 737 du cadastre de Ste-Thérèse de Blainville mesurant 42 pieds de largeur par 108 pieds de profondeur plus ou moins contenant une superficie de 4,536 pieds carrés et borné comme suit; en front vers l'est par la route No 11, en arrière vers l'ouest par le résidu du lot 737 appartenant à Dame Armand Lebrun, d'un côté vers le nord par une partie du lot 737 appartenant à Albert Mayrand et de l'autre côté vers le sud par une rue partie du 737.

An emplacement known and designated as a part of lot 737 on the cadastre for St. Thérèse de Blainville, measuring 42 feet wide by 108 feet deep, more or less; containing 4,536 square feet and bounded as follows: in front towards the east by Highway No. 11, in the rear towards the west by the remainder of lot 737 belonging to Dame Lebrun, on one side, towards the north, by part of lot 737 belonging to Albert Mayrand, and on the other side, towards the south, by a street, part of 737.

Numéro de lot / Number of lot	Nom du propriétaire / Owner's name	Taxes munic. / Municipal taxes	Taxes scol. / School taxes	Total
392–13	Fishbach Jos., 116 Paul-Albert	$ 17.31		$ 17.31
391–4 P-770	Paré, Jean, (boul. Notre-Dame Blvd), 1229 boulevard Labelle Boulevard	630.96	$51.80	358.76

Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot 770 du cadastre de Ste-Thérèse de Blainville mesurant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 90 pieds contenant en superficie 4,500 pieds carrés et borné comme suit; en front vers le sud-est par le chemin Notre-Dame, en arrière vers le nord-ouest, d'un côté vers le nord-est et d'autres parties du lot 770.

An emplacement known and designated as one part of lot 770 on the cadastre for St. Thérèse de Blainville, measuring 50 feet wide by 90 feet deep, containing 4,500 square feet and bounded as follows: in front towards the southeast by Notre-Dame Road, in the rear towards the northwest, on one side towards the northeast, and by other parts of lot 770.

P-343	Fainer, Philipp & *als*, 638 avenue McEachrave Avenue, Montréal	166.21		166.21

Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot 343 des plans et livre de renvoi de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant 200.2 pieds dans ses lignes nord-ouest et sud-est et 1,152 pieds dans ses lignes nord-est et sud-ouest contenant en superficie 165,603 pieds carrés et borné comme suit; vers le sud-est par la montée Oudart, vers le sud-ouest par le lot 344, vers le nord-ouest et vers le nord-est par d'autres parties du lot 343.

An emplacement known and designated as one part of lot 343 on plan and book of reference for the parish of St. Thérèse de Blainville, measuring 200.2 feet in its northwest and southeast lines and 1,152 feet in its northeast and southwest lines; containing 165,603 square feet and bounded as follows: towards the southeast by Montée Oudart, towards the southwest by lot 344, towards the northwest and the northeast by other parts of lot 343.

219–231	Berthou, Odette, 5805 Lauzon, Montréal Nord-North	334.99	100.87	435.86
P-374	European Western Trading Co. Etab., a/s-c/o Fidi Co Estab. Algemene Bank Nederland, In Der Schweiz Ag. 8022 Zurich Switzerland	1,361.76		1,361.76

Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot 374 cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant 4,012 pieds dans sa ligne nord-est, 3,910 pieds dans sa ligne sud-ouest, sur une profondeur de 287.8 pieds, contenant une superficie de 1,060,359.7 pieds carrés et borné comme suit; vers le nord-est par une partie du lot 375 propriété de Rosaire et Yvon Cousineau et Omer Côté, vers le sud-est par une partie du lot 373, propriété de Norbert Cousineau, vers le nord-ouest par une partie du lot 502.

Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot 374 cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville mesurant 1,875 pieds dans sa ligne nord-est, 424 pieds dans sa ligne sud-est, 1,710′ dans sa ligne sud-ouest et 383.6′ dans sa ligne nord-ouest contenant en superficie 687,603 pieds carrés.

An emplacement known and designated as one part of lot 374 on the official cadastre for the parish of St. Thérèse de Blainville, measuring 4,012 feet in its northeast line, 3,910 feet in its southwest line by 287.8 feet deep, containing 1,060,359.7 square feet, and bounded as follows: towards the northeast by one part of lot 375, property of Rosaire and Yvon Cousineau and Omer Côté, towards the southeast by one part of lot 373, property of Norbert Cousineau, towards the northwest by part of lot 502.

An emplacement known and designated as one part of lot 374, on the official cadastre for the parish of St. Thérèse de Blainville, measuring 1,875 feet in its northeast line, 424 feet in its southeast line, 1,710′ in its southwest line and 383.6′ in its northwest line, containing 687,603 square feet.

P-376	McLintock Graene T., a/s-c/o P.B. Ltd. Britanic House, Finsbury Circus, London EC-2, England	218.03	218.03

Une certaine partie de lot de figure rectangulaire connu et désigné comme étant le lot 376 du cadastre de Ste-Thérèse de Blainville borné comme suit; vers le nord-ouest par le lot 377, vers le sud-est par le lot 375 propriété de S. A. Silvera, vers le sud-ouest par une partie du lot 374 propriété d'Omer Côté et par une partie du lot 374 propriété de Rosaire et Yvon Cousineau, vers le nord-ouest par le lot 501; mesurant 2,302 pieds de longueur par une largeur de 191.8′ contenant en superficie 441,523 pieds carrés.

A certain part of a lot of rectangular configuration known and designated as lot 376 on the cadastre for the town of St. Thérèse de Blainville, bounded as follows: towards the northwest by lot 377, towards the southeast by lot 375, property of S. A. Silvera, towards the southwest by one part of lot 374, property of Omer Côté and by one part of lot 374, property of Rosaire et Yvon Cousineau, towards the northwest by lot 501; measuring 2,302 feet long by 191.8 feet wide and containing 441,523 square feet.

P-381	Post Alfred W., a/s-c/o Roland Robillard, 524 Jean-Talon Ouest-West, #8, Montréal	89.05	89.05

Un emplacement connu et désigné comme étant le lot 381 du cadastre de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville mesurant 5 perches de longueur par 15 arpents de profondeur contenant en superficie 7 arpents et 50 perches et est borné comme suit; vers le nord-ouest par une partie des lots 489 et 490, vers le nord-est par le lot 382, vers le sud-est par une partie du 379, vers le sud-ouest par le lot 380.

An emplacement known and designated as lot 381 on the cadastre for the parish of St. Thérèse de Blainville measuring 5 perches long by 15 arpents deep, containing 7 arpents and 50 perches, and bounded as follows: towards the northwest by a part of lots 489 and 490, towards the northeast by lot 382, towards the southeast by a part of 379, towards the southwest by lot 380.

P-385	Post Alfred W., a/s-c/o Roland Robillard, 524 Jean-Talon Ouest-West, #8, Montréal	117.74	117.74

Un emplacement connu et désigné comme étant le lot 385 du cadastre de Ste-Thérèse de Blainville mesurant 5 perches de largeur par une profondeur de 20 arpents, contenant en superficie 10 arpents et est borné comme suit; vers le nord-ouest par une partie des lots 487 et 488, vers le nord-est par le lot 386, vers le sud-est par une partie des lots 332 et 333, vers le sud-ouest par le lot 384.

An emplacement known and designated as lot 385 on the cadastre for St. Thérèse de Blainville, measuring 5 perches wide by 20 arpents deep, containing 10 arpents, and bounded as follows: towards the northwest by a part of lots 487 and 488, towards the northeast by lot 386, towards the southeast by a part of lots 332 and 333, towards the southwest by lot 384.

Numéro de lot / Number of lot	Nom du propriétaire / Owner's name	Taxes munic. / Munic. taxes	Taxes scol. / School taxes	Total
739-289	Morris, Larry L., 8215 Atherton, Montréal	$ 14.63		$ 14.63
739-293	Podlisnoy, Yvan, a/s-c/o Louis Veinish, 7122 St-Hubert, Montréal	11.08		11.08
531-101	Ayotte & Frères, 771 boulevard Labelle	723.67	$136.28	859.95
	Adjugé à la paroisse de Ste-Thérèse ou ville de Blainville Charged to the parish of St. Thérèse or town of Blainville			
794-37	Thouin, Gaston	149.71		149.71
794-37	Thouin, Gaston	149.71	82.00	231.71
794-38	Thouin, Gaston	149.73	82.00	231.73
794-39	Thouin, Gaston	149.71	82.00	231.71
749-40	Thouin, Gaston	149.73	82.01	231.74
749-46	Thouin, Gaston	149.73	82.01	231.74
749-49	Thouin, Gaston	149.71	82.01	231.72
749-52	Thouin, Gaston	149.71	82.00	231.71
749-55	Thouin, Gaston	149.71	82.00	231.71
739-222	Klein, John	31.06		31.06
776-47	Entreprise Sécurité Inc.	121.11	43.99	165.10
776-48	Entreprise Sécurité Inc.	121.14	43.99	165.13
739-266	Karagiannis, Georges	32.39		32.39
739-164	Morris, Harry J.	29.48		29.48
742-101	Hegy, Steve	39.39		39.39
P-738	Morris, Harry J.	51.89		51.89

Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot 738 du cadastre de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville mesurant 50′ dans sa ligne nord-ouest, 90′ dans sa ligne sud-est, 96′ dans sa ligne nord-est, 104′ dans sa ligne sud-ouest contenant six mille sept cents pieds carrés et est borné comme suit; vers le nord-ouest par une partie du lot 739 vers le sud-ouest par une autre partie du lot 738, vers le sud-est par une partie du lot 737 vers le nord-est par le lot 738-75.

An emplacement known and designated as a part of lot 738 on the cadastre for the parish of St. Thérèse de B.ainville, measuring 50′ in its northwest line, 90′ in its southeast line, 96′ in its northeast line, 104′ in its southwest line; containing six thousand seven hundred square feet, and bounded as follows: towards the northwest by a part of lot 739, towards the southwest by another part of lot 738, towards the southeast by a part of lot 737, and towards the northeast by lot 738-75.

742-186	Bock, Georges John	48.53		48.53
738-2	Morris, Harry J.	39.35		39.35
739-28	Morris, Harry J.	24.04		24.04
742-270	Bock, Georges John	48.04		48.04
534-1-2	Smith, Carl	1,077.58		1,077.58
739-238	Gisèle, N. H.	44.16	0.55	44.71

Donné à Ville de Blainville, ce 13e jour d'août 1971.

Le greffier adjoint,
FERNAND LEBLANC.

41741-3-5-2-o

Given in the Town of Blainville, this 13th day of August, 1971.

FERNAND LEBLANC,
Assistant Clerk.

41741-3-5-2

Ville de Cadillac

(Abitibi-Est)

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Cadillac, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, à l'Hôtel de ville de Cadillac, situé au numéro 2 de la rue Dumont, LUNDI le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à DEUX heures de l'après-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, des rentes annuelles des baux emphytéotiques, balances dues sur l'achat des terrains, avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, rentes, balances, intérêts, dépenses ne soient payés avant la vente:

Town of Cadillac

(Abitibi-East)

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the town of Cadillac, that the properties below designated shall be sold by public auction, at the Cadillac Town Hall, situated at number 2, Dumont Street, on Monday, the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER 1971, at TWO o'clock in the afternoon to satisfy the payment of municipal and school taxes, the annual rent of long leases, balances due on purchase of lots, interest, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless said taxes, annual rent, interest and costs be paid before the sale:

Noms Names	No du bl.-lot No. of bl.-lot	Taxes mun. et int. Mun. taxes and int.	Taxes scol. et int. School taxes and int.	Rente annuelle Annual rent.	Total
Juteau, Pierre	46- 31	$ 56.11	$ 35.41	$ 28.00	$119.52
Usaty, Anna	46- 40	54.26	47.48	31.00	132.74
Vihonen, Alma	46- 41	62.32	23.29	2.00	87.61
Lévesque, Lucien	46- 43	126.47	77.21	33.00	236.68
Roy, Aristide	46- 58	61.78	63.78	26.00	151.56
Little Long Lake M. Ltd	46- 71	222.71	92.48	3.00	318.19
Legrand, Yves	46-152	26.07	8.80	9.00	43.87
Lagrenade, Mme-Mrs. Joseph	46-156	25.12	36.89	2.00	64.01
Vihonen, Alma Mme-Mrs.	46-159	23.84	8.77	7.00	39.61
Giasson, Paul-Émile	46-241	84.61	52.56	14.00	151.17
Giasson, Paul-Émile	46-246	78.31	56.29	14.00	148.60
Lagrenade, Mme-Mrs. Joseph	46-271	25.11	35.46	4.00	64.57
Zarceney, Mme-Mrs. John	46-273	50.02	22.89	7.00	79.91
Gélinas, Paul	46-293	114.86	71.34	9.00	195.20
Lavigne, Robert	46-358	44.66	37.44	9.00	91.10
Wakera, Andrew	46-378	21.20	20.58	30.00	71.78
Corich, Nick	46-445	78.21	65.42		143.63
Corich, Nick	46-444	199.81	282.60		482.41
Succ.-est. Henri Roberge	46-451	13.38		4.00	17.38
Little Long Lake M. Ltd	46-462	58.70	10.25	4.00	72.95
Audet, Patrick	46-546	18.43	31.38	2.00	51.61
Succ.-est. Olivier St-Amand (1)	46-281	121.55	95.70		217.25

(1) Bâtisse seulement, terrain appartenant au Ministère des Richesses Naturelles.
(1) Building only, land belonging to the Department of Natural Resources.

Donné à Cadillac, Abitibi-Est, province de Québec, ce 24e jour d'août 1971.

Le secrétaire-trésorier,
CLAUDE BÉLANGER.

41773-36-2-o

Given at Cadillac, Abitibi-East, Province of Québec, this 24th day of August 1971.

CLAUDE BÉLANGER,
Secretary-Treasurer.

41773-36-2-o

Village de Senneville

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier du village de Senneville, que la propriété ci-après décrite sera vendue à l'enchère publique, au lieu ordinaire des séances du Conseil municipal du village de Senneville, 35 Chemin Senneville, MERCREDI, le SIXIÈME jour d'OCTOBRE, 1971 à DIX heures de l'avant-midi, pour payer les taxes municipales et scolaires avec les intérêts et les frais, plus les frais encourus subséquemment à moins que lesdites taxes, les intérêts et les frais ne soient payés avant la vente.

Vente de propriété pour taxes 1971

Plourde, Mde Ann Willmott, 218, Chemin Senneville. — Cadastre: 350, 352, 13 P-9, 13-10, 13 P-11. Taxes municipales: $657.22; taxes scolaires: $3,933.60; intérêts: $530.76. Total: $5,121.58.

L'énumération abrégée des numéros cadastraux de l'immeuble en question a été autorisée par la Commission municipale de Québec en date du 26 août 1971, conformément aux dispositions de l'article 550 de la Loi des cités et villes.

Donné sous mon seing à Senneville, ce 30e jour d'août 1971.

Le secrétaire-trésorier,
J.-SARTO BLAIS.

41859-36-2-o

Village of Senneville

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the village of Senneville that the property hereafter described will be sold by public auction at the ordinary place of meetings of the Municipal Council of the village of Senneville, 35 Senneville Road, WEDNESDAY, the SIXTH day of OCTOBER, 1971 at TEN o'clock in the morning, for the payment of municipal and school taxes with the interests and cots, plus costs subsequently incurred unless said taxes, plus interests and costs, are paid before the sale.

Sale of land for 1971 taxes

Plourde, Mrs. Ann Willmott, 218 Senneville Road.— Cadastre: 350, 352, 13 P-9, 13-10, 13 P-11. Municipal taxes: $657.22; school taxes: $3,933.60; interests: $530.76. Total: $5,121.58.

The abridged enumeration of the cadastral number of the immovable in question was authorized by the Québec Municipal Commission of August 26, 1971 in conformity with the provisions of section 550 of the Cities and Towns Act.

Given under my seal at Senneville, this 30th day of August, 1971.

J.-SARTO BLAIS,
Secretary-Treasurer.

41859-36-2-o

Avis divers

Succession Richard Émile Saindon

Avis est par les présentes donné que:

1° Richard Émile Saindon est décédé à Toronto, le 28 juillet 1970;

2. Il est décédé laissant un testament en la forme d'Angleterre, daté du 19 novembre 1969, instituant son épouse Claudette Drouin sa légataire universelle et les deux comparants, ses exécuteurs testamentaires;

3° Son épouse Claudette Drouin a accepté la succession sous bénéfice d'inventaire par acte reçu devant Me François Hogue, notaire à Montréal, le 26 août 1970, et enregistré à Terrebonne sous le numéro 375150;

4° Ladite Claudette Drouin n'a pris aucune qualité d'héritier, laissant aux deux exécuteurs testamentaires le soin de faire inventaire;

5. Elle a effectivement renonçé et renonce à ladite succession de son époux;

6. Dans les deux (2) mois de la publication du présent avis, les créanciers de la succession seront payés au mar la piastre, conformément à la Loi;

7° L'original de l'inventaire est déposé entre les mains de Me Claude Simard, avocat, 180 rue Dorchester Est, Suite 220, Montréal 129, 866-8891;

Montréal, le 10 août 1971.

JEAN-MARC PARÉ,
ÉMILE SAINDON,
Exécuteurs testamentaires.
CLAUDETTE DROUIN,
41769-o *épouse de Richard E. Saindon.*

Ville de Maple-Grove

Avis est par les présentes donné que la corporation municipale de la ville de Maple-Grove, par son maire dûment autorisé en vertu d'une résolution adoptée le 6 juillet 1971, présentera, dans les délais légaux, au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, une requête aux fins d'obtenir l'octroi de lettres patentes abrogeant tous les pouvoirs spéciaux contenus dans sa charte, savoir: la Loi constituant en corporation la ville de Maple-Grove, sanctionnée le 9 février 1918, à l'exception des articles 1, 2, 3, 8, et 26 de ladite loi.

Donné à Maple-Grove, ce 24e jour d'août 1971.

Le greffier,
41770-o MME BÉRUBÉ TURCOT, *Sec.-Trés.*

Succession Mireille Paré-Bordeleau

Avis est par les présentes donné que par acte reçu sous le numéro 9315 des minutes de M. Charles-Édouard Gagnon, notaire à St-Stanislas, comté de Champlain, le 19 août 1971, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Champlain, sous le numéro 225543, monsieur André Bordeleau, en sa qualité de tuteur à sa fille Isabelle Bordeleau, a accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de dame Mireille Paré.

Le notaire,
41823-o Chs-Éd. GAGNON.

Miscellaneous Notices

Succession of Richard Émile Saindon

Notice is hereby given that:

1. Richard Émile Saindon died in Toronto, on July 28, 1970;

2. The will of the deceased was drawn up according to the procedure of England, was dated November 19, 1969, and appointed his wife, Claudette Drouin, his universal legatee, and the two appearers his testamentary executors;

3. His wife, Claudette Drouin, accepted the succession under benefit of inventory pursuant to a deed passed before Mr. François Hogue, notary, in Montreal, on August 26, 1970, and registered in Terrebonne under Number 375150.

4. The said Claudette Drouin, refused to accept any capacity as heir, leaving the duty of carrying out inventory to the two testamentary executors;

5. She has definitely renounced and renounces the succession of her husband;

6. Within the two (2) months upon, from and after the publication of this notice, the creditors of the succession shall be paid on a pro-rata basis, in conformity with the Law.

7. The original inventory shall be deposited with Mr. Claude Simard, lawyer, 180 Dorchester Street East, Suite 220, Montreal 129, 866-8891;

Montreal, August 10, 1971.

JEAN-MARC PARÉ,
ÉMILE SAINDON,
Testamentary Executors.
CLAUDETTE DROUIN,
41769 *Wife of Richard E. Saindon.*

Town of Maple-Grove

Notice is hereby given that the municipal corporation of town of Maple-Grove, by her mayor, duly authorized by mean of a resolution dated July 6th 1971, will, in legal delays, present to Lieutenant-Governor in Council of Province of Québec, a petition to obtain letters patent abrogating all special powers contained in her charter, which is the Law constituting in corporation the town of Maple-Grove, sanctioned the 9th of February 1918, except articles 1, 2, 3, 8 and 26 of said law;

Given at Maple-Grove on the 24th of August, 1971.

MME BÉRUBÉ TURCOT, *Sec.-Treas.,*
41770-o *Clerk.*

Estate of Mireille Paré-Bordeleau

Notice is hereby given that by a deed received under number 9315 of the minutes of Mr. Charles-Édouard Gagnon, notary, at St. Stanislas, county of Champlain, on August 19, 1971, registered at the Champlain Registration Division Office, under number 225543, Mr. André Bordeleau, in his capacity as tutor of his daughter, Isabelle Bordeleau, accepted, under benefit of inventory, the estate of Mrs. Mireille Paré.

CHS-ÉD. GAGNON,
41823 *Notary.*

Barreau du Québec

Avis est donné qu'à l'expiration des trente jours suivant cette publication, les modifications suivantes seront soumises à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil:

Modifications du règlement 1

L'article 72 dudit règlement est modifié:

en ajoutant, à la 10e ligne du paragraphe 2, après le mot « provinciales, » les mots « de membre du Barreau du Québec »;

en ajoutant, à la 11e ligne du paragraphe 2, après le mot « Barreau », les mots « le symbole graphique du Barreau du Québec »;

en ajoutant, à la 4e ligne du paragraphe 6, après le mot « énumérés, » les mots « le symbole graphique du Barreau du Québec, ».

L'article 79 dudit règlement est modifié en ajoutant, au paragraphe *d*), après le mot « affaire » les mots « et la responsabilité assumée ».

Le secrétaire-général,
41860-o JACQUES TISSEUR.

Bar of the Province of Québec

Notice is given that upon the expiry of thirty days following such publication, the following amendments will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval:

Amendments to By-Law 1

Article 72 of the said By-Law is amended:

by adding, in the 11th line of paragraph 2, after the word "Parliament," the words "member of the Bar of the Province of Québec,";

by adding, in the 12th line of paragraph 2, after the word "secretariat" the words "the graphic symbol of the Bar of the Province of Québec";

by adding, in the 5th line of paragraph 6, after the word "above," the words "the graphic symbol of the Bar of the Province of Québec,".

Article 79 of the said By-Law is amended by adding, in paragraph (*d*), after the word "matter" the words "and the responsibility assumed".

JACQUES TISSEUR,
41860-o *Secretary-General.*

Sociétés agricoles et laitières

Société agricole et sylvicole de Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil numéro 2589 du 21 juillet 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et sylvicole sous le nom de « Société agricole et sylvicole de Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière », avec siège social à Petite-Rivière Saint-François, dans le comté de Charlevoix, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 24 août 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la Colonisation,
41839-o GAÉTAN LUSSIER.

Farmers' and Dairymen's Associations

Société agricole et sylvicole de Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière

Notice is given that pursuant to Order in Council number 2589 of July 21, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and sylviculturists' association under the name of "Société agricole et sylvicole de Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière", with head office at Petite-Rivière Saint-François, in the county of Charlevoix, in conformity with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, Chapter 116).

Dated at the office of the Minister, this August 24, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
41839 *Deputy Minister of Agriculture and Colonization.*

Ministère de l'Éducation

Les-Deux-Rives

Erratum

Dans la *Gazette officielle du Québec*, Vol. 103, numéros 33 et 34, des 14 et 21 août 1971, aux pages 6409 et 6493 respectivement, au lieu de « Cité de Kénogami, dans le comté de Jonquière », il faut lire « Les-Deux-Rives, dans les comtés de Dubuc et Jonquière ».

Québec, le 30 août 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.
41768-o 370-02

Department of Education

Les-Deux-Rives

Erratum

In the *Québec Official Gazette*, Vol. 103, numbers 33 and 34 of August 14th and 21st, 1971, on pages 6409 and 6493 respectively, instead of "City of Kénogami, in the County of Jonquière", it should be read: "Les-Deux-Rives, in the Counties of Dubuc and Jonquière".

Québec, August 30, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.
41768 370-02

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Modification au plan conjoint des producteurs de bois de la Vallée de la Gatineau

Prenez avis que la Régie des marchés agricoles du Québec a reçu de l'Office des producteurs de bois de la Vallée de la Gatineau, 85, rue St-Eustache, St-Eustache, comté des Deux-Montagnes, une requête lui demandant de recevoir, pour les soumettre ensuite au référendum des producteurs intéressés, des modifications au texte du plan conjoint des producteurs de bois de la Vallée de la Gatineau.

Ces amendements ont principalement pour effet:

1° de modifier le nom « plan conjoint des producteurs de bois de la Vallée de la Gatineau » en celui de « plan conjoint des producteurs de bois de la Gatineau »;

2° d'effectuer la même modification quant au nom de l'Office de producteurs chargé d'appliquer ce plan conjoint;

3° de modifier la juridiction de ce plan pour y déterminer que le produit visé est « le bois, feuillu ou résineux, provenant du boisement d'un producteur intéressé ou d'un boisement sur lequel un permis de coupe est détenu par un producteur intéressé, hormis les permis émis par le ministère des Terres et Forêts de la Province de Québec »;

4° de préciser ainsi qu'il suit les conditions à remplir pour être un producteur intéressé et visé par ce plan: « toute personne propriétaire ou possesseur à quelque titre que ce soit d'un boisé couvrant une superficie de 10 acres et plus, situé dans les municipalités suivantes:

la municipalité de la Ville de Maniwaki; la municipalité du Village de Gracefield; les municipalités de canton suivantes: Aumond, Bouchette, Cameron, Hincks, Lytton, Sicotte et Wright; les municipalités sans désignation suivantes: Blue Sea, Bois Francs, Montcerf, Déléage, Egan-Sud, Messines, Northfield, et Ste-Thérèse de la Gatineau. »

5° de préciser et ajouter divers pouvoirs additionnels prévus à la Loi des marchés agricoles et devenus nécessaires pour une meilleure application de ce plan et une mise en marché ordonnée.

Toute personne intéressée qui désire faire des représentations en marge de cette requête ou qui désire en obtenir une copie, doit adresser une demande à cette fin à la Régie des marchés agricoles du Québec, 201 est, boulevard Crémazie, Montréal, 354, avant le 16 septembre 1971. Après cette date, la Régie rendra une décision en marge de cette requête et, s'il y a lieu, procédera à un référendum auprès des producteurs visés par le plan.

Régie des marchés agricoles du Québec.

Le secrétaire,
GILLES LEBLANC.

41852-o

Québec Agricultural Marketing Board

Amendments to the Gatineau Valley Forest Products Producers' Plan

Take notice that the Québec Agricultural Marketing Board has received a petition from the Gatineau Valley Forest Products Producers' Board, 85, St-Eustache Street, St-Eustache, Deux-Montagnes county, asking that amendments to the Gatineau Valley Forest Products Producers' Plan be accepted and submitted to the referendum of the interested producers.

These modifications are mainly:

1° to modify the name "Gatineau Valley Forest Products Producers' Plan" by "Gatineau Wood Producers' Plan";

2° to make the same modifications to the name of the Producers' Board entrusted with the application of the joint plan;

3° to amend the jurisdiction of the plan so that the contemplated product is "leafy and resinous wood coming from the woodlot of an interested producer or from a woodlot for which a selling permit has been obtained by an interested producer, excepting the permits issued by the Department of Lands and Forests of the Province of Québec";

4° to determine the conditions necessary to be an interested producer bound by the Plan in the following manner: "Any person who, being the owner or the proprietor, as the case may be, of a woodlot covering a surface of ten acres or more, situated in the following municipalities:

The municipality of the Town of Maniwaki; the municipality of the Village of Gracefield; the following municipalities of Townships: Aumond, Bouchette, Cameron, Hincks, Lytton, Sicotte and Wright; the following municipalities without designation: Blue Sea, Bois Francs, Montcerf, Déléage, Egan-Sud, Messines, Northfield, and Ste-Thérèse de la Gatineau."

5° to specify and add different additional powers as provided for in the Agricultural Marketing Act, and rendered necessary for a better application of the Plan and ordered marketing conditions.

Any interested person who wishes to make representations on this subject or who wants to have a copy of this petition, must send to the Board, 201 east, Crémazie Boulevard, Montreal, a request to that effect before September 16th, 1971. After this date, the Board will render a decision on this petition and, if necessary, will submit it to the interested producers through a referendum.

Québec Agricultural Marketing Board.

ME. GILLES LEBLANC,
Secretary.

41852-o

Plan conjoint des producteurs de lait du Québec (accréditation de l'Association des camionneurs de lait de Montréal)

Prenez avis que suite à la requête présentée par l'Association des camionneurs de lait de Montréal et tenant compte des renseignements obtenus au cours d'une audience publique où les intéressés ont eu l'occasion de se faire entendre, la Régie des marchés agricoles du Québec a accrédité ladite Association pour représenter, aux fins prévues à l'article 27 de la Loi des marchés agricoles, les voituriers transportant le lait nature de la ferme des producteurs visés par le plan conjoint des producteurs de lait du Québec à une fabrique de pasteurisation située au Québec; cette accréditation ne s'étend toutefois pas aux syndicats professionnels ou coopératifs de producteurs, aux associations et sociétés coopératives agricoles ou aux fabriques laitières agissant comme voituriers de lait nature visés par le plan conjoint précité.

Régie des marchés agricoles du Québec,
Le secrétaire,
41852-o ME GILLES LEBLANC.

Québec Milk Producers' Joint Plan (Accreditation of "l'Association des camionneurs de lait de Montréal")

Notice is given that following upon a petition by *l'Association des camionneurs de lait de Montréal*, and taking into account the information obtained during the course of a public hearing at which the interested parties had an oportunity to air their views, the Québec Agricultural Marketing Board has accredited the said Association as the representative, for the purposes provided in section 27 of the Agricultural Marketing Act, of the carriers of milk in its natural state from the farms of the producers, contemplated in the Québec Milk Producers' Joint Plan, to pasteurization factories situated in Québec; this accreditation, however, does not extend to producers' professional syndicates or cooperatives, nor does it extend to cooperative agricultural associations and societies, or to dairy factories acting as carriers of milk in its natural state, as contemplated in the aforementioned joint plan.

Québec Agricultural Marketing Board,
ME GILLES LEBLANC,
41852 *Secretary.*

Régie de l'assurance-maladie du Québec

Liste par région de noms et adresses d'affaires des professionnels de la santé, qui entendent exercer leur profession en dehors des cadres du régime en qualité de professionnels désengagés ou de professionnels non-participants ou qui ont cessé d'exercer leur activité en cette qualité, ainsi que la date à laquelle prend effet leur désengagement ou leur non-participation ou la cessation de celle-ci, publiée conformément à l'article 7.01 des règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie, adoptés par arrêté en conseil No 27, en date du 6 janvier 1971.

Québec Health Insurance Board

List compiled on a regional basis, of the names and business addresses of professionals who intend practising their profession outside the scope of the plan as professionals or who have ceased to practice in this capacity, as well as the date on which their withdrawal or non-participation becomes effective or ceases to become effective, published according to section 7.01 of the regulations respecting the Health Insurance Act adopted by order in council No. 27, dated January 6, 1971.

Professionnels désengagés *Professionals withdraw*	*Date effective du désengagement* *Effective date of withdraw*
Médecins spécialistes **Medical Specialists**	
Région de Montréal — Montreal Region	
Bibaud, B., 65, rue Nicholson, Valleyfield, Qué.	8- 3-71
Hawthorne, Allan B., 316 Grosvenor Avenue, Westmount 215, (Québec)	3- 2-71
Javicoli, Antonello, 5325 est, Jean-Talon, suite 214, Montréal, (Québec)	14- 4-71
Mailloux, Luc, 525 Cherrier, Montréal, (Québec)	29- 1-71
Médecins omnipraticiens **General Practitioners**	
Duchesne, Laurent, 75 ouest, Boul. Dorchester, suite 1017, Montréal 128 (Québec)	29- 1-71
Rouleau, Georges A., 75 ouest, Boul. Dorchester, suite 1017, Montréal 128, (Québec)	29- 1-71
Région de Québec — Québec Region	
Mino, Roland, 2695, 1ère Avenue, Québec 3, Qué.	30- 5-71
Tremblay, Jacques, 590 St-Cyrille ouest, Québec 6, Qué.	23- 5-71

Professionnels non-participants *Non-participating professionals*	*Date effective de non-participation* *Effective date of non-participation*
Médecins spécialistes **Medical Specialists**	
Région de Montréal — Montreal Region	
Almudevar, Manuel, 612 St. John's Road, suite 114, Pointe-Claire 720, Qué.	1-12-70
Aronovitch, Michael, 4119 Sherbrooke St. W., Montreal 215, Qué.	1-12-70
Aufreiter, Gottfriede, 22 Sunnyside Ave., Montreal, Qué.	24- 4-71
Barker, Charles S., 1538 Sherbrooke St. W., Montreal, Qué.	1-12-70
Black, Donald Kenneth, Lakeshore General Hospital, Pointe-Claire, Qué.	1-12-70
Boulanger, Jean-Baptiste, 3610 avenue Atwater, Montréal 109, Qué.	16- 4-71
Brabander, Joachim, 1390 Sherbrooke St. W., Montréal 109, Qué.	1-12-70
Brow, Georges-Raymond, 1374 Sherbrooke St. W., suite 7, Montréal 109, Qué.	1-12-70
Browman, Mark, 7841, 2nd Ave., Montreal 455, Qué.	30- 7-71
Butler, Albert-A., 1538 Sherbrooke St. W., suite 320, Montréal 109, Qué.	1-12-70
Cantero, A., 1396 Ste-Catherine O., Montréal, Qué.	1-12-70
Caplan, Ronald, 1390 Sherbrooke St. W., Montréal, Qué.	1-12-70
Copping, Gordon A., 4485 Sherbrooke St. W., Montréal 215, Qué.	1-12-70
Crawford, Edwin Minter, 43 Waverly Road, Pointe-Claire 720, Qué.	11- 1-71
David, Paul-P., 5,000 Bélanger, Montréal, Qué.	1-12-70
Dawson, Howard L., 14 Bellevue Ave., Westmount 217, Qué.	1-12-70
Dumais, Gaston, 12245 Grenet, suite 112, Montréal 390, Qué.	27- 3-71
Eakin, W. W., 1538 Sherbrooke St. W., app. 704, Montréal 109, Qué.	15- 1-71
Fullerton, C. W., 1414 Drummond St., Montréal 107, Qué.	1-12-70
Gelinas, André, 565 Javelin, Dorval, Qué.	1-12-70
Genest, Armand, 30 est Boul. St-Joseph, suite 818, Montréal, Qué.	29- 1-71
Giannotti, Roberto, 1140 Jean-Talon Est, Montréal, Qué.	1-12-70
Gold, Michaël, M.A., 5785 Côte des Neiges, app. 105, Montréal, Qué.	1-12-70
Gratton, Laurent, 574 avenue Roslyn, Westmount 217, Qué.	26-12-70
Johnston, Kenneth B., P.O. Box 40, Como, V. Soulanges, Qué.	31-12-70
Korenberg, Morton, 1538 Sherbrooke W., Montréal 109, Qué.	1-12-70
Larivière, Paul, 3484 avenue Laval, Montréal, Qué.	1-12-70
Legendre, J.-H., 445 boul. St-Joseph O., app. 74, Montréal, Qué.	1-12-70
Leger, Jacques, C.P. 217, Pointe-Claire 700, Qué.	1-12-70
MacDonald, Allison D., 3550 Côte des Neiges, suite 110, Montréal 109, Qué.	1-12-70
Maguire, J. Gordon, 1610 Pine Avenue West, Montréal 109, Qué.	13- 2-71
Manseau, J. Arthur, 960 boul. St-Joseph Est, Montréal 176, Qué.	1-12-70
Mason, Edward Haldon, 3465 Côte des Neiges Rd., suite 81, Montréal, Qué.	7- 1-71
Melhado, Gerard Carlton, 900 Sherbrooke St. W., Montréal 110, Qué.	1- 1-71
Montgomery, Lorne C., 1414 Drummond St., Montréal, Qué.	1-12-70
Morin, Paul, 680 St-Denis, St-Hyacinthe, Qué.	1-12-70
Nadler, Norman-J., 5845 Côte des Neiges, suite 280, Montréal 249, Qué.	1-12-70
Nerman, Yale, 4333 Côte Ste-Catherine Rd., Montréal, Qué.	3- 1-71
Pearson, J.R. Georges, 5715 ave. Darlington, app. 1, Montréal 251, Qué.	1-12-70
Petrie, J. Gordon, 1 Westmount Square, suite 433, Montréal, Qué.	1-12-70
Raginsky, Bernard B., 376 Redfern Avenue, suite 2, Montréal 215, Qué.	1-12-70
Redmond, Lila, 1538 Sherbrooke St. W., Montréal 109, Qué.	1-12-70
Robert, Paul, 3489 ave. Atwater, app. 6, Montréal 109, Qué.	3- 2-71
Schneiderman, Gérald, 6,000 Côte des Neiges Rd., suite 395, Montréal, Qué.	1-12-70
Schwarz, Herbert T., 6940 Feilding Ave., Montréal, Qué.	1-12-70
Scott, W. Clifford M., 1260 McGregor Ave., Montréal 109, Qué.	1-12-70
Segal, Perry M., 6000 Côte des Neiges Rd., suite 395, Montréal, Qué.	1-12-70
Segall, Harold-N., 5845 Côte des Neiges, suite 390, Montréal 249, Qué.	1-12-70
Smith, Clifton Conway, 1538 Sherbrooke St. W., suite 1020, Montréal, Qué.	1-12-70
Smith, Frederick McIver, 3550 Côte des Neiges Rd., suite 640, Montréal 109, Qué.	1-12-70
Tremble, G. Edward, 1374 Sherbrooke St. W., Montréal, Qué.	1-12-70
Tucker, Elrie Clifford, 687 Pine Avenue, Montréal 112, Qué.	1-12-70
Région de Québec — Québec Region	
Lapointe, Donat, 570 est, Grande-Allée, Québec 4, Qué.	13- 1-71
Larue, L., 964 Casot, Québec 6, Qué.	26-12-70

Médecins spécialistes
Medical Specialists

Région de Québec — Québec Region

Parrot, Paul, 1238 avenue des Pins, Sillery, Qué.	1-12-70
Sylvestre, J.-Ernest, 410 Chemin St-Louis, Québec, Qué.	1-12-70

Autres régions — Other Regions

Dennery, Jean-Maurice, 400 Stewart St., suite 510, Ottawa, Ontario	7- 1-71
Divic, Josif, 30 Bond St., Toronto, Ontario	1- 1-71

Médecins omnipraticiens
General Practitioners

Région de Montréal — Montreal Region

Archambault, Paul-A., 2805, Willowdale, Montréal 250, (Québec)	1- 5-71
Braunstein, M.M., Medical Arts Bldg., 1538 Sherbrooke St. W., suite 307, Montréal, (Québec)	11-12-70
Brouille, Raynald, 3775 St-Hubert, app. 10, Montréal 132, (Québec)	2- 1-71
Finkelstein, M.-N., 360 Pine Avenue West, Montréal 130, (Québec)	11-12-70
Joannette, Jean-Paul, 4930 Mayfaire, Montréal, (Québec)	11-12-70
Laing, W.-A. Richard, 1414 Drummond Street, suite 711, Montréal, (Québec)	31- 3-71
Leclaire, Yves, 4780 Côte des Neiges, suite 690, Montréal 247, (Québec)	11-12-70
Mayman, Abe, 5845 Côte des Neiges, suite 690, Montréal, (Québec)	17-12-70
Morgantaler, Henry, 2990 Beaugrand, Montréal 429, (Québec)	5- 1-71
Ostiguy, Jean-Paul, 450 est, Sherbrooke, suite 108, Montréal 132, (Québec)	11-12-70
Scott, B.H., 5146 Westbury Avenue, Montréal, (Québec)	22- 7-71
Vines, Norman M., 1452 Bishop Street, suite 3, Montréal, (Québec)	11-12-70
Willoughby, Henry Wells, Royal Victoria Hospital, 687 Pine West, Montreal, Qué.	11-12-70

Région de Québec — Québec Region

Morissette-Delage, Jacqueline, 895 Dessane, Québec 6, Qué.	11-12-70
Rinfret, Charles-C., 885 est, St-Joseph, Québec, Qué.	13-12-70

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Grainger, T. Roger, C.J.M. Clinic, Asbestos, Qué.	11-12-70
Jacques, Elphège, 190 est, rue Principale, Farnham, Qué.	11-12-70

Chirurgiens-dentistes
Dental Surgeons

Région de Montréal — Montreal Region

Beaulieu, J.-Édouard, St-Rémy, Cté. Napierville, Qué.	30- 3-71
Blum, Stanley S., 5757 Decelles, Suite 203, Montréal 251, Qué.	11- 2-71
Bourgoin, Jean, 1248 rue Lajoie, Outremont, Qué.	15- 4-71
Bourke, Edward T., 1538 Sherbrooke St. W., Suite 516, Montréal 109, Qué.	9- 3-71
Boyles, William Howard, 1414 Drummond St., Montréal 107, Qué.	2- 3-71
Burns, Frank Leonard, 1414 Drummond St., Montréal 107, Qué.	13- 2-71
Bushell, Winston C., 1538 Sherbrooke West, Suite 1006, Montréal 109, Qué.	10- 2-71
Casey, C. A., 4695 Sherbrooke St. W., Montréal 215, Qué.	27- 3-71
Chamard, John McLean, 1509 Sherbrooke West, Montréal, Qué.	14- 2-71
Colle, Albert-J., 5253 Décarie Blvd., Suite 218, Montréal 29, Qué.	3- 2-71
Coulombe, Roger, 4660 St-Joseph Blvd., Lachine, Qué.	25- 2-71
Elo, J.-Thomas, 1414 Drummond St., Suite 909, Montréal 107, Qué.	16- 2-71
Harvey, Robert-F., Montreal General Hospital, Montreal, Qué.	15- 4-71
Henry, Donald W., 227 Kenaston Ave., Montreal 305, Qué.	31- 1-71
Hydman, Alex. William, 509 Birks Bldg., 620 Cathcart St., Montréal, Qué.	28- 2-71
Kent, Léonard E., 4695 Sherbrooke St., W., Montréal 215, Qué.	7- 4-71
Hutzman, Ernest-A., 1538 Sherbrooke St. W., Room 410, Montréal, Qué.	1- 2-71
Labelle, Paul 12271 Henri D'Arles, Montréal 389, Qué.	11- 8-71
Lafortune, Jean-Paul, 5704, Laurendeau, Montréal, Qué.	13- 2-71
Lawlor, Robert, 3333, Chemin Reine-Marie, Montréal, Qué.	18- 2-71
Lefebvre, Pierre-I. 2225 Boul. Lapinière, Ville Brossard, Qué.	2- 2-71

Chirurgiens-dentistes
Dental Surgeons

Région de Montréal — Montreal Region

Litvack, Sylvia, 5465 Queen Mary Road, App. 610, Montréal 249, Qué.	1- 5-71
Muroff, Frederick I., 1414 Drummond, Suite 1104, Montréal, Qué.	10- 3-71
Myles, Thomas-A., 1538 Sherbrooke St. W., Suite 412, Montréal, Qué.	1- 2-71
Pearson, Hyman H., 500 Birks Bldg., Suite 500, Montréal, Qué.	6- 2-71
Poch, Lewis-Neville, 1 Westmount Square, Suite 346, Westmount 216, Qué.	14- 4-71
Rogers, Mervyn Allen, 4300 Boul. de Maisonneuve W., Apt. 702, Montréal 215, Qué.	6- 2-71
Rudick, Gerald-S. 4950 Queen Mary Rd., Suite 400, Montréal 248, Qué.	30- 1-71
Seltzer, Irving, 5757 Decelles Ave., Suite 107, Montréal 251, Qué.	2- 2-71
Shevell, Melvyn, 8000 Côte des Neiges Rd., Suite 200, Montréal, Qué.	2- 2-71
Stockwell, William G., 1538 Sherbrooke St. W., Suite 805, Montréal 109, Qué.	9- 3-71
Sykora, Oskar, Faculty of Dentistry, McGill University, Montreal, Qué.	31- 1-71
Van Vliet, Jonathan E., 1538 Sherbrooke St. W., Suite 805, Montréal 109, Qué.	8- 3-71
Vinet, Éphrem, 426 Est, Boul. St-Joseph, Montréal, Qué.	8- 2-71

Région de Québec — Québec Region

Boucher, Marc, 1000, Chemin Ste-Foy, Québec, Qué.	31- 1-71

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Dugal, Paul-L., 459-A, Lindsay, Drummondville, Qué.	8- 2-71
Laforce, Jacques, 31 King Ouest, Sherbrooke, Qué.	4- 2-71
Leblanc, Jean-Yves, Bedford, Qué.	6- 2-71
Marcoux, Jean-F., 448 Ouest, rue King, Sherbrooke, Qué.	11- 4-71
Olivier, Valmore, 843 Belvédère S., Sherbrooke, Qué.	7- 2-71
Proulx, Jacques, 214, Boul. St-Joseph, Hull, Qué.	5- 5-71

Optométristes — Optometrists

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Breton, Antonio, 1530 rue des Cascades, St-Hyacinthe, Qué.	30-12-70

41851-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2979

Québec, le 25 août 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les pouvoirs de la Régie des loteries et courses en matière de systèmes de loteries et les modalités selon lesquelles des licences peuvent être délivrées.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de la Justice par interim:

QUE la date d'entrée en vigueur des articles 29, 31 et 32 du règlement numéro 1 relatif aux licences pour systèmes de loteries, fixée au 1er septembre 1971 ou à toute autre date par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1435, en date du 21 avril 1971, soit reportée au 1er janvier 1972.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

41843-o

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2979

Québec, August 25, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the powers of the Régie des loteries et courses with respect to lottery schemes and the terms and conditions subject to which licences may be issued.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Acting Minister of Justice:

THAT the date of the coming into force of Articles 29, 31 and 32 of Regulation Number 1 respecting licences for lottery schemes, fixed at September 1, 1971 or at any other date by the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to Order in Council Number 1435, dated April 21, 1971, be deferred to January 1, 1972.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

41843

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2729

Québec, le 4 août 1971.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un amendement aux règlements du Parc de la Vérendrye.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 77, paragraphe R, de la Loi de la Conservation de la Faune (Lois du Québec 1969, chapitre 58), amendé par le Bill 53, sanctionné le 30 juin 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des réserves de chasse et de pêche et y prohiber complètement ou partiellement, dans ces réserves, le port d'armes ou la possession d'agrès de pêche;

ATTENDU QU'il est opportun d'amender les règlements du Parc de la Vérendrye, édictés dans les arrêtés en conseil 1066 du 2 mai 1941 et 195 du 25 février 1953, en y ajoutant une disposition concernant la possession d'armes et d'agrès de pêche afin d'assurer une meilleure protection du gibier et du poisson;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QU'aux arrêtés en conseil 1066 du 2 mai 1941 et 195 du 25 février 1953, concernant certains règlements relatifs à la réserve de la route Mont-Laurier-Senneterre dont le nom a été changé par celui de Parc de la Vérendrye, y soit ajouté le paragraphe 21 qui se lit comme suit:

21. a) Nul ne doit être en possession d'une arme ou d'un engin de chasse dans ce parc, sauf les personnes dûment autorisées à cette fin;

b) Nul ne doit être en possession d'agrès de pêche dans ce parc, sauf les personnes dûment autorisées à y pêcher;

c) Nonobstant les paragraphes *a*) et *b*) du présent article, il est permis d'être en possession d'une arme, d'un engin de chasse ou d'agrès de pêche pour traverser le parc à condition de les faire sceller par le préposé de la barrière d'entrée.

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
41842-o JULIEN CHOUINARD.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2729

Québec, August 4, 1971.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the regulations of De la Vérendrye Park.

WHEREAS pursuant to section 77, Paragraph R of the Wild-life Conservation Act (Statutes of Québec, 1969, Chapter 58), amended by Bill 53, assented to on June 30, 1971, the Lieutenant-Governor in Council may established fish and game reserves and totally or partially prohibit, on these reserves, the carrying of arms or the possession of fishing tackle;

WHEREAS it is deemed expedient to amend the regulations of De la Vérendrye Park, decreed in Orders in Council 1066 of May 2, 1941, and 195 of February 25, 1953, by adding a provision concerning the possession of arms and fishing tackle in order to ensure greater protection for fish and game;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

That to Orders in Council 1066 of May 2, 1941, and 195 of February 25, 1953, concerning certain regulations relating to the Mont-Laurier-Senneterre Highway Reserve, the name of which was changed to that of De la Vérendrye Park, article 21 be added; to wit;

21. (*a*) No person in this park shall be in possession of arms or hunting gear, except those duly authorized therefor;

(*b*) No person in this park shall be in possession of fishing tackle, except those duly authorized to fish therein;

(*c*) Notwithstanding paragraphs (*a*) and (*b*) of this article, the possession of arms, hunting gear or fishing tackle is permitted when passing through the park, provided that such equipment is sealed by the official in charge at the entrance barrier.

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
41842 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2821

Québec, 11 août 1971.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la limite de prise saisonnière de gros gibiers.

ATTENDU QUE le paragraph *f*) de l'article 77 de la Loi de la Conservation de la faune (Lois du Québec 1969, chapitre 58) stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer le nombre maximum d'ani-

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2821

Québec, August 11, 1971.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the season's hunting limit for big game.

WHEREAS paragraph (*f*) of section 77 of the Wild-life Conservation Act (Statutes of Québec, 1969, Chapter 58), stipulates that the Lieutenant-Governor in Council may fix the maximum number of animals of

maux de la catégorie qu'il indique qui peuvent être tués par une même personne pendant toute la période pour laquelle la chasse est permise;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer le nombre d'orignaux, de caribous et de chevreuils qu'un même chasseur peut tuer au cours d'une saison de chasse.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre du Tourisme de la Chasse et de la Pêche:

QU'il soit interdit à une personne d'abattre, au cours d'une même saison de chasse.

a) plus d'un orignal

b) plus d'un caribou

c) plus de chevreuils que le nombre indiqué pour les régions suivantes:

i) dans l'Ile d'Anticosti: 2

ii) partout ailleurs dans le Québec: 1

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
41842-o JULIEN CHOUINARD.

such class as he indicates which may be killed by one person during any open season;

WHEREAS it is expedient to fix the number of moose, caribou and deer which one hunter may kill during a hunting season.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Miniser of Tourism, Fish and Game:

THAT a person is prohibited, during the same hunting season, to kill

a) more than one moose

b) more than one caribou

c) more deer than the number indicated for the following areas:

i) on Anticosti Island: 2

ii) elsewhere in the Province of Québec: 1

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
41842 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2728

Québec, le 4 août 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les sauvagines (oiseaux migrateurs).

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada a annulé certains règlements adoptés en vertu de la Loi de la Convention des oiseaux migrateurs;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec peut adopter certains règlements concernant les oiseaux migrateurs, à la condition que ceux-ci soient plus restrictifs que les règlements adoptés par le gouvernement du Canada;

ATTENDU QUE les autorités fédérales ont suggéré que le gouvernement du Québec adopte lui-même les règlements qu'il veut conserver;

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes *b*) et *e*) de l'article 77 de la Loi de la Conservation de la faune (Lois du Québec 1969, chapitre 58), le lieutenant-gouverneur en conseil peut prescrire les caractéristiques des armes qui peuvent être utilisées pour la chasse, et déterminer les périodes de l'année pendant lesquelles il est permis d'avoir en sa possession les catégories d'animaux qu'il indique.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

1° QUE la possession de sauvagines (oiseaux migrateurs) soit illégale après le 31 mars suivant la saison de chasse précédente.

2° QU'il soit défendu d'utiliser une lanterne ou un projecteur pour chasser ou localiser les oiseaux migrateurs.

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
41842-o JULIEN CHOUINARD.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2728

Québec, August 4, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING migratory birds.

WHEREAS the Canadian Government repealed certain regulations adopted under the Migratory Birds Convention Act;

WHEREAS the Québec Government may adopt certain regulations concerning migratory birds, on condition that they be more restrictive than those adopted by the Canadian Government;

WHEREAS the Federal Authorities have suggested that the Québec Government itself adopt the regulations it wishes to be observed;

WHEREAS pursuant to paragraphs (*b*) and (*e*) of Section 77 of the Wild-life Conservation Act (Statutes of Québec, 1969, Chapter 58), the Lieutenant-Governor in Council may prescribe the characteristics of the arms which may be used for hunting, and determine the periods of the year during which a person may have in his possession such classes of animals which he indicates.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

1. THAT the possession of migratory birds be illegal after March 31, following the preceding hunting season.

2. THAT the use of a lantern or projector to hunt or locate migratory birds, be prohibited.

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
41842 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2644

Québec, le 28 juillet 1971.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'agrandissement du territoire de la réserve de chasse et de pêche des Chics-Chocs

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *r*) de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune (Lois du Québec 1969, chapitre 58), et amendement (bill 53, Lois du Québec 1971), le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer certains territoires en réserves de chasse et de pêche.

ATTENDU QU'il est opportun d'agrandir le territoire de la réserve de chasse et de pêche des Chics-Chocs, décrit dans l'arrêté en conseil numéro 87, du 19 janvier 1966.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QUE le territoire ci-après décrit soit ajouté au territoire de la réserve des Chics-Chocs pour en faire partie:

« Un territoire ayant une superficie de 0.45 milles carrés, situé dans le canton Lefrançois, comté de Gaspé-Nord, se décrivant comme suit:

Partant d'un point situé à l'intersection sud de la ligne de division des cantons Larivière-Lefrançois avec la route reliant Murdochville à l'Anse Pleureuse; de là, vers le nord suivant la ligne de division des cantons jusqu'à l'intersection nord avec la route reliant Murdochville à l'Anse Pleureuse; de là, vers le sud-est, le sud et le sud-ouest suivant ladite route jusqu'au point de départ. »

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
41842-o JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2643

Québec, 28 juillet 1971.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche Baillargeon.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 77, paragraphe R, de la Loi de la conservation de la faune (Lois du Québec 1969, chapitre 58), amendé par le Bill 53, sanctionné le 30 juin 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des réserves de chasse et de pêche;

ATTENDU QU'il est opportun de constituer une réserve de chasse et de pêche dans une partie du canton Baillargeon situé dans le comté de Gaspé sud;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2644

Québec, July 28, 1971.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the territory of the Chics Chocs Fish and Game Reserve.

Whereas under paragraph (*r*) of section 77 of the Wild-life Conservation Act (Statutes of Québec, 1969, Chapter 58), and amendment (Bill 53, Statutes of Québec, 1971), the Lieutenant-Governor in Council may constitute certain territories into fish and game reserves.

WHEREAS it is expedient to extend the territory of the Chics Chocs Fish and Game Reserve, described in Order in Council Number 87, dated January 19, 1966.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the territory hereinafter described be added to the territory of the Chics Chocs Reserve to form part thereof:

"A territory covering an area of 0.45 square miles, situated in the township of Lefrançois, county of Gaspé-North, described as follows:

Starting from a point situated at the southern intersection of the division line of the townships of Larivière-Lefrançois with the highway joining Murdochville to Anse Pleureuse; thence, northerly following the division line of the townships to the northern intersection with the highway joining Murdochville to Anse Pleureuse; thence, southeasterly, southerly and southwesterly following the said highway to the staring point."

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
41842 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2643

Québec, July 28, 1971.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Baillargeon Fish and Game Reserve.

WHEREAS under Section 77, paragraph R of the Wild-life Conservation Act (Statutes of Québec, 1969, Chapter 58), amended by Bill 53, assented to on June 30, 1971, the Lieutenant-Governor in Council may establish fish and game reserves;

WHEREAS it is expedient to constitute a fish and game reserve in a part of the township of Baillargeon, situated in the county of Gaspé South;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

QUE les blocs A et 44 ainsi que la partie du bloc 53 situé au nord de la ligne médiane, le tout d'une superficie de cinq mille huit cent trente-sept (5,837) acres, dans le canton Baillargeon, comté de Gaspé Sud, soient constitués en réserve de chasse et de pêche sous le nom de réserve de chasse et de pêche Baillargeon.

QUE l'arrêté en conseil numéro 1629, en date du 14 juin 1967, soit abrogé.

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
41842-o JULIEN CHOUINARD.

THAT blocks A and 44, as well as that part of block 53 situated north of the median line, the whole comprising an area of five thousand eight hundred and thirty-seven (5,837) acres, in the township of Baillargeon, county of Gaspé South, be constituted into a fish and game reserve under the name of Baillargeon Fish and Game Reserve.

THAT Order in Council number 1629, dated June 14, 1967, be abrogated.

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
41842 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2977

Québec, le 25 août 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements mis en vigueur par l'arrêté en conseil numéro 2658, en date du 28 juillet 1971.

ATTENDU QUE les règlements s'appliquant aux détenteurs de permis délivrés en vertu de la Loi des alcools ont été mis en vigueur par l'arrêté en conseil numéro 2658, en date du 28 juillet 1971, conformément à l'article 197 de la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool, bill 44;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le paragraphe 4 de la section II de la deuxième partie desdits règlements, lequel doit se lire comme suit:

4. « Pour un permis de « brasseur », défini à l'article 29 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: par permis: $100.

Avec en plus un droit de vingt-quatre cents (24¢) par gallon de bière vendu et livré dans la province de Québec, durant la période pour laquelle le permis est accordé. Ce droit sera perçu par la Société des alcools du Québec de la manière et aux dates qui seront déterminées. »

ATTENDU QU'il y a lieu de donner effet à cette modification à compter du 31 juillet 1971.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de la Justice par intérim:

QUE le paragraphe 4 de la section II de la deuxième partie desdits règlements se lise comme suit:

4. « Pour un permis de « brasseur », défini à l'article 29 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: par permis: $100.

Avec en plus un droit de vingt-quatre cents (24¢) par gallon de bière vendu et livré dans la province de Québec, durant la période pour laquelle le permis est accordé. Ce droit sera perçu par la Société des alcools du Québec de la manière et aux dates qui seront déterminées. »

QU'il y a lieu de donner effet à cette modification à compter du 31 juillet 1971.

Le greffier du Conseil exécutif,
41843 JULIEN CHOUINARD.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2977

Québec, August 25, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulations brought into force by Order in Council No. 2658, dated July 28, 1971.

WHEREAS the Regulations applying to holders of permits under the Liquor Board Act were brought into force by Order in Council No. 2658, dated July 28, 1971, pursuant to section 197 of the Liquor Permit Control Commission Act, Bill 44;

WHEREAS it is necessary to amend paragraph 4 of Section II of Part Two of the said Regulations to read as follows:

"4. "Brewer's" permit, defined in section 29 of the Québec Liquor Board Act: per permit: $100.

Plus a duty of twenty-four cents (24¢) per gallon of beer sold and delivered in the Province of Québec during the validity period of the permit. This duty shall be collected by the Québec Liquor Corporation in the manner and on the dates to be determined."

WHEREAS it is necessary to bring this amendment into force upon, from and after July 31, 1971.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Acting Minister of Justice:

THAT paragraph 4 of Section II of Part Two of the said Regulations read as follows:

"4. "Brewer's" permit, defined in section 29 of the Québec Liquor Board Act: per permit: $100.

Plus a duty of twenty-four cents (24¢) per gallon of beer sold and delivered in the Province of Québec during the validity period of the permit. This duty shall be collected by the Québec Liquor Corporation in the manner and on the dates to be determined."

THAT this amendment shall be brought into force upon, from and after July 31, 1971.

JULIEN CHOUINARD,
41843-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2978

Québec, le 25 août 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la mise en vigueur d'un tarif des frais de Cours de juridiction pénale en vertu de la Loi des poursuites sommaires du Québec.

ATTENDU QUE la Loi des poursuites sommaires (chapitre 35, S.R.Q. 1964), dans son article 50 a autorisé le lieutenant-gouverneur en conseil à établir le tarif des honoraires qui peut être accordé aux greffier, agents de la paix, témoins et à tout autre personne chargée de l'application de la présente loi relativement aux poursuites;

ATTENDU QU'il y a lieu d'abroger toutes les dispositions des tarifs antérieurs relatives aux honoraires sur les procédures devant les Cours de juridiction pénale en vertu de la Loi des poursuites sommaires;

ATTENDU QU'il y a lieu de mettre en vigueur à compter du 21 septembre 1971, un tarif des frais de Cours de juridiction pénale en vertu de la Loi des poursuites sommaires du Québec;

ATTENDU QUE le tarif des frais de Cours de juridiction pénale s'applique à toute nouvelle procédure dans une affaire déjà commencée.

ATTENDU QU'il n'y a pas lieu d'appliquer le tarif joint aux présentes, aux poursuites sommaires devant la Cour du Bien-Être Social.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de la Justice:

QUE toutes les dispositions des tarifs antérieurs au tarif joint aux présentes, relatives aux honoraires sur les procédures devant les Cours de juridiction pénale en vertu de la Loi des poursuites sommaires du Québec, soient abrogées;

QUE le tarif des frais de Cours de juridiction pénale s'applique à toute nouvelle procédure dans une affaire déjà commencée;

QUE le tarif joint aux présentes ne s'applique pas aux poursuites sommaires devant la Cour du Bien-Être Social;

QUE le tarif des frais de Cours de juridiction pénale joint aux présentes soit mis en vigueur le 21 septembre 1971.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

TARIF DES FRAIS DE COURS DE JURIDICTION PÉNALE EN VERTU DE LA LOI DES POURSUITES SOMMAIRES DU QUÉBEC

Art. 1. Sur tout plaidoyer de culpabilité de l'accusé ou sur toute procédure introductive..... $6.00

Art. 2. Sur tout jugement rendu après enquête.... ..... $12.00

Art. 3. Sur toute remise accordée à la demande de la défense..... $5.00

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2978

Québec, August 25, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the coming into force of a tariff of costs applicable to the courts with penal jurisdiction under the provisions of the Québec Summary Convictions Act.

WHEREAS section 50 of the Summary Convictions Act (R.S.Q. 1964, chapter 35) empowers the Lieutenant-Governor in Council to prescribe the tariff of fees which may be paid to Court clerks, peace officers, witnesses and to every other person responsible for the enforcement of the present Act relating to proceedings;

WHEREAS it is expedient to repeal all the provisions of previous tariffs relating to fees applicable to proceedings held before courts with penal jurisdiction under the Summary Convictions Act;

WHEREAS it is expedient to bring into force as of September 21, 1971, a tariff of costs applicable to courts of penal jurisdiction under the Québec Summary Convictions Act;

WHEREAS the tariff of costs applicable to courts of penal jurisdiction applies to every new proceeding in a case already in progress.

WHEREAS the tariff attached hereto shall not apply to summary proceedings before the Social Welfare Court.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT all the provisions of tariffs anterior to the tariff attached hereto, relating to fees applicable to proceedings held before courts with penal jurisdiction under the Québec Summary Convictions Act, be repealed;

THAT the tariff of costs applicable to courts with penal jurisdiction apply to every new proceeding in a case already in progress;

THAT the tariff attached hereto not apply to summary proceedings before the Social Welfare Court;

THAT the tariff of costs, attached hereto, applicable to Courts with penal jurisdiction, come into force as of September 21, 1971.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

TARIFF OF COSTS APPLICABLE TO COURTS WITH PENAL JURISDICTION UNDER THE QUÉBEC SUMMARY CONVICTIONS ACT

Art. 1. For every plea of guilt by the accused or for every introductory procedure..... $6.00

Art. 2. For every judgement delivered after hearing $12.00

Art. 3. For every adjournment granted upon request by the defense..... $5.00

Art. 4. Pour toute signification ou exécution par un constable, un huissier ou autre personne autorisée:
a) honoraires $1.00
b) pour chaque mille nécessairement parcouru à l'aller $0.50
c) les frais encourus pour tous autres modes de signification:
Art. 5. Pour tout subpoena (original) $0.50
(copie) $0.20
Art. 6. Les nonoraires fixés par le tarif en vigueur s'appliquent pour la prise des dépositions et la transcription s'il y a lieu.
Art. 7. Les témoins sont taxés suivant le tarif en vigueur
Art. 8. Pour tout mandat d'emprisonnement. $3.00
Art. 9. Pour tout mandat de perquisition... $5.00
Art. 10. Pour tout mandat de saisie $5.00
Art. 11. Sur tout acte de cautionnement $5.00
Art. 12. Pour tout cautionnement sur immeuble enregistré, $5 doit être appliqué pour les frais, $15 pour l'enregistrement, incluant le certificat de radiation.... ..... $20.00
Art. 13. Pour toute copie de document: la page $0.50

Art. 14. *a*) pour tout certificat, motion ou requête écrite, enregistrement de journaux et assermentation de constable $2.00
b) Sur requête pour tout appel en vertu de la partie deuxième de chapitre 35, S.R.Q. 1964, ou pour tout recours extraordinaire $5.00
c) Préparation et transmission d'un dossier à la Cour du Banc de la Reine (juridiction criminelle) $10.00

Art. 15. Procédure d'appel:
a) À la Cour d'appel:
1. Appelant $35.00
2. Intimé $30.00
Ces montants incluent toutes les procédures d'introduction et de comparution jusqu'à jugement final, sauf les requêtes où un montant de $10 sera exigé pour chacune.
b) À la Cour Suprême:
Sur comparution de l'appelant, incluant toutes les procédures exigées par la loi devant être déposées ou préparées pour la Cour d'appel $50.00
Art. 16. Tous les tarifs antérieurs au tarif précité sont abrogés.
Art. 17. Le présent tarif s'applique à toute poursuite prise en vertu de la loi des poursuites sommaires sauf devant la Cour du Bien-Être Social.
Art. 18. Le présent tarif s'applique à toute nouvelle procédure dans une affaire déjà commencée.
Art. 19. Le présent tarif entre en vigueur le 21 septembre 1971.

41843-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Erratum

Dans l'arrêté en conseil numéro 2865 du 11 août 1971, concernant des modifications au décret relatif à

Art. 4. For any service or enforcement by a constable, bailiff or other authorized person:
(*a*) fees $1.00
(*b*) for each mile actually traveled to destination $0.50
(*c*) costs incurred for any other means of service:

Art. 5. For every subpoena (original) $0.50
(copy) $0.20
Art. 6. Fees prescribed by the tariff in force apply to the recording of evidence and the transcript as the case may be.
Art. 7. Witnesses are taxed according to the tariff in force.
Art. 8. For every warrant of commitment.... $3.00
Art. 9. For every search warrant $5.00
Art. 10. For every warrant of distress $5.00
Art. 11. For every instrument of recognizance $5.00
Art. 12. For every recognizance registered on landed-property, $5 must be applied to costs, $15 to the registration, including the cancellation certificate $20.00
Art. 13. For every copy of a document: per page $0.50
Art. 14. (*a*) For every certificate, written petition or request, registration of newspapers and constable's oath $2.00
(*b*) For every request for appeal under Part II of chapter 35, R.S.Q. 1964, or for every extraordinary recourse $5.00
(*c*) Preparation of a file and its transmission to the Court of Queen's Bench (criminal jurisdiction) .. $10.00

Art. 15. Appeal procedure:
(*a*) Court of Appeal
1. *Appellant* $35.00
2. *Respondent* $30.00
These amounts include all introductory and appearance procedures until final decision, with the exception of petitions for which an amount of $10 each will be required.
(*b*) Supreme Court
For the appearance of the appellant, including all the procedures required by law which must be produced or prepared for the Court of Appeal $50.00
Art. 16. All tariffs anterior to the above-mentioned tariff are repealed.
Art. 17. The present tariff applies to all proceedings initiated under the Summary Convictions Act, excepting those made before the Social Welfare Court.
Art. 18. The present tariff applies to every new proceeding in a cause already in progress.
Art. 19. The present tariff comes into force as of September 21, 1971.

41843-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Erratum

In the Order in Council number 2865 of August 11, 1971, concerning amendments to the decree respecting

l'industrie du camionnage dans l'Ile de Montréal, publié dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 21 août 1971, à la page 6463, le paragraphe qui est ajouté à l'article 11 doit porter le numéro 11.01 au lieu de 11.03 (4° poste).

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 31 août 1971. 41841-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2082

(*Erratum*)

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle du Québec* numéro 27 du 3 juillet 1971, à la page 5182, dans la version anglaise de chaque annexe nous aurions dû lire: « Permittees » au lieu de « License-holders », « Stumpage Rate (100 cu. ft.) » au lieu de « Rates Per Foot (100 pi³) », « (1000 cu. ft.) » au lieu de « (1000 pi³) », « Yellow Birch » au lieu de « Wild Cherry » et « Jack Pine » au lieu de « Gray Pine ». Les mots « Ep. Sap. Pig. » auraient dû être traduits par: « Sp., Fir, J.P. ».

41767-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2988

Québec, le 25 août 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption de règlements supplémentaires se rapportant à la Loi de l'enseignement privé et une modification aux règlements existants.

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes (*l*) et (*n*) de l'article 67 de la Loi de l'enseignement privé (1968, chapitre 67), le lieutenant-gouvernement en conseil peut, par règlement, sur recommandation du ministre de l'éducation, qui doit prendre l'avis de la Commission consultative de l'enseignement privé:

l) dispenser certaines institutions de l'obligation de détenir un permis de culture personnelle;

n) exclure de l'application de la Loi de l'enseignement privé:

1° toute catégorie de personnes qui donnent l'enseignement seules;

2° toute organisation, groupe de personnes, association ou syndicat qui accasionnellement, sans fin lucrative et pour ses membres, organise des enseignements dont l'objet est relié à la poursuite de ses fins;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe (i) de l'article 67 de ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement sur recommandation du ministre de l'éducation qui doit prendre l'avis de la Commission consultative de l'enseignement privé:

i) exiger de la personne qui tient une institution qui n'a pas été déclarée d'intérêt public ou reconnue pour fins de subventions un cautionnement pour garantir

the Cartage Industry in the Montreal region, published in the *Québec Official Gazette* of August 21, 1971, the subsection added to section 11 of page 6463, should be numbered 11.01 instead of 11.03 (4th item).

RÉAL MIREAULT,
The Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, August 31, 1971. 41841-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2082

(*Erratum*)

In the notice published in the *Official Gazette* No. 27, dated July 3, 1971, page 5182, the English version of each Annex should be corrected to read as follows: "Permittees" instead of "License-holders"; "Stumpage Rate (100 cu. ft.)" instead of "Rates Per Foot (100 pi³)"; "(1000 cu. ft.)" instead of "(1000 pi³)"; "Yellow Birch" instead of "Wild Cherry" and "Jack Pine" instead of "Gray Pine". The abbreviations "Ep. Sap. Pig." should read "Sp. Fir, J.P.".

41767

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2988

Québec, August 25, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adoption of supplementary regulations respecting the Private Education Act and an amendment to the existing regulations.

WHEREAS under paragraphs (*l*) and (*n*) of section 67 of the Private Education Act Statutes of Québec 1968, chapter 67), the Lieutenant-Governor in Council, by regulation, upon the recommendation of the Minister of Education, who shall obtain the advice of the Private Education Advisory Commission, may:

(*l*) exempt certain institutions from the obligation to hold a permit for self-improvement;

(*n*) exclude from the application of the Private Education Act:

(1) any class of persons who give education acting alone;

(2) any organization, groups of persons, association or syndicate which occasionally, without pecuniary gain and for its members, organizes education the object of which is connected with the pursuit of its objects;

WHEREAS under paragraph (i) of section 67 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council, by regulation, upon the recommendation of the Minister of Education who shall obtain the advice of the Private Education Advisory Commission, may:

(*i*) require of the person keeping an institution which has not been declared to be of public interest or been recognized for the purpose of grants, security to gua-

l'observance de ses obligations envers les élèves inscrits à ses cours, en déterminer le montant et la nature ainsi que la procédure à suivre pour en disposer, s'il y a lieu;

ATTENDU QUE ladite Commission consultative a donné son avis au ministre de l'éducation sur les règlements ci-après mentionnés;

ATTENDU QU'il y a lieu, dans les circonstaces, d'adopter lesdits règlements.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de l'éducation:

1° QUE, conformément aux paragraphes (*l*) et (*n*) de l'article 67 de la Loi de l'enseignement privé (1968, chapitre 67), les règlements supplémentaires suivants soient adoptés:

i) Sont dispensés de l'obligation de détenir un permis de culture personnelle, après avoir fourni au ministre de l'éducation les renseignements concernant le fonctionnement de leur organisation, centre, entreprise ou institution et le genre d'enseignement donné:

a) les organisations sans fin lucrative qui dispensent un enseignement catéchistique, pastoral ou religieux susceptible de promouvoir la doctrine ou les pratiques correspondantes à leurs croyances;

b) les organisations de bienfaisance sans fin lucrative et les associations à caractère humanitaire, social ou religieux sans fin lucrative, qui dispensent un enseignement de culture personnelle;

c) les centres culturels ou de loisirs sans fin lucrative qui, sous la responsabilité des conseils municipaux ou d'autres organismes publics du Québec ou d'ailleurs, dispensent un enseignement de culture personnelle;

d) les centres de conditionnement physique ou d'entraînement à un sport récréatif et qui dispensent un enseignement de culture personnelle;

e) les entreprises commerciales ou industrielles qui donnent des démonstrations gratuites en vue de promouvoir l'usage ou la vente de leurs produits;

f) les institutions qui, déjà déclarées d'intérêt public ou reconnues pour fins de subventions pour dispenser un enseignement général ou professionnel, et qui dispensent en plus un enseignement de culture personnelle;

ii) Sont exclues de l'application de la Loi de l'enseignement privé:

a) La catégorie de personnes qui,

donnent l'enseignement seules, et

dispensent un enseignement de culture personnelle, autre que celui de la danse, et

s'abstiennent de toute publicité dans les journaux ou périodiques ainsi qu'à la radio ou à la télévision, et

fournissent au ministre de l'éducation les renseignements concernant le fonctionnement de leur institution et le genre d'enseignement qu'elles dispensent;

b) La catégorie de personnes qui,

donnent l'enseignement seules, et

dispensent certaines matières du programme d'enseignement général ou professionnel à des élèves qui suivent déjà des cours réguliers, et

s'abstiennent de toute publicité dans les journaux ou périodiques ainsi qu'à la radio ou à la télévision, et

rantee compliance with his obligations towards the pupils registered for his courses, and determine the amount and nature thereof and the procedure for dealing with the same if need be;

WHEREAS the said Advisory Commission has given its advice to the Minister of Education on the regulations hereinafter mentioned;

WHEREAS it is expedient, under the circumstances, to adopt the said regulations;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Education:

(1) THAT in accordance with paragraph (*l*) and (*n*) of section 67 of the Private Education Act (Statutes of Québec 1968, chapter 67), the following supplementary regulations be adopted:

(i) after providing the Minister of Education with information respecting the operating of their organization, centre, undertaking or institution and the type of education provided, the following institutions shall be exempt from the obligation to hold a permit for self-improvement:

(*a*) organizations without pecuniary gain which provide catechistic, pastoral or religious education to promote the doctrine or practices corresponding to their beliefs;

(*b*) benevolent organizations without pecuniary gain and associations of a humanitarian, social or religious character without pecuniary gain, which give self-improvement education;

(*c*) cultural or recreational centres without pecuniary gain under the responsibility of municipal councils or other public organizations of Québec or elsewhere, which give self-improvement education;

(*d*) physical conditioning or training centres for a recreational sport and which give self-improvement education;

(*e*) commercial or industrial enterprises which give free demonstrations to promote the use or sale of their products;

(*f*) institutions which have already been declared to be of public interest or been recognized for purposes of grants to provide general or vocational education, and which give, in addition, self-improvement education;

(ii) The following shall be excluded from the application of the Private Education Act:

(*a*) the class of persons who,

give education acting alone, and

give self-improvement education, other than that of the dance, and

abstain from any advertising in newspapers or periodicals as well as on radio and television, and

provide the Minister of Education with information respecting the operation of their institutions and the type of education they provide;

(*b*) the class of persons who,

give education acting alone, and

give certain subjects of the general or vocational programme to pupils who are already taking regular courses, and

abstain from any advertising in newspapers or periodicals as well as on radio and television, and

fournissent au ministre de l'éducation les renseignements concernant le fonctionnement de leur institution et le genre d'enseignement qu'elles dispensent;

c) Toute organisation, groupe de personnes, association ou syndicat qui occasionnellement, sans fin lucrative et pour ses membres, organise des enseignements de culture personnelle dont l'objet est relié à la poursuite de ses fins et qui fournit au ministre de l'éducation les renseignements concernant le fonctionnement de son institution et le genre d'enseignement qu'elle dispense;

2° QUE les règlements de la Loi de l'enseignement privé approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1966 du 26 juin 1969, soient modifiés en remplaçant les articles 19 et 20 par les suivants:

« 19. Sous réserve de l'article 21 des présents règlements, le cautionnement doit couvrir la période de temps déterminée par le permis et le montant en est établi en divisant la somme des revenus des frais de scolarité de l'année précédente par le nombre de versements exigés.

« 20. Lorsqu'il s'agit d'une nouvelle institution, le montant du cautionnement est déterminé en divisant la somme des revenus des frais de scolarité prévue pour la première année par le nombre de versements exigés.

« 20*a*. Pour les fins du calcul du montant du cautionnement mentionné aux articles 19 et 20, le nombre de versements ne peut être supérieur à 10. »

Le greffier du Conseil exécutif,
41768-o JULIEN CHOUINARD.

provide the Minister of Education with information respecting the operation of their institutions and the type of education they give;

(*c*) Any organization, group of persons, association or syndicate which occasionally, without pecuniary gain and for its members, organizes self-improvement education the object of which is connected with the pursuit of its objects and which provides the Minister of Education with information respecting the operation of its institution and the type of education it provides;

(2) THAT the regulations of the Private Education Act approved under Order in Council number 1966 of June 26, 1969, be amended by replacing sections 19 and 20 by the following:

"19. Subject to section 21 of the Regulations, the said surety shall cover the period stipulated on the permit and the amount thereof shall be set by dividing the amount of the revenue received from the tuition fees of the preceding year by the required number of payments.

"20. In the case of a new institution, the amount of surety shall be determined by dividing the amount of the revenue from the tuition fees forecast for the first year by the required number of payments.

"20*a*. For the purpose of computing the amount of security mentioned in sections 19 and 20, the number of payments cannot be greater than 10."

JULIEN CHOUINARD.
41768 *Clerk of the Executive Council.*

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool, bill 44, a été sanctionnée le 7 juillet 1971;

ATTENDU QUE la loi a été mise en vigueur par arrêté en conseil numéro 2420, en date du 14 juillet 1971, à l'exception de certains articles;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 207 de ladite loi, doivent être mis en application à une date ultérieure les articles non mentionnés dans l'arrêté en conseil de mise en application;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 207 de ladite loi, ont été mis en vigueur par arrêté en conseil numéro 2657, en date du 28 juillet 1971, les articles 70, 85, 86 et 197 de la Loi de la Commission de contrôle des des permis d'alcool;

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Liquor Permit Control Commission Act, Bill 44, was assented to on July 7, 1971;

WHEREAS the Act became effective by Order in Council number 2420, dated July 14, 1971, with the exception of certain sections;

WHEREAS, pursuant to section 207 of the said Act, the coming into force of the sections excluded from the governing Order in Council shall be deferred to a later date;

WHEREAS, pursuant to section 207 of the said Act, sections 70, 85, 86 and 197 of the Liquor Permit Control Commission Act became effective by Order in Council number 2657, dated July 28, 1971;

ATTENDU QU'il y a lieu de mettre en vigueur les articles suivants:

Articles 1 à 13.
Articles 16 à 27.
Articles 29 à 69.
Article 71.
Articles 73 à 81.
Articles 83 et 84.
Articles 87 à 112.

Article 113, paragraphe 1, paragraphe 2, paragraphe 3 (sous-paragraphes « *a* », « *c* », « *d* »), paragraphe 4, paragraphe 5, paragraphe 6.

Articles 114 à 122.
Articles 124 à 186.
Articles 191 à 195.
Articles 198 à 205.

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 1er septembre 1971 la date d'entrée en vigueur desdits articles.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2976, en date du 25 août 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'il y a lieu de fixer au 1er septembre 1971, la date d'entrée en vigueur des articles ci-après mentionnés de la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool, bill 44, sanctionné le 7 juillet 1971:

Articles 1 à 13.
Articles 16 à 27.
Articles 29 à 69.
Article 71.
Articles 73 à 81.
Articles 83 et 84.
Articles 87 à 112.

Article 113, paragraphe 1, paragraphe 2, paragraphe 3 (sous-paragraphes « *a* », « *c* », « *d* »), paragraphe 4, paragraphe 5, paragraphe 6.

Articles 114 à 122.
Articles 124 à 186.
Articles 191 à 195.
Articles 198 à 205.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-cinquième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

41843-o

WHEREAS it is expedient to bring the following sections into force:

Sections 1 to 13.
Sections 16 to 27.
Sections 29 to 69.
Section 71.
Sections 73 to 81.
Sections 83 and 84.
Sections 87 to 112.

Section 113, paragraph 1, paragraph 2, paragraph 3 (sub-paragraphs "*a*" "*c*", "*d*", paragraph 4, paragraph 5, paragraph 6.

Sections 114 to 122.
Sections 124 to 186.
Sections 191 to 195.
Sections 198 to 205.

WHEREAS it is expedient to fix September 1, 1971, as the date of the coming into force of the said sections.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2976, dated August 25, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, that September 1, 1971, be fixed as the date of the coming into force of the sections hereinafter mentioned of the Liquor Permit Control Commission Act, Bill 44, assented to on July 7, 1971:

Sections 1 to 13.
Sections 16 to 27.
Sections 29 to 69.
Section 71.
Sections 73 to 81.
Sections 83 and 84.
Sections 87 to 112.

Section 113, paragraph 1, paragraph 2, paragraph 3 (sub-paragraphs "*a*", "*c*", "*d*", paragraph 4, paragraph 5, paragraph 6.

Sections 114 to 122.
Sections 124 to 186.
Sections 191 to 195.
Sections 198 to 205.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMINY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-fifth day of August in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

41843

Soumissions — Demandes de

Paroisse de Saint-Charles-de-Lachenaie
Comté de L'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Poirier, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Bureau de la corporation, 3341, rue Notre-Dame, Saint-Charles-de-Lachenaie, comté de L'Assomption, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, École Notre-Dame-de-Lachenaie, rue Notre-Dame, Saint-Charles-de-Lachenaie, comté de L'Assomption, P.Q., mercredi, le 22 septembre 1971, pour l'achat de $1,631,000 d'obligations de la paroisse de Saint-Charles-de-Lachenaie, comté de L'Assomption, datées du 15 octobre 1971 et remboursables en série du 15 octobre 1972 au 15 octobre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 avril et 15 octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 octobre 1971.

Tableau d'amortissement — $1,631,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 octobre 1972	$ 14,000
15 octobre 1973	15,000
15 octobre 1974	16,000
15 octobre 1975	17,000
15 octobre 1976	18,000
15 octobre 1977	19,000
15 octobre 1978	21,000
15 octobre 1979	23,000
15 octobre 1980	25,000
15 octobre 1981	27,000
15 octobre 1982	30,000
15 octobre 1983	32,000
15 octobre 1984	35,000
15 octobre 1985	38,000
15 octobre 1986	42,000
15 octobre 1987	45,000
15 octobre 1988	50,000
15 octobre 1989	53,000
15 octobre 1990	59,000
15 octobre 1991	1,052,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

Tenders — Requests for

Parish of Saint-Charles-de-Lachenaie
County of L'Assomption

Notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean Poirier, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at the Office of the Corporation, 3341 Notre-Dame Street, Saint-Charles-de-Lachenaie, county of L'Assomption, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., at Notre-Dame-de-Lachenaie School, Notre-Dame Street, Saint-Charles-de-Lachenaie, county of L'Assomption, P.Q., on Wednesday, September 22, 1971, for the purchase of a bond issue of $1,631,000, for the parish of Saint-Charles-de-Lachenaie, county of L'Assomption, dated October 15, 1971 and redeemable serially from October 15, 1972 to October 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 15 and October 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from October 15, 1971.

Redemption table — $1,631,000 — 20 years

Year	*Capital*
October 15, 1972	$ 14,000
October 15, 1973	15,000
October 15, 1974	16,000
October 15, 1975	17,000
October 15, 1976	18,000
October 15, 1977	19,000
October 15, 1978	21,000
October 15, 1979	23,000
October 15, 1980	25,000
October 15, 1981	27,000
October 15, 1982	30,000
October 15, 1983	32,000
October 15, 1984	35,000
October 15, 1985	38,000
October 15, 1986	42,000
October 15, 1987	45,000
October 15, 1988	50,000
October 15, 1989	53,000
October 15, 1990	59,000
October 15, 1991	1,052,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $43,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 octobre 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 octobre 1991 au montant de $1,052,000 comprend un solde de $987,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 octobre 1992	$27,000
15 octobre 1993	31,000
15 octobre 1994	33,000
15 octobre 1995	36,000
15 octobre 1996	39,000
15 octobre 1997	42,000
15 octobre 1998	46,000
15 octobre 1999	50,000
15 octobre 2000	54,000
15 octobre 2001	60,000
15 octobre 2002	65,000
15 octobre 2003	71,000
15 octobre 2004	77,000
15 octobre 2005	84,000
15 octobre 2006	92,000
15 octobre 2007	30,000
15 octobre 2008	33,000
15 octobre 2009	35,000
15 octobre 2010	39,000
15 octobre 2011	43,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, payable au pair à Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $1,052,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La paroisse de Saint-Charles-de-Lachenaie s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $43,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of October 15, 2011 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of October 15, 1991 in the amount of $1,052,000 includes a balance of $987,000 renewable for an additional 20-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
October 15, 1992	$27,000
October 15, 1993	31,000
October 15, 1994	33,000
October 15, 1995	36,000
October 15, 1996	39,000
October 15, 1997	42,000
October 15, 1998	46,000
October 15, 1999	50,000
October 15, 2000	54,000
October 15, 2001	60,000
October 15, 2002	65,000
October 15, 2003	71,000
October 15, 2004	77,000
October 15, 2005	84,000
October 15, 2006	92,000
October 15, 2007	30,000
October 15, 2008	33,000
October 15, 2009	35,000
October 15, 2010	39,000
October 15, 2011	43,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $1,052,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on October 15, of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The parish of Saint-Charles-de-Lachenaie agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within

canadien dans les soixante jours à compter du 15 octobre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 158-A — $151,600 — voirie; 159 — $160,000 — aqueduc, égouts; 160 — $45,000 — aqueduc, égouts; 161 — $58,000 — aqueduc, égouts; 162 — $174,800 — aqueduc, égouts; 163 — $56,400 — aqueduc, égouts; 164 — $261,300 — aqueduc, égouts; 165 — $160,000 — aqueduc, égouts; 167 — $33,000 — aqueduc, égouts; 168 — $69,200 — aqueduc, égouts; 169 — $9,000 — aqueduc, égouts; 170 — $124,000 — voirie; 171 — $52,900 — aqueduc, égouts; 172 — $80,000 — aqueduc, égouts; 173 — $78,800 — aqueduc, égouts; 174 — $117,000 — voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 22 septembre 1971, à 8 heures du soir, École Notre-Dame-de-Lachenaie, rue Notre-Dame, Saint-Charles-de-Lachenaie, comté de L'Assomption.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Charles-de-Lachenaie (Comté de L'Assomption), ce 27 août 1971.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN POIRIER.

Bureau de la corporation, 3341, rue Notre-Dame,
St-Charles-de-Lachenaie, (L'Assomption), P.Q.
Tél.: 861-2651 travail
666-3677 résidence, code 514. 41861-o

the sixty days upon, from and after October 15, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 158-A — $151,600 — roads; 159 — $160,000 — aqueduct, sewers; 160 — $45,000 — aqueduct, sewers; 161 — $58,000 — aqueduct, sewers; 162 — $174,800 — aqueduct, sewers; 163 — $56,400 — aqueduct, sewers; 164 — $261,300 — aqueduct, sewers; 165 — $160,000 — aqueduct, sewers; 167 — $33,000 — aqueduct, sewers; 168 — $69,200 — aqueduct, sewers; 169 — $9,000 — aqueduct, sewers; 170 — $124,000 — roads; 171 — $52,900 — aqueduct, sewers; 172 — $80,000 — aqueduct, sewers; 173 — $78,800 — aqueduct, sewers; 174 — $117,000 — roads.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, September 22, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at Notre-Dame-de-Lachenaie School, Notre-Dame Street, Saint-Charles-de-Lachenaie, county of L'Assomption.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Charles-de-Lachenaie (County of L'Assomption), August 27, 1971.

JEAN POIRIER,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, 3341 Notre-Dame Street,
Saint-Charles-de-Lachenaie, (L'Assomption), P.Q.
Tel.: 861-2651 Office
666-3677 Residence, code 514. 41861

Municipalité de Lucerne
Comté de Gatineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Archambault, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 100, Chemin Aylmer, Lucerne, comté de Gatineau, P.Q., jusqu'à 5 heures de l'après-midi, lundi, le 20 septembre 1971, pour l'achat de $100,000 d'obligations de la municipalité de Lucerne, comté de Gatineau, datées du 1er octobre 1971 et remboursables en série du 1er octobre 1972 au 1er octobre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1971.

Tableau d'amortissement — $100,000 — 10 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1972	$ 6,000
1er octobre 1973	6,000
1er octobre 1974	8,000
1er octobre 1975	8,000
1er octobre 1976	10,000
1er octobre 1977	10,000

Municipality of Lucerne
County of Gatineau

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean Archambault, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 100 Aylmer Road, Lucerne, county of Gatineau, P.Q., until 5:00 p.m., on Monday, September 20, 1971, for the purchase of a bond issue of $100,000 for the municipality of Lucerne, county of Gatineau, dated October 1, 1971 and redeemable serially from October 1, 1972 to October 1, 1981 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1971.

Redemption table — $100,000 — 10 years

Year	*Capital*
October 1, 1972	$ 6,000
October 1, 1973	6,000
October 1, 1974	8,000
October 1, 1975	8,000
October 1, 1976	10,000
October 1, 1977	10,000

1er octobre 1978	$12,000
1er octobre 1979	12,000
1er octobre 1980	14,000
1er octobre 1981	14,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lucerne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La municipalité de Lucerne s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er octobre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 275 — $100,000 — achats de machineries et construction de bâtisses en métal.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 20 septembre 1971, à 5 heures de l'après-midi, Hôtel de ville, 100, Chemin Aylmer, Lucerne, comté de Gatineau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lucerne (Comté de Gatineau), ce 24 août 1971.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN ARCHAMBAULT.

Hôtel de ville, 100, Chemin Aylmer,
Lucerne (Comté de Gatineau), P.Q.
Téléphone: 684-5304, code 819. 41850-o

October 1, 1978	$12,000
October 1, 1979	12,000
October 1, 1980	14,000
October 1, 1981	14,000

It is to be noted that the tenders are called for bonds redeemable as per the above table only, and that offers made for short-term bonds will not be considered. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lucerne.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The municipality of Lucerne agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 275 — $100,000 — purchase of machinery and construction of metal buildings.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, September 20, 1971, at 5:00 p.m., at the Town Hall, 100 Aylmer Road, Lucerne, county of Gatineau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lucerne (County of Gatineau), August 24, 1971.

JEAN ARCHAMBAULT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 100 Aylmer Road,
Lucerne (County of Gatineau), P.Q.
Telephone: 684-5304, code 819. 41850

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Marthe-sur-le-Lac

Comté de Deux-Montagnes

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Yvan Binette, secrétaire-trésorier, Bureau de la municipalité, 2980, Chemin Oka, Ste-Marthe-sur-le-Lac, comté de Deux-Montagnes, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 21 septembre 1971, pour l'achat de $525,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Marthe-sur-le-Lac, comté de Deux-Montagnes, datées du 1er octobre 1971 et remboursables en série du 1er octobre 1972 au 1er octobre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le

The School Commissioners of the Municipality of St. Marthe-sur-le-Lac

County of Deux-Montagnes

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Yvan Binette, Secretary-Treasurer, at the Office of the municipality, 2980 Oka Road, St. Marthe-sur-le-Lac, county of Deux-Montagnes, P.Q., until 8:00 p.m., on Tuesday, September 21, 1971, for the purchase of a bond issue of $525,000 for the school commissioners of the municipality of St. Marthe-sur-le-Lac, county of Deux-Montagnes, dated October 1, 1971 and redeemable serially from October 1, 1972 to October 1, 1991, inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for

taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1971.

Tableau d'amortissement — $525,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er octobre 1972	x	$43,000
1er octobre 1973	x	47,000
1er octobre 1974	x	50,000
1er octobre 1975	x	55,000
1er octobre 1976	x	59,000
1er octobre 1977	x	63,000
1er octobre 1978		8,000
1er octobre 1979		9,000
1er octobre 1980		10,000
1er octobre 1981		11,000
1er octobre 1982		12,000
1er octobre 1983		13,000
1er octobre 1984		14,000
1er octobre 1985		15,000
1er octobre 1986		16,000
1er octobre 1987		17,000
1er octobre 1988		18,000
1er octobre 1989		20,000
1er octobre 1990		22,000
1er octobre 1991		23,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'une subvention de construction de $360,000, accordée par le gouvernement provincial et payable en 6 versements de $60,000 de 1972 à 1977 inclusivement, seront appliqués au service de cet emprunt. Les versements effectués à même cette subvention seront déposés durant les années précitées entre les mains du ministre des Finances en vue de compléter les sommes nécessaires pour acquitter en totalité le service de la dette sur cette émission conformément aux dispositions du Bill 64.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Marthe-sur-le-Lac, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire (y compris celles indiquées ci-haut), le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1971.

Redemption table — $525,000 — 20 years

Year		*Capital*
October 1, 1972	x	$43,000
October 1, 1973	x	47,000
October 1, 1974	x	50,000
October 1, 1975	x	55,000
October 1, 1976	x	59,000
October 1, 1977	x	63,000
October 1, 1978		8,000
October 1, 1979		9,000
October 1, 1980		10,000
October 1, 1981		11,000
October 1, 1982		12,000
October 1, 1983		13,000
October 1, 1984		14,000
October 1, 1985		15,000
October 1, 1986		16,000
October 1, 1987		17,000
October 1, 1988		18,000
October 1, 1989		20,000
October 1, 1990		22,000
October 1, 1991		23,000

The years marked with the letter "x" indicate those years during which the annual instalments of a construction grant of $360,000, awarded by the Provincial Government and payable in 6 instalments of $60,000 from 1972 to 1977 inclusive, shall be applied to the service of this loan. The instalments paid on such grant shall be deposited during the aforesaid years with the Minister of Finance for the purpose of completing the sums required to pay off the agregate amount of the service of the debt on this issue, in conformity with the provisions of Bill 64.

The school commissioners of the municipality of St. Marthe-sur-le-Lac, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), shall request the Minister of Education to deposit in trust with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by Minister of Education to the said school corporation (including that indicated above) the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $23,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er octobre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à la cité des Deux-Montagnes.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $23,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Marthe-sur-le-Lac s'engagent à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er octobre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution d'emprunt datée du 8 décembre 1970 — $525,000 — agrandissement de l'école élémentaire.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 21 septembre 1971, à 8 heures du soir, Bureau de la municipalité, 2980, Chemin Oka, Ste-Marthe-sur-le-Lac, comté de Deux-Montagnes, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Marthe-sur-le-Lac (Comté de Deux-Montagnes), ce 27 août 1971.

Le secrétaire-trésorier,
YVON BINETTE.

Bureau de la municipalité, 2980, Chemin Oka,
Ste-Marthe-sur-le-Lac (Deux-Montagnes), P.Q.
Téléphone: 473-1036, code 514. 41862

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $23,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemptions appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of October 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par in the city of Deux-Montagnes.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $23,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on October 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The school commissioners of the municipality of St. Marthe-sur-le-Lac agree not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds shall be issued pursuant to the loan resolution dated December 8, 1970 — $525,000 — enlargement of the elementary school.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, September 21, 1971, at 8:00 p.m., at the Office of the municipality, 2980 Oka Road, St. Marthe-sur-le-Lac, county of Deux-Montagnes, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St. Marthe-sur-le-Lac (County of Deux-Montagnes), August 27, 1971.

YVON BINETTE,
Secretary-Treasurer.

Office of the municipality, 2980 Oka Road,
St. Marthe-sur-le-Lac (Deux-Montagnes), P.Q.
Telephone: 473-1036, code 514. 41862-o

Ville de Notre-Dame-des-Laurentides
Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marcien

Town of Notre-Dame-des-Laurentides
County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Marcien Hémond, Secre-

Hémond, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 55, rue Victorien, Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Chauveau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 22 septembre 1971, pour l'achat de $190,000 d'obligations de la ville de Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Chauveau, datées du 15 octobre 1971 et remboursables en série du 15 octobre 1972 au 15 octobre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 avril et 15 octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 octobre 1971.

Tableau d'amortissement — $190,000 — 10 ans

Année	*Capital*
15 octobre 1972	$13,000
15 octobre 1973	13,500
15 octobre 1974	15,000
15 octobre 1975	16,000
15 octobre 1976	17,500
15 octobre 1977	19,500
15 octobre 1978	21,000
15 octobre 1979	22,500
15 octobre 1980	25,000
15 octobre 1981	27,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charlesbourg.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Notre-Dame-des-Laurentides s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 octobre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 294 — $190,000 — aqueduc, égouts et voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 22 septembre 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 55, rue Victorien, Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Chauveau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

tary-Treasurer, at the Town Hall, 55 Victorien Street, Notre-Dame-des-Laurentides, county of Chauveau, P.Q., until 8:00 p.m., on Wednesday, September 22, 1971, for the purchase of a bond issue of $190,000 for the town of Notre-Dame-des-Laurentides, county of Chauveau, dated October 15, 1971 and redeemable serially from October 15, 1972 to October 15, 1981 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 15th and October 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 15, 1971.

Redemption table — $190,000 — 10 years

Year	*Capital*
October 15, 1972	$13,000
October 15, 1973	13,500
October 15, 1974	15,000
October 15, 1975	16,000
October 15, 1976	17,500
October 15, 1977	19,500
October 15, 1978	21,000
October 15, 1979	22,500
October 15, 1980	25,000
October 15, 1981	27,000

It is to be noted that tenders are called for bonds redeemable as per the above table only, and that offers which might be made for short-term bonds will not be considered. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Charlesbourg.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Notre-Dame-des-Laurentides agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 15, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 294 — $190,000 — aqueduct, sewers and roads.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, September 22, 1971, at 8:00 p.m., at the Town Hall, 55 Victorien Street, Notre-Dame-des-Laurentides, County of Chauveau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Notre-Dame-des-Laurentides (Comté de Chauveau), ce 31 août 1971.

Le secrétaire-trésorier,
MARCIEN HÉMOND.

Hôtel de ville, 55, rue Victorien,
Notre-Dame-des-Laurentides,
Comté de Chauveau, P.Q.
Téléphone: 849-4472, code 418. 41865-o

Ville de Longueuil
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Claude Gauthier, greffier, Hôtel de Ville, 100 ouest, rue Saint-Charles, Longueuil, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 20 septembre 1971, pour l'achat de $3,856,000 d'obligations de la ville de Longueuil, comté de Chambly, datées du 1er octobre 1971 et remboursables en série du 1er octobre 1972 au 1er octobre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1971.

Tableau d'amortissement — $3,856,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1972	$144,000
1er octobre 1973	158,000
1er octobre 1974	172,000
1er octobre 1975	184,000
1er octobre 1976	199,000
1er octobre 1977	216,000
1er octobre 1978	236,000
1er octobre 1979	255,000
1er octobre 1980	278,000
1er octobre 1981	301,000
1er octobre 1982	324,000
1er octobre 1983	352,000
1er octobre 1984	112,000
1er octobre 1985	115,000
1er octobre 1986	126,000
1er octobre 1987	137,000
1er octobre 1988	119,000
1er octobre 1989	131,000
1er octobre 1990	143,000
1er octobre 1991	154,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

Notre-Dame-des-Laurentides, County of Chauveau, August 31, 1971.

MARCIEN HÉMOND,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 55 Victorien Street,
Notre-Dame-des-Laurentides,
County of Chauveau, P.Q.
Telephone: 849-4472, code 418. 41865

Town of Longueuil
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Claude Gauthier, Town Clerk, at the Town Hall, 100 Saint-Charles Street West, Longueuil, County of Chambly, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, September 20, 1971, for the purchase of a bond issue of $3,856,000 for the Town of Longueuil, County of Chambly, dated October 1, 1971 and redeemable serially from October 1, 1972 to October 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from October 1, 1971.

Redemption table — $3,856,000 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1972	$144,000
October 1, 1973	158,000
October 1, 1974	172,000
October 1, 1975	184,000
October 1, 1976	199,000
October 1, 1977	216,000
October 1, 1978	236,000
October 1, 1979	255,000
October 1, 1980	278,000
October 1, 1981	301,000
October 1, 1982	324,000
October 1, 1983	352,000
October 1, 1984	112,000
October 1, 1985	115,000
October 1, 1986	126,000
October 1, 1987	137,000
October 1, 1988	119,000
October 1, 1989	131,000
October 1, 1990	143,000
October 1, 1991	154,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $154,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er octobre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Longueuil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $154,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Longueuil s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er octobre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émision.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 288 — $1,980,000 — voirie; 371 — $48,000 — voirie; 402 — $238,000 — aqueduc, égouts, voirie; 72 — $345,000 — achat d'équipement; 74 — $425,000 — aqueduc, égouts, voirie; 100 — $92,000 — aqueduc, égouts, voirie; 103 — $24,000 — éclairage; 126 — $70,000 — aqueduc, égouts, voirie; 128 — $209,000 — éclairage; 131 — $425,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 20 septembre 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 100 ouest, rue Saint-Charles, Longueuil, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Longueuil (Comté de Chambly), ce 30 août 1971.

Le greffier,
CLAUDE GAUTHIER.

Hôtel de Ville, 100 ouest, rue Saint-Charles,
Longueuil, (Chambly), P.Q.
Téléphone: 670-2220, code 514. 41866-o

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $154,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last year of redemption, excluding the maturity of October 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Longueuil.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $154,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on October 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Longueuil agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 1, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 288 — $1,980,000 — roads; 371 — $48,000 — roads; 402 — $238,000 — aqueduct, sewers, roads; 72 — $345,000 — purchase of equipment; 74 — $425,000 — aqueduct, sewers, roads; 100 — $92,000 — aqueduct, sewers, roads; 103 — $24,000 — lighting; 126 — $70,000 — aqueduct, sewers, roads; 128 — $209,000 — lighting; 131 — $425,000 — aqueduct, sewers, roads.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, September 20, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 100 Saint-Charles Street West, Longueuil, County of Chambly, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Longueuil (County of Chambly), August 30, 1971.

CLAUDE GAUTHIER,
Town Clerk.

Town Hall, 100 Saint-Charles Street West,
Longueuil, (Chambly), P.Q.
Telephone: 670-2220, code 514. 41866

La Commission scolaire régionale de La Chaudière
Siège social: 270, boulevard Lacroix,
Saint-Georges Est, Beauce, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. Gérard Fournier, secrétaire-trésorier, jusqu'à 4.30 heures de l'après-midi, Bureau de la commission scolaire régionale, 270, boulevard Lacroix, Saint-Georges Est, comté de Beauce, P.Q., et par après de 7 heures à 8 heures du soir, Bureau de la commission scolaire régionale, 270, boulevard Lacroix, Saint-Georges Est, comté de Beauce, P.Q., mardi le 21 septembre 1971, pour l'achat de $3,175,000 d'obligations pour la commission scolaire régionale de La Chaudière, comté de Beauce, datées du 1er octobre 1971 et remboursables en série du 1er octobre 1972 au 1er octobre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1971.

Tableau d'amortissement — $3,175,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1972	$ 70,000
1er octobre 1973	75,000
1er octobre 1974	81,000
1er octobre 1975	88,000
1er octobre 1976	94,000
1er octobre 1977	102,000
1er octobre 1978	110,000
1er octobre 1979	119,000
1er octobre 1980	129,000
1er octobre 1981	138,000
1er octobre 1982	149,000
1er octobre 1983	162,000
1er octobre 1984	175,000
1er octobre 1985	188,000
1er octobre 1986	204,000
1er octobre 1987	219,000
1er octobre 1988	238,000
1er octobre 1989	256,000
1er octobre 1990	278,000
1er octobre 1991	300,000

La commission scolaire régionale de La Chaudière, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

The Regional School Board of La Chaudière
Head Office: 270 Lacroix Boulevard,
St. Georges East, Beauce, P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. Gérard Fournier, Secretary-Treasurer, until 4.30 p.m., at the Regional School Board Office, 270 Lacroix Boulevard, St. Georges East, county of Beauce, P.Q., and thereafter from 7:00 p.m. to 8:00 p.m., at the Regional School Board Office, 270 Lacroix Boulevard, St. Georges East, county of Beauce, P.Q., on Tuesday, September 21, 1971, for the purchase of a bond issue of $3,175,000 for the Regional School Board of La Chaudière, county of Beauce, dated October 1, 1971 and redeemable serially from October 1, 1972 to October 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1971.

Redemption table — $3,175,000 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1972	$ 70,000
October 1, 1973	75,000
October 1, 1974	81,000
October 1, 1975	88,000
October 1, 1976	94,000
October 1, 1977	102,000
October 1, 1978	110,000
October 1, 1979	119,000
October 1, 1980	129,000
October 1, 1981	138,000
October 1, 1982	149,000
October 1, 1983	162,000
October 1, 1984	175,000
October 1, 1985	188,000
October 1, 1986	204,000
October 1, 1987	219,000
October 1, 1988	238,000
October 1, 1989	256,000
October 1, 1990	278,000
October 1, 1991	300,000

The Regional School Board of La Chaudière, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64) shall request the Minister of Education to deposit in trust with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said school corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $300,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er octobre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Georges.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $300,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale de La Chaudière s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er octobre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 26 mai 1971 — $1,725,000 — construction de l'école polyvalente de Saint-Prosper; 30 juin 1971 — $1,450,000 — agrandissement de l'école polyvalente de ville Saint-Joseph.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mardi, le 21 septembre 1971, de 7 heures à 8 heures du soir, Bureau de la commission scolaire régionale, 270, boulevard Lacroix, Saint-Georges Est, comté de Beauce, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $300,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of October 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Georges.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $300,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on October 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Regional School Board of La Chaudière agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following resolutions: May 26, 1971 — $1,725,000 — construction of the St. Prosper Polyvalent School; June 30, 1971 — $1,450,000 — enlargement of the town of St. Joseph Polyvalent School.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, September 21, 1971, from 7:00 p.m., to 8:00 p.m., at the Regional School Board Office, 270 Lacroix Boulevard, St. Georges East, county of Beauce, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Georges-Est (Comté de Beauce), ce 27 août 1971.

Le secrétaire-trésorier,
J. GÉRARD FOURNIER.

Bureau de la commission scolaire régionale,
270, boulevard Lacroix,
Saint-Georges-Est (Beauce), P.Q.
Téléphone: 228-5541, code 418. 41867-o

St. Georges East (County of Beauce), August 27, 1971.

J. GÉRARD FOURNIER,
Secretary-Treasurer.

Regional School Board Office,
270 Lacroix Boulevard,
St. Georges East (Beauce), P.Q.
Telephone: 228-5541, code 418. 41867

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Provinciale — District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: No 12417. } J. E. MASTEN, résidant et domicilié à Lacolle, district d'Iberville, demandeur, *vs* ÉMILE CHRÉTIEN, résidant et domicilié à Napierville, défendeur.

« Partie du lot No 91 faisant partie de la municipalité du village de Napierville, pour fins municipales, mesurant 123 pieds de largeur le long de la propriété d'Eugène Morin dans une ligne sud ou ancienne limite du Village de Napierville et 99 pieds de largeur le long de la propriété de Mme Félix Fortin dans une ligne nord autre partie du même lot sur 116 pieds de profondeur des 2 côtés soit dans une ligne ouest le long d'une autre partie du même lot réservée par le vendeur et dans une ligne est le long d'une autre partie du même lot appartenant à Dame Félix Fortin, le tout plus ou moins et M.A., avec maison dessus construite; avec les servitudes y attachées; servitude de passage accordée par le vendeur à l'acheteur ou représentants sur une lisière de terrain de 10 pieds de largeur sur la partie dudit lot No 91 du cadastre de la paroisse de St-Cyprien réservée par lui le long de la propriété de Denis Joannisse: cette dite lisière, étant bornée vers le sud par ladite propriété et par la lisière ci-après mentionnée et aussi sur la partie du lot No 92 du village de Napierville qui lui appartient, ladite lisière étant située sur ce lot du côté est le long de la propriété dudit Denis Joannisse; ce droit de passage est accordé à l'acheteur ou représentants pour leur permettre de passer à pied ou avec véhicule automobile ou autrement et communiquer du terrain présentement vendu jusqu'à la rue St-Jacques. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Napierville à Napierville, le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député shérif,
ANDRÉ BERGERON.

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, ce 23 août 1971. 41854-o

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Provincial Court — District of Iberville

Saint John's, to wit: No. 12417. } J. E. MASTEN, residing and domiciled in Lacolle, district of Iberville, plaintiff, *vs* ÉMILE CHRÉTIEN, residing and domiciled in Napierville, defendant.

"Part of lot 91 forming part of the municipality of Napierville village, for municipal purposes, measuring 123 feet wide along the property of Eugène Morin in a southerly line, formerly the bounday of Napierville village, and 99 feet wide along the property of Mrs. Félix Fortin in a northerly line, another part of the same lot, by 116 feet deep on both sides, that is, in a westerly line along another part of the same lot reserved by the vendor, and in an easterly line along another part of the same lot belonging to Dame Félix Fortin, the whole more or less and E.M., with a house constructed thereon, and the servitudes attached thereto; a right of way servitude granted by the vendor to the buyer or representatives on a 10 feet wide strip of land on the part of said lot No. 91 on the cadastre for the parish of St. Cyprien, reserved by him along the property of Denis Joannisse, this strip of land being bounded towards the south by the said property and by the strip of land named hereinafter, and also by part of lot 92 of Napierville village belonging to him, the said strip of land being situated on the east side of this lot along the property said Denis Joannisse; this right of way is granted to the buyer or representatives to pass on feet or by motor vehicle or otherwise, and communicate from the lot presently sold to St. James Street."

To be sold at the Registry Office of Napierville county, in Napierville, the FIFTH day of OCTOBER, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ANDRÉ BERGERON,
Deputy Shériff.

Sheriff's Office,
Saint John's, August 23, 1971. 41854

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Provinciale — District de Montréal

Saint-Jean, à savoir: No 332-643. L'ÉQUITABLE COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES, corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires au numéro 200, rue St-Jacques, dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* LUCIEN THUOT, demeurant et domicilié au numéro 4279, rue Berri, dans les cité et district de Montréal, défendeur.

« Une terre située en la paroisse de St-Alexandre, côté nord-ouest du chemin du Kempt, composé des lots numéros trente-six et trente-sept (No. 36-37) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Alexandre.

Un autre lopin de terre, situé au côté sud du chemin Kempt, connu et désigné sous le lot numéro quatre-vingt-quinze (No 95) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Alexandre.

Le tout avec bâtisses construites, circonstances et dépendances.

Les lots ci-dessus décrits sont sujets à une servitude en faveur de Southern Canada Power Co. ltée, suivant enregistrement numéro 60385. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Iberville à Iberville, le QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député shérif,
ANDRÉ BERGERON.

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, ce 24 août 1971. 41853-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Provincial Court — District of Montreal

Saint John's, to wit: No. 332-643. THE EQUITABLE GENERAL INSURANCE CO., a corporation legally incorporated, having a place of business at number 200 St. James Street, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* LUCIEN THUOT, residing and domiciled at number 4279 Berri Street, in the city and district of Montreal, defendant.

"A tract of land in the parish of St. Alexandre, northwest side of Kempt Road, composed of lots numbers thirty-six and thirty-seven (Nos 36-37) on the official plan and book of reference for the parish of St. Alexandre.

Another parcel of land, situated on the south side of Kempt Road, known and designated under lot number ninety-five (No. 95) on the official plan and book of reference for the said parish of St. Alexandre.

The whole with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

The above described lots are subject to a servitude in favour of "Southern Canada Power Co. Ltd." pursuant to registration number 60385."

To be sold at the registry office of Iberville county, in Iberville, on the FOURTH day of OCTOBER, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

ANDRÉ BERGERON,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint John's, August 24, 1971. 41853

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 2303. DAME LOUISE BARIBEAU, épouse séparée de biens de Jean-Paul Masse, domiciliée en la cité de Sillery, district de Québec, *vs* PATRICK COOK, résidant en la ville de Kirkland, district de Montréal, et LE REGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Portneuf, mis en cause.

« Un emplacement situé au premier rang, de la paroisse de Notre-Dame de Portneuf, au village au sud du chemin royal, de soixante-quinze pieds (75′) de largeur sur cent pieds (100′) de profondeur, mesures anglaises, borné en front, au nord, au chemin public, au nord-est à Onésime Poliquin, au sud et à l'ouest à Théophile Papillon; lequel emplacement fait partie et est à distraire du lot cent cinquante-sept (157) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel de Notre-Dame de Portneuf, avec la maison à un seul logement et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Portneuf, à Cap-Santé, comté de Portneuf, le SIXIÈME jour d'OCTOBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 31 août 1971. 41863-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 2303. DAME LOUISE BARIBEAU, wife, separate as to property, of Jean-Paul Masse, domiciled in the city of Sillery, district of Québec, *vs* PATRICK COOK, residing in the town of Kirkland, district of Montreal, and THE REGISTRAR of Portneuf registration division, mis en cause.

"An emplacement situated in the First Range of the parish of Notre-Dame de Portneuf, in the village to the south of Chemin Royal measuring seventy-five feet (75′) wide by one hundred feet (100′) deep, English measure, bounded in front, on the north, by the public road, on the northeast by Onésime Poliquin, on the south and on the west by Théophile Papillon; the said emplacement forming part and to be withdrawn from lot one hundred and fifty-seven (157) on the official plan and book of reference of Notre-Dame de Portneuf, with the single lodgement house and other buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at Portneuf registry office, in Cap-Santé, county of Portneuf, on the SIXTH day of OCTOBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, August 31, 1971. 41863

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 62-161. LÉPINE LTÉE, corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires à 715, rue St-Vallier Est, Québec, district de Québec, *contre* SUCCESSION ALPHONSE ALLISON, de son vivant domicilié et résidant à 271, 6ième Avenue, Québec, district de Québec.

« Un emplacement situé sur le côté sud-ouest de la 6ième Avenue, connu et désigné comme étant le lot numéro 482 du cadastre officiel de la paroisse St-Roch Nord, ville de Québec, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au Bureau du Shérif, Palais de Justice, à Québec, le SEPTIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 31 août 1971. 41864-o

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 62-161. LÉPINE LTÉE, a corporation legally incorporated, having a place of business at 715 St. Vallier Street East, Québec, district of Québec, *against* ESTATE OF ALPHONSE ALLISON, deceased, late of 271, 6th Avenue, Québec, district of Québec.

"An emplacement situated on the southwest side of Sixth Avenue, known and designated as lot number 482 on the official cadastre for the parish of St. Roch North, city of Québec, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, Québec, on the SEVENTH day of the month of OCTOBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, August 31, 1971. 41864

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District de Saint-François

Cour Supérieure, Hauterive, No 2087. DAME MARIE JEANNE LANDRY, domiciliée et résidant à 402 rue Arnaud, Sept Iles, district de Hauterive, demanderesse, *vs* ROBERT ROY, courtier, domicilié et résidant à 58 rue West Gate, à East-Angus, dans le comté de Compton, district de St-François, défendeur.

« Les lots portant les numéros: soixante-trois (63), soixante-dix (70), soixante et onze (71), soixante-dix-sept (77), soixante-dix-huit (78), soixante-dix-neuf (79), quatre-vingt (80), quatre-vingt-trois (83), quatre-vingt-quatre (84), quatre-vingt-cinq (85), quatre-vingt-six (86), quatre-vingt-sept (87), tous de la resubdivision cent dix (110) de la subdivision trente-cinq (35) du lot originaire quatorze (14), 14-35-110-63, 14-35-110-70, 14-35-110-71, 14-35-110-77, 14-35-110-78, 14-35-110-79, 14-35-110-80, 14-35-110-83, 14-35-110-84, 14-35-110-85, 14-35-110-86, 14-35-110-87, tous situés dans le troisième rang du canton de Westbury, maintenant Ville d'East-Angus, tel qu'il appert à la copie certifiée de la réquisition d'enregistrement de jugement produite en exhibit sous la cote R-1.

Également les lots portant les numéros: un (1) et deux (2) de la resubdivision cent neuf (109) de la subdivision trente-cinq (35) du lot originaire quatorze (14) 14-35-109-1 et 14-35-109-2.

Les lots: quinze (15), seize (16), dix-sept (17), de la subdivision trente-cinq (35) du lot originaire quatorze (14), 14-35-15, 14-35-16, 14-35-17.

Les lots: deux (2) de la resubdivision dix-neuf (19) de la resubdivision cent dix (110) de la subdivision trente-cinq (35) du lot originaire quatorze (14), 14-35-110-19-2.

Les lots: trente-trois (33), quarante-quatre (44), quarante-huit (48) de la resubdivision cent-dix (110)

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District of Saint-François

Superior Court, Hauterive, No. 2087. DAME MARIE JEANNE LANDRY, domiciled and residing at 402 Arnaud Street, Sept-Iles, district of Hauterive, plaintiff, *vs* ROBERT ROY, broker, domiciled and residing at 58 West Gate Street, East Angus, in the county of Compton, district of Saint-François, defendant.

"The lots numbered as follows: sixty-three (63), seventy (70), seventy-one (71), seventy-seven (77), seventy-eight (78), seventy-nine (79), eighty (80), eighty-three (83), eighty-four (84), eighty-five (85), eighty-six (86), eighty-seven (87), all of resubdivision one hundred and ten (110) of subdivision thirty-five (35) of original lot fourteen (14), 14-35-110-63, 14-35-110-70, 14-35-110-71, 14-35-110-77, 14-35-110-78, 14-35-110-79, 14-35-110-80, 14-35-110-83, 14-35-110-84, 14-35-110-85, 14-35-110-86, 14-35-110-87, all situated in the third range of Westbury township, now Town of East Angus as appears on the certified copy of the requisition of registration of judgement produced as exhibit identified as R-1.

Also lots numbered: one (1) and two (2) of resubdivision one hundred and nine (109) of subdivision thirty-five (35) of original lot fourteen (14) 14-35-109-1 and 14-35-109-2.

Lots fifteen (15), sixteen (16), seventeen (17) of subdivision thirty-five (35) of original lot fourteen (14), 14-35-15, 14-35-16, 14-35-17.

Lots: two (2) of resubdivision nineteen (19) of resubdivision one hundred and ten (110) of subdivision thirty-five (35) of original lot fourteen (14), 14-35-110-19-2.

Lots: thirty-three (33), forty-four (44), forty-eight (48) of resubdivision one hundred and ten (110) of

de la subdivision trente-cinq du lot originaire quatorze (14), 14-35-110-33, 14-35-110-44, 14-35-110-48.

Les lots: trois (3), quatre (4), cinq (5), dix (10), onze (11) de la subdivision trente-six (36) du lot originaire quatorze (14), 14-36-3, 14-36-4, 14-36-5, 14-36-10, 14-36-11.

Les lots: un (1) et deux (2) de la resubdivision un (1) de la subdivision trente-six (36) du lot originaire quatorze (14), 14-36-1-1, 14-36-1-2.

Le lot: quatorze (14) de la subdivision dix-huit du lot originaire quinze « A », 15A-18-14.

Les lots: trente-sept (37), trente-huit (38), trente-neuf (39), quinze (15) et dix-sept (17) de la subdivision dix-sept (17) du lot originaire quinze « A », 15A-17-37, 15A-17-38, 15A-17-39, 15A-17-15, 15-A-17-17, tous situés dans le troisième rang du canton de Westbury, maintenant Ville d'East-Angus, tel qu'il appert à la copie certifiée de la réquisition d'enregistrement de jugement présentée en exhibit sous la cote R-2. »

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, à Cookshire, MARDI, le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sherbrooke, le 25 août 1971. 41855-o

Lots: one (1) and two (2) of resubdivision one (1) of subdivision thirty-six (36) of original lot fourteen (14), 14-36-1-1, 14-36-1-2.

Lot: fourteen (14) of subdivision eighteen of original lot fifteen "A" 15A-18-14.

Lots: thirty-seven (37), thirty-eight (38), thirty-nine (39), fifteen (15) and seventeen (17) of subdivision seventeen (17) of original lot fifteen "A", 15A-17-37, 15A-17-38, 15A-17-39, 15A-17-15, 15A-17-17, all situated in the third range of Westbury township, now Town of East Angus, as appears on the certified copy of the requisition of registration of judgement produced as exhibit identified as R-2."

To be sold at the Registry Office, Cookshire, on TUESDAY, the FIFTH day of OCTOBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff,
DONAT JACQUES,

Sheriff's Office,
Court House,
Sherbrooke, August 25, 1971. 41855

SAINT-MAURICE

Canada — Province de Québec
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 19-238. { LE FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS D'AUTOMOBILE, subrogée à tous les droits du demandeur, John Hoggins, résidant à Tracy, district de Richelieu, demandeur, *vs* MAURICE DUFORT, résidant à 9413 rue des Hêtres, Shawinigan, district de St-Maurice, défendeur.

« Un terrain situé à Shawinigan-Est, connu et désigné comme étant le lot six de la subdivision du lot originaire soixante-neuf (69-6) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Ste-Flore, mesurant soixante (60) pieds de largeur, sur la profondeur de cent quarante (140) pieds, le tout avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du Shérif au Palais de Justice de Shawinigan, MARDI le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE 1971, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le shérif,
RENÉ BOISVERT.

Bureau du Shérif,
Shawinigan, le 25 août 1971. 41840

SAINT-MAURICE

Canada — Province of Québec
District of Richelieu

Superior Court, No. 19-238. { THE HIGHWAY VICTIMS INDEMNITY FUND, subrogated to all the rights of John Hoggins, residing in Tracy, district of Richelieu, plaintiff, *vs* MAURICE DUFORT, residing at 9413 Des Hêtres Street, Shawinigan, district of St. Maurice, defendant.

"A piece of land situated in Shawinigan-East, known and designated as lot six of the subdivision of original lot sixty-nine (69-6) on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of St. Flore, measurig sixty (60) feet wide by one hundred and forty (140) feet deep, the whole with buildings contructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold in the Sheriff's Office, Shawinigan Court House, on TUESDAY, the FIFTH day of OCTOBER, 1971, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

Sheriff,
RENÉ BOISVERT,

Sheriff's Office,
Shawinigan, August 25, 1971. 41840-o

Vente pour taxes

Cité de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, assistant greffier de la cité de Sherbrooke, que les

Sale for Taxes

City of Sherbrooke

Public notice is hereby given by the undersigned, Assistant City Clerk of Sherbrooke, that the hereinafter

immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'hôtel de ville, 145 nord, rue Wellington, dans ladite cité, MARDI, le VINGT-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

described immoveables will be sold by public auction, at the City Hall, 145 Wellington St. North, in the said city, on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER 1971, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes with accrued interests and costs incurred thereon, unless the sais taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom des propriétaires Name of property owners	Description cadastrale Cadastral description			Quartier Ward
Lemieux, Marcel	P. 870			Est-East.
Lavoie, Alphonse II et *al*	P. 844			Est-East.
Lavoie, Alphonse II et *al*	P. 844			Est-East.
	P. 843	-6		Est-East.
Brodeur, Liguori	899	99		Est-East.
Succession-Estate J.-Henri Codère	899	149	62	Est-East.
Guertin, Joseph	775	2		Est-East.
Guimond, Claude	899	74	3	Est-East.
Brochu, Florent	P. 899	78	2	Est-East.
Brochu, Florent	S. 899	79		Est-East.
Vallières, Edouard	899	157	96	Est-East.
Wheeler, Benjamin	P. 899	1		Est-East.
Houle, René	899	157	84	Est-East.
Martin, Anatole	P. 899	157	75	Est-East.
	P. 899	157	74	Est-East.
Tinker, Wilfrid	P. 732	46		Est-East.
	P. 730	220		Est-East.
Marcoux, Benoît	730	168		Est-East.
Demontigny, Lucien	22F 28	R. 6		Ascot.
Lacroix, Lionel	22F 106	R. 6		Ascot.
Paul, Roger	22B 16	R. 7		Ascot.
Sherbrooke Auto Lavage Trois Minutes Inc.	431	1		Est-East.
Théo Langlois Ltée	P. 429			Est-East.
	P. 430			Est-East.
Théo Langlois Ltée	P. 428			Est-East.
	P. 429			Est-East.
Ruel, Mme-Mrs. E.	P. 425	6		Est-East.
Ruel, Armand	P. 427			Est-East.
	P. 425	1		Est-East.
	P. 425	5		Est-East.
Le Directeur des Terres destinées aux Anciens Combattants				
Boulanger, Roland	733	46		Est-East.
Wheeler, Henry et *al*	P. 733	141		Est-East.
	733	143		Est-East.
Brochu, Florent	729	106		Est-East.
Brochu, Florent	729	105		Est-East.
Daigneault, Hubert	729	515		Est-East.
Marcel Trépanier Inc.	20B	97	R. 6	Ascot.
Marcel Trépanier Inc.	20B	104	R. 6	Ascot.
Fortier, Roger	21F	13	R. 6	Ascot.
Fortier, Roger	21F	12	R. 6	Ascot.
Petit, André	19G	26	R. 6	Ascot.
Bouliane, Raymond	19L	2	R. 6	Ascot.
Pinard, Armand	728	11		Est-East.
	729	179		Est-East.
Barolet, Lévis	729	142		Est-East.
Entreprises J.-M. Saurette Inc.	P. 463			Est-East.
Lavoie, Gilbert	710	34		Est-East.
Potvin, Claude	19B	53	R. 6	Ascot.
Potvin, Mathias Mme-Mrs.	19B	56	R. 6	Ascot.
Roy, Réal	19B	22	R. 6	Ascot.
Pinard, Gilles	9	15		Est-East.
Ouimet, Adrien	8	39		Est-East.
Lafleur, Roger Lafleur, Antoine	16D	182	R. 6	Ascot.
Lafleur, Roger Lafleur, Antoine	16D	188	R. 6	Ascot.
Lafleur, Roger Lafleur, Antoine	16D	189	R. 6	Ascot.
Lafleur, Roger Lafleur, Antoine	16D	190	R. 6	Ascot.

Nom des propriétaires Name of property owners	Description cadastrale Cadastral description			Quartier Ward
Lafleur, Roger Lafleur, Antoine	16D	191	R. 6	Ascot.
Lafleur, Roger Lafleur, Antoine	16D	192	R. 6	Ascot.
Lafleur, Roger Lafleur Antoine	16D	193	R. 6	Ascot.
L. O. Noël Inc.	16A	168	R. 6	Ascot.
	16D	178	R. 6	Ascot.
L. O. Noël Inc.	16A	167	R. 6	Ascot.
	16D	177	R. 6	Ascot.
Robert, Alphonse	16A	174	R. 6	Ascot.
Canadian Artistic Dies Inc.	P. 1239	3		Sud-South.
Canadian Artistic Dies Inc.	P. 1239	3		Sud-South.
Hôtel Normandie Inc.	P. 1309			Sud-South.
Houde, Donald Mme-Mrs.	P. 1444	238		Sud-South.
Boucher, Antonio	P. 1444	222		Sud-South.
Lemelin, André	1444	193		Sud-South.
Couturier, Ronaldo	1444	61		Sud-South.
Côté, Jean-Claude	7	432		Sud-South.
Roy Robert Desjarlais, Roland	P. 1364			Sud-South.
	P. 1362			Sud-South.
	1345			Sud-South.
Roy, Robert	7	195		Sud-South.
Morin, Jacques	P. 7	102		Sud-South.
Morin, Robert	1484			Sdu-South.
Morin, Robert	1485			Sud-South.
Salon Funéraire Arthur Bélisle Inc.	1478			Sud-South.
	1477			Sud-South.
Soucy, Romain	1452	27		Sud-South.
Martel, Michel	P. 1452	14		Sud-South.
Construction St François Ltée	1492	1		Sud-South.
	1493	1		Sud-South.
	1491	1		Sud-South.
Guillemette, Jean-Denis	8	95		Sud-South.
	8	96-2		Sud-South.
Sherbrooke Real Estate Trudeau, Jean-Claude	15A	511	R. 7	Ascot.
Sherbrooke Real Estate Trudeau, Jean-Claude	15A	510	R. 7	Ascot.
Guillemette, Jean-Denis	15A	501	R. 7	Ascot.
	15A	500-2	R. 7	Ascot.
Sherbrooke Real Estate Guillemette, Jean-Denis	15A	498	R. 7	Ascot.
	15A	497-2	R. 7	Ascot.
Sherbrooke Real Estate Guillemette, Jean-Denis	15A	496	R. 7	Ascot.
	15A	497-1	R. 7	Ascot.
Sherbrooke Real Estate Guillemette, Jean-Denis	15A	495	R. 7	Ascot.
Lemieux, Gilles	15A	490	R. 7	Ascot.
	15A	491-2	R. 7	Ascot.
Morin, Gérard	15A	189	R. 7	Ascot.
Desloges, Léandre	15A	134	R. 7	Ascot.
Desloges, Léandre	P. 15A	135	R. 7	Ascot.
Desloges, Léandre	P. 15A	135	R. 7	Ascot.
Bélanger, René	15A	34	R. 7	Ascot.
Raymond, Raoul-A.	15A	78 44	R. 8	Ascot.
Raymond, Raoul Agna	15A	78 30	R. 8	Ascot.
	15A	78 31 1	R. 8	Ascot.
Raymond, Agna	15A	78 31 2	R. 8	Ascot.
	15A	78 30 2	R. 8	Ascot.
Fagondo, Jean-Claude	15A	268 61	R. 8	Ascot.
Royer, Germain	15A	263 1-1	R. 8	Ascot.
	15A	263 1-2	R. 8	Ascot.
Lemieux, Marcel	15A	267-37	R. 8	Ascot.
Dallaire, Théodore	1494	121		Sud-South.
Laperle, Gilbert	P. 1529			Sud-South.
Goyette, Marcel	P. 1534-2			Sud-South.
	1535-2			Sud-South.
Guertin, Joseph	1535	90		Sud-South.
Guertin, Joseph	1535	91		Sud-South.
Poirier, Jérôme	1536	13		Sud-South.
Gagné, Léonard	1537	94		Sud-South.
Proulx, Germain	1537	230-2		Sud-South.

Nom des propriétaires Name of property owners	Description cadastrale Cadastral description			Quartier Ward
Proulx, Germain	1537	230-1		Sud-South.
	1537	231		Sud-South.
Rodrigue, Trefflé	15A	65	R. 8	Ascot.
Rodrigue, Trefflé	15A	64	R. 8	Ascot.
Lafontaine, Jean-Guy	15B	90-34	R. 9	Ascot.
Edgecombe, George	15H	34	R. 9	Ascot.
Lemire Yvan, Lemire, Yvan Mme-Mrs.	15H	166	R. 9	Ascot.
Beaudoin, Roland	15H	128	R. 9	Ascot.
Labrie, Bertrand	15H	134-40	R. 9	Ascot.
Fournier, Oliva	15H	134-56-1	R. 9	Ascot.
	15H	134-57-1	R. 9	Ascot.
Castonguay, Yoland	15I	184	R. 10	Ascot.
Hamel, René	15I	187-1	R. 10	Ascot.
Duval, François	15I	560	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	640	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	P. 15I		R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	215	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	216	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	454	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	455	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	456	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	16I	457	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	458	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	459	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	460	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	461-1	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	461-2	R. 10	Ascot.
	15I	463-1	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	463-2	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	464	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	465	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	466	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	467	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	468	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	470	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	474	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	480	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	481	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	483	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	484	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	485	R. 10	Ascot.
	15I	486-1	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	486-3	R. 10	Ascot.
	15I	487-1	R. 10	Ascot.
	15I	462-2	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	487-2	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	884	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	883	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	881	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	880	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	879	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	878	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	877	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	876	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	875	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	874	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	873	R. 10	Ascot.
Blouin, Eddy	15I	872	R. 10	Ascot.
Waite, Normand	15F	22	R. 10	Ascot.
Camirand, Gilles	15F	61	R. 10	Ascot.
Lemire, Yvan	P. 15H		R. 10	Ascot.
Yvan Lemire Électrique Ltée	P. 15H		R. 10	Ascot.
Laverdière, Évariste	15G	31	R. 10	Ascot.
Meunier, Georges	16C	21	R. 10	Ascot.
Meunier, Georges	16C	22	R. 10	Ascot.
Lecours, Jean-Guy	16C	245	R. 10	Ascot.
Succession-Estate J.-A. Dion	16C	79	R. 10	Ascot.
Succession-Estate J.-A. Dion	16C	292	R. 10	Ascot.
Succession-Estate J.-A. Dion	16C	293	R. 10	Ascot.
Succession-Estate J.-A. Dion	16C	294	R. 10	Ascot.
Succession-Estate J.-A. Dion	16C	67	R. 10	Ascot.
Veilleux, Victor	16C	65	R. 10	Ascot.
Succession-Estate J.-A. Dion	P. 16C	62	R. 10	Ascot.
	P. 16C	63	R. 10	Ascot.
Breton, Réal	P. 16C		R. 10	Ascot.

Nom des propriétaires Name of property owners	Description cadastrale Cadastral description			Quartier Ward
Fabrique du Meuble Inc.	16A	178	R. 10	Ascot.
	16B	35	R. 10	Ascot.
Plante, Mme-Mrs. Th.	16E	76	R. 9	Ascot.
Pinard, Gilles	16B	125	R. 9	Ascot.
	16B	126-1	R. 9	Ascot.
Sheer Silk Hosiery Mills Ltd	P. 19			Centre.
Sheer Silk Hosiery Mills Ltd	P. 20			Centre.
	P. 19			Centre.
	P. 21			Centre.
	269			Centre.
Sheer Silk Hosiery Mills Ltd	P. 21			Centre.
	P. 20			Centre.
Baldwin Storage Ltd.	P. 25			Centre.
Chartier, Richard-J.	P. 695			Nord-North.
	P. 694			Nord-North.
	P. 693			Nord-North.
	P. 688			Nord-North.
Denis, Arcadius	P. 776			Nord-North.
Mercier, Denis	P. 641			Nord-North.
	P. 642			Nord-North.
Clairmont, Jean-Pierre	564			Nord-North.
Clairmont, Jean-Pierre	S. 564			Nord-North.
Raffan, Murtle Kypp, Mme-Mrs. E.	P. 605			Nord-North.
Raffan, Myrtle, Mme-Mrs.	604			Nord-North.
	P. 593			Nord-North.
Dallaire, Théodore	P. 322			Nord-North.
	P. 321			Nord-North.
Lac Crystal Magog Développement Inc.	36	26		Nord-North.
	36	27		Nord-North.
Lac Crystal Magog Développement Inc.	3	14		Nord-North.
	3	13		Nord-North.
Crown Laundry of Sherbrooke Ltd.	P. 3			Nord-North.
Poirier, Frank	5	6		Nord-North.
	P. 5	5		Nord-North.
St-Pierre, Gilles	P. 5	5		Nord-North.
St-Pierre, Gilles	5	4		Nord-North.
	P. 5	3		Nord-North.
Québec H. Du François	386			Nord-North.
Hunt, Mlle-Miss F. T. et *al*	P. 414			Nord-North.
Brulotte, Marcel	158			Nord-North.
Bolduc, Denis	156	1		Nord-North.
	151			Nord-North.
Richard, Joseph Hubert	77	9		Nord-North.
	78	31		Nord-North.
Blain, Harry A.	23	2		Nord-North.
Braun, Raymond	P. 23			Nord-North.
Verland Ltd.	14	34		Nord-North.
	13	28		Nord-North.
Verland Ltd.	14	35		Nord-North.
	13	27		Nord-North.
Verland Ltd.	14	36		Nord-North.
	13	26		Nord-North.
Verland Ltd.	14	38		Nord-North.
	13	29		Nord-North.
Verland Ltd.	13	25		Nord-North.
Verland Ltd.	13	24		Nord-North.
Verland Ltd.	13	23		Nord-North.
Verland Ltd.	P. 13			Nord-North.
Labrecque, Mme-Mrs. Joseph	16	5		Nord-North.
Authier, J.-E.	P. 904	31		Nord-North.
Croteau, Victor				
Georges Pednault Inc.	903	28		Nord-North.
Allatt, Walter	S. 941	3		Nord-North.
Allatt Bakery Ltd.	941	3		Nord-North.
	P. 941	4		Nord-North.
Napro Investments Inc.	P. 71	26	12	Orford.
	71	26	11	Orford.
King-Well Inc.	71	1D	6	Orford.
	71	1C	3	Orford.
Guillemette, Jean-Denis	65	8		Orford.
	65	7		Orford.
	70	1		Orford.
	66			Orford.
Doyon, Marcel	69	32		Orford.
Gagné, Lucien	69	12		Orford.

Nom des propriétaires Name of property owners	Description cadastrale Cadastral description			Quartier Ward
Cabana, Onil	69	44		Orford.
Fortin, Philias Mme-Mrs.	64	113		Orford.
Duclos, Bernard				
Duclos, Bernard Mme-Mrs.	112	48		Orford.
Castonguay, Raymond	162	37		Orford.
Berti, Daniel	162	57		Orford.
Payeur, Germaine Mme-Mrs.	P. 154			Orford.
Duclos, Jean-Paul	151	2 1		Orford.
Duclos, Jean-Paul	151	4		Orford.
	156	1-2		Orford.
Demers, Gilles	90	9	3	Orford.
	90	9	2	Orford.
	P. 90	9	5	Orford.
Lambert, Fernand	111	30		Orford.
Dupuy, J.-Raymond	P. 113			Orford.
	P. 111			Orford.
Entreprises Rimac Inc.	109	3		Orford.
	109	4		Orford.
	109	67	2	Orford.
	109	85		Orford.
	109	68	2	Orford.
	109	1	2	Orford.
	109	2	2	Orford.
	109	17	2	Orford.
	109	18	2	Orford.
	109	71		Orford.
	109	72		Orford.
	109	73		Orford.
	109	86		Orford.
	109	69	2	Orford.
	109	20	2	Orford.
	109	21	2	Orford.
	109	5		Orford.
Guillemette, Jean-Denis	101	19		Orford.
Guillemette, Jean-Denis	101	28		Orford.
Guillemette, Jean-Denis	101	29		Orford.
Guillemette, Jean-Denis	101	30		Orford.
Guillemette, Jean-Denis	101	31		Orford.
Guillemette, Jean-Denis	101	32		Orford.
Brulotte, Joseph Georges	100	33		Orford.
	P. 100	34		Orford.
Brochu, Florent	108	1	1	Orford.
	108	1	2	Orford.
	108	1	3	Orford.
St-Martin, Ovila	48	475		Orford.
	48	510-2		Orford.
Caouette, Wilfrid	P. 64	83		Orford.
Miquelon, Pierre	48	197		Orford.
Lombardo, Orazio	48	67		Orford.
Bérubé, Lionel	47	265		Orford.
Sherbrooke Trust Company	48	251		Orford.
Sherbrooke Trust Company	P. 48	252		Orford.
Morin, Gérard	48	109		Orford.
	48	110		Orford.
Gagné, Paul	58	23		Orford.
Béliveau, Armand	44	17		Orford.
Gingras, Antonio	53	4		Orford.
	54	4		Orford.
Provincial Production Dies Inc.	44	100		Orford.
	44	94		Orford.
	44	95		Orford.
	P. 44	96		Orford.
	P. 44	97		Orford.
	44	99		Orford.
Sherbrooke Real Estate	44	268		Orford.
Verville, Roland	44	267		Orford.
Verville, Roland				
Le Directeur des Terres destinées aux Anciens Combattants	P. 44	112		Orford.
Gingues, Paul	44	111		Orford.
	47	177		Orford.
	P. 47	178		Orford.
	40	3		Orford.
Biouin, Alva	40	2		Orford.
Berthold, Lionel	47	187		Orford.

Nom des propriétaires Name of property owners	Description cadastrale Cadastral description			Quartier Ward
Georges Pednault Inc.	39	79		Orford.
Georges Pednault Inc.	39	80		Orford.
Georges Pednault Inc.	39	81		Orford.
	P. 39	82		Orford.
Société d'Epargne de l'Estrie	39	65		Orford.
Hébert, René				
Blanchard, Rollie	P. 29	53		Orford.
Hébert, René				
Blanchard Rollie	29	61	2	Orford.
Lavoie, Alphonse II, Mme-Mrs.	P. 37			Orford.
Fredette, Paul	P. 4	39		Orford.
Laflamme, Gaétan	4	214		Orford.
	4	213-2		Orford.
Beaudry, Pierre	4	121		Orford.
	P. 4	122		Orford.
Gaudette, Gilles	4	123		Orford.
Campbell, André Guy	4	280	2	Orford.
Bergeron, Roger	4	7	1	Orford.
	4	4	1	Orford.
	4	224		Orford.
Goulet, Lucien	5	29		Orford.
Rouleau, Alphonse	48	238-1		Orford.
	48	77		Orford.

Donné à Sherbrooke, ce 31e jour d'août 1971.

Assistant-greffier,
H.-P. ÉMOND.

41868-36-2-o

Given at the city of Sherbrooke, this 31st day of August, 1971.

H.-P. ÉMOND,
Assistant City Clerk.

41868-36-2-o

INDEX No 36

ARRÊTÉS EN CONSEIL — ***ORDRES IN COUNCIL***

2082 — Forêt domaniale Gaspésienne et les forêts domaniales de Chic-Choc, Lac Édouard, La Sarre, Grand-Portage, Matagami, Matane, Cap-Chat, Roberval, Saguenay (*Erratum*) ... 6808
2082 — Gaspesian Crown Forest and the Crown Forests of Chic-Choc, Lac Édouard, La Sarre, Grand-Portage, Matagami, Matane, Cap-Chat, Roberval, Saguenay (*Erratum*) ... 6808
2375 — Bourses pour le personnel enseignant, *règlement relatif aux bourses accordées en vertu de la loi à certaines autres bourses de perfectionnement, de même que le paiement de ces bourses pour l'année scolaire 1971-1972* ... 6727
2375 — Teachers Scholarships Act, *regulations respecting scholarships granted under the Act and certain other post-graduated scholarships, as well as, the financing of these scholarships for the 1971-1972 academic year* ... 6727
2643 — Réserve de chasse et de pêche Baillargeon ... 6804
2643 — Fish and Game Reserve of Baillargeon ... 6804
2644 — Réserve de chasse et de pêche des Chics-Chocs, *agrandissement du territoire* ... 6804
2644 — Fish and Game Reserve of Chics Chocs, *extension of the territory* ... 6804
2702 — Bois et forêts, *règlement concernant les mesureurs de bois et une modification à l'article 8 des règlements des bois et forêts* ... 6725
2702 — Wood and Forests, *regulation concerning collers and an amendment to section 8 of the Wood and Forests Regulations* ... 6725
2728 — Sauvagines (Les), (*oiseaux migrateurs*) ... 6803
2728 — Migratory birds ... 6803
2729 — Parc de la Vérandrye, *amendement aux règlements* ... 6802
2729 — De la Vérandrye Park, *amendment to the regulations* ... 6802
2821 — Limite de prise saisonnière de gros gibiers ... 6802
2821 — Season's hunting limit for big game ... 6802
2865 — Camionnage, Ile de Montréal, *modification au décret* (*Erratum*) ... 6807
2865 — Cartage, Montreal, *amendment to the decree* (*Erratum*) ... 6807
2977 — Régie des alcools du Québec, *concernant les règlements mis en vigueur par l'arrêté en conseil No 2658* 6805
2977 — Liquor Board Act, *concerning regulations brought into force by Order in Council No. 2658* ... 6805
2977 — Commission de contrôle des permis d'alcool, *concernant les règlements mis en vigueur par l'arrêté en conseil No 2658* ... 6805

ARRÊTÉS EN CONSEIL — ORDERS IN COUNCIL

(*suite*) (*continued*)

2977 — Liquor Permit Control Commission, *concerning regulations brought into force by Order in Council No. 2658* ... 6805
2978 — Tarif des frais de cours de juridiction pénale en vertu de la loi des poursuites sommaires du Québec, *mise en vigueur* ... 6806
2978 — Tariff of costs applicable to the courts with penal jurisdiction under the provisions of the Québec Summary Convictions Act, *coming into force* ... 6806
2979 — Régie des loteries et courses, *pourvoirs en matière de systèmes de loterie et les modalités selon lesquelles les licences peuvent être délivrées* ... 6801
2979 — Régie des loteries et courses, *powers with respect to lottery schemes terms and conditions subject to which licences may be issued* ... 6801
2988 — Enseignement privé, *adoption de règlements supplémentaires se rapportant à la loi et une modification aux règlements existant* ... 6808
2988 — Private Education Act, *adoption of supplementary regulations respecting the Act and an amendment to the existing regulations* ... 6808

AVIS DIVERS — MISCELLANEOUS NOTICES

Barreau du Québec (*Mod. règl. No 1*) ... 6796
Bar of the Province of Québec (*Amend. by-law No. 1*) ... 6796
Estate Mireille Paré-Bordeleau (*Benefit of Inventory*) ... 6795
Estate Richard Émile Saindon (*Benefit of Inventory*) ... 6795
Maple-Grove, ville – town (*Requête – Petition*) ... 6795
Succession Mireille Paré-Bordeleau (*Bénéfice d'inventaire*) ... 6795
Succession Richard Émile Saindon (*Bénéfice d'inventaire*) ... 6795

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — CHANGE OF NAME ACT

Demandes: *Applications:*

Botos, Ibona Borbala ... 6784
Cavalot, Roger Hector ... 6784
Cretini, Vito ... 6783
Donkin, Arthur Stanley ... 6785
Kozma, Shoshanna ... 6784
Smilovitch, Ronald ... 6784
Smilovitch, Stanley ... 6785
Yasinowsky, Sam ... 6784

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES

Permis: *Licenses:*

GNC Industries Limited ... 6781
Rentway Canada Ltd. ... 6781

COMPAGNIES — LOI DES — COMPANIES ACT

Demandes d'abandon de charte — *Applications for Surrender of Charter*

Ameublement Plateau ltée ... 6771
Branord Inc. ... 6770
Broadway Motor Sales Inc. ... 6770
Broadway Realties Inc. ... 6770
C.G.H. ltée ... 6770
Compagnie Fleury & fils inc. (La) ... 6769
Engineers' Plaza Fund Inc. ... 6771
Entreprises Castel inc. (Les) ... 6770
Expo-Théâtre limitée ... 6771
Foursome Interests Ltd. ... 6772
Martin & Milette inc. ... 6772
Perreault (Alcide) inc. ... 6770
Phileric Enterprises Ltd. ... 6770
Plateau Furniture Ltd. ... 6771
Romark Building Inc. (The) ... 6771
Souscription, Place des ingénieurs inc. ... 6771
Steinberg's Building Inc. ... 6771

Dissoutes — *Dissolved*

A.B.C. Whitewear Manufacturing Ltd. ... 6760
American Cleaners & Dyers Co. Limited ... 6760
Anglo Building Corp. ... 6760
Benmar Realty & Investment Corp. ... 6760
Bercal Construction inc. ... 6760
Breault & Frère (Granby) inc. ... 6760
Brock (Samuel) Realties Limited ... 6761
Cabana Construction inc. ... 6761
Calco Construction inc. ... 6761
Cartier Variety Shops Inc. ... 6761
Central Credit Inc. ... 6762
Corporation du Centenaire de Dorval (La) ... 6761
Crédit Central inc. ... 6762
Crémazie Construction ltée ... 6762
D. & F. Construction Company ... 6762
Distribution Bartolini ltée ... 6762

Dissoutes *Dissolved*

(*suite*) (*continued*)

District Insurance Agencies Limited 6762
Donbar Holdings Ltd. 6762
Dorval Centennial Corporation (The) 6761
Entreprises Lotbinière inc. (Les) 6763
Federal Equipment (Eastern) Limited 6763
Filsan Drywall & Painting Ltd. 6763
Fisher (David) Corporation 6763
Galeries Schertle inc. (Les) 6763
Gibor Construction Ltd. 6763
Glickman Dress Company Limited 6764
Groupe Industriel Trans-Canada ltée (Le) ... 6767
Harwood Securities Ltd. 6764
Hedesco Holdings Inc. 6764
International Waterways Navigation Limited 6764
Igloo Sport Shop Ltd. 6764
Jardins de l'Ile Ste. Thérèse inc. (Les) 6764
Joren inc. 6765
Josmar Inc. 6765
Lac Ouimet Club Ltd. 6765
Laurentian Transit Inc. 6765
Marfoglia Investments Ltd. 6765
Mountair Inc. 6765
New St. Lawrence Dining Room Inc. 6766
Optical Sound Recording Limited 6766
Productions de l'Escale inc. (Les) 6766
Pylon Construction Co. 6766
Rema Refrigeration Mart Ltd. 6766
Restaurant-Bar l'Échiquier inc. 6766
Reyburn Co. Ltd. 6767
Seaway Development Corp. 6767
Selesco inc. 6767
Steel Processing Inc. 6767
Trans-Canada Industrial Group Ltd. 6767
Variétés Cartier inc. (Les) 6761
Village Bakery & Delicatessen Inc. 6767
Waddell (Arthur) Inc. 6768
Wallace Holdings Ltd. 6768
Westcath Corp. 6768

Divers *Miscellaneous*

Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (*Règl.*) 6776
Association du Vélo-Club O.C.C.O. inc. (L') (*Règl.-By-laws*) 6774
Castle Securities (Québec) Limited (*Dir.*) .. 6772
Chambre d'immeuble de Montréal (*Règl.*) 6772
Clipper Ship Supply Ltd. (*Dir.*) 6772
Cosmo Enterprises Ltd. (*Nom-Name ch.*) 6774
Delisle Pontiac-Buick inc. (*Dir.*) 6772
Dennison Furs Ltd. (*Dir.*) 6773
Ensemble traditionnel Kébec incorporée (*Règl.-By-laws*) 6774
Entreprises sportives Trans-Canada inc. (Les) (*Dir.*) 6773
Groupe prêt et revenu (*Règl.*) 6774
Klein (A.A.) & Sons Inc. (*Dir.*) 6773
Leslie Holdings Ltd. (*Nom-Name ch.*) 6775
Loisirs de Villebois (Les) (*Règl.-By-laws*) 6775
Maplemount Homes Inc. (*Dir.*) 6773
Margarine Blanchet inc. (*Dir.*) 6773
Martinique Motor Inn Ltd. (The) (*Dir.*) 6773
Montreal Real Estate Board (*By-laws*) 6772
Modefair Industries Ltd. (*Dir.*) 6773
Motel le Martinique ltée (*Dir.*) 6773
New Forum Restaurant Inc. (*Dir.*) 6775
Québec Crankshaft Ltd. (*Name ch.*) 6774
Québec Roads Builders and Heavy Construction Association (*By-laws*) 6776
Restaurant nouveau forum inc. (*Dir.*) 6775
Savings and Investment Group (*Règl.-By-laws*) 6774
Service des loisirs Ste-Bernadette de Montréal (*Règl.-By-laws*) 6775
Service des loisirs Notre-Dame-de-la-Salette (*Règl.-By-laws*) 6775
Société terres armées inc. (*Dir.*) 6776
Socaf Ltd. (*Dir.*) 6775
Syd Stein Textiles Inc. (*Dir.*) 6776
Vilebrequin Québec ltée (*Nom ch.*) 6774

Lettres patentes *Letters Patent*

Abercorn Fish Hatchery Limited 6720
Association sociale et culturelle Kayak (Montréal) 6709
Ateliers P.A.T. inc. (Les) 6709
Belex (Québec) Inc. 6709
Camps de hockey international ltée (Les) 6716
Centre de l'auto L. Patenaude inc. 6719
Centre d'études politiques de Québec et de la région inc. 6710
Cercle des Affaires de Hauterive (Le) 6710
Citizens' Committee of Laflèche Inc. 6712
Clinique médicale de Rigaud inc. 6711
Club de l'Âge d'Or de Cabano inc. (Le) 6711
Club de poneys de course St-Hyacinthe 6711
Club de tir à la volée de Rimouski 6712
Comité des citoyens de Laflèche inc. 6712
Comité Pierre de Coubertin du Québec inc. .. 6713
Corporation de placements Cyla (La) 6713
Cyla Investment Corporation 6713
De Coubertin (Pierre) Québec Committee Inc. 6713
École d'art et de dessin Labonté inc. 6713
Éditions Lingua inc. (Les) 6714
Entrepreneurs peintres Hochelaga ltée 6714
Guide touristique Ulysse inc. 6714
Hydro-Press (Canada) Ltd. 6715
Industries Sabra ltée (Les) 6722
Inprompac Inc. 6715
International Hockey Camps Ltd. 6716
Labonté Art and Drafting School Inc. 6713
Ligue de base-ball Vimont-Auteuil inc. 6716
Lingua Publishing Inc. 6714
Maguire Specialties Ltd. 6716
Marché Boucherville inc. 6717
Mill-Star Enterprises Inc. 6717
Muplex Industries Inc. 6718
National Management Service Inc. 6722
1001 Renovations Inc. 6718
Or-Fil Inc. 6718
Osmond Agencies (1971) Ltd. 6719
P.A.T. Machine Shop Inc. 6709

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Patenaude (L.) Auto Centre Inc. 6719
Permanent Plumbing Ltd. 6719
Pisciculture Abercorn limitée 6720
Plaza Laval inc. 6720
Quaker Industries Ltd. 6721
Renlee Slacks Ltd. 6721
Restaurant Place Granby ltée 6721
St. Hubert Travel Inc. 6724
Sabra Industries Ltd. 6722
Scientific-Hair International (Canada) Ltd. 6722
Service administratif National inc. 6722
Service Géotechnique de Québec inc. 6723
Société Logesco inc. (La) 6723
Swiss Knits Ltd. 6724
Tapis A.B.L. ltée 6724
Voyages St-Hubert inc. 6724
Wood (Ronald) & associés ltée 6725

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Antigo Inc. 6778
Atara Corporation 6777
Bijouterie Leduc (Rouyn) inc. 6779
Bromonrive Investments Inc. 6777
C.D.V.B. Inc. 6780
C.G.H. ltée 6776
Clairebec Inc. 6780
Collège de secrétariat moderne inc. (Le) 6777
Cohen (William) Corporation 6776
Conbro Imports Limited 6779
Clipper Ship Supply Ltd. 6777
Interprovincial Testing Laboratories Inc. 6777
Investissements A.V.I.R. inc. (Les) 6780
Investissements Bromonrive inc. (Les) 6777
Laboratoire d'essais interprovinciaux inc. (Les) 6777
Laboratoire Riva inc. 6780
Lady Dyva Lab Inc. 6778
Magasin pour vous messieurs inc. 6778
May, Mikkila and Co. Limited 6778
Rochette (Denis A.) inc. 6779
Scotcomm Radion Inc. 6779
Shirwal Investments Lts. 6778
Shirwal Investments Ltd. 6778
Texart Inc. 6779

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la — ***WINDING-UP ACT***

Association coopérative de Ferland (L') 6786
Coopérative de santé des pompiers de Montréal (La) 6785
Fair Acres Limited 6785
Montreal Firemen's Health Co-operative (The) 6785
Viatorienne (La) 6786

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTS***

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Les-Deux-Rives (*Erratum*) 6796

Institutions financières compagnies et coopératives — ***Financial Institutions Companies and Cooperatives***

Assurances: — *Insurance:*

Baltica Insurance Company Limited (*Annul.*) 6783
Gresham Life Assurance Society, Limited (*Annul.*) 6783
Universal Reinsurance Company Limited (*Annul.*) 6782

Compagnies de fidéicommis: — *Trust Companies:*

Hellenic Canadian Trust (*L.P.*) 6781
Trust Hellénique canadien (*L.P.*) 6781

Richesses naturelles — ***Natural Resources***

Révocations de droits miniers 6787
Revocations of mining rights 6787

Terres et forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Fox, canton-township (Rev.) 6768
Orford, canton-township 6768
Ste-Adèle, par. 6769
Ste-Anne, par. 6769
St-Antoine, par. 6769

PROCLAMATION — ***PROCLAMATION***

Commission de contrôle des permis d'alcool, mise en vigueur des articles 1 à 13, 16 à 27, 29 à 69, 71, 73 à 81, 83 et 84, 87 à 112, 113, 114 à 122, 124 à 186, 191 à 195, 198 à 205 6810
Liquor Permit Control Commission Act, coming into force of sections 1 to 13, 16 to 27, 29 to 69, 71, 73 to 81, 83 and 84, 87 to 112, 113, 114 to 122, 124 to 186, 191 to 195, 198 to 205 6810

Régie de l'assurance-maladie du Québec — ***Québec Health Insurance Board***

Professionnels désangagés et non-participants 6798
Withdrawn or non-participating professionals 6798

Régie des marchés agricoles du Québec — ***Québec Agricultural Marketing Board***

Forest Products Producers, Gatineau Valley (*Amendments to the Joint Plan*) 6797
Milk Producers, Québec (Joint Plan) (*Accreditation of "l'Association des camionneurs de lait de Montréal"*) 6798
Producteurs de bois, Vallée de la Gatineau (*Amendement au plan conjoint*) 6797
Producteurs de lait, Québec (Plan conjoint) (*Accréditation de l'Association des camionneurs de lait de Montréal*) 6798

Société coopérative agricole — ***Cooperative Agricultural Association***

Société agricole et sylvicole de St-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière (*Formation*).. 6796

SOUMISSIONS — demandes de — ***TENDERS — Requests for***

La Chaudière, c.s.r.-r.s.b. 6821
Longueuil, ville-town 6819
Lucerne, munic. 6814
Notre-Dame-des-Laurentides, ville-town. 6817
St-Charles-de-Lachenaie, par. 6812
St-Georges, ville-town 6821
Ste-Marthe-sur-le-Lac, c.s.-s.c. 6815

SYNDICATS PROFESSIONNELS — ***PROFESSIONAL SYNDICATES***

Baldwin-Cartier Teachers Association (*Const.-Inc.*) 6786
East End Teachers Association (*Const.-Inc.*) 6786

VENTES — ***SALES***

Par Shérifs — ***By Sheriffs***

Iberville — ***Iberville***

Équitable compagnie d'assurances générales (L') *vs* Thuot 6824
Equitable General Insurance Co. (The) *vs* Thuot 6824
Master *vs* Chrétien 6823

Québec — ***Québec***

Baribeau *vs* Cook 6824
Lépine ltée *vs* Allison (succession-Estate) 6825

Saint-François — ***Saint-François***

Landry *vs* Roy 6825

Saint-Maurice — ***Saint-Maurice***

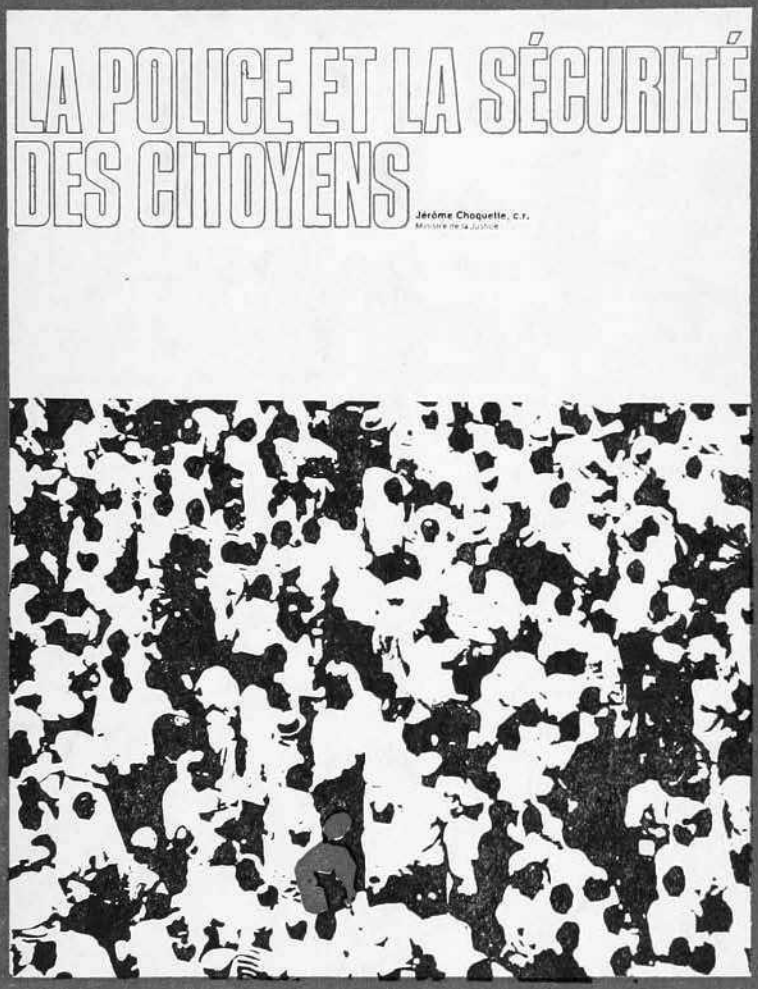
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles inc. (Le) *vs* Dufort.. 6826
Highway Victims Indemnity Fund (The) *vs* Dufort 6826

Taxes — ***Taxes***

Blainville, ville-town 6788
Cadillac, ville-town 6793
Senneville, village 6794
Sherbrooke, cité-city 6826

IMPRIMÉ AU CANADA

PRINTED IN CANADA



livre blanc du ministre de la justice
Me Jérôme Choquette c.r.

$1.50

en vente

QUÉBEC:

librairie de
l'Éditeur officiel du Québec,
2, rue Saint-Jean

librairie Garneau ltée,
47-49, rue Buade

librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTRÉAL:

Centrale d'artisanat du Québec,
(comptoir des publications),
1450, rue Saint-Denis

librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur ltée,
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE:

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES:

Comptoir de l'Éditeur officiel
du Québec
Bureau régional du ministère
de l'Éducation
2590, boulevard Royal